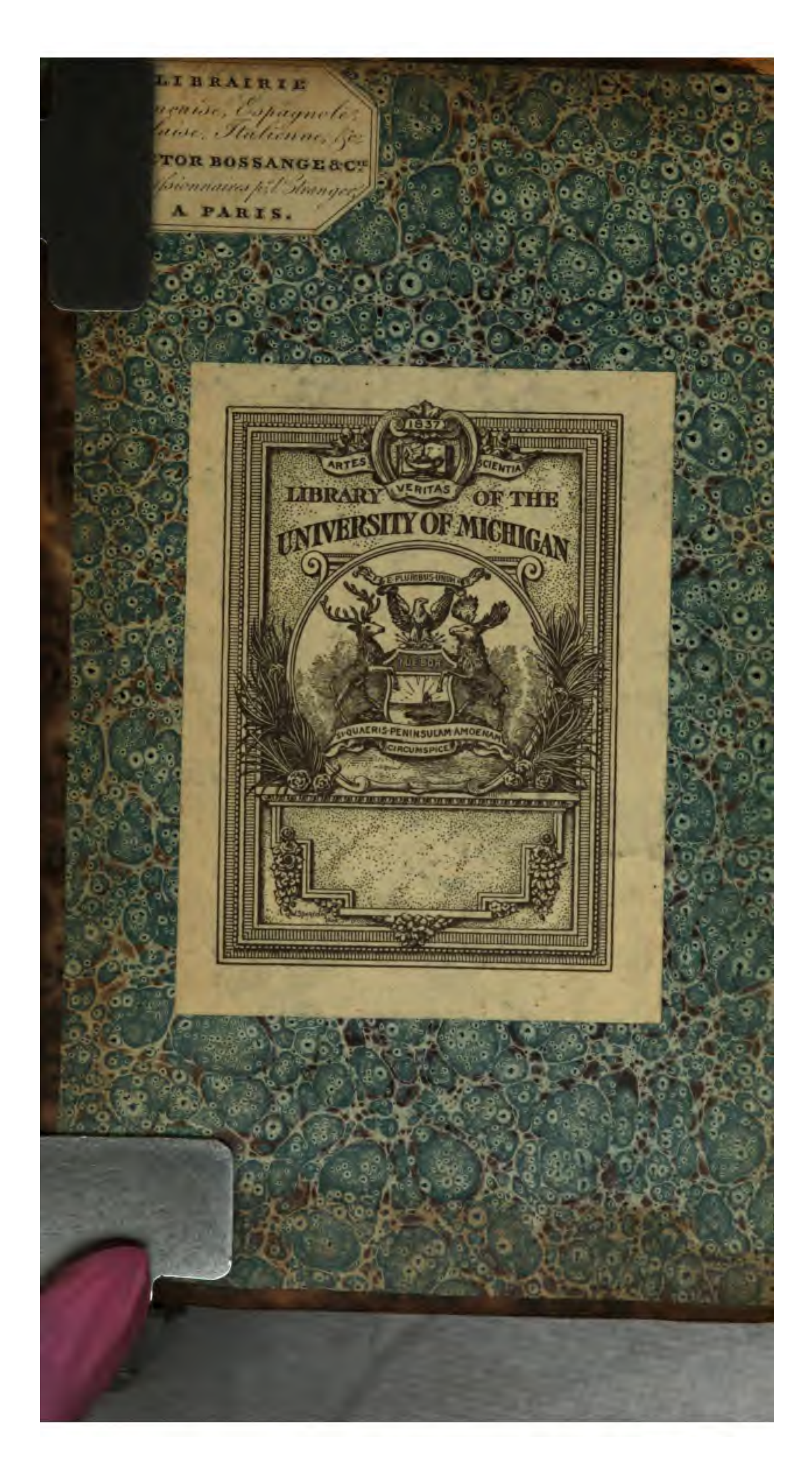

LIBRAIRIE
nçaise, Espagnole,
laise, Italienne, &c.
TOR BOSSANGE & Cie
ssionnaires p. l'Etranger,
A PARIS.
1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





...se, Espagnole,
..., Italienne, &c.
...R BOSSANGE & C.ie
...naires p.r l'Etranger,
PARIS.
1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



848
S1A6

~~3.7.4.3.~~

CORBEIL, typ. de CRÉTE.

ESSAIS

DE

LITTÉRATURE

ET DE MORALE

PAR

M. SAINT-MARC GIRARDIN

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

NOUVELLE ÉDITION, REVUE PAR L'AUTEUR

TOME PREMIER

PARIS

CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

17, RUE DE LILLE, FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

1853

AVERTISSEMENT DE LA PREMIÈRE ÉDITION.

Les morceaux qui composent ce recueil sont des articles de journaux, et la plupart ont été publiés dans le *Journal des Débats*, dont je m'honore d'être le collaborateur depuis vingt ans.

Trois morceaux, l'*éloge de Le Sage* [1], l'*Eloge de Bossuet* et le *Discours sur M. Campenon*, ont été faits pour l'Académie française. Le premier a eu l'accessit en 1822 ; le second a partagé le prix du concours de 1827 avec mon confrère et mon ami M. Patin ; le troisième est mon discours de réception à l'Académie française ; et ces divers discours sont pour moi un témoignage précieux de la bienveillance que l'Académie a eue pour mes premiers essais et pour la persévérance de

[1] Ajouté à la 2e édition.

mes efforts comme critique et comme professeur. J'aime à me parer de cette bienveillance devant le public.

Je viens de parler de mon titre de professeur. Oserai-je dire que les fonctions du professorat ont pour moi un charme et un intérêt que le temps n'a pas encore affaiblis? J'aime le droit et le devoir qui m'est départi de causer avec les jeunes gens, de les avertir et de les préserver, si je le puis, des fausses idées et des faux sentiments; de leur faire aimer le bon et le beau en littérature et en morale. Il y a dans ce recueil, sous le titre de *Causeries en Sorbonne,* quelques extraits des leçons d'ouverture de mon cours. Je demande qu'on veuille bien voir dans ces entretiens, non ce que je dis, mais ce que les jeunes gens écoutent et ce qu'ils écoutent sans répugnance. Je suis sûr que, d'après ces conversations, on prendra bonne idée et bonne espérance de la jeunesse.

Journaliste et professeur, voilà ma vie, voilà mes travaux depuis vingt ans; longs travaux, et pourtant bien éphémères, car ils ne laissent de traces que dans la mémoire oublieuse du public quotidien et dans l'esprit mobile des jeunes au-

ditoires qui se succèdent devant la chaire du professeur. Je ne m'en repens pas cependant : ces travaux ont leur heure et leur jour d'utilité. Puisse ce recueil faire penser que les miens ont eu parfois ce mérite !

1845.

ÉLOGE DE LE SAGE[1].

Le Sage, né en 1668, mourut en 1747, et dans cette vie de quatre-vingts ans, il assista à la fin du siècle de Louis XIV et au commencement du siècle de Louis XV; siècles si différents, quoique si proches : l'un, tout brillant de la majesté des arts et des prestiges de l'imagination ; où la France, comme enivrée au milieu des pompes de la victoire et des prodiges du luxe royal, semblait ne plus connaître d'autre langage que la poésie et d'autre éloquence que celle de l'inspiration; où la littérature, sous les auspices de nos grands hommes, s'élançait de son berceau déjà toute formée; siècle d'enthousiasme où tout paraissait grand comme ce roi qui, jeune encore, commandait à la nature comme à l'Europe, et qui, entouré de poëtes et d'architectes, de guerriers et de magistrats, voyait s'élever à son ordre Athalie ou Versailles, et se délassait de ses victoires en fondant ses lois; — l'autre, moins majestueux et

[1] Cet Éloge a remporté l'accessit au concours de l'Académie française en 1822. M. Saint-Marc Girardin avait alors 21 ans.

moins auguste, où l'esprit d'examen remplaça l'enthousiasme, où l'homme, impatient du joug, discuta ses admirations littéraires comme ses croyances religieuses, et, s'appuyant sur le doute pour arriver à une réalité désenchantée, sembla oublier qu'il y a dans l'empire des arts une sorte de duperie pleine de charmes, qu'il faut respecter par intérêt pour nos plaisirs. Le Sage vécut dans une de ces époques où l'esprit qui doit dominer le siècle ne paraît encore que par de timides essais, et où la littérature indécise s'agite entre l'imitation respectueuse du passé et le désir de son indépendance à venir. Mais ce n'est point chez lui qu'il faut chercher les traces du mélange des idées anciennes et des idées nouvelles; ce n'est point dans ses ouvrages qu'on peut voir les deux littératures se rapprocher et s'unir, quoique distinctes encore. Le Sage appartient au siècle de Louis XIV, et, quoique contemporain de Fontenelle et de Voltaire, à peine cependant trouverait-on dans ses écrits quelques traces de cet esprit philosophique qui caractérisa la littérature sous Louis XV. Si, dans la dernière partie de *Gil Blas*, il a peint la cour d'Espagne, c'est plutôt en satirique qu'en philosophe. C'est un moraliste pénétrant, c'est un frondeur spirituel, qui trace avec vérité le tableau des intrigues des cours, qui dévoile avec finesse les abus, mais sans jamais s'arrêter à nous montrer leur influence sur le sort des peuples. Il décrit les préjugés et les erreurs, moins pour les détruire en les dénonçant, que pour peindre l'homme qui s'y laisse entraîner. Ainsi que les écrivains philosophiques, il possède l'esprit d'examen et de critique,

mais il l'applique différemment : il considère toujours l'individu et les passions particulières; les autres examinent l'esprit et les opinions de quelqu'une des grandes classes de la société. Le Sage pourra quelquefois ridiculiser l'ignorance et la fierté castillane de quelque gentilhomme ; mais il respecte la noblesse, et, censeur piquant des vices de quelque chanoine, jamais il n'attaque le clergé. Plus tard, l'esprit philosophique ne fit souvent que changer les observations particulières de Gil Blas en principes généraux, et ses saillies satiriques en déclamations irritées.

C'est peut-être, en effet, un des caractères des moralistes du siècle de Louis XIV, de voir toujours l'homme sous un point de vue particulier. Ils nous peignent dans nos relations d'homme à homme ; mais jamais ils ne nous montrent les rapports qui unissent l'individu à la société. Il semble que, depuis que Louis XIV a dit : « L'État c'est moi, » ils aient admis comme réelle cette personnification et n'aient plus vu autour d'eux que des individus et des passions isolées. Moraliste et satirique, nous retrouvons dans Le Sage cette perspicacité si pénétrante dans tout ce qui a rapport à l'homme, cet aveuglement si sincère dans tout ce qui a rapport à la société politique. Nous suivons Gil Blas à la cour d'Espagne, nous entrons avec lui dans le cabinet des ministres; mais il ne songe pas à nous retracer l'état de la monarchie espagnole sous les successeurs de Philippe II : il ne veut que peindre les mœurs des courtisans. Est-il tout à coup conduit à la tour de Ségovie, jamais, dans l'amertume de ses douleurs,

il ne lui échappe un mot d'étonnement ni de plainte sur les formes de cette captivité si brusque et si soudaine. L'esprit philosophique est peint en quelque sorte dans l'homme *aux pourquoi* de La Fontaine; Le Sage ne cherche jamais le pourquoi, et son silence n'est pas une discrétion respectueuse ou une réticence épigrammatique : c'est une ignorance sincère et naïve.

Considérons un instant l'état de la société, la condition des hommes de lettres telle qu'elle était encore vers la fin du règne de Louis XIV, et enfin la vie et les liaisons de Le Sage : peut-être cet examen nous apprendra-t-il pourquoi Le Sage ne ressentit qu'à peine l'influence des idées nouvelles.

Lorsque, jeune et sans autre richesse que son talent, Le Sage arriva à Paris, Louis XIV était encore dans tout l'éclat de sa puissance : Catinat et Luxembourg avaient succédé à Turenne et à Condé; Racine, Boileau, La Fontaine, soutenaient la gloire de la littérature. Tout ce qui composait l'esprit du siècle, cette disposition d'une raison discrète sans être crédule, qui sait respecter également les mystères du pouvoir et ceux de la religion; cette déférence naturelle devant une autorité consacrée par la victoire et par les hommages du génie; cette crainte des innovations que venait confirmer le souvenir des égarements de la fronde, tout enfin imprimait dans les esprits des habitudes de calme et de gravité qui éloignaient la littérature des spéculations hardies du scepticisme. Telles furent les premières impressions de Le Sage; elles ne s'effacèrent jamais. Lorsque les dégoûts qu'il essuya à la Comédie-Française le

forcèrent d'abaisser son talent jusqu'aux pièces de la foire, il vécut avec Piron, Fuselier, d'Orneval, quelques autres encore, et Crébillon lui-même, qui venait souvent s'asseoir à leur table et égayer parmi eux sa muse sombre et tragique; mais la liberté même et l'indépendance de leur société ne passa pas dans ses ouvrages, non plus que dans ceux de ses compagnons de plaisirs et de travaux. On vit alors dans la littérature une sorte d'école intermédiaire d'écrivains appartenant par le caractère de leurs ouvrages au siècle de Louis XIV, et par l'indépendance de leur vie et de leur esprit au siècle de Louis XV, formée d'hommes ingénieux et pénétrants, quoique amis d'une discrétion souvent timide, peu scrupuleux, quoique opposés aux esprits forts, hardis dans leur conversation, mesurés dans leurs écrits, et qui ne voulaient que jouir des douceurs d'une liberté obscure. Chez eux, la littérature n'était encore que ce qu'elle était sous le règne précédent, une sorte d'embellissement de l'existence et de plaisir de la société : elle n'avait point cette intention sérieuse que lui donnèrent les écrivains qui suivirent.

C'est parmi eux que vécut Le Sage, et les premières impressions de sa jeunesse, ses liaisons avec cette société, ses inimitiés avec Voltaire, cet écrivain qui représentait, pour ainsi dire, l'esprit philosophique, tout dut l'en écarter. Peut-être aussi la condition des auteurs à cette époque n'était-elle point encore favorable à ce nouvel esprit. Il y a aujourd'hui dans la condition des hommes de lettres quelque chose de noble et d'élevé : ils ont encore des protecteurs; mais on n'exige plus que leur re-

connaissance aille presque jusqu'à la servilité. Entre le génie et le pouvoir, il existe une sorte d'égalité honorable, et l'auteur n'a plus à craindre d'être le seul qui paraisse avoir la conscience du respect que mérite le talent. Lorsque, vers une époque où la licence de la gaieté, plutôt que la hardiesse de la philosophie, semblait prendre plaisir à confondre les rangs, Piron s'écriait : « Monsieur le duc, je passe le premier, s'il faut garder son rang ; » alors son audace, pour n'être point une sorte de sacrilége, eut besoin d'être regardée comme une saillie de plaisanterie ; aujourd'hui ce ne serait qu'un oubli des règles de la politesse, et non des lois et des usages de l'état. Peut-être pourrait-on dire que cette émancipation des lettres, commencée par les écrits et la fortune de Voltaire, doit aussi quelque chose au souvenir de notre révolution, que prépara la littérature. C'est en voyant la puissance des lettres qu'on apprit à les respecter, et, lorsqu'on les accusait de l'ébranlement des empires, lorsque la législation s'armait contre elles, il n'était plus permis de les placer au rang des frivolités et des plaisirs. Toutefois, à l'époque où vécut Le Sage, il n'y avait pas encore assez d'indépendance dans la position des gens de lettres pour qu'il y en eût dans leurs ouvrages. Ils n'étaient point, comme les Bardes écossais, dans les liens d'une domesticité plus ou moins honorée ; mais ils vivaient sous le patronage de quelques protecteurs illustres, et les dédicaces de leurs ouvrages étaient souvent une sorte de spéculation. C'était parmi le clergé qu'il fallait alors chercher le mérite de l'indépendance, et ses ministres, investis

d'une magistrature religieuse et membres d'un corps politique puissant par ses lumières et son organisation, étaient les seuls qui pouvaient parler avec toute la hardiesse de la vérité, sans s'asservir aux précautions que nous impose une condition précaire et incertaine.

Le Sage était arrivé à Paris avec toute l'espérance de la jeunesse, mais sans autre ressource que son esprit : il s'en aida. Ses premiers ouvrages eurent peu de succès; mais bientôt *Crispin rival de son maître*, et surtout le *Diable boiteux*, distinguèrent son nom de la foule des écrivains. Ce dernier ouvrage eut un succès de vogue, et le duel de deux jeunes seigneurs, qui se disputaient le dernier exemplaire, sembla rappeler ces succès de théâtre où les portiers étouffés attestaient la gloire de l'auteur; mais au moins le *Diable boiteux* était plus digne de cet empressement que les pièces de Scudéri. Le Sage avait étudié la littérature espagnole, au moment où la France avait abandonné cette étude. Cette langue et cette littérature, qui avaient présidé à l'éducation de nos grands hommes et qu'ils firent oublier; dont le vernis plus brillant que réel avait ébloui notre pauvreté française, lorsque, introduites chez nous à la suite des reines de la maison d'Autriche, elles étaient devenues à la fois une source de plaisirs pour l'esprit et un moyen de faveur à la cour, — étaient alors tombées comme leur patrie elle-même, et la recherche du bel esprit avait appauvri et desséché la littérature, comme l'or du Pérou avait appauvri et desséché la nation. Leurs auteurs étaient négligés, leurs armées vaincues, et de leur

influence sur la France il n'était resté qu'une sorte de décence majestueuse dans la galanterie. C'est dans cet état que Le Sage rappela la littérature espagnole dans ses romans, et telle est la rapidité mobile de l'esprit humain, que ce qui n'était qu'un souvenir parut presque une nouveauté. Mais ses romans n'eurent rien d'espagnol que les noms et les lieux de la scène : c'est l'esprit et les mœurs françaises qu'il retrace, et dans cette perpétuelle allusion aux ridicules de sa patrie, dans ce retour d'imagination, il y a quelque chose qui plaît, parce qu'on le devine : on sent que les Pyrénées ne sont qu'une barrière mise entre quelques amours-propres ombrageux et la malice de l'auteur. Ce voyage innocent ne dépayse personne, et, au milieu des vices et des passions espagnols, le lecteur sourit comme à la vue d'un portrait que nous connaissons.

La Bruyère, dans le siècle précédent, avait peint les caractères de l'homme, mais isolés et sans liaison : il fait brusquement passer son lecteur d'un sujet à un autre, et l'on se fatigue peut-être de trébucher ainsi de réflexions en réflexions. Le Sage conçut l'idée de nous donner un guide qui nous dirigeât au milieu de ce labyrinthe des passions humaines, et si, dans *le Diable boiteux,* il n'essaya pas de tout ramener à un personnage principal, du moins il inventa un cadre où viennent apparaître tour à tour les tableaux de nos vices. Ici l'unité est dans la forme, mais pas encore dans le personnage; c'est un roman à tiroirs, et si *les Fâcheux* de Molière, tout remplis de portraits finement tracés, annonçaient la comé-

die de caractères qui allait naître dans *le Misanthrope, le Diable boiteux,* où les peintures de nos vices se succèdent avec une rapidité si gaie et si spirituelle, présageait aussi le roman de caractère : Le Sage le créa dans *GilBlas.*

Le roman peut être tantôt le récit d'événements fictifs, tantôt le développement d'une passion, et tantôt enfin la peinture des mœurs sociales. L'antiquité nous a laissé quelques essais dans le roman d'événements et de passions, aucun dans le roman de mœurs. Peut-être l'état de la société s'opposait-il à la naissance de ce genre. En effet, à Athènes où l'on vivait, pour ainsi dire, sur la place publique, quel mérite y aurait-il eu à retracer ce qu'on voyait sans cesse, quelle finesse à révéler ce qu'on ne cachait pas, quelle sagacité à pénétrer ce qu'on ne dérobait pas à la vue ? Il a fallu le secret de notre vie domestique pour donner à l'observation de mœurs l'attrait d'un mystère qu'on dévoile. A Rome, il semble qu'un autre obstacle ait empêché la naissance du roman de mœurs, et que la fierté romaine ait protégé les vainqueurs du monde contre ces révélations qui eussent appris aux peuples les petitesses de leurs maîtres. C'était dans nos sociétés modernes, au milieu de la civilisation de nos mœurs perfectionnées jusqu'à la corruption, que devait naître le roman de caractère.

Un jour le Tasse, à l'aspect d'une belle campagne où la nature avait déployé toutes ses richesses, disait à un ami : Vois-tu? voilà mon poëme. Le Sage, à l'aspect de cette société toute diversifiée de vices et de ridicules, put dire : Voilà mon roman. Mais il

fallait mettre en ordre tous ces matériaux confus; il fallait trouver l'art de faire ressortir tous ces divers personnages qui allaient entrer dans son tableau. Le Sage vit le but qu'il fallait atteindre et la route qu'il devait prendre; il possédait à la fois l'esprit qui observe et l'esprit qui invente. Molière, dans ses comédies, avait peut-être trop sacrifié l'intrigue au développement des caractères. Le Sage voulut éviter cet écueil; il voulut que la peinture des mœurs ne nuisît jamais à l'intérêt de l'action. La tâche était difficile : il fallait que le cadre fût assez large pour admettre tous ces portraits qui devaient paraître successivement. Ce n'était pas ici une action théâtrale où l'intérêt, resserré dans les limites de quelques heures, est plus vif et plus rapide, où il est concentré sur quelques personnages annoncés dès le début : c'est une action longue et diverse où les personnages paraissent et disparaissent tour à tour, où il faut sans cesse multiplier les couleurs, donner à chacun une nuance, passer de l'un à l'autre, sans cependant perdre de vue le principal personnage qui s'avance comme au milieu d'une vaste galerie de portraits, qui tous ont un rapport direct avec lui.

Le Sage a su résoudre ce problème : il a su faire à la fois un roman d'intrigue et de caractère. Voyons d'abord quels sont les ressorts de l'ouvrage. Ils sont simples, mais habilement combinés pour développer les mœurs et les passions. Son héros est pauvre, sans appui, et il sort de son village pour entrer dans le monde avec beaucoup d'espérance, un esprit ordinaire, quelques ducats et une mule vieille et ré-

tive. Eh bien, la nécessité développera ses moyens, et ses luttes nous intéresseront. Ce n'est pas un de ces esprits d'intrigue, un de ces Figaros audacieux, qui, dans l'orgueil de leur friponnerie, ne craignent rien et appellent les aventures. Je l'en aime mieux; c'est un homme simple, qui est plus rapproché de nous; nous pouvons douter de ses succès sans faire injure à ses talents; il n'est point assez fort pour que les chances du combat ne puissent être quelquefois incertaines, et cette incertitude nous promet du plaisir.

Ainsi que Don Quichotte, Gil Blas est souvent malencontreux; mais ici ses mésaventures sont toujours instructives. Il y a dans Don Quichotte quelque chose de triste à la fois et de bouffon : nous rions des malheurs du bon gentilhomme; mais pourtant il n'est ridicule que parce que son siècle a changé; il n'expie pas ses torts, mais sa maladie; et, en lui refusant notre pitié, nous n'avons pas l'excuse de lui reprocher ses fautes. Gil Blas est puni tantôt de sa vanité et de sa présomption, tantôt de son imprudent bavardage. Dans Cervantes, le plaisir naît de ce contraste perpétuel de la société telle que l'ont faite les vices et les mœurs des hommes, avec la société, telle que la voit le cerveau chevaleresque du héros. Ici, ce qui plaît, c'est cette facilité de Gil Blas à se plier à toutes les influences des circonstances et des hommes. On dirait que Le Sage, dans son projet de retracer dans ce roman tant d'individus divers, ait voulu faire de Gil Blas une sorte de miroir qui pût recevoir tour à tour leurs diverses images. C'est un trait de sagacité de peindre ainsi

les caractères par l'impression qu'ils produisent sur les autres.

Les changements de fortune de Gil Blas sont brusques et rapides. Tour à tour pauvre et riche sans transition, secrétaire de ministre et prisonnier, il ne décline pas, il tombe : aussi est-il toujours comique. La lenteur de la chute et de l'élévation nous donne le temps de nous mettre d'accord avec notre état, et le contraste de nos mœurs et de notre condition disparaît et s'efface. Mais, dans ces brusques révolutions de la fortune, l'homme s'élève ou tombe avec toutes ses opinions et tous ses préjugés antérieurs, et, forcé de prendre soudainement de nouvelles allures, il se trouve gêné, contraint et ridicule. Il peut nous être permis de croire qu'une expérience récente éclairait alors Le Sage, et que le spectacle des caprices du sort, à l'époque de Law, de ces saturnales de la fortune qui confondaient le maître et le valet, où chacun avait l'habit du jour, tout en conservant encore le geste et le ton de la veille ; il est permis de croire, disons-le, que cet aspect ne fut pas inutile à Le Sage, et qu'il ne fit que personnifier dans son héros ce qu'il avait vu dans le monde.

Si nous examinons les détails, quelle finesse d'observation, lorsqu'il nous montre Gil Blas qui, dupe dans sa pauvreté, l'est encore dans sa richesse, mais qui s'élève alors, pour ainsi dire, des mains des fripons subalternes dans celles des fripons titrés, toujours trompé, mais alors avec plus de cérémonies ! Quelle leçon profonde dans cette corruption des mœurs de Gil Blas, lorsqu'il devient courtisan,

lui, dont la vertu s'était échappée, blessée, il est vrai, mais encore vivante, de la caverne des voleurs et du foyer des comédiens ! Quelle vérité dans la peinture de toutes ces petites protections qui poussent Gil Blas de la cuisine dans l'antichambre, et de l'antichambre dans le cabinet du ministre ! Quelle sagacité d'avoir su le placer dans la condition de valet ! quel meilleur poste pour découvrir les faiblesses humaines, et qui pourrait dérober ses défauts et ses ridicules à cet examen de tous les jours, à cet espionnage de tous les moments ? Aussi quelle inépuisable variété de peintures délicates ! les caractères y sont saisis sous toutes leurs métamorphoses et sous toutes leurs formes, depuis l'auteur grand seigneur jusqu'à l'auteur simple bourgeois depuis l'archevêque de Grenade et ses homélies, jusqu'au fils du barbier Nunez et ses pièces de théâtre. Quelle diversité de mœurs depuis le chanoine gourmet de Valladolid, qui a peut-être donné l'idée du vieux célibataire, jusqu'au maigre docteur Sangrado, cet apôtre et cet apostat de la saignée et de l'eau, dont la désolante allusion sera à jamais l'effroi des charlatans ! Faut-il peindre quelqu'un de ces caractères désordonnés que la société repousse de son sein, quelqu'un de ces hommes énergiques et cruels que nos romanciers affectionnent maintenant ? voyez le caractère de Rolando, le chef des voleurs : n'y retrouve-t-on pas cette immoralité orgueilleuse et insouciante qui se venge du mépris qu'elle mérite, par des satires contre les hommes ? A côté de cette peinture fière et hardie, quel contraste que celui de ces chevaliers d'industrie, qui

n'ont que la bassesse du vol et l'hypocrisie de la friponnerie ! Il semble que le roman de Le Sage soit un vaste répertoire de nos folies et de nos vices ; ce n'est pas seulement la peinture des mœurs françaises, c'est la peinture du cœur humain.

Parlerons-nous maintenant de la morale des ouvrages de Le Sage ? Avouons-le, c'est en vain qu'on y chercherait quelque chose de cette morale sublime et élevée qu'on trouve dans les romans de Richardson et dans la dernière partie de l'*Héloïse*. On voit dans Le Sage un homme qui n'a ni assez de passion pour la vertu, ni assez d'indignation contre le vice. Il y a dans ses récits, où paraissent tour à tour l'honnête homme et le fripon, une indifférence sceptique qui nous afflige et nous choque ; quelquefois même, lorsqu'il peint quelque tour de filouterie adroitement combiné, on se plaint de trouver une sorte de gaieté qui ressemble à de l'approbation. On dirait qu'à ses yeux la vie n'est qu'une partie de jeu, et qu'il n'applaudit qu'à l'adresse ; il semble qu'il considère la conduite des particuliers, comme Machiavel la conduite des princes, et ne juge que la question du plus ou moins d'habileté. C'est surtout dans *Guzman d'Alfarache* que l'on sent ce défaut de pensées élevées. Non que nous prétendions exiger de Le Sage de prêcher toujours la morale et de changer ses romans en sermons ; mais on y regrette un sentiment secret de haine pour le vice et d'amour pour la vertu. Dans *Gil Blas*, au moins, retrouve-t-on cette intention morale qui soulage la conscience du lecteur : On voit que son principal but est toujours d'amuser et qu'il

craint surtout d'échouer contre ces deux écueils des moralistes, l'ennui et la perfection du héros; mais, du moins, tout y est combiné pour produire un intérêt dont nous n'ayons pas à rougir. Gil Blas est simple dans sa morale comme dans ses aventures; ses principes et sa destinée ne sont jamais des exceptions. Ce n'est pas un de ces modèles de vertu dont la sublimité nous décourage et nous désespère : il va terre à terre avec nous, il tombe, il se relève; mais, sans vouloir nous imposer l'imitation, il nous montre tantôt ce qu'il faut faire, tantôt ce qu'il faut éviter. Il trébuche quelquefois; mais jamais il ne s'enfonce tout à fait dans le vice, et il y a en lui une bonhomie naturelle qui revient à la vertu sans effort et sans passion. Il répand sur tout une teinte de naïveté toujours aimable, soit qu'il demande plaisamment à Dieu de ne pas charger sa conscience des coups d'escopette qu'il tire sur la voiture des voyageurs et des saignées qu'il ordonne chez Sangrado, soit qu'il tombe tour à tour des mains des voleurs dans celles des alguazils, et de la caverne dans la prison. Enfin, il sait aussi nous offrir quelquefois de profondes leçons de morale; et, lorsque Gil Blas revient à Oviedo voir mourir un père qu'il a oublié dans l'insolence de sa prospérité, n'y a-t-il pas une observation de mœurs judicieuse dans ce luxe déplacé des funérailles du pauvre écuyer, et une leçon frappante dans cette indignation tumultueuse des habitants d'Oviedo, qui voient prodiguer aux obsèques du père plus qu'il n'aurait fallu pour adoucir sa vie ? Peut-être cependant, Le Sage songe-t-il plus encore à peindre ici

le parvenu qu'à nous faire haïr le mauvais fils ; la leçon morale n'est qu'accessoire, et il finit son chapitre en nous disant : « Avis aux gens du com-« mun qui, après s'être enrichis hors de leur pays, « veulent y retourner pour faire les gens d'impor-« tance. »

Le Sage était dans la force de l'âge et du talent lorsqu'il fit *Gil Blas,* et c'est dans ce roman qu'il faut chercher son génie. Plus tard[1], ses ouvrages commencent déjà à se ressentir de la froideur de la vieillesse, et le *Bachelier de Salamanque*, où la multiplicité des aventures remplace la fécondité des observations, annonce le déclin de l'auteur. Nous retrouvons encore pourtant sa sagacité accoutumée à mettre son héros dans des situations où il puisse découvrir facilement les ridicules de l'humanité. Si naguère, dans le *Diable boiteux*, Asmodée enlève brusquement les toits des maisons de Madrid pour découvrir les passions de leurs propriétaires, ici, comme dans *Gil Blas,* le moyen est plus naturel et plus efficace, et le préceptorat n'est pas moins bien choisi que la domesticité pour révéler à notre curiosité les secrets des ridicules et des vices domestiques. Je ne sais quel dieu de la mythologie souhaitait que l'homme eût au cœur une fenêtre qui laissât apercevoir ses plus secrètes pensées. Il semble que Le Sage dans ses ouvrages ait voulu réaliser cette allégorie ; mais ici son bachelier quitte trop tôt son rôle d'observateur pour prendre celui d'un héros de roman, poursuivant jusqu'en Amérique son épouse enlevée. Ce ne sont plus des portraits fins et ingénieux de nos défauts ; ce sont des aven-

tures bizarres, des reconnaissances, des déguisements et tous ces ressorts usés des romans espagnols. La lecture de cet ouvrage nous rappelle involontairement le souvenir des dernières homélies de l'archevêque de Grenade; et, si la prédilection de Le Sage pour ce roman n'est pas une de ces anecdotes inventées à plaisir, si, comme le prélat espagnol, il chérissait les derniers fruits de son talent, c'est ici son expérience personnelle qui prouverait l'exactitude de ses observations, et il serait lui-même le témoignage vivant de la fidélité de ses portraits: tant il est vrai que le génie, pas plus que la beauté, ne veut se convaincre qu'il vieillit.

Le Sage, dans ses romans, avait dû négliger l'intérêt des grands événements et des passions violentes. Il voulait peindre l'homme de la société, et au milieu des grandes catastrophes ou des grands sentiments, c'est l'homme de la nature qui reparaît. Hors du cercle ordinaire de la vie, les ridicules s'effacent: aussi, voit-on Le Sage, tout en voulant animer ses personnages, leur dispenser la vie avec une sorte de réserve; et l'on sent qu'il craint sans cesse d'effacer cette empreinte des habitudes sociales qu'il veut reproduire dans ses portraits. Un auteur moderne, Walter Scott, dans ses romans a suivi une route différente. Comme Le Sage, il peint l'humanité, et ses peintures sont aussi variées que fidèles; mais il nous montre l'homme au milieu du tumulte des événements et des passions; il affranchit ses héros de toutes les conventions de la société, et il aime à représenter l'humanité dans toute l'indépendance de ses passions et de ses vertus.

Osons comparer ici rapidement le talent de ces deux grands romanciers.

Walter Scott travaille avec son imagination, Le Sage avec son esprit. L'un, scrupuleux observateur de la vérité historique, recueille les préjugés nationaux, les opinions de l'époque et les superstitions populaires; chez lui, les passions générales des hommes sont subordonnées à toutes ces circonstances des temps et des lieux. Chez l'autre, ce n'est point le Français ou l'Écossais, l'homme du seizième ou du dix-septième siècle que nous voyons dépeint: c'est l'avare, c'est l'ambitieux. Tous deux excellent à peindre des personnages d'une condition inférieure, et à leur prêter une sorte de dignité littéraire mais dans l'un, c'est la finesse de l'esprit, dans l'autre, c'est l'énergie des passions qui les élèvent à nos yeux au-dessus de leur état. Le Sage sacrifie souvent la conscience de ses héros à la gaieté d'une intrigue : on reconnaît l'auteur comique; Walter Scott donne aux siens quelque chose de fier et d'énergique. On ne s'avise pas, en lisant l'un, de penser à ce que pourraient être ses héros, si, enlevés à leurs petites passions, ils étaient transportés au milieu du tourbillon des révolutions; on sent même qu'ils ne sont pas faits pour ces grandes épreuves. En lisant l'autre, on est embarrassé de savoir comment tous ces hommes qui ont quelque chose d'âpre et de gigantesque comme les rochers de leur Écosse, pourraient se rapetisser à la vie du ménage. Donnez à Walter Scott l'Espagne pour théâtre d'un roman, ce n'est pas dans Madrid ou dans Séville qu'il choisira son héros et sa scène:

c'est au milieu des montagnes d'où s'élançaient jadis les compagnons de Pélage. Enfin, celui-ci a peint la vie tranquille des monarchies, celui-là l'existence agitée et dramatique des révolutions, et tous deux ont retracé ce qu'ils voyaient : l'un vivait dans le dix-huitième siècle, où l'homme sommeillait dans le repos du luxe et des beaux-arts; l'autre vit au milieu des agitations du dix-neuvième. Tous deux ainsi ont bien connu l'esprit de leur époque. Aujourd'hui, le roman historique répond à l'état de la société; car il nous montre l'homme passionné pour de grands intérêts, occupé à défendre, ou son culte, ou sa liberté, ou sa patrie, et dans le dix-huitième siècle, où l'homme n'était pas encore né à l'existence politique, où les relations du monde étaient tout pour lui, il aimait à retrouver dans le roman de mœurs, cette société qu'il voyait autour de lui. Le Sage servit ses contemporains selon leur goût : dans ses pièces de théâtre, c'est encore la société qu'il retrace.

La société présentait alors un spectacle à la fois triste et singulier : un roi vieillissant, qui survivait à sa gloire comme à sa famille, majestueux encore, mais qui n'avait plus que la majesté de la résignation; un peuple malheureux et bientôt mécontent, qu'aigrissaient à la fois ses misères présentes et le souvenir de sa splendeur passée; et au milieu de cet abaissement général, la scandaleuse puissance des traitants et des maltôtiers. Ce n'était plus, comme autrefois, une opulence obscure et méprisée : enhardie par nos misères, fière de l'assistance qu'elle donnait à l'État, et qu'on était forcé de recevoir et sou-

vent de solliciter, la maltôte régnait impunément dans les salons comme à la cour; et l'on voyait Louis XIV lui-même flatter par ses condescendances la vanité de Samuel Bernard et le promener dans ses jardins de Marly, tandis qu'enivré de ces honneurs qu'on n'offrait qu'à sa fortune, ce nouveau bourgeois gentilhomme rendait pendant quelque temps l'abondance au trésor épuisé. C'est à cette époque que Le Sage osa, dans *Turcaret*, attaquer cette puissance financière qui semblait étonnée elle-même des hommages qu'elle recevait. L'entreprise était hardie; mais, malgré leur crédit, les traitants étaient ridicules, et la grossièreté de leurs manières, qu'ils cherchaient vainement à déguiser, leur inexpérience du monde, où ils ne paraissaient que pour servir de jouets aux beaux esprits ou pour prêter leur argent, cette présomption inepte que leur inspiraient leur opulence et les flatteries de leurs débiteurs, ces efforts toujours inutiles pour acquérir l'élégance du bon ton, et qui n'aboutissaient qu'à une imitation grotesque; tout chez eux prêtait à la malice du poëte comique.

Je ne sais si *Turcaret* fut dicté par le dépit et si Le Sage voulut se venger de quelques traitants (1); mais l'expiation fut sanglante, et l'auteur dans cette

(1) Croyant acheter le silence de l'auteur, comme ils avaient souvent acheté celui des chambres de justice, ils offrirent à Le Sage cent mille francs et voulurent, pour ainsi dire, transiger sur leurs ridicules comme ils transigeaient quelquefois sur leurs friponneries. Le Sage les refusa, et cette fois du moins cette habileté financière qui estimait tout au prix de l'argent fut trompée dans ses calculs.

pièce se montra le digne élève de Molière. Quelle verve comique, en effet, dans la peinture de cet épais financier tout gonflé d'or et de bêtise, dont les vices ne sont pas encore assez élégants pour échapper au ridicule, et qui, trompé par une coquette et un valet, moqué par tous les personnages, livré à l'humiliation d'avoir retrouvé sa famille qu'il fuyait, provoque le rire jusque dans ses malheurs, toujours trop vil pour devenir intéressant, toujours trop niais pour n'être que méprisable. On a reproché à Le Sage de n'avoir peint dans cette pièce que des êtres dégradés : rien n'y repose la vue; on n'y retrouve pas un de ces hommes sur lesquels l'âme aime à s'arrêter avec complaisance. C'est sans doute un défaut de Le Sage de ne regarder la morale que comme un accessoire subalterne; mais, dans la comédie, l'aspect du vice et de la bassesse n'est-il pas assez repoussant par lui-même, sans qu'un personnage vienne proclamer son horreur et nous avertisse de haïr? La vertu humaine est-elle donc si fragile qu'il lui faille toujours un mentor au théâtre comme dans la vie? Peut-être, dans les ouvrages où l'on montre un personnage à la fois vicieux et vertueux, peut-être pour arracher la faiblesse humaine à la séduction de l'exemple, faut-il quelqu'un qui distingue le bien et le mal et fasse entendre les oracles du bon sens et de la sagesse au milieu des illusions de l'imagination. C'était l'office du chœur chez les anciens, c'est chez nous le rôle des Aristes; mais, dans un ouvrage où la bassesse est peinte franchement, où l'on peut mépriser et haïr sans crainte d'offenser jamais une vertu, ce rôle est inutile.

Bientôt, fatigué des cabales de théâtre et des coteries de la Comédie-Française, l'auteur de *Turcaret*, que protégeaient en vain son talent et ses succès, porta ses ouvrages au théâtre de la foire. A côté de la Comédie-Française, qui représentait nos chefs-d'œuvre dramatiques, s'était élevé, depuis 1705, un théâtre subalterne, longtemps abandonné aux bouffonneries italiennes et aux plaisirs de la populace. Persécutés par la Comédie-Française, les forains avaient opposé l'adresse à la tyrannie des prétentions de leurs rivaux. On leur avait interdit le dialogue : ils avaient chanté ; on proscrivait la chanson : ils s'étaient réfugiés dans la pantomime ; et, dans leurs métamorphoses diverses, ils avaient su trouver l'art de toujours égayer le public. Bientôt leurs pièces, destinées d'abord au peuple, attirèrent jusqu'aux courtisans, et la gaieté licencieuse, la bouffonnerie triviale de leur jeu réveilla la satiété des grands seigneurs. On les vit quitter les plaisirs délicats de la scène française pour chercher des représentations où ils commençaient par rougir et finissaient par s'amuser. C'est vers la dernière année du règne de Louis XIV qu'on vit paraître cet engouement bizarre. Il semblait qu'au milieu des malheurs qui assiégeaient la France, une sorte de vertige entraînât les esprits vers des distractions grossières, et que le peuple et la cour à l'envi voulussent se débarrasser du poids de leurs pensées et de leurs malheurs, en s'abandonnant aux étourdissements de la joie. Bientôt la mode consacra les jeux de la foire ; et lorsque, sous la régence, la nation tout entière était comme possédée d'un immense besoin de plaisirs et de gaieté,

quel spectacle pouvait mieux convenir à ses goûts ? Les grands trouvaient dans cette participation aux plaisirs du peuple je ne sais quelle confusion et quelle égalité grotesque qui leur plaisait : c'était pour eux une sorte de déguisement qui les délassait de la gêne cérémonieuse de leur rang ; et le peuple à son tour, qui voyait ses goûts, pour ainsi dire, ennoblis par l'empressement des grands, trouvait à la fois, dans les jeux de la foire, l'attrait du plaisir et de la vanité.

Tel fut le théâtre pour lequel travailla Le Sage en abandonnant la scène française ; mais, quoique dans ses œuvres il fût forcé de rapetisser son génie, l'auteur de *Turcaret* et de *Gil Blas* s'y retrouve encore. Ce ne sont que des ébauches ; cependant le trait du maître s'y distingue. Il n'élève pas son genre au-dessus des spectateurs ; il remplace la trivialité par une gaieté vive encore, mais qui n'est plus grossière. Ce ne sont plus des scènes décousues, des chants dénués d'action : ce sont des tableaux toujours vrais, quelquefois gracieux. L'intrigue excite et suspend la curiosité : il sait mettre en scène la vanité, l'ambition et toutes les passions qu'il a déjà peintes ; il les barbouille d'un vernis grotesque. On voit qu'en écrivant il connaissait ceux pour qui il composait ; mais souvent l'on est tenté de lever la veste de Gilles pour voir quelque lourd parvenu successeur de Turcaret, ou d'ôter le masque d'Arlequin pour reconnaître quelque courtisan. Veut-il par hasard intéresser ses spectateurs : il peint la douleur, simplement, naturellement, telle qu'il l'a vue dans le peuple ; et lui, qui dans *le Diable boiteux* nous découvre malicieusement le secret de toutes

les douleurs du monde, ici il croit à ce qu'il décrit, guidé sans doute par cette observation judicieuse que chez le peuple il n'y a pas encore assez de raffinement pour corrompre les vertus par l'affectation, ou pour couvrir les vices d'un éclat de frivolité élégante. Enfin Le Sage, avec plusieurs autres auteurs, fut le fondateur d'un de ces genres de littérature que nous pouvons appeler populaire, l'opéra comique ou plutôt le vaudeville, dont les refrains faciles et gais font circuler les épigrammes en leur donnant la musique pour passe-port; le vaudeville, aussi vieux que la gaieté française, joyeux enfant de la vivacité des troubadours provençaux et de la malice des trouvères picards, et qui devint pour nos pères un besoin et bientôt un droit.

Telle fut la carrière littéraire de Le Sage. Il la parcourut avec éclat, mais sans ambition. Toujours modeste, c'est par ses ouvrages seuls qu'il obtint sa réputation, et jamais il ne rechercha les dignités et les titres littéraires. La grâce et la facilité du style de Le Sage ont perpétué et agrandi chaque jour le renom de ses ouvrages. En effet, son expression est, comme sa pensée, simple et sans affectation ; rapide et spirituelle, elle se prête avec souplesse à la gaieté dans les récits, à la satire dans les portraits. Toujours exempt de mauvais goût, quoiqu'il fasse souvent parler des Espagnols beaux esprits, Le Sage ne cherche pas les saillies, il les rencontre. Enfin, il semble en quelque sorte avoir voulu peindre lui-même son style, lorsque le comte d'Olivarès, après avoir lu un mémoire rédigé par Gil Blas, lui dit : « Santillane, ton style est concis et même élégant ;

« il n'est qu'un peu trop naturel. » Cette simplicité, qui pouvait déplaire au comte d'Olivarès, a plu et plaira toujours au public, qui, dans un roman, veut que le style, toujours rapide et facile, se prête à l'impatience de sa curiosité.

Nous avons cherché à apprécier le talent de Le Sage ; mais nous ne nous flattons pas d'avoir réussi, et son meilleur éloge sera toujours la lecture de son inimitable *Gil Blas*. Avant lui, on n'avait pas soupçonné ce que pouvait fournir à l'imagination le roman de mœurs sans le mélange de la passion. Le Sage le montra ; mais *Gil Blas* est resté sans imitateurs, comme il avait été sans modèle. On dirait qu'en l'étudiant, les écrivains, étonnés de l'originalité de cette composition si profonde dans sa simplicité, et qui ne se soutient qu'à force de gaieté et d'esprit, ont reculé devant les chances d'une imitation aussi hasardeuse. Heureux celui qui plus habile pourra saisir le secret du talent de Le Sage ! il est encore caché ; mais il n'attend pour être découvert que quelques efforts de pénétration et de sagacité : c'est lui-même qui semble nous l'enseigner dans la fable allégorique qui précède *Gil Blas*.

Deux écoliers, dit-il, rencontrèrent un tombeau avec cette inscription : « Ici est enfermée l'âme du licencié Garcias. » Le plus jeune se mit à rire et s'éloigna ; son compagnon plus judicieux resta, et, après avoir soulevé la pierre, trouva une bourse de cuir avec cent ducats ; ravi de cette découverte, il reprit le chemin de Salamanque avec l'âme du licencié Garcias.

1822.

BOSSUET

BOSSUET [1]

> Le caractère d'un tel génie, c'est la richesse et l'ordonnance.
> VILLEMAIN, *de l'éloquence chrétienne dans le IVe siècle.*

Quelques années après la mort de Bossuet, le clergé de France s'assembla. C'est là que siégeaient ces évêques contemporains de Bossuet, témoins de ses travaux, les uns qu'il avait instruits et éclairés, les autres qu'il avait soutenus et affermis, quelques-uns qu'il avait combattus, tous qu'il avait édifiés par ses vertus et ravis par son génie. C'est là que son éloge aurait dû être prononcé : spectacle imposant que ces prélats réunis pour proclamer les décrets de la foi, et inaugurant cette assemblée solennelle par le panégyrique du dernier Père de l'Eglise !

Aujourd'hui, après un siècle et plus écoulé, c'est devant l'Académie française que nous venons faire l'éloge de Bossuet ; mais sa mémoire ne perdra rien à la différence des temps et des juges. La gloire des grands hommes a plusieurs aspects, et chaque époque peut y trouver son point de vue : sous Louis XIV, l'Église eût vanté l'évêque et le théologien ; aujourd'hui, c'est le politique, l'historien, le philosophe, que nous étudierons ; et nous louerons Bossuet avec la curiosité inquiète et remuante de notre siècle, comme ses contemporains l'auraient loué avec

(1) Discours qui a partagé le prix d'éloquence décerné par l'Académie française dans sa séance publique du 25 août 1827.

la gravité et le calme de leurs esprits. Enfin, dans cette réunion des représentants de notre littérature tout entière, cet homme, qui eut à la fois tant de mérites divers, trouvera des orateurs qu'inspira souvent son éloquence, des critiques qui pénètrent dans le secret de son génie, des hommes d'État qui jugeront sa politique, et de pieux évêques qui rendront témoignage de son zèle pour la foi et de ses travaux contre l'hérésie.

C'est le devoir du prêtre de tout ramener à Dieu; c'est là aussi, par un admirable accord, le caractère du génie de Bossuet. De là cette harmonie imposante entre ses fonctions et ses idées : théologie, histoire, politique, philosophie, il n'y a point de science, *en quelques lieux écartés que l'ait jetée la tempête des opinions humaines*, qu'il ne rappelle à Dieu ; il marche d'un pas sûr dans les voies de l'Église, l'œil fixé vers le ciel, poussant devant lui toutes nos pensées et toutes nos doctrines, châtiant l'une, restreignant l'autre, et les amenant devant le trône de Dieu pour en faire le plus bel hommage que l'homme ait pu jamais offrir à son Créateur, celui de la raison humaine éclairée et soumise.

Tel est Bossuet. C'est la religion qui imprime à ses ouvrages un caractère d'unité majestueuse ; ses idées se répandent de tous côtés, mais reviennent toujours aboutir à Dieu. C'est Dieu qui préside à tous les mouvements de son esprit, à ces vives et impétueuses saillies de son éloquence, à ces profondes méditations de sa pensée. Disciple respectueux de l'Église, prêt à s'humilier à sa voix, c'est l'image de la force obéissante. Son génie s'est

réglé sans se ralentir, et, contenue par le frein salutaire de la foi, son imagination n'en est que plus belle en devenant plus sûre. De là cette solidité de jugement qui s'allie à l'enthousiasme, et ce sublime qui ne coûte rien à la raison; de là cet esprit qui, pour me servir de ses expressions, *trouve sa sérénité dans sa hauteur;* de là aussi ce bon sens dans le génie, marque distinctive de Bossuet et du siècle de Louis XIV.

Examinons d'abord l'état de la France et de l'Église au moment où parut Bossuet; cherchons ensuite à démêler la nature de son génie dans la controverse, dans la politique, dans la philosophie et dans l'histoire; enfin étudions son admirable éloquence.

Bossuet raconte que, jeune encore, il vit le cardinal de Richelieu entrer à Paris dans une chambre de bois, portée par dix-huit gardes qui se relayaient de distance en distance. Malade et moribond, mais vainqueur de ses rivaux, ce ministre hautain traversa Paris au milieu de l'étonnement du peuple et des muettes imprécations de ses ennemis. La foule sur son passage s'entretenait, les uns de sa puissance, les autres de son génie; peu songeaient à Dieu et à ses coups inattendus, si ce n'est, je l'imagine, ce jeune homme destiné à l'Église, cet enfant qui sera Bossuet et qui peut-être, à la vue d'une si haute fortune comparée avec la fragilité humaine, méditait déjà sur la vanité des choses de la terre. Bientôt Dieu acheva la leçon : Richelieu mourut, et Bossuet alla voir ce ministre puissant étendu sur son lit de parade; magnifique

spectacle où le peuple vient satisfaire sa curiosité, où le courtisan rêve à ses intrigues, et que la piété seul sait comprendre. Ainsi une secrète prédestination amenait Bossuet près de ce cercueil, comme si le ciel voulait déjà instruire son enfance du peu que vaut le monde, comme si l'orateur à qui il fut donné de faire retentir, au milieu des palais, les terribles enseignements de la mort, devait en quelque sorte commencer son éducation devant le lit funèbre de Richelieu. C'était là une des époques de Bossuet, c'était son premier souvenir.

A quinze ans, il lut la Bible. C'est un événement dans la vie du jeune prêtre que la première lecture de la Bible, c'est une sorte d'initiation solennelle. Voilà donc ce livre qui commence avec le monde et que couronne l'Évangile, ce livre dicté par Dieu et accompli par Dieu! De quelle ardeur dut s'enflammer Bossuet à cette sainte lecture! livre sacré, qu'il étudiera toute sa vie, qu'il invoquera à toutes les heures, qui sera sa force contre l'hérétique, par qui il humiliera les rois, par qui il consolera les paysans. Livre saint, laisse ce jeune enfant s'abreuver de ta parole, laisse-le puiser aux sources de la foi: bientôt il la répandra du haut de la chaire évangélique. Qui sut mieux sentir l'Écriture tour à tour simple et majestueuse, sublime et naïve? Aussi comme il s'en est empreint! c'est là ce qui donne à cet évêque de la cour de Louis XIV cet air d'antiquité, à ce prédicateur de Versailles le langage d'un prophète, à ce contemporain de la Fronde le caractère des temps anciens : pieuse métamorphose, qui le dépouille, pour ainsi dire, de tout ce

qu'il a de moderne et de passager, et lui communique quelque chose de l'immortalité de la sainte parole.

Alors vivait un de ces hommes dont l'inépuisable charité semble une des preuves vivantes de la vérité du christianisme, saint Vincent de Paul, qui fut le dernier des saints, comme Bossuet le dernier des Pères de l'Église. C'était près de lui que plusieurs jeunes prêtres venaient faire en quelque sorte leur noviciat de vertus et de charité chrétienne, noble apprentissage, qui, près d'un tel maître, était déjà un honneur. Chaque mardi, sous les yeux de saint Vincent de Paul, se rassemblaient ces pieux disciples : c'est là qu'on traitait des besoins de l'Église, quels malheurs il fallait secourir, quels hôpitaux doter, quels princes et quels seigneurs attendrir ; et, de ce conseil de bienfaisance, partaient sans cesse des consolations au peuple, des bienfaits aux pauvres, des exhortations aux grands. C'est là que Bossuet s'instruisit des devoirs du sacerdoce.

Examinons quel était à cette époque l'état de la France et de l'Église.

La Fronde, où rien ne sembla garder son caractère naturel, où la guerre civile ne fut ni cruelle ni haineuse, où la révolte ne descendit jamais jusqu'aux passions populaires, où les manifestes furent des chansons, où les changements de parti ne déshonoraient personne, tant la conscience paraissait peu intéressée au milieu de ces frivoles débats ; la Fronde qui, pour le parlement, fut un procès avec la guerre civile en guise d'incident; pour le coadju-

teur, une sorte d'étude et d'esquisse de conspiration, et pour Condé une affaire de dépit; la Fronde n'était plus qu'un souvenir incommode qu'on se hâtait d'effacer par une ardente soumission; c'était une dernière expérience qui révéla à chacun le secret de sa force ou de sa faiblesse : à la noblesse, abattue par Richelieu, que désormais elle n'était plus rien dans l'État, et les grands seigneurs, de vassaux, se firent courtisans; au parlement, qu'une assemblée de légistes est inhabile à la révolte, et les magistrats, de tribus, redevinrent juges; au peuple, que, dans une sédition sans fanatisme, il n'avait pas encore de rôle, et il revint doucement à l'obéissance; enfin, princes, nobles, magistrats, bourgeois, tous se sentirent ou faibles, ou maladroits, ou inutiles. La royauté seule se sentit puissante : les temps étaient arrivés où, forte au milieu de l'affaiblissement de tous, entre une noblesse qui n'était plus qu'un nom, un parlement qui ne savait pas ce qu'il devait être, et un peuple qui n'était rien encore, elle devait se montrer avec toute sa grandeur; et ce mot tant reproché, *L'État c'est moi*, n'était qu'une vérité : Louis XIV jugeait les choses comme elles étaient. Peut-être n'eut-il d'autre tort que d'avouer par ce mot sa toute-puissance, et d'annoncer trop hautement que l'œuvre de Louis XI, de Henri IV et de Richelieu était enfin accomplie.

Ce qu'il y a de remarquable dans la Fronde, c'est que le clergé ne s'en mêla pas : car ce n'est pas au nom de la religion que Retz se fit chef de parti; il briguait plutôt le rôle de Catilina que celui du cardinal de Lorraine. Aussi n'y eut-il rien dans la

Fronde que de frivole et d'incertain; à chaque instant, l'esprit de suite et d'opiniâtreté manque à cette mutinerie politique. Le clergé avait fait la Ligue : aussi était-ce une révolution. Il laissa la Fronde à ses propres forces : ce ne fut qu'une émeute qui dura quelques années, sans mériter jamais un autre nom.

Sous Louis XIII, ce fut un cardinal qui régna ; mais le clergé ne sortit pas de l'Église pour entrer dans l'État; et Richelieu, d'évêque devenu ministre, se servit quelquefois des prêtres comme de serviteurs, mais jamais comme de collègues. Jamais prêtre n'eut moins d'esprit de corps que Richelieu ; il s'était, pour ainsi dire, sécularisé par son génie et son ambition.

Sous lui, l'Église était savante et vertueuse; mais elle n'était pas plus libre que le reste de la France. Sa mort vint lever le sceau de terreur et d'obéissance imprimé sur toutes les bouches ; tout le monde s'éveilla, chacun avec ses passions et son caractère différent. De là la Fronde turbulente, tracassière, frivole, intrigante : ce fut le réveil des gens de cour ; de là le jansénisme et les disputes de la grâce : ce fut le réveil de l'Église, grave, sérieuse, telle que Richelieu l'avait faite. Quand elle se sentit plus libre, elle eut des sectaires comme la France eut des factieux; mais le jansénisme n'alla jamais jusqu'à l'hérésie, ni la Fronde jusqu'à la révolte : tant les habitudes de la foi et de la royauté étaient alors profondément empreintes dans les esprits. Singulier rapprochement : la Fronde, emportée tant qu'elle pousse le ministre, s'arrête à temps devant le trône;

Dans le jansénisme, c'est le même caractère de hardiesse et de soumission : ardent et opiniâtre contre le molinisme, il respecte la foi catholique. Enfin la Fronde déteste la révolution d'Angleterre sans jamais cesser d'être une sédition (1) ; et le jansénisme, à son tour, lutte contre l'hérésie de la forme sans jamais cesser d'être une secte.

C'est un examen curieux que de rechercher ce que Bossuet a emprunté des écrivains de Port-Royal. Son génie a profité du leur : comme eux, il est attaché à la tradition ; comme eux, il s'appuie sans cesse sur les Pères de l'Église. A Port-Royal, l'austérité de la foi passait des mœurs dans les ouvrages, et les écrits de ces pieux solitaires étaient laborieux et méthodiques comme leurs vertus. L'esprit de Bossuet est aussi sévère et aussi sérieux ; mais il est plus naturel et plus libre. Dans la controverse, Bossuet semble l'élève d'Arnauld : il a, comme lui, cette force et cette sûreté de jugement si nécessaires au dialecticien; mais sa manière de raisonner a quelque chose de plus grand et de plus aisé. Arnauld, dans la discussion, est quelquefois trop méthodique ; il suit les règles de sa logique, et, législateur consciencieux, ne veut pas sans doute déroger aux lois qu'il a portées ; il ne s'abandonne pas assez à la raison simple et naturelle. L'allure de Bossuet est plus franche : c'est celle du bon sens plutôt que de la science. Aigri par ses longs combats et par ses malheurs, Arnauld est amer et emporté ; sa conscience

(1) Voyez quelques *Mazarinades* où la mort de Charles I[er] est déplorée.

devient souvent de l'obstination ; on sent dans ses ouvrages l'opiniâtreté du théologien et le ressentiment du banni. Bossuet, respecté à la cour, précepteur du Dauphin, évêque de Meaux, n'a point dans la discussion cette aigreur qui vient de l'infortune : il est noble et imposant, il parle de haut ; c'est la confiance d'un homme sûr du respect des autres ; c'est le pressentiment et l'ardeur de la victoire, plutôt que le désespoir et le courage de la défaite. Arnauld, avant Bossuet, était l'oracle de l'Église ; mais Arnauld s'égare où Bossuet reste ferme, et les mystères de la grâce perdent Arnauld, qui veut les pénétrer, tandis que Bossuet, fidèle à la loi de l'Église, les adore sans chercher à les éclaircir.

Bizarre destinée que celle d'Arnauld ! c'était le grand Arnauld, comme le grand Corneille, et la postérité indifférente ne se soucie ni de contester ni d'approuver ce jugement. Il combattit toute sa vie, et, pour se reposer, attendait l'éternité. Ses combats, ses victoires, ses défaites sont aujourd'hui oubliés. Ardent et inflexible dans ses opinions tant qu'il ne lutte que contre des théologiens, il sait, quand les puissances de la terre s'élèvent contre lui, se soumettre avec respect. Ce n'est point un de ces prédicateurs de la réforme appelant l'anathème et la malédiction sur la tête de Louis XIV : ce séditieux prétendu, ce détracteur de la puissance royale, écrit, du fond de son exil, pour les Stuarts exilés ; ce sectaire défend les droits du saint-siége ; et l'Europe se demande comment ce défenseur des rois et des papes est maudit à Rome et banni de Paris.

Chacun de ses malheurs semble une méprise ou une énigme, jusqu'à ce qu'on prononce le nom de ses ennemis.

Qui peut parler aujourd'hui des jésuites sans flatter et sans irriter les passions? puissant institut, qui a du moins cette gloire, que personne n'en prononce le nom avec indifférence; qui s'est fait une destinée indépendante et n'a subi l'influence d'aucun événement ni d'aucun homme; qui mourut sans la Révolution, s'est relevé sans la Restauration; et qui attendra longtemps le jugement impartial de la postérité; s'il est vrai qu'elle ne prononce que sur ceux qui ne sont plus. A cette époque, les jésuites combattaient encore le jansénisme; ils avaient vaincu à la cour et à Rome; mais, devant le public, ils avaient perdu leur cause. En France, le parti du talent, de la satire et du malheur, devient aisément populaire, et les jansénistes avaient Arnauld et Nicole pour se défendre, Pascal pour attaquer, et les religieuses de Port-Royal pour souffrir.

C'est au milieu de ces débats que Bossuet entra dans la carrière. C'est de lui que semble dater l'ère nouvelle de l'Église : elle rejette les arguties théologiques et les distinctions des casuistes; et le caractère de la religion, comme celui de la littérature, sous Louis XIV, est le bon sens et la netteté. Alors la piété est aussi solide que le goût, et la conscience s'éloigne des subtilités de l'école, comme l'imagination des raffinements du bel esprit.

Bossuet annonça de bonne heure cet esprit de précision, ennemi des vaines recherches et qui s'attache aux choses telles qu'elles sont, sans se laisser

séduire par de chimériques projets de réforme. Il avait pris pour épigraphe de sa thèse de théologie : *Timete Deum, honorificate regem;* et il fut toute sa vie fidèle à cette maxime. Il craint les novateurs en religion comme en politique, et s'indigne contre les brouillons de l'Église et de l'Etat ; il veut en quelque sorte contenir le torrent de l'esprit humain entre l'autel et le trône, comme entre deux digues indestructibles : c'est là qu'il lui permet de couler sans franchir ses rives. Jamais l'incertitude n'a tourmenté l'âme de Bossuet comme celle de Pascal ; jamais il ne s'est élevé entre le ciel et lui un de ces doutes terribles qui semblent nous dérober un instant la vue de Dieu : aussi sa conviction est calme et imposante, son éloquence auguste et majestueuse. Il n'a point cette pénétration inquiète qui caractérisera plus tard l'esprit philosophique ; il ne creuse pas jusqu'au fond des choses ; il les prend telles qu'elles se montrent, l'Église avec cette antiquité qui la réunit à l'origine des temps, le trône avec le despotisme de Louis XIV.

Il y a entre Louis XIV et Bossuet une secrète conformité : c'est la même sûreté de jugement, c'est un bon sens sévère, plein de force et de dignité. Louis a foi dans la royauté : c'est une sorte de religion dont il se voit le dieu sans étonnement, tant il se trouve dans son naturel ! Bossuet a la même foi au pouvoir. Jamais le monarque n'a douté de sa toute-puissance, ni l'évêque hésité dans sa soumission : l'un est roi comme l'autre est sujet, en conscience ; et c'est là ce qui donne au despotisme de Louis XIV cette majesté qui le tempère, comme à

l'obéissance de Bossuet cette dignité qui l'ennoblit. Ennemis des rêves chimériques, prompts à discerner l'esprit de secte ou de faction, Louis XIV et Bossuet craignent également la nouveauté : le prélat condamne ce qui s'écarte des règles antiques de la foi, et le prince ce qui s'écarte des habitudes de la monarchie.

Bientôt Louis XIV nomma Bossuet précepteur du Dauphin. Dans une monarchie, l'éducation du prince est une sorte de ministère ; c'est un dépôt sacré dont les peuples quelque jour auront droit de demander compte. Bossuet s'en chargea avec une sorte d'effroi religieux. Cette cour brillante, cet appareil de magnificence, cet enfant nourri dans la grandeur et dont le berceau même n'avait pas manqué de courtisans, que de périls et de travaux ! *Je désire servir Dieu,* dit-il dans une de ses lettres ; *mais le monde, le monde ! les mauvais conseils, les mauvais exemples ! Sauvez-nous, Seigneur ! sauvez-nous ! J'espère en votre bonté et en votre grâce : vous avez bien préservé les enfants de la fournaise ; mais vous envoyâtes votre ange ; et moi, hélas ! qui suis-je ?* Ainsi, quand Louis XIV et la France s'applaudissaient d'un pareil choix, seul Bossuet se défiait de lui-même : c'est qu'il voyait un devoir où d'autres n'eussent vu qu'une place.

Ce fut le sort du Dauphin d'être entouré de grands hommes et de rester médiocre. Fils de Louis XIV et père du duc de Bourgogne, son nom semble appartenir à la généalogie plutôt qu'à l'histoire ; élève de Bossuet, il servit d'occasion à des chefs-d'œuvre dont il ne profita guère. Peut-être, après tout, fut-

ce un bonheur pour le Dauphin d'être médiocre et de le sentir : docile sans effort, il resta jusqu'à sa mort le second du royaume, sans être jamais embarrassé de sa royale obscurité.

C'était alors le temps des la Vallière et des Montespan, époque de scandales excusés par une sorte de majesté ou expiés par des repentirs austères. La galanterie et la piété, les plaisirs et la crainte de Dieu se disputaient le cœur du roi, sans que Bossuet pût jamais désespérer de ses efforts, ni madame de Montespan de ses séductions. Quel pénible apprentissage du monde que d'avoir à lutter contre les passions du roi et les intérêts de la cour, sans autre force que celle de la religion ! Le courtisan oppose l'intrigue à l'intrigue, l'amour à l'amour, mademoiselle de Fontanges à madame de Montespan. Bossuet n'opposait que Dieu et la conscience ; il était, à la cour, comme une sorte de médiateur entre Dieu et le monde ; il ne s'approchait des vanités humaines que pour les soulager et les guérir ; il semblait dire, comme dans l'Évangile : Venez à moi, vous qui souffrez. Aux courtisans disgraciés il parlait du service de Dieu, plus doux que celui des rois ; aux beautés délaissées, de l'amour du Seigneur, qui ne trompe jamais ; et parfois, du milieu de cette cour pleine de piété jusque dans ses désordres, se tournaient vers le ciel quelques âmes délivrées des liens du siècle.

Telle fut la Vallière : ce fut celle des maîtresses de Louis XIV qui donna au monde le moins de scandale par son amour et le plus d'édification par son repentir. C'est Bossuet qui la guidait vers Dieu.

Tantôt il s'afflige de ses hésitations : *elle prend encore un peu*, dit-il, *la volonté d'être vertueuse pour la vertu même*[1]; tantôt il espère : *elle s'avance à Dieu, selon son naturel, d'une manière douce et lente ;* il lui enseigne *à retrouver son cœur et à retirer deçà et delà les petites parcelles de ses désirs épars de tous côtés*[2]. Enfin la grâce opère, et alors Bossuet admire l'ardeur de sa pénitente et s'humilie devant elle. *Je parle, et elle fait*, dit-il ; *j'ai les discours, elle a les œuvres*[3]. C'est lui qui conduit la victime à l'autel, et il ne la quitte que *lorsque, enveloppée du voile mystérieux, cachée à elle-même aussi bien qu'à tout le monde, elle n'est plus connue que de Dieu*[4].

A la cour, Bossuet vivait entouré de jeunes ecclésiastiques. C'est là qu'au sein du luxe et de la magnificence, tantôt sous les lambris dorés de Versailles, tantôt dans ces bosquets enchanteurs, *au bruit de ces jets d'eau qui ne se taisent ni jour ni nuit*, il s'entretenait avec de jeunes prêtres de la pauvreté chrétienne et du néant du monde. Ainsi ces belles allées, que le soir peut-être, Louis XIV et sa cour, à la clarté des flambeaux, devaient troubler du bruit de leurs fêtes, calmes et paisibles le matin, voyaient passer de pieux philosophes qui méditaient sur les destinées de l'homme et sur les miséricordes de Dieu. Bossuet correspondait avec Rancé, cet ardent solitaire qui, de mondain voluptueux

[1] *Lettres.*
[2] *Méditations sur l'Évangile.*
[3] *Lettres.*
[4] *Sermon pour la prise d'habit de madame de la Vallière.*

devenu réformateur de cloître, enchérit sur la sévérité de la Trappe, et que ses ennemis ne purent accuser que d'orgueil, seul défaut que laisse supposer le désir de la perfection. De la Trappe à Versailles, du sanctuaire de la pénitence à l'asile des plaisirs, il venait et revenait des lettres : les unes parlaient des dégoûts de la cour et du tracas des passions, les autres racontaient les joies de la pénitence et les douceurs de la cendre et du cilice.

Avouons-le : Bossuet en public suit l'exemple de la cour, et, comme elle, flatte Louis XIV. Ardent ami de la royauté, il la présente aux yeux des peuples toujours vénérable et sacrée ; mais il réserve ses censures évangéliques pour le silence du cabinet. La postérité a pu s'y tromper. Que fait cependant ce prélat adulateur? A un prince jeune et conquérant, il conseille la paix ; à un monarque enivré de sa grandeur, il rappelle la gloire de Henri IV, et le bonhomme n'est pas le seul de ce siècle qui se souvienne du bon roi[1].

Louis XIV aimait dans Bossuet son esprit de réserve et de soumission : c'était à lui qu'il se confiait dans les affaires de l'Église ; ce fut lui qui dirigea l'assemblée de 1682. Il fallait reconnaître les bornes du pouvoir spirituel et temporel, tenir la balance entre toutes les prétentions, faire et rendre justice, enfin rester gallicans et catholiques. Le parlement, trop épris de ses maximes, eût peut-être poussé les libertés gallicanes jusqu'au schisme ; le clergé tempéra à propos la hardiesse par la soumission. Bossuet

[1] *Lettre au roi.*

parle net[1], *car il le faut partout, et surtout en chaire; mais il parle avec respect;* il adoucit son langage, *il craint de blesser les tendres oreilles des Romains;* mais quelquefois aussi il élève la voix au nom de la théologie et de la politique : *Quoi!* dit-il, *Bellarmin tient lieu de tout à Rome, et fait seul toute la tradition! Quelle espérance de ramener les princes du Nord et de convertir les rois infidèles, s'ils ne peuvent se faire catholiques sans se donner un maître!*

En 1682[2], l'Église de France avait témoigné de ses libertés; en 1700 elle témoigna de sa piété et de sa foi, et défendit la pureté de la morale contre les casuistes, et l'exactitude du dogme contre les jansénistes. Bossuet s'était prononcé de bonne heure contre le relâchement des uns, *pleins d'une pitié meurtrière,* et contre la rigueur des autres, *traînant toujours l'enfer après eux.* Sa raison s'irritait des subtilités des casuistes, et sa vertu s'indignait de *leurs ordures*[3] : c'était au nom de la reli-

[1] *Lettres.*

[2] *Ibid.*

[3] « On a mis, il y a déjà assez longtemps, entre mes mains, l'ouvrage (le livre de l'abbé de Rancé sur la sainteté et les devoirs de la vie monastique) dont vous me parlez, Monsieur. L'assemblée m'avait chargé de l'examen de la morale, et une occupation si importante, et d'ailleurs si vaste, remplissait tout mon temps. Depuis la séparation de l'assemblée, j'ai commencé cette lecture; et j'avoue qu'en sortant des relâchements honteux et des ordures des casuistes, il me fallait consoler par ces idées célestes de la vie des solitaires et des cénobites. J'espère achever dans peu cette lecture; je le fais avec une sensible consolation. » (*Lettre de Bossuet à l'abbé de Rancé*, t. XXXVII de ses œuvres, édition de Lebel, p. 260.)

gion qu'ils autorisaient le vice, et la loi de Dieu devenait moins sincère que les préjugés du monde. Déplorable égarement ! Ainsi, quand de la morale on veut faire un art subtil et calculé, quand elle n'est plus une révélation du ciel et de la conscience, elle se dégrade par le raffinement et la subtilité ; ce n'est plus qu'un labyrinthe de règles et d'exceptions, où l'âme s'égare et périt misérablement. Les casuistes firent pour la morale ce que les scolastiques avaient fait pour la philosophie : à force de définitions et de divisions, ils corrompirent tout, comme l'école avait tout embrouillé ; seulement ils furent plus dangereux et plus coupables, car ils gâtaient la conscience.

Jusqu'ici, à la cour et dans les assemblées du clergé, nous avons vu Bossuet partout interprète éclairé de la religion. Voyons-le maintenant combattant pour elle contre la réforme et contre le quiétisme. Quelles luttes et quels athlètes ! Claude, Jurieu, Burnet, Fénelon ; et, seul contre tous, Bossuet toujours inébranlable. A cette époque, les controverses avaient succédé aux guerres de religion, et la plume des docteurs remplaçait l'épée des Guise et des Coligni. Richelieu, qui prétendait à toutes les gloires et qui se piquait d'être théologien aussi bien que poëte, disputa contre la réforme ; mais son meilleur argument fut la prise de la Rochelle. Arnault et Nicole descendirent dans cette lice toujours ouverte ; Bossuet y parut bientôt, et attira sur lui tous les regards. Qui saura peindre ces tournois théologiques et ces combats qui avaient leur intérêt et leur gloire ? La France et l'Allemagne, l'Italie et

l'Angleterre, attendaient avec des vœux inquiets la nouvelle d'une conférence entre Bossuet et Claude; on parlait d'une conversion comme d'une victoire ou d'une défaite, et il y avait des consciences gagnées à la foi catholique qui troublaient la Hollande comme aux jours du passage du Rhin.

Aujourd'hui, nous prenons en pitié ces graves discussions, insensés qui ignorons qu'il n'y a point de débats où n'entre la liberté ! Au seizième siècle, la liberté, c'est d'examiner la foi et les croyances. Luther et Calvin ne réclament pas les droits du vassal ni du citoyen, mais l'indépendance du sectaire et du docteur. Au dix-huitième siècle, la liberté passe de la théologie dans les lettres : car la littérature était alors le goût et la passion de l'époque. Enfin, aujourd'hui, la liberté est dans la politique. Ainsi, pour déconcerter ses ennemis, c'est dans notre sentiment le plus vif et dans notre passion dominante qu'elle vient tour à tour s'établir, changeant de forme sans jamais changer de nature. De là son intérêt dans toutes les luttes de l'humanité, et sa part dans tous les martyres.

O vous qui méprisez si légèrement, creusez au fond de ces discussions théologiques, écartez les mots qui vous trompent, pénétrez jusqu'aux choses : Claude et Bossuet débattaient ce que vous débattez encore !

Chaque époque semble avoir une idée dominante. Dans le siècle de Louis XIV, c'est l'unité : rien ne reste isolé et indépendant, tout se régularise et se subordonne, la littérature sous l'influence de Racine et de Boileau, la philosophie sous les auspices de

Descartes, la politique sous le pouvoir de Louis XIV. Si quelqu'un alors se fût avisé de définir la religion un rapport individuel de l'homme à Dieu, il eût choqué tous les esprits. Catholiques ou réformés, tous croient qu'il doit y avoir un culte commun, et cette idée fait la force de Bossuet et la faiblesse de Claude dans leur controverse. Le catholique n'examine pas, il croit, et l'autorité de l'Église est la règle de sa conscience ; la réforme mêle l'examen et l'autorité : elle a besoin de l'un contre Rome, et de l'autre contre les sectes indépendantes.

La conférence entre Claude et Bossuet n'est pas seulement une discussion de théologiens : c'est un drame, c'est un combat qui a ses alternatives de crainte et d'espérance. Claude est habile, sa logique est forte et serrée, son langage est précis et élégant ; c'est le défenseur d'un parti qui sent déjà l'approche de la persécution, et qui, pour se relever, a besoin d'une victoire. Son rival est l'oracle de l'Église : quelle gloire de le vaincre ! c'est un évêque de cour : quelle joie de l'humilier ! Que de vœux s'attachent aux paroles de Claude ! il parle : les protestants espèrent et se regardent avec un sourire de confiance. Bossuet répond : les catholiques respirent et s'encouragent. Ce n'est point un dialogue fait à plaisir : dans Platon, Socrate doit avoir raison, et les sophistes jouent le rôle des oncles de comédie, qu'il est de règle de rendre dupes. Ici la guerre est franche : Claude n'est pas chargé de déraisonner, à la gloire de son rival ; il porte et reçoit des coups ; tantôt il presse son adversaire, tantôt il se défend. Bossuet ne dissimule pas ses inquiétudes ; il avoue

qu'il a tremblé, sorte de franchise qui sied aux braves et aux vainqueurs; il prie Dieu, car *il s'agit du salut d'une âme;* il craint de paraître faible, et ce n'est point amour-propre, c'est zèle du Seigneur : il y a là une âme qui sera éternellement heureuse ou malheureuse, selon qu'il aura tort ou raison; et, dans l'ardeur de sa foi, il croit voir le ciel et l'enfer attendre l'issue de la lutte.

Jamais la réforme n'eut d'adversaire plus redoutable. Il sait que, pour dissiper ses ennemis, Dieu n'a qu'à se montrer, et il découvre à tous les yeux la majestueuse simplicité de la religion : l'*Exposition de la foi catholique* fut traduite dans toutes les langues, et, se répandant de proche en proche, alla évangéliser les peuples protestants jusqu'au fond de l'Allemagne. Il y a, entre ce livre et l'*Histoire des Variations,* une liaison d'idées remarquable. Dans l'*Exposition de la foi,* Bossuet présente l'Église toujours une et immuable; dans les *Variations,* la réforme toujours changeante et indécise. A l'immutabilité de la foi catholique, il oppose les contradictions et les incertitudes de la réforme; ici, la vérité qui est toujours stable, parce que sa nature est de se satisfaire elle-même; là, l'erreur toujours variable et passagère, parce qu'elle ne se contente jamais.

La pensée fondamentale de l'*Histoire des Variations,* c'est que l'instabilité des opinions est le caractère de l'erreur : telle était l'idée dominante du siècle de Bossuet. A cette époque, fatigués des agitations du seizième siècle, les esprits penchaient vers l'autorité; et la réforme elle-même n'osait pas avouer que, fondée sur la liberté, c'était sa nature

de changer sans cesse. Aujourd'hui, les variations de la liberté politique nous ont appris à être moins sévères. Nos ancêtres ne croyaient guère à la vérité des doctrines, si elles n'étaient invariables ; de nos jours, l'invincible opiniâtreté d'opinions nous semble aussi un des signes distinctifs de l'erreur. Ainsi, il y a tel siècle où c'est un tort de changer sans cesse, et tel autre où il messied de rester immobile. Le mérite des écrivains dans la polémique, c'est de savoir connaître leur temps, c'est de frapper où les contemporains croient que le coup sera mortel.

Un théologien ordinaire n'eût fait de l'histoire des variations qu'un livre de controverse ; mais le génie de Bossuet sait tout animer. Avec quelle énergie il peint Luther ! rien n'est oublié du caractère étrange de ce réformateur, de ce prophète nourri de scolastique, qui fait une révolution avec des arguments de théologie, *qui met en thèses ses fureurs*, qui réunit à l'opiniâtreté du docteur quelque chose de l'ardeur du guerrier, et veut comparaître à Rome avec vingt mille hommes de pied et cinq mille chevaux : *alors je me ferai croire*, dit-il. Bossuet semble oublier la controverse : il s'enflamme d'une sorte d'indignation enthousiaste ; c'est un évêque qui maudit un hérésiarque ; c'est en même temps un poëte qui chante un de ces hommes extraordinaires que Dieu envoie pour changer la face du monde. Bossuet respecte dans Luther le ministre des vengeances célestes, et il croirait offenser Dieu que de chercher à rabaisser ce génie marqué du sceau de la grandeur et de la colère divine. Ce n'est point un portrait fait à force d'antithèses ; c'est Luther avec toutes ses

passions; il n'est nulle part si grand que dans Bossuet, parce que nulle part il n'est représenté avec plus de vérité. Dans les premiers écrivains de la réforme, Luther est un saint,ce n'est plus un homme; à force de vouloir le rendre admirable, ils le rendent monotone; ce n'est plus ce pédant qui remuait les passions populaires et qui fit tant écrire et tant combattre, *ce buveur de bière qui ravageait par la parole* et avait foi en sa prière; c'est un ange et un élu du Seigneur. Dans Bossuet, il est tel qu'il fut, plein de génie et de mauvais goût, de fanatisme et de bouffonnerie; c'est un homme tel que Shakspeare aime à en peindre, pétri de contrastes bizarres; et ces contradictions de caractère, qui eussent plu au poëte comme un ressort dramatique, ne déplaisent pas au prélat comme un signe précurseur des variations de la réforme.

C'est là ce qui donne tant d'intérêt à l'*Histoire des Variations*. C'est un drame où revivent tour à tour Melanchton, qui pleurait les malheurs de la guerre et voyait des hommes où son siècle ne voyait que des protestants et des catholiques, cette âme tendre et résignée qui s'écriait : Si je n'avais pas de chagrins, prierais-je Dieu avec tant d'ardeur? Melanchton, que Bossuet semble regretter comme une ouaille chérie; Calvin, qui fit schisme dans l'hérésie, que Rome excommunia et que condamna Luther; Henri VIII, ce roi théologien, qui ne doutait pas plus de son pouvoir que de sa raison, qui changea de cultes comme de maîtresses, et sembla se jouer de la religion comme du mariage. Avec quel mépris Bossuet raconte la réforme de l'Angleterre,

ses souplesses de conscience et ses apostasies successives! c'est le langage d'un évêque qui s'indigne de voir la religion asservie au pouvoir temporel, et qui, à ce honteux abaissement, oppose l'indépendance de l'Église catholique. Le catholicisme, en effet, est souvent inquiet sous un maître protestant; mais il n'est jamais esclave sous un roi catholique, et, au besoin, il serait plutôt ambitieux que servile.

Dans les *Variations*, luthériens, calvinistes, zuingliens, anglicans, tous viennent passer tour à tour devant le tribunal de Bossuet et s'élever en jugement les uns contre les autres, Luther contre Calvin, Calvin contre Luther, l'Allemagne contre la Suisse : effroyable confusion, que le génie de Bossuet n'a démêlée que pour la faire ressortir. C'est ainsi qu'il était beau de vaincre la réforme : paisibles succès, qui n'étaient dus qu'au génie et dont Louvois ne pouvait rien revendiquer; douces victoires, qui donnaient des joies que la charité chrétienne pouvait excuser; heureux temps enfin, où Bossuet n'avait point à secourir de victimes de la persécution, ni à les voir s'étonner d'être secourues par lui!

Quand Bossuet combat la réforme, il s'agit d'une question qui se débat depuis plus d'un siècle, et que comprend le monde. Il n'en est pas de même du quiétisme, sorte d'hérésie née de l'excès de la perfection: c'est une doctrine neuve et mystérieuse. Alors la polémique de Bossuet prend un autre caractère : il explique en même temps qu'il discute; mais il n'a pas, comme son rival, l'art de mettre de la clarté dans les subtilités de la théologie; il le sent, il s'irrite contre cet ennemi insaisissable, et, d'un

ton de défi, le somme de venir *combattre en plaine et de quitter ses brouillards.*

Jamais génies ne furent si différents ni si égaux que Bossuet et Fénelon. L'esprit de Bossuet ne sort pas des bornes assignées aux idées de son siècle: il s'arrête à ce qui est. Fénelon, avec *son esprit à faire peur,* va plus loin que ses contemporains; son caractère est retenu et modéré, mais sa pensée est vive et remuante. Bossuet n'aime que ce qui est établi, et, pour lui plaire, la vérité a besoin d'être ancienne; Fénelon juge les choses sans s'inquiéter si elles sont vieilles ou nouvelles. Bossuet, avec son génie net et solide, s'en tient à la foi catholique et à la royauté de Louis XIV; Fénelon, avec son esprit pénétrant et son âme affectueuse, veut perfectionner la religion et la monarchie : il s'abandonne au mysticisme et propose les états généraux. Bossuet est gallican et défend les libertés de l'Église telles qu'il les a trouvées; Fénelon est ultramontain, parce qu'il voit l'Église de haut et dans son unité mystique. Dans l'éducation du Dauphin, Bossuet ne s'écarte pas de la méthode ordinaire des études, et ses leçons d'histoire et de philosophie sont des chefs-d'œuvre sans être des innovations; Fénelon, bel esprit chimérique, comme disait Louis XIV, ose, en dépit de la routine, composer pour son élève des fables et un roman.

Bossuet étonna son siècle, quand, à la naissance du quiétisme, il s'écria qu'il y allait de toute la religion. Le mot parut exagéré; il n'était que vrai. C'est encore le vieux débat entre l'autorité et l'examen, entre la soumission et la liberté. Dans la ré-

forme, c'est là raison qui devient juge de la foi et du culte; dans le quiétisme, l'amour pur devient aussi la seule règle de la religion. La réforme n'a besoin que de la raison pour reconnaître Dieu; le quiétisme, pour l'adorer, n'a besoin que de l'amour. Dans le catholicisme, le culte est placé comme intermédiaire entre Dieu et l'homme; ici l'amour pur s'élève vers le ciel, sans emprunter l'appui des cérémonies religieuses. La piété vulgaire a besoin de signes et de symboles qui l'entretiennent sans cesse de Dieu; l'amour pur se suffit à lui-même : de là l'inutilité des sacrements, le mépris de l'Église et du culte public, autant de religions qu'il y a d'hommes. Voilà les conséquences dangereuses que prévoit la raison sévère de Bossuet. C'est en vain que Fénelon s'abuse : le quiétisme aboutit au déisme.

Bientôt la lutte s'engagea. *Opposés front à front*, ils redoublent de génie et de talent, Bossuet pour vaincre, et Fénelon pour n'être pas vaincu. A côté d'eux, se trouvait une femme d'une piété ardente et enthousiaste, madame Guyon, qui prétendait au martyre et n'obtint que la Bastille. La dispute fut souvent amère. Bossuet s'emporte dans l'attaque; Fénelon a le tact de l'homme de cour : il sait se défendre sans jamais prendre l'attitude d'un factieux ou d'un sectaire; il garde les bienséances de la politesse. Mais la charité chrétienne exige plus que le monde.

La politique de Bossuet ressemble à sa théologie : elle n'est ni subtile ni chimérique. La théocratie de Moïse et la monarchie de Louis XIV, voilà ses deux types, voilà sur quelle mesure il juge le passé et le

présent. La théocratie et la royauté semblent se contredire; mais, comme il y a entre Moïse et Louis XIV trois mille ans d'intervalle, Bossuet qui s'attache aux choses plutôt qu'aux théories, admire le sacerdoce à Jérusalem et la monarchie à Versailles, sans s'inquiéter de leur différence. L'Égypte, avec ses institutions immobiles, avec ses rois qui étaient jugés à leur mort et ses prêtres qui ne l'étaient jamais, parce qu'il n'y a pas de tribunal où se juge la souveraine puissance, l'Égypte est vantée par Bossuet, et la sévère grandeur des piramydes plaît à son génie comme une image du gouvernement. Il aime tout ce qui est grave et régulier : à Athènes, l'aréopage; à Rome, le sénat; en France, la royauté absolue et l'épiscopat. Cependant ce goût de l'ordre et de la stabilité n'est point dans Bossuet un système impérieux; il ne cherche pas à y ramener tous les gouvernements, quels qu'ils soient; il respecte ce qui est établi, et n'approuve pas plus les novateurs dans les républiques que dans les monarchies. *Il faut demeurer*, dit-il [1], *dans l'état auquel un long temps a accoutumé le peuple, et Dieu prend en sa protection tous les gouvernements légitimes.* Il n'est point indifférent entre la démocratie et la royauté; mais il souffre ce que Dieu veut, et se résigne à ses desseins. De là son impartialité dans l'histoire, de là cette justice rendue à la Grèce et à l'Italie; il ne leur conteste ni leur gloire ni leur puissance, puisque Dieu a permis leurs exploits et leur liberté.

Dans Bossuet, c'est Dieu seul qui avertit et qui

[1] *Avertissements aux protestants.*

menace ; le peuple doit se taire; les princes ont des devoirs sans que les sujets aient des droits. Bossuet ôte aux rois la crainte du peuple; mais il met à la place la crainte de Dieu. Ainsi la foi du monarque devient une des garanties de la liberté publique, et il faut être impie pour oser être tyran. Que parlez-vous de pactes primitifs ou d'assemblées politiques? voici qui vaut mieux que la force des parlements : c'est le respect de Dieu, c'est la sainteté de la religion gravée dans le cœur des rois. Un peuple obéissant sous un roi pieux, voilà, aux yeux de Bossuet, le modèle des gouvernements : beau rêve qui rappelle celui de Platon, lorsqu'il souhaitait aux peuples des monarques philosophes, comme si, sur le trône, c'était assez du zèle de la philosophie ou de la dévotion pour n'avoir plus à se défier de soi-même; comme si la piété ou la sagesse humaine, toujours faibles et fragiles, n'avaient pas besoin de trouver, hors de leur conscience, toute pure qu'elle est, des garanties contre les séductions de l'autorité souveraine!

Aujourd'hui, habitués dès l'enfance à tous ces mots sacramentels de constitutions et de représentation nationale, c'est pour nous une étude curieuse que de lire la *Politique de l'Écriture sainte.* Nous entendons tout à coup retentir à nos oreilles comme les sons d'une langue nouvelle. Laissez là l'équilibre délicat de vos trois pouvoirs, venez voir la société naissant dans les bosquets d'Éden. Les gouvernements s'établissent : est-ce en vertu de quelque contrat social? non; c'est Abraham ou Jacob assis le soir devant leur porte et jugeant leur famille. Ainsi,

en suivant cette histoire qui commence avec le monde, Bossuet assiste tour à tour à la naissance de la société, à l'établissement des empires; et cette nation mystérieuse qui, au rebours des peuples, sous Moïse eut une législation avant d'avoir une patrie, ce peuple de Dieu qui passe tour à tour de la théocratie à la royauté, de la captivité de Babylone à la gloire des Machabées, offre des modèles de gouvernements divers et des leçons de différentes fortunes. C'est dans ces annales sacrées que Bossuet devait aimer à étudier la politique : homme d'État, il y trouvait une variété capable d'inspirer son génie; évêque, une autorité qui rassurait sa foi.

La *Politique de l'Écriture sainte* n'est point un commentaire qui suit pas à pas l'histoire du peuple juif: c'est un ouvrage théorique, une suite de principes et de raisonnements; et pourtant il n'y a ni sécheresse ni pédantisme. Puissance de la parole de Dieu: en cherchant l'autorité, la politique a trouvé une grâce nouvelle. Ce traité méthodique est plein de l'inspiration de la Genèse, de la fraîcheur des premiers jours du monde, de l'ardeur des cantiques et des prophéties ; à chaque instant, du fond de ces théories arides jaillissent la poésie et l'éloquence, comme ces eaux vives qui sortaient des rochers du désert. Mais jamais l'essor de la parole divine n'interrompt la suite du raisonnement; la liberté et la splendeur des citations ne troublent jamais l'ordre et la clarté des principes; et le génie de Bossuet fait marcher de front l'enthousiasme et la méthode.

Cependant, par un singulier aveuglement, cet esprit, tout pénétré de l'Écriture, semble ignorer quelle différence de mœurs et d'idées il y a entre la Genèse et la cour de Versailles, entre le pouvoir des rois juifs, contrarié par l'opposition sévère des prophètes, et l'autorité de Louis XIV, qui refusait à la chaire chrétienne le droit de *lui faire sa part;* entre la simplicité des patriarches et la complication de la politique moderne. Il emprunte à la Bible les leçons de gouvernement qu'il donne à l'héritier du roi de France. Chose bizarre! dans la sincérité de sa foi, il adore la royauté juive, c'est à ses yeux un modèle divin; mais il sait aussi, dans son zèle pour la monarchie, que le trône de Louis XIV est au-dessus du trône de Juda: alors, par une transaction involontaire, il rapproche le gouvernement du peuple de Dieu de l'idée qu'il s'est faite du pouvoir absolu. Jamais il ne perd de vue Louis XIV, et, sous la tente même des patriarches, nous rencontrons avec étonnement la majesté du grand roi.

Dans la *Politique de l'Écriture sainte,* Bossuet expose les principes des gouvernements : c'est le ton d'autorité d'un homme d'État. Dans ses *Avertissements aux protestants*, il réfute les sophismes de Jurieu : alors c'est la véhémence du dialecticien. Il change de manière; mais c'est toujours le même esprit d'ordre, le même amour de l'autorité : il condamne le droit de désobéir comme le droit d'examiner. Dans le doute, quelque timide qu'il soit, il voit poindre l'incrédulité, et, dans la résistance, commencer l'anarchie. Il n'y a point de milieu : il faut croire au nom de l'Église, il faut obéir au nom du

roi. La politique de Fénelon est moins roide et moins impérieuse : épris de ses idées d'amour, c'est par l'amour qu'il unit les peuples et les rois, et il en fait le lien de la politique comme de la religion. Ce n'est plus une autorité sévère, qui du monarque descend sur les sujets avec une force irrésistible; c'est un sentiment plus doux, qui du peuple s'élève vers le roi; il s'obtient et ne s'exige pas: c'est une sorte de liberté secrète. Ce n'est plus, comme l'obéissance, un devoir que le prince réclame : c'est un sentiment qu'il risque de ne pas inspirer.

Ainsi, théologie et politique, Bossuet blâme tout ce qui s'écarte des règles établies. Dans la philosophie, c'est encore le même caractère, et il veut contenir cet esprit d'indépendance et de recherche qui en fait la gloire et le danger. Ici, jetons un regard rapide sur l'histoire parallèle de la religion et de la philosophie. Cette digression est nécessaire pour apprécier les travaux de Bossuet.

Avant Jésus-Christ, la philosophie et la religion étaient indépendantes l'une de l'autre : le paganisme ne se souciait guère d'expliquer l'énigme de la destinée humaine; c'était un soin laissé aux philosophes. Vint le christianisme, qui satisfit la foi par le culte, et la raison par l'explication des mystères de notre destinée. Alors naquit la théologie, sorte de science qui ne pouvait naître qu'à cette époque: car c'est la philosophie unie à la religion. Alors aussi commença une lutte cachée : la part que le christianisme avait faite à la philosophie ne suffisait pas à son inquiétude. De là les hérésies, qui ne sont que

les tentatives de l'esprit philosophique pour empiéter sur la religion. La philosophie n'osait pas encore fonder un empire à part ; mais, contenue à grande peine dans le domaine de la foi, elle essayait d'y trouver l'indépendance par l'innovation, et vivait cachée au fond de la théologie qu'elle agitait : jusqu'à Bacon et Descartes tous les philosophes sont théologiens.

Avec Bacon et Descartes commença une ère nouvelle, et c'est à cette époque qu'appartient Bossuet : la philosophie se sépare de la théologie ; l'Église, fatiguée des hérésies du XVI[e] siècle, voit sans regret s'éloigner cet hôte incommode ; l'antique alliance est rompue. Cependant la philosophie, comme une colonie qui vient à peine de quitter sa métropole, est encore docile ; mais Bossuet, dans cette indépendance respectueuse, voit déjà poindre la guerre. Malebranche succède à Descartes, et la métaphysique intervient dans la religion. *Un grand combat,* dit Bossuet dans une lettre[1], *se prépare contre l'Eglise sous le nom de la philosophie cartésienne... Il s'introduit une liberté de juger qui fait que, sans égard à la tradition, on avance témérairement tout ce qu'on pense.*

Ainsi, quoique cartésien comme tous les grands hommes de son siècle, Bossuet cependant s'afflige du schisme de la religion et de la philosophie, et il craint cette science inquiète qui autrefois s'émancipait par l'hérésie, tout enfermée qu'elle était dans le sanctuaire, et qui aujourd'hui, livrée à elle-même, va bientôt se perdre dans la hardiesse de ses pen-

[1] *Édition de Lebel*, t. XXXIV, lettre 139, p. 372.

sées. Aussi il cherche à la ramener à Dieu : c'est là le but de tous ses ouvrages.

Descartes avait imprimé à l'existence humaine le sceau de la certitude, et le fameux axiôme , *Je pense, donc je suis,* était gravé, comme ineffaçable, dans le sanctuaire de la nouvelle école. C'est de là que part Bossuet pour s'avancer plus loin : il étudie cette faculté de penser que l'homme ne s'est pas donnée et qu'il a dû recevoir de quelque part, ce principe immatériel et impérissable, qui doit être l'émanation de quelque nature immatérielle et impérissable elle-même ; et alors il s'écrie : *Je pense, donc Dieu est.* C'est là le résumé de sa philosophie. La pensée humaine n'est plus seulement le titre authentique de notre existence ; elle devient la preuve vivante de la Divinité, et, à chaque instant, semble promulguer Dieu au fond de notre âme. Ainsi, par lui la philosophie est marquée du sceau divin, et il lui montre que, *quelque grande et élevée qu'elle soit, elle n'en est pas moins sous la main de Dieu et sous son autorité suprême*[1]. L'âme a ses révolutions, que Dieu dirige comme celles des empires ; et il n'est pas une des pensées qui montent dans le cœur de l'homme, qui ne rentre dans les desseins du Seigneur.

C'est surtout dans les *Méditations sur l'Evangile* qu'il s'élève à la plus haute philosophie et s'y soutient sans efforts ; c'est là qu'avec une incroyable sûreté d'esprit, il se sert de la métaphysique pour sonder les mystères de la religion, et de la religion

[1] *Oraison funèbre de la reine d'Angleterre.*

pour contenir la témérité de la métaphysique; sa pensée s'initie aux secrets de la foi, il soulève quelques instants le voile impénétrable, il explique quelques mots du livre inexplicable, et l'homme, plein de saisissement et d'admiration, ne sait plus s'il adore la profondeur des mystères divins ou la profondeur du génie de Bossuet.

Dans la *Connaissance de Dieu et de soi-même*, ce n'est plus le même ton d'inspiration et de hardiesse: il analyse avec exactitude les éléments de nos connaissances; il examine avec netteté les facultés de notre esprit. Ce n'est point une clarté trompeuse qui se contente d'éclairer la surface sans pénétrer au fond des choses; il ne rétrécit pas la science pour la régulariser, comme ont fait les philosophes du dernier siècle; il est simple sans être incomplet. Ce n'est pas non plus cette finesse minutieuse d'observations et ce rigoureux enchaînement d'idées qui, de nos jours, dans la psychologie, fait le mérite des philosophes de l'école écossaise. La marche de Bossuet est plus libre : franchissant les idées intermédiaires, il semble arriver de plein saut aux conclusions. C'est l'allure du bon sens, quand le scepticisme n'a pas encore appris à l'homme à douter de ses notions premières. Aujourd'hui, la raison est défiante; elle marche pas à pas, passant d'une idée à une autre sans jamais prendre d'essor. De là, dans la psychologie moderne, beaucoup de délicatesse et de pénétration; de là une rigueur de raisonnement qui satisfait et qui inquiète à la fois, tant on voit qu'il faut de précautions pour ne pas faillir.

Ainsi, dans Bossuet, théologie, politique, phi-

losophie, tout dépend de la foi, et, sous ce rapport, c'est, si j'ose le dire, l'esprit le plus systématique de son siècle, car il subordonne tout à la religion et semble n'aborder une science que pour la soumettre à Dieu. Mais, en même temps, il n'a rien de la sécheresse et de la monotonie des auteurs systématiques, car son vaste génie embrasse à la fois l'ensemble et le détail des choses; il résume les sciences sans les raccourcir, et met l'unité dans la variété. C'est là ce qui fait le singulier mérite de son *Discours sur l'Histoire universelle:* tout est rappelé à une idée dominante, et tout conserve cependant sa physionomie particulière; Égyptiens, Grecs, Romains ont chacun leur attitude, et Dieu intervient sans que l'homme soit effacé; devant Dieu, il n'y a ni temps, ni lieu, ni différence d'époques, de pays, de mœurs et de gouvernements. Cependant, dans l'*Histoire universelle,* ces innombrables accidents de la nature humaine sont marqués avec netteté et rapportés à Dieu sans jamais se confondre. Bossuet résume et analyse en même temps; il voit Dieu qui, du haut du ciel, dirige les choses de la terre; c'est à lui qu'il ramène tout. Mais chaque chose a sa forme: Dieu l'a permis; et Bossuet, avec une religieuse exactitude, conserve aux peuples et aux événements leurs signes et leurs caractères particuliers. Ainsi, attentif à discerner et à suivre les conseils de la divine sagesse, l'historien met de la variété dans ses récits, parce que Dieu a mis de la liberté dans l'homme; il y met de l'unité, parce qu'à travers les révolutions successives des empires, le dessein de la Pro-

vidence se poursuit sans être jamais changé ni interrompu.

Quelle admirable revue de tous les peuples ! comme ils viennent tour à tour devant Bossuet témoigner de leur faiblesse et avouer que Dieu seul est grand ! C'est en vain qu'ils veulent s'arrêter et faire halte : il faut marcher, il faut courir. Bossuet pousse les uns sur les autres les siècles et les peuples : *Marche, marche!* dit-il à l'Égypte, et le trône majestueux des Pharaons, et ce sacerdoce imposant, et ce peuple grave et sérieux passe et disparaît bientôt ; — *Marche, marche!* dit-il à la Grèce, et ces républiques turbulentes, cette nation de poëtes et d'orateurs, avec tous ses chefs-d'œuvre et tous ses trophées, va se perdre dans le gouffre de la puissance romaine ; — *Marche, marche!* dit-il à Rome elle-même, et ce peuple invincible, qui sert d'instrument aux desseins de Dieu, sera à son tour effacé de la terre qu'il n'aura conquise que pour Jésus-Christ ; son aigle, qui croyait voler au gré de la politique du sénat, est forcée de reconnaître que son vol était tracé et qu'elle a suivi le doigt de Dieu plutôt que l'ambition des Sylla et des Pompée. Ainsi Dieu est partout, il change et renouvelle à son gré la figure du monde, et, à la voix de Bossuet, l'antiquité semble se réveiller du tombeau pour s'entendre révéler ce Dieu inconnu qui présidait à ses destinées, et qui est le seul qu'elle n'ait point adoré.

Le plan de Bossuet ne convient qu'à l'histoire du monde, et Dieu ne peut servir de centre qu'à l'univers : Dans l'histoire d'un peuple ou d'une province,

ce serait dégrader la Providence que de la mêler aux minces détails de l'administration ou aux petits intérêts d'un homme, et il n'y a que les révolutions des empires qui méritent d'être expliquées par les conseils de Dieu.

Jusqu'ici nous n'avons point parlé de l'éloquence de Bossuet; arrêtons-nous un instant avant de l'étudier en détail.

Dans Bossuet, tout s'accorde: esprit net et sûr, il rencontre un siècle qui veut partout de l'unité, et il embrasse un état qui interdit l'examen. Aussi la discrétion et la réserve de pensées est le caractère dominant de son époque et de son génie; mais cette retenue n'est point une précaution craintive, et elle n'a ni les petitesses ni les embarras de la peur. C'était alors la nature des esprits de s'arrêter à temps, sans songer même à se faire honneur de leur modération, car ils semblaient ne pas sentir qu'ils pouvaient aller plus loin. C'était une de ces époques où l'homme aime la science pour elle-même, où les méditations n'ont encore d'autre but que le développement de la pensée; un de ces siècles enfin qui ont tous les genres d'esprit, excepté l'esprit qui fait l'application des idées aux choses. Ce qui prête à la pensée une portée menaçante, c'est l'application qu'elle a: donnez une intention aux spéculations du XVIIe siècle, Pascal sera presque un impie, et Corneille un républicain.

Il n'y a point d'éloquence sans liberté; mais c'est être libre que de croire l'être. Au siècle de Bossuet, les esprits ont de liberté tout ce qu'ils en conçoivent. De là l'éclat de l'éloquence à cette époque;

de là, en même temps, la force et la sûreté d'idées : car rien ne s'accorde mieux avec le bon sens que cette liberté naïve qui reste sans efforts en deçà du danger et de la hardiesse.

C'est aussi le bon sens qui fait l'éloquence de Bossuet. Destinée à émouvoir tous les hommes, elle puise sa force dans les idées communes à tous les esprits, et dans les sentiments naturels à tous les cœurs. C'est par là que Bossuet se rapproche de Démosthène : ils ont tous deux un bon sens solide et profond. Démosthène ne foudroie pas ; il raisonne avec le peuple, il se met à sa portée, il dit tout ce que le monde sait : l'ambition de Philippe et l'indolence d'Athènes. Bossuet parle aussi aux chrétiens de leurs pensées et de leurs intérêts de tous les jours, de l'éternité, de l'incertitude de la vie. Ils ne se tourmentent ni l'un ni l'autre à chercher des idées neuves ; ils disent ce qui est, mais ils le disent avec une force de raison qui subjugue les esprits. Démosthène est moins élevé et moins imposant que Bossuet, car il ne parle que des choses d'ici-bas ; Bossuet parle de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Mais ils sont tous deux sublimes à force de bon sens et de vérité. De là cette admirable simplicité de style ; leurs mots ne sont pas plus recherchés que leurs idées ; chez eux tout est naturel. Le secret de leur supériorité, c'est de savoir se servir mieux que tout le monde de la langue et des sentiments de tout le monde.

Bossuet façonne les mots à son gré, il leur communique sa puissance. Mais n'essayez pas de lui dérober ces expressions marquées de son empreinte :

c'est une monnaie qui ne vaut que dans le pays; Ailleurs elle n'a plus de titre; ce n'est qu'un mot laissé à sa propre faiblesse. Balzac, avant lui, avait écrit avec noblesse; mais il s'enivre de ses paroles et déguise souvent la pauvreté des pensées sous la pompe des mots. Dans Bossuet, l'expression atteint l'idée sans jamais la dépasser. C'est surtout dans sa philosophie qu'éclate cette heureuse justesse : ce n'est point un jargon prétentieux mêlé de termes de l'école et de phrases poétiques, où les métaphores se croisent et se brisent à chaque instant, où les mots sont plus grands que les idées et trompent le lecteur, pareils à des armures gigantesques qui cacheraient de faibles pygmées. Ici le mot égale toujours la pensée. Bossuet n'a pas, comme Platon, le privilége de créer des termes nouveaux; mais il sait se faire obéir de sa langue et la plie à son génie sans la défigurer.

Bossuet imite beaucoup les Pères de l'Église; son génie s'est agrandi et sa foi s'est fortifiée dans le commerce de ces grands hommes. En effet, quelle source d'éloquence, quelle admirable variété d'esprits! Dans le christianisme, chaque pays a son orateur; et l'Afrique elle-même, veuve de gloire depuis Carthage et Annibal, s'enorgueillit de son Tertullien. Ainsi, de cette religion qui ne connaît plus ni Juifs ni Gentils, qui appelle tous les hommes aux pieds du même Dieu, naît une littérature qui réunit aussi tous les génies et toutes les imaginations diverses. Elle n'a ni patrie ni capitale, elle n'est ni à Rome ni à Athènes, elle ne connaît ni Béotiens ni provinciaux : elle est, comme la foi nouvelle qu'elle proclame, le

patrimoine de tous les peuples. Chrétiens de Marseille ou de Corinthe, esprits nets et profonds de l'Occident, brillantes imaginations de l'Orient, sophistes de l'Égypte, grammairiens de Rome, vous tous enfin, de quelque pays que vous sortiez, venez avec vos idées, vos styles et vos accents divers : la littérature du christianisme ne s'inquiète pas de la pureté de langage, et c'est ici une communion de foi et non de goût. Aussi, dans les Pères de l'Église, il n'y a ni médiocrité servile ni timidité d'écolier. Tandis qu'à genoux devant ses devanciers, la littérature profane demeure élégante, correcte et stérile, le christianisme, irrégulier et fécond, s'abandonne à la liberté de ses inspirations, et, quand il change la religion du monde, il ne se fait guère scrupule d'en changer la littérature.

Examinons tour à tour les sermons de Bossuet et ses oraisons funèbres : ce sont deux parties distinctes de son éloquence, l'une peu connue et qui mérite notre attention, l'autre trop admirée pour que nous essayions encore de la louer.

Le sermon, depuis Massillon, n'est plus guère qu'un discours sur la morale ; c'est une dissertation académique qui ressemble aux harangues des sophistes de la Grèce. Bossuet s'en plaignait déjà : *On n'enseigne plus les mystères*, dit-il, *on se tient dans les généralités et dans la morale*[1]. C'est qu'il croyait, avec les Pères de l'Église, qu'il faut avant tout prêcher les dogmes. Ainsi pensait Fénelon. Ces deux grands hommes ne faisaient pas de l'éloquence

[1] *Lettres.*

de la chaire un vain jeu de paroles : c'était un ministère sacré. Il ne s'agit pas ici d'une harangue apprêtée qu'écouteront des oreilles curieuses : c'est *une éloquence qui juge les hommes, au lieu d'être jugée par eux; et ils en sortent plus coupables, s'ils n'en sortent pas plus vertueux.*

Voilà quelle idée Bossuet et Fénelon ont de l'éloquence de la chaire : c'est un exercice de charité et non d'amour-propre, c'est une œuvre de religion et non de littérature. De là l'autorité et la force de leur langage. Dans l'Église comme dans les républiques anciennes, l'éloquence n'est pas un stérile amusement, c'est une action : c'est elle qui corrige et qui instruit, c'est elle qui gouverne. Démosthène et Cicéron, Fénelon et Bossuet ne sont pas des hommes de lettres qui vivent dans le loisir et dans la contemplation : ce sont des orateurs, des consuls et des évêques. Cicéron déjoue les projets de Catilina, Bossuet combat la réforme et le quiétisme. *Ils parlent et ils font, ils ont les discours et les œuvres.*

Avant tout, Bossuet enseigne les dogmes. Ce mélange d'instruction dogmatique et d'éloquence vive et impétueuse donne à ses sermons un caractère particulier : c'est tantôt la marche du dialecticien, tantôt l'essor de l'orateur; son éloquence soudaine et inattendue brille tout à coup au milieu d'une controverse théologique. Quelle confusion apparente jusqu'à ce qu'on trouve le point d'où il faut regarder! alors quelle force et quelle clarté! Ce n'est point le rigoureux enchaînement de Bourdaloue; il semble s'élancer par bonds hardis et irréguliers. Ce sont des sermons faits pour être entendus :

ils ont besoin du geste et de la voix, qui achèvent l'idée. Quel naturel et quelle liberté de génie! comme il prend hardiment toutes les formes! Courons au drame de la Passion : car ce n'est plus un sermon, c'est un drame. Voici Jésus-Christ au prétoire : entendez-vous les cris et les injures des soldats, comme ils se demandent en riant le roseau et la couronne d'épines? Quelle vive imagination! quel dialogue terrible et familier! Nous frémissons de colère et d'attendrissement. Attendons : le prédicateur a reparu. Voici la division rigoureuse des preuves, voici l'explication savante des mystères de la foi. Ainsi, dans ses sermons, poëte ou théologien, Bossuet prend tous les tons. C'est là peut-être que se découvre mieux qu'ailleurs la nature de son éloquence, admirable mélange d'érudition et de génie.

Les *Elévations sur les Mystères* et les *Méditations sur l'Evangile* sont marquées du même caractère de profondeur et d'abandon, de science et de simplicité. Tendre et gracieux quand il décrit l'enfance du Sauveur, c'est le langage de l'idylle, c'est une églogue chrétienne pleine de naïveté et de candeur. Tantôt, avec saint Luc et saint Matthieu, il assiste en quelque sorte à la vie de Jésus-Christ et s'en fait le spectateur; il en renouvelle l'intérêt et semble nous conduire par la main à travers les miracles du Sauveur depuis son berceau jusqu'à sa croix, depuis *le trône de sa pauvreté* jusqu'au trône de son supplice. Tantôt, philosophe platonicien avec saint Jean, il se plonge hardiment dans la divine obscurité des mystères; mais il ne quitte jamais le fil conducteur de la foi et il marche à côté de l'Écriture d'un pas

ferme et mesuré, sans jamais la devancer ni rester en arrière.

C'est cette profondeur de doctrine qui, de son temps, fit la gloire de Bossuet : il était plus admiré comme théologien que comme orateur, et ses controverses éclipsaient son éloquence. Aujourd'hui nous nous étonnons de cette erreur qui nous semble une injustice; mais Bossuet ne s'en plaignait pas: A cette époque, la religion passait avant tous les intérêts, et l'honneur de la défendre avant tous les mérites. Plus tard, les controverses dogmatiques perdirent leur crédit. Alors l'admiration se tourna vers les oraisons funèbres, et Bossuet ne fit que changer de gloire. En effet, la théologie peut être plus ou moins goûtée, selon les différents siècles; mais l'incertitude de la vie, la vanité du monde, Dieu, ses promesses de bonheur, ses menaces de justice, voilà la source inépuisable d'une éloquence qui ne doit finir que le jour où il n'y aura plus ni crainte ni espérance dans ce monde.

Dans Bossuet, la mort est une sorte de dogme religieux; c'est une partie du christianisme dont il s'est fait l'apôtre. De quelle voix solennelle il la prêche à la terre ! comme il aime à faire retentir ses terribles leçons dans cette cour brillante, dans ce Versailles élevé comme par enchantement, devant ce jeune roi enivré de gloire, d'amour et de flatterie, parmi ces hommes si occupés du monde, qui oublient la mort et que la mort n'oubliera pas! Quelle *tristesse chrétienne* dans ses paroles! Ce n'est point cette vague mélancolie qui nourrit ses chagrins avec une sorte de tendresse et cherche des émotions dans

la douleur : c'est une tristesse grave et sincère qui se tourne vers la religion plutôt que vers la rêverie ; c'est le recueillement d'une âme pieuse plutôt que le désœuvrement d'une sensibilité inquiète.

La vérité dans les oraisons funèbres n'est pas la vérité de l'histoire. Bossuet attaque avec force l'orgueil et l'ambition ; mais il ne nomme jamais les coupables : il est libre avec les choses et mesuré avec les personnes. Cependant, quand leur tombe est déjà fermée depuis quelque temps, il parle des grands de la terre comme en parlera l'histoire. Alors il juge en homme d'État : voyez comme il apprécie la Fronde et *ces derniers efforts d'une liberté remuante, et ce ministre persécuté et devenu nécessaire par ses malheurs où l'autorité souveraine était engagée*. Disons-le : dans cette manière libre de juger des hommes, on reconnaît parfois l'hôte de Chantilly. Bossuet visitait souvent ce prince, qui gênait peut-être la cour de l'éclat de sa gloire née avant Louis XIV, ce frondeur inquiet devenu sujet respectueux, mais qui tenait à Chantilly une sorte de cour indépendante avec réserve et qui ne fut jamais ni l'esclave ni la rivale de celle de Versailles [1]. Bossuet, peut-être à son insu, rapportait des entretiens de Condé quelque chose de libre et de hardi qui se mêlait aisément à la franchise de l'orateur chrétien.

La philosophie du XVIIIe siècle traite l'oraison funèbre d'éloquence servile, consacrée à la gloire des grands, et qui dédaigne les vertus roturières ; justes

[1] Voyez la Visite de Burnet à Chantilly, dans l'*Histoire de mon temps*.

reproches, si l'oraison funèbre n'était qu'un panégyrique : mais c'est une grande leçon donnée au nom de la mort, et, quand Bossuet se fait entendre près du cercueil des princes et des rois, c'est pour mieux confondre la vanité humaine en attestant *ces titres et ces inscriptions, vaines marques de ce qui n'est plus, et tout ce magnifique témoignage de notre néant*. Les hommes ordinaires ne meurent que pour leur famille, et le monde n'a rien à apprendre auprès de leur tombeau; mais, quand une jeune princesse *se sèche du matin au soir comme l'herbe des champs*, quand, du milieu des fêtes et des plaisirs, elle tombe tout à coup entre les mains de la mort, c'est alors que l'homme reconnaît la petitesse de l'orgueil humain. Rois, princes, ministres, pleurés par Bossuet, dites-nous si c'est vous flatter que de montrer avec quel dédain *Dieu vous sacrifie à l'instruction des hommes pendant qu'ils tremblent sous vos mains?* Pourquoi envier ces louanges données à leur naissance et à leurs titres, vaine gloire qui n'empêche pas qu'ils ne descendent au tombeau pour nous servir d'enseignements? Laissez vanter ces princes anéantis, laissez parer la victime : le sacrifice est prêt. Ainsi, dans le génie de Bossuet, il s'est trouvé une éloquence qui flatte sans déshonneur : car elle n'élève l'homme que pour l'abaisser devant Dieu, et il n'y a pas un de ces éloges donnés à de froides poussières qui ne fasse trembler comme une terrible leçon.

Finissons par un trait qui achève de peindre Bossuet, et cette foi ardente et vive qui fut une partie de son génie.

Bossuet était près de mourir; l'abbé le Dieu, son secrétaire, à genoux près de son lit, le suppliait de penser quelquefois à ses amis qu'il laissait sur la terre et qui étaient si dévoués à sa gloire. A ce mot de gloire, qui venait troubler la pieuse humilité de ses derniers instants, Bossuet, ranimé par une sainte indignation, se souleva à demi et retrouva assez de force pour s'écrier : « Cessez ces discours et demandez pour moi à Dieu pardon de mes péchés! »

Sublime effroi! voilà cet homme qui fut grand entre tant de grands hommes, qui convertit Turenne, qui loua Condé, combattit Fénelon et correspondit avec Leibnitz! Que craint-il en mourant? c'est qu'on ne s'entretienne de sa gloire plus que de ses péchés, et il se fait un scrupule d'être immortel dans la mémoire des hommes, quand son âme attend encore les jugements de Dieu. Eh bien! tristes témoins de sa mort, laissez mourir, comme un juste obscur, le défenseur de la religion et le dernier Père de l'Église; laissez-le s'abaisser sous la crainte du Seigneur : il n'échappera pas à cette renommée qu'il redoute, et l'admirable humilité de sa mort chrétienne vient, comme malgré lui, couronner la gloire de sa vie. C'est à la postérité, qui ne se fait point de scrupules dans son admiration, c'est à elle de rendre un libre hommage à la mémoire de Bossuet.

Esprit fait pour ordonner plutôt que pour discuter, il aime l'autorité et craint l'indépendance; son génie convenait à son époque, à la monarchie absolue, à l'Église calme et respectée, à la littérature naissante et régulière. Dictateur superbe de l'esprit humain,

il plie son siècle sous le joug : politique, littérature, histoire, philosophie, viennent, au son de sa voix imposante, se renfermer dans le cercle immuable de la foi. Ses contemporains admirent et se soumettent ; mais il en est de la domination du génie comme de l'empire des conquérants, qui se disperse après leur mort : il n'y a que leur gloire qui reste impérissable. Bossuet meurt, et le majestueux faisceau de sa dictature est brisé sans retour, l'esprit humain s'échappe de tous côtés. Déjà la royauté de Louis XIV a perdu le prestige de ses victoires, déjà le scepticisme perce avec Fontenelle ; enfin Voltaire est né, jeune et audacieux conquérant, qui va transporter l'empire à d'autres idées, qui elles-mêmes ne le garderont pas. Tant il est vrai que l'esprit humain, dans son indomptable et éternelle liberté, ne souffre même que pour un temps le despotisme glorieux du génie !

1827.

ÉTAT DU THÉATRE

A LA FIN DU XVIIIe SIÈCLE.

ÉTAT DU THÉATRE

A LA FIN DU XVIIIe SIÉCLE.

I.

A la fin du règne de Louis XIV, le libertinage était devenu à la fois un titre de disgrâce à la cour et de faveur aux yeux de la nation. Comme il y avait une sorte de courage à fronder, par la liberté de ses mœurs, la bigoterie de madame de Maintenon, l'esprit d'opposition, qui éclate toujours par quelque endroit, avait trouvé commode de prêter ainsi au vice une sorte de dignité. A la fin du règne de Louis XV, ce fut tout le contraire : les débauches du roi et le scandale de ses dernières amours firent, par contre-coup, renaître une sorte de décence et d'honneur public ; on se fit vertueux pour contrarier la cour, et toutes les ambitions blessées, toutes les espérances déçues parlèrent à l'envi des devoirs de la morale. Il n'y eut pas de courtisan disgracié qui ne trouvât, dans le souvenir de sa chute, une verve soudaine d'indignation contre le libertinage. Au reste, ce n'était pas au nom de la religion qu'on condamnait ces désordres honteux : il eût semblé de mauvais ton d'emprunter la voix des commandements divins pour censurer les vices.

L'esprit religieux s'était alors retiré de la société; l'amour de la liberté, tel que l'entendaient les anciens, ce sentiment énergique, n'était pas né; il n'y avait plus d'honneur chevaleresque. Il ne restait donc qu'une sorte de bon ton et de bienséance publique; il y avait, de plus, l'autorité douteuse des vertus que prêchait la philosophie moderne.

C'est ici le lieu d'expliquer l'influence de Rousseau sur la société à cette époque.

Jean-Jacques, misanthrope parce qu'il était malheureux, rompit en visière avec son siècle, et, dans ses écrits, prit le contre-pied de ce qu'il voyait. Au milieu d'une société civilisée à l'excès, il prêcha la vie sauvage; au milieu de la monarchie, il publia son *Contrat social*, qu'on se piqua plus tard d'appliquer à la France pour mieux prouver qu'on ne l'avait pas compris; enfin, à l'aspect des vices, il parla pour la vertu; et cette mission, qu'il n'avait reçue que de lui-même, cet apostolat, dont l'avaient investi sa conscience et son génie, il l'exerça avec courage, persécuté par son imagination plus que par ses ennemis, mais sans jamais démentir ses pensées ou cacher son nom. Dans l'infortune, son amour-propre s'exaltait au lieu de s'abattre; et cette manière de souffrir semblait, en nourrissant sa vanité, le dédommager de ses douleurs. Ainsi que ses contemporains, il ne s'était pas abstenu du vice; mais le souvenir de ses fautes enflammait son génie, et, quand il vantait la vertu, il semblait parfois plus éloquent pour regretter ce qu'il avait perdu, que Fénelon lui-même pour peindre ce qu'il possédait. Rousseau est l'apôtre et l'exemple du repentir;

tous ses ouvrages sont pleins de ce sentiment; Julie dans l'*Héloïse*, et lui-même dans ses *Confessions*, tous disent : « Nous avons fait mal, mais nous nous repentons et nous devenons vertueux. » Il y a de l'orgueil dans Rousseau, mais c'est l'orgueil d'un nouveau converti qui, après avoir dépouillé ses vices, s'honore, avec une sorte d'arrogance, d'être parti de si bas pour arriver si haut.

Rousseau commença par étonner son siècle de ses paradoxes; mais il eut soin de les marquer du cachet du génie, sachant bien que la pire réputation est celle d'être bizarre sans talent. Ensuite il embrassa la cause des sentiments religieux et des devoirs de famille, enfin de tout ce qui était dédaigné, comme il se souvenait de l'avoir été, lui aussi, autrefois. Ses plaidoyers réussirent : ils ramenèrent les âmes au goût des idées pures et nobles; mais le souffle de son éloquence, quelque puissant qu'il fût, ne le fut pas assez pour réveiller des sentiments éteints depuis longtemps. Ses paroles s'adressaient à des âmes vieillies dans l'indifférence et le scepticisme. Il lui eût fallu un monde nouveau : il parlait à des élèves de Voltaire.

L'influence contradictoire de Voltaire et de Rousseau explique l'état des mœurs au XVIII[e] siècle.

Voltaire avait sur son rival un grand avantage : il était arrivé le premier, et, de plus, son siècle et lui semblaient faits l'un pour l'autre; il trouvait une société où les passions étaient regardées comme quelque chose de suranné; et, quant à lui, il n'en avait qu'une qui fût bien vive: l'amour-propre. Celle-là, l'extrême civilisation l'enflamme au lieu de

l'éteindre. Il avait la marque caractéristique du génie, le bon sens; mais ce n'était pas le bon sens sérieux et grave du siècle de Louis XIV : le sien avait quelque chose de remuant et d'ironique.

Voltaire régna sur ses contemporains et fit surtout de son siècle le siècle de l'esprit. Par lui, la pensée devint plus hardie et l'âme plus timide. Beaucoup de vérités utiles s'échappèrent ; mais parfois, il faut le dire, les philosophes, au rebours de Fontenelle, s'empressèrent d'ouvrir les mains avant même qu'elles fussent pleines. Voltaire, avec le nom de préjugé, ridiculisa ce qui restait encore de vieilles convictions. Le mot d'ordre fut d'avoir des idées nettes et claires ; on se défia de l'instinct, jusqu'à se confier aveuglément à la réflexion ; il fallut tout examiner et douter de tout. A l'aide de l'analyse, on réduisit les sentiments à n'être plus que des idées, et l'on s'applaudit d'une métamorphose qui semblait leur donner plus de netteté. On étudia la conscience au lieu de l'écouter, et, une fois observée, il fut décidé qu'elle n'était qu'une suite d'habitudes. La civilisation et les lumières semblaient suffire à tout : que peut-on craindre? disait-on à ceux qui prédisaient une catastrophe ; nous sommes si éclairés ! Aussi les caractères s'inquiétaient peu d'être forts : on avouait de bonne grâce cette sorte d'impuissance, et l'on se résignait aisément à la réputation d'être un homme d'esprit sans passions.

Telle était la société formée sous l'influence de Voltaire. De Ferney, comme d'une espèce d'obser-

vatoire, son génie planait sur l'Europe et sur la France. Du fond de sa retraite, il semblait vivre à Paris ; il s'y faisait représenter par ses amis, par ses disciples, par ses ouvrages ; son nom ne manquait jamais au public. Ces tragédies qui se succèdent sur la scène au milieu des applaudissements, qui nous les envoie ? c'est Voltaire. Ces épitres, où le charme des vers s'allie aux vérités philosophiques ? c'est Voltaire. Ces poésies gracieuses et spirituelles, ces pamphlets qui vengent la philosophie outragée par Pompignan, ces plaidoyers qui réclament les droits de l'humanité, ces romans qui nous égaient ? c'est Voltaire, c'est toujours lui ; et il semble que la poésie, la gaîté, la philosophie, la satire, jaillissent, sans jamais tarir, des sources de Ferney, pour se répandre de là sur la France et sur l'Europe tout entière.

Que devait-il arriver d'un siècle qui, habitué dès longtemps à la voix de Voltaire, entendit tout à coup la voix de Rousseau ? A quel apôtre obéir ? Le siècle fit comme les gens faibles : il ne repoussa entièrement ni l'un ni l'autre, et chercha à s'accommoder de tous les deux. De là, en toutes choses, une bizarre combinaison des deux influences opposées.

Voltaire, en fait d'amour, ne connaissait que les amours de la Régence ; il n'y a guère que dans ses tragédies qu'il en ait peint d'autres. Dans ses contes, dans ses pièces fugitives, dans sa *Pucelle*, l'amour est libertin, frivole ou grossier ; ce n'est pas une passion, c'est un plaisir. Rousseau le peignit autrement : c'est par l'amour qu'il voulut commencer la réhabilitation de tout ce qu'il y a en nous de senti-

ments nobles et élevés. Voltaire avait créé Candide et Cunégonde; Rousseau créa Julie et Saint-Preux.

Quel effet firent sur les contemporains ces leçons contradictoires? On garda de l'école de Voltaire cette indifférence qui se console de tout en pensant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible; on emprunta à Rousseau l'exaltation de Saint-Preux; et ce qu'il y eut de singulier, c'est qu'on accorda ces deux choses sans faire grand effort. Les passions romanesques succédèrent aux bonnes fortunes des roués; mais ce fut un changement de mode plutôt qu'une révolution dans les mœurs; il y eut de grandes paroles et de petits sentiments, des cœurs médiocrement émus et des conversations enthousiastes.

Voltaire, comme tous ses contemporains, s'était laissé aller à ridiculiser le mariage. Il y avait, à cet égard, une sorte de jurisprudence mondaine qui condamnait les maris à se résigner quand ils étaient malheureux, et à rougir de la vertu de leurs femmes quand ils n'étaient pas trompés. Rousseau réhabilita le mariage comme l'amour. A tous les romans licencieux qui retraçaient la corruption du siècle et la développaient encore en la peignant, il opposa l'*Emile*. Le mariage était quelque chose de trivial : il le rend sacré. C'était, disait-on, un état monotone : il le rend aimable. On ne voyait que les embarras de la famille : il montre quels en sont les plaisirs, qui là ne sont point séparés des devoirs.

Le siècle, n'obéissant jamais qu'à demi, consentit à respecter le mariage, comme le voulait Rousseau, sans abjurer cependant ses anciennes opinions; il se

contenta de les changer un peu, et il fut convenu que ce ne seraient plus les bonnes fortunes, mais les grandes passions seulement qui feraient exception à la règle. Quand un Saint-Preux rencontrait une Julie, fussent-ils engagés dans d'autres nœuds, on ne pouvait que les plaindre et les estimer; et ce fut chose reçue dans le monde de louer également les grandes passions adultères et les ménages fidèles.

En morale et en politique, l'amalgame fut encore plus bizarre.

Il y a deux sortes de morale : l'une, élevée et sublime, qui descend d'en haut, qui rappelle l'homme à la dignité de sa nature et l'entretient d'idées grandes et célestes : c'est la morale de la religion et de la philosophie, c'est la morale du *Télémaque* et de l'*Emile*. L'autre est la morale telle que l'a faite l'expérience : elle a des maximes de pratique et d'utilité; elle apprend la manière de vivre dans le monde et pour le monde; elle enseigne à éviter les vices et les ridicules qui peuvent choquer les hommes. C'est la morale de Voltaire. Il recommande surtout d'avoir le moins de préjugés possible, et de vivre ensuite en s'accommodant comme on peut de la société telle qu'elle est. Cette morale est au fond celle de Pope dans son *Essai sur l'homme,* moins sérieuse et moins grave dans Voltaire que dans le poëte anglais, mais tout aussi sèche. Elle n'a rien qui touche les âmes. Elle prêche la résignation; mais elle n'en fait pas une vertu, elle en fait une nécessité. C'est le moyen d'inspirer une sorte d'insouciance gaie ou triste, selon les caractères.

Cette morale-là n'est pas propre à faire des répu-

blicains : car la république, dit Montesquieu, a besoin de vertu. Aussi personne n'est moins républicain que Voltaire : il est frondeur et mécontent, comme on l'est dans les monarchies. Ami des grands seigneurs, chantre de Henri IV, il ne veut pas de révolution. Il se moque des rois, il s'en plaint, surtout après son retour de Berlin et ses démêlés avec Frédéric ; mais il ne songe pas à renverser les institutions établies, et il serait tout prêt à dire aussi en politique : tout est pour le mieux dans le meilleur des gouvernements possible. S'il eût vécu jusqu'à la révolution française, Voltaire eût été du parti de ces jeunes seigneurs, grands partisans des idées philosophiques dans les salons, et qui émigrèrent à Coblentz quand elles furent rédigées en déclaration des droits de l'homme.

Tel n'est pas Rousseau. Ami de la religion et des mœurs, il ne craint pas la république ; mais il voit aussi comment les hommes de son siècle sont préparés à la recevoir, c'est-à-dire fort mal, n'ayant plus ni conviction ni croyance. Voilà ce qu'il cherche à ranimer ; il semble crier comme le prophète : ménagez-vous des ressources pour les jours mauvais, croyez à Dieu, respectez votre âme qui est immortelle, soyez honnêtes gens, bons pères de famille, revenez à la nature ; car la société, telle qu'elle est, va bientôt finir. Vous vous êtes moqués de mon *Émile* : il n'est pas fait pour la France, dites-vous ? Non, il n'est pas fait pour la France de Louis XV ; mais celle-là durera-t-elle toujours ? Rousseau voyait sans doute avec inquiétude tous ces gens qui appelaient une révolution, et qui, pour la faire, n'avaient

que des idées, comme si on pouvait renouveler les institutions comme on renouvelle les sciences, seulement avec des pensées, et passer de l'esclavage à la liberté, comme on avait passé du système de Descartes à celui de Newton.

C'est là ce qui explique la double influence qui se sent dans les ouvrages de Rousseau : il abat d'une main et reconstruit de l'autre. Comme tous les auteurs de son siècle, il est novateur, mais seulement en politique. En même temps, avec plus de force qu'aucun autre, il rappelle les hommes à l'honnêteté et à la religion : c'est à ce prix seulement qu'il veut de la liberté.

Ainsi tout s'enchaîne et s'accorde. Avec un gouvernement ferme et absolu, on peut à toute force se passer de vertu, et une bonne police peut, jusqu'à un certain point, suppléer aux bonnes mœurs. Aussi Voltaire se raille des mœurs et des vertus ; mais il respecte la monarchie. Pour être libre, il faut des vertus : Rousseau rappelle à la religion et à l'honnêteté en même temps qu'il prêche la république.

Le siècle cherchait à transiger entre ces deux conseillers. Il ne pouvait pas se défaire de l'esprit que lui avait inspiré Voltaire : aussi le gardait-il au fond de l'âme ; mais il adoptait au dehors les maximes de Rousseau. De là un caractère moitié frivole et moitié enthousiaste, un mélange d'indifférence intérieure et d'exaltation superficielle, des hommes ayant dans leur nature du Voltaire et du Rousseau ; des âmes, en un mot, desséchées par l'un, gonflées plutôt que ravivées par l'autre, et finissant par rester vides. Voilà quel était à peu près le XVIIIe siè-

cle avant la révolution; voilà comment il y arriva.

S'il se fût connu, s'il eût pénétré jusqu'au fond des choses, effrayé de sa faiblesse en même temps que de la grandeur des événements qui se préparaient, peut-être se fût-il arrêté. Il ne le pouvait pas : les destinées ne se retardent point. Les mœurs, les lois, les idées anciennes avaient fini, la vieille société avait épuisé sa portée : il fallait une révolution. Aussi, sans rien craindre et sans rien prévoir, obéissant à la nécessité et ne croyant obéir qu'à ses espérances, le XVIIIe siècle marchait vers la catastrophe inévitable. Il y avait dans tous les esprits une confiance naïve qui faisait croire que l'État pouvait changer sans que les passions s'en mêlassent; une pitié dédaigneuse pour nos devanciers, une joie crédule en songeant au bonheur de vivre dans un pareil siècle; une ardeur incroyable d'imiter l'Angleterre et de rivaliser avec les orateurs de son parlement; un empressement présomptueux de faire éclater à la tribune des talents admirés dans les salons; un plaisir singulier à entendre les mots de *peuple* et de *citoyen* retentissant comme des paroles magiques dont le sens était inconnu jusque-là; il y avait enfin toutes les idées et toutes les passions que Dieu met dans la tête des hommes, quand il veut accomplir par leurs mains quelqu'une des œuvres qu'il a résolues. Chacun croyait à la régénération de la France; chacun espérait y contribuer pour sa part, et, plein de cet espoir, chacun travaillait à hâter ce brillant avenir, les femmes et les grands dans leurs conversations, les écrivains dans leurs ouvrages, les parlements dans leurs remontrances, les prédicateurs dans leurs ser-

mons. Ainsi s'avançait la révolution ; c'était le cheval de Troie entrant dans Pergame aux acclamations du peuple :

..... *Scandit fatalis machina muros*
Fœta armis; pueri circum innuptæque puellæ
Sacra canunt.

Tel était l'état des mœurs et des opinions vers le règne de Louis XVI. Il reste à voir maintenant quel était l'état du théâtre.

Avant la révolution, le théâtre tenait une grande place en France : c'est là seulement que le peuple était assemblé ; c'est là seulement qu'il y avait une sorte de vie publique et une espèce de liberté. Partout ailleurs, le peuple était sujet ; au théâtre, il exerçait sa souveraineté, il délibérait, il jugeait, il condamnait, il récompensait. A défaut de peuple, dans notre ancienne monarchie, il y avait le parterre. Les plébiscites du parterre ne décidaient pas seulement du sort des pièces nouvelles : quelquefois ils s'échappaient en acclamations tumultueuses pour récompenser un vainqueur, et, à défaut de Capitole pour y conduire nos triomphateurs, nous avions l'Opéra, où le maréchal de Saxe venait chercher, dans les applaudissements des Parisiens, le prix de ses exploits.

Ainsi, avant la révolution, c'était au théâtre surtout qu'on pouvait étudier l'esprit du peuple ; c'était au théâtre, à défaut de mieux, qu'éclatait, comme elle pouvait, l'opinion publique. Aujourd'hui, par un effet naturel, le gouvernement représentatif et sa liberté commode et sûre nous dégoûtent de plus en

plus du théâtre et de ses libertés furtives; la puissance hautaine de la presse a remplacé la petite autorité du parterre. Excepté les auteurs et les comédiens, il n'est personne aujourd'hui qui ne s'intéresse plus aux journaux qu'aux tragédies.

Quand on examine l'état du théâtre au milieu du XVIIIe siècle, il est impossible de n'être pas frappé de la singulière différence qu'il y a entre la comédie et la tragédie; c'est un esprit tout opposé qui les anime : l'une, l'esprit de Le Sage; l'autre, l'esprit de Voltaire.

Quel est l'esprit de Le Sage, l'esprit de la comédie? c'est l'esprit de la Régence et des Vendôme, libertin, débauché, moqueur, discret pourtant et réservé sur les affaires de l'État et de l'Église; esprit intermédiaire entre le siècle de Louis XIV et le siècle de Louis XV, ayant quelque chose de la mesure de l'un, quelque chose de l'indépendance de l'autre.

Sous l'inspiration de Le Sage et de ses amis, la comédie fut vive et piquante. Elle se contentait d'amuser; elle n'avait pas encore la prétention d'instruire; en un mot, elle n'était pas encore philosophique. Bientôt elle allait l'être : elle ne pouvait pas résister plus longtemps. Quand l'histoire, la philosophie, la politique, le roman, la morale, quand tous les livres enfin étaient empreints de cet esprit, comment la comédie aurait-elle pu s'en préserver? comment surtout ne pas céder à l'exemple de la tragédie?

La tragédie, en effet, avait été marquée de bonne heure du cachet de l'esprit philosophique. Voltaire,

dès *Œdipe*, avait fait de la scène tragique comme une sorte de tribune d'où il prêchait ses opinions. Par là aussi ses ouvrages n'étaient plus la peinture d'une époque ou d'un pays : *Orosmane* n'est point un vrai musulman, ni *Alzire* une véritable américaine. Mais qu'importent après tout ces petites faussetés de costume? les grands peintres du XVe siècle habillaient les apôtres en cardinaux. Voltaire n'a point non plus le mérite de la vérité locale; mais son mérite, et il est grand, c'est d'avoir su en même temps donner à ses héros des sentiments et un langage qui nous attendrissent et nous émeuvent, et à sa tragédie une intention morale et philosophique. Personne, avant lui, ne s'était assigné la tâche de changer l'esprit de son siècle par des ouvrages qui ne cessent pas d'être des drames pathétiques, quoique ayant un but et une pensée politiques; personne, avant lui, n'avait su combiner si merveilleusement la passion et la philosophie.

De la tragédie, l'esprit philosophique se répandit dans la comédie, dans le drame et jusque dans l'opéra-comique. Avec Marmontel et Sedaine, l'opéra-comique quitta le ton gai et piquant de ses premiers temps pour prendre une contenance plus grave et plus sérieuse : c'était l'influence de Rousseau qui perçait aussi de ce côté-là. Le parterre prit de plus en plus le goût des sentences, et la comédie sembla se rapprocher du genre des théâtres d'éducation. La bienfaisance et la philanthropie devinrent à la mode sur la scène, comme de bon ton dans les entretiens du monde. Les épigrammes de Voltaire prenaient une forme déclamatoire ou pathétique

pour se faire applaudir. L'inégalité des conditions lui avait fourni quelques piquants contrastes; elle devint au théâtre une source de maximes fastueuses. Toutes ces sentences, si bénignes et si attendrissantes, avaient, à l'insu presque de l'auteur comme des spectateurs, une intention menaçante. « Soyez « bons et charitables : » c'était une allusion au clergé. « Il ne faut pas forcer les gens : » c'était la condamnation des cloîtres. « Nous sommes tous « égaux : » c'était une réclamation de la roture contre la noblesse. Dans ces leçons de morale données en couplets et en ariettes, c'était ainsi qu'on faisait la part soit aux prêtres, soit aux nobles. On peut dire, sans rien exagérer, que la déclaration des droits de l'homme se trouverait, au besoin, tout entière dans les opéras-comiques de la fin du XVIIIe siècle.

C'est ainsi que tout annonçait la sourde fermentation des esprits; c'est ainsi que peu à peu l'esprit philosophique quittait le ton frondeur pour prendre le ton impérieux. Chaque jour on sentait davantage que bientôt il allait cesser de parler pour agir et passer de la société dans les lois. Cependant, jusque vers le milieu du règne de Louis XVI, rien n'était encore déterminé. La tragédie, tombée aux mains des imitateurs de Voltaire, devenait de jour en jour plus sentencieuse : ce qu'il lui fallait, avant tout, c'était un sujet où elle pût placer des tirades philosophiques. La comédie avait le même caractère; mais, dans cette hardiesse, il y avait encore une sorte de discrétion ou de timidité. Il fallait que quelqu'un vînt qui parlât sans crainte et dît tout haut ce que

chacun pensait tout bas. Cet homme fut Beaumarchais. Ce fut lui qui donna un caractère au théâtre pendant la dernière partie du XVIIIe siècle, et qui, dans *Figaro*, mit hardiment l'esprit philosophique à la portée de tout le monde.

1827.

II.

BEAUMARCHAIS.

Beaumarchais naquit à Paris en 1732 et mourut en 1799. Ainsi sa vie embrasse toute la fin du XVIIIe siècle, et ses ouvrages représentent l'esprit de cette époque. En même temps ils ont un caractère d'originalité qui les distingue entre tous les ouvrages de l'école philosophique, et qui fait que le nom de Beaumarchais vivra auprès des noms de Voltaire, de Montesquieu, de Rousseau et de Buffon. Examinons tour à tour sa vie et ses écrits.

La vie de Beaumarchais fut singulièrement agitée, et l'intrigue de *Figaro* n'est pas plus compliquée. Il ne fut pas de ces gens qui ne mettent leurs talents que dans les livres et ne savent pas se servir de leur esprit pour réussir dans le monde. Fils d'un horloger, il s'introduisit à la cour par la protection de Mesdames, filles de Louis XV; il leur enseigna la guitare et de musicien devint homme de cour. Plaideur par nécessité, il s'en fit un titre de gloire. Tantôt ami des ministres et tantôt enfermé à Saint-Lazare, expédiant des armes aux insurgés de l'Amérique septentrionale et faisant jouer *Figaro*, il mêla tout, affaires de cour, de palais, de coulisses et de commerce; ayant l'esprit de chaque chose comme s'il

n'avait que celui-là, et fait pour réussir partout, parce qu'il avait mieux que personne ce qui fait partout le succès : l'esprit net et décidé.

Les Mémoires judiciaires de Beaumarchais sont l'histoire de sa vie. C'est par ses Mémoires qu'il a été autre chose qu'un homme de lettres; c'est là ce qui doit d'abord nous occuper. Disons-en le sujet.

Beaumarchais avait fait des affaires avec Pâris-Duverney et se trouvait débiteur à sa succession d'une somme de 15,000 fr. Il avouait cette dette; mais le légataire de Duverney réclamait de lui 150,000 francs. De là un procès dont Goëzman, conseiller au parlement Maupeou, fut rapporteur. Beaumarchais voulait visiter son rapporteur; celui-ci n'avait pas le temps : 100 louis et une montre à brillants furent offerts, et Beaumarchais eut son audience; mais il perdit son procès. Les 100 louis et la montre à brillants furent rendus; seulement Beaumarchais prétendit qu'on avait oublié de rendre 15 louis donnés en surcroît du cadeau. Goëzman l'accusa comme calomniateur; Beaumarchais se défendit. Voilà au fond toute l'affaire Goëzman; mais ce qu'il faut chercher surtout dans ces Mémoires, c'est leur caractère politique, c'est le rôle public qu'ils firent à Beaumarchais.

On peut, sous plus d'un rapport, comparer Sheridan et Beaumarchais.

D'abord, de tous les auteurs anglais, Sheridan est peut-être celui qui a le plus de ce qu'en France on appelle de l'esprit. Aussi, comme Beaumarchais, il en met partout; comme lui, il ne se fait guère scrupule, dans ses pièces, de prêter à ses personnages

plus de malice et plus d'esprit que leur rôle et leur situation n'en comportent; il aime mieux la vivacité des saillies que la fidélité des caractères; il est plus spirituel que vrai. Voilà pour leur ressemblance comme auteurs comiques. Quant à leurs destinées, s'ils n'ont pas été tous deux hommes publics (car ce titre ne convient peut-être qu'à Sheridan, qui fut membre du parlement et secrétaire d'État), tous deux, du moins, ont attiré sur eux l'attention de leurs contemporains autrement que par leurs ouvrages; tous deux ont figuré sur la scène du monde. C'est ici qu'il est curieux d'observer quelle marche différente ont suivie ces deux hommes, et comment cette différence résulte de la différence des gouvernements à cette époque.

En Angleterre, pays de liberté et d'élections, Sheridan, sans fortune et sans naissance, se fait remarquer par ses talents littéraires. Bientôt l'homme de lettres devient membre du parlement. Par son éloquence, il se place à côté de Pitt, de Burke et de Fox; il arrive au ministère avec les whigs; enfin c'est un homme public. Il a de la puissance; mais personne ne songe à s'en étonner; il n'y a là ni caprice de fortune, ni bonheur merveilleux : c'est la marche ordinaire des hommes, c'est l'histoire des Canning et de tant d'autres.

En France, Beaumarchais suit un chemin tout différent. Sans fortune et sans naissance, comme Sheridan, ce n'est qu'à force de bonheur et d'adresse qu'il parvient à se faire jour. Enfin il arrive : à quoi? à être homme d'État? non : il n'est encore qu'homme de cour. Il a montré à jouer de la guitare aux filles

de Louis XV. Par là, il s'est fait bien venir des courtisans; les ministres l'ont accueilli; les fermiers généraux lui ont donné un intérêt dans leurs affaires; il a fait fortune; enfin, il a du crédit, mot de l'ancien régime; mais il n'a pas de puissance, mot de notre siècle et de nos institutions. Cependant sa faveur et sa fortune passent pour une sorte de prodige; c'est un renversement des lois ordinaires. De là les jalousies, les soupçons outrageants. Bientôt la médisance devient calomnie; bref, il paraît devant les tribunaux. Voilà comme il est fait homme public. Mais qu'importe aux gens d'esprit et de cœur de parler du bas de la sellette ou du haut de la tribune? Beaumarchais profite hardiment de l'éclat inévitable qu'un procès jette sur un homme, et il accepte cette nouvelle sorte d'existence publique. Ainsi, tandis que Sheridan reçoit doucement sa mission des mains de ses concitoyens, Beaumarchais ne prend la sienne que de la nécessité et du hasard, à travers les calomnies et les accusations. Si l'on n'était ministre ou favori de roi, voilà à quel prix, avant nos nouvelles institutions, on devenait homme public. C'était toujours une chose extraordinaire, et souvent une chose périlleuse.

Pour intéresser, il suffit souvent d'être malheureux et accusé; mais, pour se faire approuver et même se faire aimer, il faut quelque chose de mieux: il faut mettre en cause avec soi quelqu'un des droits de l'humanité. Beaumarchais n'y manque pas. Aux uns, il a été peint comme un favori de cour; à d'autres, comme un homme dangereux; à d'autres, comme un bouffon. Le public hésite et ne sait s'il ne

doit pas mépriser l'homme et l'affaire. D'un mot, Beaumarchais se relève et agrandit son procès : il se dit citoyen, citoyen persécuté et venant réclamer justice devant les tribunaux. A ce nom, si nouveau en 1774, tout change : ce titre inconnu enchante tout le monde; depuis ce mot, il n'est personne qui ose traiter légèrement l'affaire de Beaumarchais. Qu'il soit libertin, bouffon, insolent et tout ce que disent ses ennemis : après tout, il est citoyen, et, de ce côté, sa cause touche tout le monde. En revendiquant ce titre sur la sellette même des accusés, Beaumarchais réforme les idées reçues. Au vieux temps, rarement un accusé semblait autre chose qu'un *gibier de potence* que le juge voyait avec mépris, et le public avec horreur ou indifférence. Devant un accusé qui se disait citoyen, tout changea.

En effet, ce n'est pas tout d'avoir des juges qui sachent tenir leur rang : il faut aussi des accusés qui sachent garder le leur, puisque enfin il y a tel procès où l'accusé a aussi son genre de dignité. Aussi peut-on remarquer que, si, depuis le XVIII[e] siècle et depuis la révolution, la justice est plus solennelle et les droits de l'accusé plus sacrés, c'est également parce que les magistrats et le public se souviennent que ce malheureux, jusqu'à la condamnation, est citoyen et homme encore, même après le châtiment, et parce que, grâce à l'expérience de nos procès politiques, nous savons aujourd'hui que la dignité est possible à l'accusé aussi bien qu'au juge. Beaumarchais a sa part dans cette innovation : il fut un des premiers à oser, sur la sellette même, prendre et garder son rang.

La nature de la cause, avouons-le, servit merveilleusement Beaumarchais. Les affaires de diffamation, comme les procès politiques, ont un privilége particulier : c'est que l'opinion publique y intervient, faisant et rendant justice, tantôt corrigeant les arrêts, tantôt même les annulant mieux que ne le faisaient autrefois les lettres d'abolition. Dans ces sortes d'affaires, il y a des choses que peuvent les arrêts, et d'autres qu'ils ne peuvent pas : ainsi ils ne feront pas croire au public qu'entre les conspirateurs et les escrocs, il y ait égalité de bassesse, ni qu'on soit un calomniateur pour avoir dénoncé un juge corrompu.

Aujourd'hui, ces choses et ces idées-là n'ont plus rien d'extraordinaire ni de nouveau ; mais, à l'époque de Beaumarchais, l'opinion publique n'avait pas encore appris à juger les jugements, et son affaire fut la première où elle prit ce droit. Le parlement Maupeou avait fini le procès par une sorte d'arrêt de transaction qui donnait tort à tout le monde, admonestant madame Goëzman et blâmant Beaumarchais. Cet arrêt excita une réclamation universelle. Beaumarchais avait depuis si longtemps gagné son procès tout entier devant le public, que le parlement Maupeou eut mauvaise grâce à vouloir le lui faire perdre en partie. La cour et la ville se firent écrire à l'envi chez Beaumarchais ; le prince de Conti vint l'inviter à dîner, disant qu'il était d'assez bonne maison pour donner exemple de la manière dont il fallait traiter un si grand citoyen. Ainsi ce mot presque républicain réussissait même auprès d'un prince qu'on savait être fort attaché aux prérogatives du sang royal : tant était grand l'entraînement ! Pour

amortir un peu cet éclat et ce bruit, M. de Sartines, lieutenant de police, homme d'esprit et ami de Beaumarchais, lui écrivit, par forme d'avis, que ce n'était pas tout d'être blâmé, qu'il fallait encore être modeste. Beaumarchais partit pour l'Angleterre, et ce fut moins pour se dérober à sa peine qu'à son triomphe.

A cette époque, une circonstance particulière aidait à la popularité de Beaumarchais : c'était la défaveur du parlement Maupeou. On appelait ainsi la magistrature créée par le chancelier Maupeou. Fatigué des remontrances politiques du parlement de Paris, il avait voulu, disait-il, retirer la couronne du greffe; il avait hardiment supprimé l'ancienne magistrature et remboursé les charges; en même temps, il avait nommé d'autres magistrats. Désormais, plus de vénalité de charges, le ressort immense du parlement de Paris restreint dans de justes limites, d'utiles réformes dans l'administration de la justice : voilà pour le bien. Mais aussi, plus de remontrances publiques, plus d'indépendance dans la magistrature, plus de contre-poids au pouvoir de la couronne : voilà le mal et le danger. Le public ne s'y trompa pas : il ne voulut pas de cette meilleure justice qu'on lui donnait aux dépens des derniers restes de ses libertés; il refusa l'échange et prit parti pour la magistrature supprimée. Le parlement Maupeou fut bafoué, le vieux parlement regretté outre mesure, et Beaumarchais, qui arriva au milieu de la lutte, accusant de corruption un membre du nouveau parlement, se trouva servir à souhait la rancune publique. En vain il proteste de son res-

pect pour les magistrats: on ne veut pas y croire. C'est le parlement Maupeou: il suffit; et, quand Beaumarchais soufflette Goëzman, le public en détourne quelque chose sur la joue de ses confrères.

Dans de pareilles circonstances, Beaumarchais pouvait être hardi impunément. Aussi, voyez comme il bouleverse la routine ancienne des procédures, quelle publicité inusitée il donne aux *interrogatoires, récolements et confrontations*, renfermés autrefois entre les quatre murs du greffe! Il y fait assister le public, le voile est levé et les mystères de la justice mis à nu. Ainsi, c'est par cette cause bouffonne que s'introduit au palais le salutaire principe de la publicité, et c'est encore là un des mérites des Mémoires de Beaumarchais. Après les avoir lus comme des modèles de plaisanterie et d'éloquence, relisez-les : vous y découvrirez, à chaque instant, le germe de quelques-uns des grands principes de justice ou d'humanité qui depuis ont passé dans les lois. Quant à moi, je ne connais aucun ouvrage qui donne une idée plus juste du travail des esprits à cette époque, en fait de législation. On y voit ce que la société voulait que devinssent les lois. Beaumarchais, devenu par hasard au palais le représentant de la philosophie, exprime le vœu des opinions nouvelles. Il parle sans morgue comme sans timidité, en homme du monde, qui, ayant droit d'ignorer les règles et les formalités judiciaires, paraît, en les écartant, pécher par omission plutôt que par action. C'est ce qu'un avocat ne pourrait faire de bonne grâce; car, forcé de connaître et de respecter les formes de la loi, quelque minutieuses qu'elles soient, il serait

coupable quand Beaumarchais ne semble tout au plus qu'ignorant.

Chose singulière : cette publicité qui était une infraction aux vieilles habitudes du palais, cette innovation hardie ne choquait personne moins que les parlementaires zélés. Pleins de haine contre le parlement intrus de Maupeou, ils applaudissaient aux coups que Beaumarchais lui portait, sans s'apercevoir qu'il en rejaillissait quelque chose sur eux-mêmes : car enfin ces formes et ces règles n'appartenaient au parlement Maupeou que par occasion ; c'était toujours, quoique usurpé, l'ancien patrimoine du parlement, et il fallait beaucoup haïr pour aider à la ruine du domaine afin d'en perdre les usurpateurs.

La gloire des plaideurs a, comme toutes les autres, ses revers et ses chutes. Dans l'affaire Goëzman, Beaumarchais était au faîte de la célébrité ; plus tard, il déchut. En 1781, accusé d'avoir aidé à la séduction de madame Korneman, il eut à plaider contre Bergasse, orateur grave et sérieux, souvent exagéré et déclamateur ; mais un pareil défaut ne déplaisait guère à cette époque, où l'esprit moqueur de Voltaire cédait à l'influence sévère et sentencieuse de Rousseau, à la veille d'une révolution où les esprits semblèrent se laisser séduire volontiers par l'emphase et la déclamation. Beaumarchais publia des Mémoires ; mais il ne rencontra plus les mêmes adversaires ni les mêmes temps. Le ridicule n'avait pas prise sur Bergasse comme sur madame Goëzman et le grand cousin Bertrand. Les contemporains avaient des prétentions au sérieux, et le rire com

mençait à avoir mauvaise grâce au milieu des discussions de la politique. Bergasse, au nom de la morale, accusant Beaumarchais d'avoir aidé à profaner la sainteté du mariage, obtenait, auprès des admirateurs de l'*Héloïse* et de l'*Emile*, un succès qu'il n'eût guère obtenu auprès des lecteurs de Crébillon fils ou des romans de Voltaire. Les bonnes fortunes commençaient à sentir l'ancien régime. Aidé par cette disposition des esprits, Bergasse attaquait avec avantage un adversaire comme Beaumarchais, homme de cour, ami du plaisir, et qui, à ne le juger que par l'agitation de sa vie, pouvait, aux yeux de la malveillance ou du rigorisme, passer pour intrigant plutôt que pour actif. D'ailleurs, autre avantage, Bergasse, quand il déclame, quoique exagéré, a de la chaleur et de la force; on sent que ce défaut-là est le penchant naturel de son talent. Quand Beaumarchais déclame, comme ce n'est pas le tour de son esprit, il est froid et guindé. De là l'infériorité de cette partie de ses Mémoires; de là aussi la faiblesse de ses drames. Cette fois, il gagna son procès; aussi bien, il avait raison. Mais le public n'était pas habitué à voir Beaumarchais gagner ses procès par le fond plutôt que par la forme.

Enfin, comme si ses adversaires devaient grandir à mesure qu'il avançait dans la carrière, sa dernière affaire fut contre Lecointre et la Convention. Il s'agissait de fusils achetés pour le compte de la république, retenus en Hollande faute de payement, et que Beaumarchais, disait-on, voulait, sous ce prétexte, livrer aux ennemis de la France. Les Mémoires qu'il publia dans ce débat n'ont plus d'autre

mérite que celui de la clarté des idées et de la netteté de la discussion. On y reconnaît encore l'homme qui a le talent des affaires; mais on n'y voit plus ce plaideur vif et ingénieux qui se jouait du parlement Maupeou.

Aussi bien, le rire et la plaisanterie ne convenaient plus à cette époque, et la Convention ne prêtait guère au ridicule. Dans ces Mémoires, il est curieux d'observer comment, devant cette terrible force de la révolution, Beaumarchais, l'antagoniste et le vainqueur d'un parlement, se sent faible et petit. Il n'a plus comme autrefois, derrière lui, l'opinion publique pour l'appuyer : l'opinion publique a maintenant autre chose à faire qu'à s'occuper de Beaumarchais. Il y avait eu un temps où un homme tel que Beaumarchais, tel que Linguet, était une puissance : c'était le temps de la décadence de la vieille monarchie. Aujourd'hui tous ces vieux athlètes des ministères et des parlements tombaient sans résistance et sans bruit : Linguet montait sur l'échafaud; Beaumarchais était poursuivi, sa maison était envahie par les brigands et sa vie menacée. Voici comment il raconte lui-même à sa fille ses dangers et ses frayeurs :

« Samedi 11, vers huit heures du matin, un « homme est venu m'avertir que les femmes du « port Saint-Paul allaient amener tout le peuple, « animé par un faux avis qu'il y avait des armes « chez moi, dans les *prétendus souterrains* qu'on a « supposés tant de fois et dont trois ou quatre visites « n'ont encore pu détruire les soupçons; et voilà, « mon enfant, l'un des fruits de la calomnie! les « faussetés les mieux prouvées laissent d'obscurs

« souvenirs que les vils ennemis réveillent dans les « temps de troubles : car ce sont les moments, ma « fille, où toutes les lâches vengeances s'exercent « avec impunité.

« Sur cet avis, j'ai tout ouvert chez moi, secré- « taires, armoires, chambres et cabinets, enfin tout, « résolu de livrer et ma personne et ma maison à « l'inquisition sévère de tous les gens qu'on annon- « çait ; mais quand la foule est arrivée, le bruit, les « cris étaient si forts que mes amis troublés ne « m'ont pas permis de descendre et m'ont conseillé « tous de sauver au moins ma personne.

« Pendant qu'on bataillait pour l'ouverture de « mes grilles, ils m'ont forcé de m'éloigner par le « haut bout de mon jardin ; mais on y avait mis un « homme en sentinelle qui a crié : *Le voilà qui se « sauve !* et cependant je marchais lentement. Il a « couru par le boulevart avertir tout le peuple as- « semblé à ma grille d'entrée. J'ai seulement doublé « le pas ; mais les femmes, cent fois plus cruelles « que les hommes dans leurs horribles abandons, se « sont toutes mises à ma poursuite.

« Il est certain, mon Eugénie, que ton malheu- « reux père eût été déchiré par elles, s'il n'avait pas « eu de l'avance : car la perquisition n'étant pas « encore faite, rien n'aurait pu leur ôter de l'esprit « que je m'étais échappé en coupable. Et voilà où « m'avait conduit la faiblesse d'avoir suivi le con- « seil donné par la peur, au lieu de rester froide- « ment comme je l'avais résolu. J'ai, mon enfant, « un instinct de raison juste et net qui me saisit dans « le danger, me fait former un pronostic rapide sur

« l'événement qui m'assaille, et m'a toujours con-
« duit au meilleur parti qu'il faut prendre. C'est là,
« ma bonne et chère enfant, une des facultés de
« l'esprit que l'on doit le plus exercer pour la re-
« trouver au besoin ; et c'est peut-être à cette étude
« que j'ai dû, sans m'en être douté, le talent d'ar-
« ranger des plans de comédie qui ont servi à mes
« amusements, pendant qu'une application plus di-
« recte faisait concourir cette étude à ma conserva-
« tion dans les occasions dangereuses qui se sont
« tant renouvelées pour moi.

« J'étais entré chez un ami dans une rue qui, fai-
« sant angle avec celle où les cruelles femmes cou-
« raient, leur a fait perdre enfin ma trace, et d'où
« j'ai entendu leurs cris.

« Pendant que j'étais renfermé dans un asile im-
« pénétrable, trente mille âmes étaient dans ma
« maison, où des greniers aux caves des serruriers
« ouvraient toutes les armoires, où des maçons
« fouillaient les souterrains, sondaient partout, le-
« vaient les pierres jusque sur les fosses d'aisances,
« et faisaient des trous dans les murs, pendant que
« d'autres piochaient le jardin jusqu'à trouver la
« terre vierge, repassant tous vingt fois dans les
« appartements, mais quelques-uns disant, au très-
« grand regret des brigands qui se trouvaient là par
« centaines : Si l'on ne trouve rien ici qui se rap-
« porte à nos recherches, le premier qui détournera
« le moindre des meubles, une boucle, sera pendu
« sans rémission, puis haché en morceaux par nous.

« Ah! c'est quand on m'a dit cela que j'ai bien
« regretté de n'être pas resté dans le silence à con-

« templer ce peuple en proie à ses fureurs, à étu-
« dier en lui ce mélange d'égarement et de justice
« naturelle qui perce à travers le désordre ! Tu te
« souviens de ces deux vers que je mis dans la
« bouche de *Tarare* et qui furent tant applaudis :

Quand ce bon peuple est en rumeur,
C'est toujours quelqu'un qui l'égare.

« Enfin, après sept heures de la plus sévère re-
« cherche, la foule s'est écoulée aux ordres de je
« ne sais quel chef. Mes gens ont balayé près d'un
« pouce et demi de poussière ; mais *pas un binet de*
« *perdu !* Les enfants ont pillé les fruits verts ; j'au-
« rais voulu qu'ils eussent été plus mûrs : leur âge
« est sans méchanceté. Une femme, au jardin, a
« cueilli une giroflée ; elle l'a payée de vingt souf-
« flets ; on voulait la baigner dans le bassin des
« peupliers.

« Je suis rentré chez moi. Ils avaient porté l'at-
« tention jusqu'à dresser un procès-verbal guirlandé
« de cent signatures qui attestaient qu'ils n'avaient
« rien trouvé de suspect. Et moi, je l'ai fait im-
« primer avec tous mes remercîments de trouver
« ma maison intacte, et je l'ai publié, mon enfant,
« d'abord parce que l'éloge encourage le bien et
« que c'est une chose digne de l'attention des bons
« esprits que ce mélange, dans le peuple, d'aveu-
« glement et de justice, d'oubli total et de fierté ;
« car il y en a beaucoup en lui pendant qu'il se
« livre au désordre. Il est humilié, s'il croit qu'on
« pense qu'il est capable de voler. Si je vis encore

« quelque temps, je veux beaucoup réfléchir là-
« dessus.

« Mon enfant, j'ai dîné chez moi comme s'il ne
« fût rien arrivé. Mes gens, qui se sont tous com-
« portés à merveille et en serviteurs attachés, me
« racontaient tous leur détail. L'un : Monsieur, ils
« ont été trente fois dans les caves, et pas un verre
« de vin n'a été sifflé. — Un autre : Ils ont vidé la
« fontaine de la cuisine, et je leur rinçais des gobe-
« lets. — Celle-ci : Ils ont fouillé toutes les armoires
« au linge, il ne manque pas un torchon. — Celui-
« là : Un d'eux est venu m'avertir que votre montre
« était à votre lit. La voilà, monsieur, la voilà ! Vos
« lunettes, vos crayons étaient sur la table à écrire,
« et rien n'a été détourné ! »

Nous avons considéré les Mémoires de Beaumarchais sous le côté politique ; nous avons vu quel rapport ils ont avec les événements de sa vie et les diverses époques de son siècle. Il nous reste à apprécier leur mérite littéraire. Ceci nous amènera naturellement à l'examen du théâtre de Beaumarchais.

En effet, dans ses Mémoires, l'auteur comique éclate à chaque instant : ce n'est pas seulement par son habileté à raconter les incidents de son procès de manière à ne jamais lasser la curiosité ; ce n'est pas même par son talent à disposer les différentes scènes de son affaire, à faire de ses *interrogatoires et récolements* des dialogues tantôt gais et grotesques, tantôt nobles et hardis : car enfin, depuis que la *Gazette des Tribunaux* nous fait assister aux séances de la cour d'assises et de la police correctionnelle, nous savons qu'en dépit des solennités de la justice

et des entraves de la procédure, il se joue parfois au palais des comédies plus gaies que sur nos théâtres. Aussi ces scènes plaisantes, ces détails amusants peuvent appartenir à l'affaire de Beaumarchais plutôt qu'à son talent; mais ce qui n'appartient qu'à lui, c'est l'art avec lequel il trace le caractère de chaque personne. C'est à cette marque qu'on reconnaît l'auteur dramatique.

Dans les procès ordinaires, l'intérêt est toujours dans les événements, quelquefois dans l'accusé, jamais ailleurs; les témoins défilent devant nous sans exciter notre attention autrement que par leurs dépositions; ils n'ont ni caractère ni allure propre : c'est le *sine nomine vulgus*. Dans Beaumarchais, c'est tout différent : personne ne figure dans son procès qui n'ait sa contenance et sa marque distinctive. Ne craignez pas de les confondre comme gens insignifiants qui se ressemblent tous; chacun a son caractère et se fait reconnaître : Marin, le grand cousin Bertrand, madame Goëzman, M. Goëzman, madame Lejay, tous enfin, depuis le petit laquais blondin qui ne fait que paraître un instant, jusqu'au président de Nicolaï qui fait arrêter Beaumarchais *sous prétexte qu'il lui a fait la grimace.*

Beaumarchais remercie gaîment le ciel de lui avoir donné de pareils ennemis, et, à chaque nouveau remercîment, nouveau portrait. Mais Dieu, j'imagine, n'est pour rien dans cette bonne fortune : il n'a fait que donner à Beaumarchais cet esprit observateur et pénétrant qui découvre, dans l'homme le plus insignifiant en apparence, des traits ineffaçables de caractère. Dans le monde, Marin et le cousin

Bertrand n'étaient peut-être que des sots sans physionomie particulière; mais Beaumarchais, avec sa sagacité de poëte comique, a découvert la marque caractéristique qui distingue, entre tous les autres, leur genre de sottise : les voilà devenus des types originaux, l'un de la sottise médisante et orgueilleuse, l'autre de la sottise étourdie et indécise. C'est par là que son procès semble être en même temps une pièce d'intrigue et une pièce de caractère. Quand madame Goëzman entre au greffe avec Beaumarchais, voyons, disons-nous avec impatience, voyons! C'est pour nous comme le moment de quelque grande scène de comédie entre deux personnages principaux. Est-ce le détail des faits qui nous intéresse? Eh! non : c'est le développement des sentiments, c'est le plaisir de voir jaillir du dialogue ces traits de vérité naïve qui dévoilent d'un coup tout un caractère.

Un auteur dramatique crée des personnages. Beaumarchais fait quelque chose de mieux et de plus difficile; car il donne du relief aux personnages insignifiants qu'il trouve sous sa main. Aussi, malgré l'amertume de ses plaidoyers, il se garde bien de pousser l'invective jusqu'à la monotonie, chose assez ordinaire dans les procès, où, à force de maudire et de décrier son adversaire, on finit par en faire un scélérat ou un fripon qui ressemble aux fripons de tous les temps. C'est ainsi qu'on efface les caractères par des injures maladroites et qu'on détruit l'intérêt. Beaumarchais aime mieux faire de chacun de ses adversaires une caricature originale, que de tous une sorte de monstre uniforme.

C'est par là qu'il soutient l'intérêt. Ordinairement les répliques sont plus faibles que les plaidoyers, parce que déjà les faits et les arguments n'ont plus le mérite de la nouveauté. Ici, c'est tout l'opposé : le second Mémoire vaut mieux que le premier, et le quatrième est encore un chef-d'œuvre ; l'intérêt augmente au lieu de s'affaiblir. Quelle verve intarissable d'esprit, de gaieté et d'éloquence ! L'avocat qui plaide pour autrui fait son métier ; Beaumarchais fait son affaire : de là ce ton de vivacité et de naturel. Il n'y a que dans les causes politiques, où l'avocat en défendant sa cause défend aussi son opinion, il n'y a que là où se sente parfois l'éloquence d'un homme qui se met tout entier dans l'affaire. Ailleurs, il y a du talent et de l'expérience ; l'orateur et le jurisconsulte se montrent, mais l'homme ne s'y fait pas voir. Aussi, dit Figaro, « Le client un peu instruit « sait toujours mieux sa cause que certains avocats « qui, suant à froid, criant à tue-tête et connaissant « tout, hors le fait, s'embarrassent aussi peu de « ruiner le plaideur que d'ennuyer l'auditoire. » La scène du jugement, dans *le Mariage de Figaro*, est curieuse à observer. Beaumarchais y a résumé toute son expérience du palais : juges, avocats, chacun y a son mot. Brid'oison, avec sa niaise importance, Double-Main, avec sa routine chicanière, sont peut-être des souvenirs de l'affaire Goëzman et du parlement Maupeou ; et Figaro lui-même, qui, quoique partie et accusé, semble diriger les débats, n'est-ce pas Beaumarchais conduisant les interrogatoires de madame et de M. Goëzman ?

Figaro fait à lui seul tout le théâtre de Beaumar-

chais. Beaumarchais n'a pas, comme les autres poëtes comiques, mis en scène des sujets et des personnages différents; il n'a qu'un sujet et qu'un personnage : c'est Figaro. Depuis *le Barbier de Séville*, où nous avons commencé à faire connaissance avec lui, jusqu'à *la Mère coupable*, c'est lui qui figure partout sur la scène, c'est lui qui conduit tout. Rosine ne trompe son tuteur, le comte ne cherche à séduire Suzette, la comtesse, dans *la Mère coupable*, ne se réconcilie avec son mari, que pour fournir à Figaro l'occasion de montrer son talent à nouer et à dénouer les intrigues. Le personnage de Figaro donne au théâtre de Beaumarchais un genre d'unité que n'a aucune autre théâtre. C'est un personnage dont Beaumarchais n'a pas seulement créé le caractère, il en a créé aussi l'histoire. *Le Barbier, le Mariage, la Mère coupable*, forment une sorte de trilogie comique, de roman dialogué en trois parties, dont Figaro est le héros principal. Examinons donc ce personnage singulier.

Pendant la dernière moitié du XVIIIe siècle, l'esprit philosophique régnait au théâtre comme dans le reste de la littérature : dans la tragédie, des tirades contre le fanatisme; dans les comédies et les drames, des maximes d'égalité; dans les opéras-comiques, des leçons de morale données en couplets; partout enfin de ces choses qu'on appelle hardies, faute de pouvoir mieux définir ce qu'elles sont, car ces grandes sentences présentent toujours deux faces : elles ont un sens général qui n'a rien que de vrai et d'innocent, et un sens particulier qui est parfois inquiétant. Leur rôle est d'être des vérités de tous les

siècles, et cependant de n'avoir de portée et de forces que pour certains temps et pour certaines choses.

Après tout, c'était de la hardiesse, mais de la hardiesse du genre des prédicateurs, qui attaquent les vices de l'humanité sans s'adresser particulièrement à personne, chacun reconnaissant qui bon lui semble. Il fallait que quelqu'un parlât net et haut. Vint Beaumarchais. Il prit ses contemporains où Voltaire et Rousseau les avaient laissés, et les conduisit plus loin : il appliqua les idées aux choses. Avant lui, les philosophes semblaient avoir écrit des lettres sans oser y mettre l'adresse : Beaumarchais s'en chargea. Dans ses drames, il avait sacrifié à une partie du goût de son siècle, il avait pris un ton déclamatoire et enthousiaste ; mais dans *Figaro* il sembla reprendre son langage naturel. Pas de tirades sur le vice et la vertu : des épigrammes vives et mordantes ; pas de maximes générales : des mots piquants et qui frappent au but ; par dessus tout, un style si plein et si acéré que sa prose se retient presque comme des vers, et que ses phrases ont fait proverbes. Qu'est-ce qu'un noble? quelqu'un qui s'est donné la peine de naître. Cette définition épigrammatique n'est pas de nature à s'oublier, surtout quand elle s'adresse à un parterre roturier.

Le tiers-état était, pour ainsi dire, personnifié dans Figaro, et il y avait une sorte de rapprochement que la vanité ne pouvait manquer de saisir. D'un côté, l'esprit, l'industrie, l'activité, et avec tout cela une condition inférieure : voilà le sort de Figaro, c'était aussi celui du peuple. De l'autre côté, la nais-

sance, la richesse, sans avoir rien fait pour les obtenir, sans faire grand'chose pour les mériter : voilà quel est Almaviva, voilà aussi ce qu'étaient la noblesse et la cour. Almaviva est le moins habile, et c'est lui pourtant qui est le maître; Figaro est le plus spirituel, il sait et fait tout mieux que les autres; c'est pourtant lui qui est le valet. Voilà l'inégalité bizarre que Beaumarchais met sur la scène. Aussi, sans s'arrêter au fameux monologue où Figaro semble plutôt un tribun populaire qu'un personnage de théâtre, l'idée de la pièce est déjà une allégorie satirique du gouvernement et de la société à cette époque.

En outre, ce qu'il faut remarquer, parce qu'il y a là un témoignage fidèle du temps, et, de plus, un trait curieux de l'esprit politique de Beaumarchais, c'est l'espèce de dignité qu'il sait donner au comte Almaviva en dépit de son rôle secondaire. Almaviva, en effet, n'a que le second rang : c'est Figaro qui tient le premier; mais ce second rang, il semble que le comte l'ait choisi par insouciance et par ennui du tracas. Almaviva n'est ni un sot ni un méchant; c'est un grand seigneur amolli, qui s'en remet à d'autres du soin de faire ses affaires, et qui, vaincu par l'indolence ou plein de l'idée que, dès qu'il le voudra, il reprendra le premier rôle qui lui appartient, se laisse peu à peu effacer sans s'en douter ou sans s'en inquiéter. Entrez au château d'Aquas-Frescas : c'est le comte Almaviva qui, de nom, y commande; c'est de lui que tout dépend en apparence. Cependant, pénétrez un peu au fond des choses : vous verrez que c'est Figaro qui fait

tout, mène tout; c'est lui qui est tout, et le comte rien.

Regardez maintenant la société : la ressemblance est frappante. Une cour qui n'est ni sotte ni méchante assurément, mais amollie par le plaisir et la prospérité; qui croit commander partout, parce que partout elle est en tête; qui s'imagine être maîtresse de l'armée, parce qu'elle a les colonels; du clergé, parce qu'elle a les évêques; du peuple même, parce qu'elle a, sauf quelques démêlés passagers, la grand'chambre du parlement. Sous cette cour faible et molle, une roture active, industrieuse, qui peuple l'armée, les tribunaux, le barreau, le commerce, le clergé, qui mène tout, qui fait tout. C'est en grand le château d'Aquas-Frescas. Là aussi il y a quelqu'un qui est tout sans avoir ni titre ni droit, et quelqu'un qui n'est rien, quoique ayant titres et rang : Figaro ou le peuple, le comte Almaviva ou la cour.

Le comte Almaviva est ainsi un emblème fidèle de la haute noblesse à cette époque. Ajoutez que ce portrait emblématique ne devait pas déplaire à ceux qu'il représentait : car Almaviva est un homme aimable, gai, spirituel; il jouit de l'esprit sans s'en effrayer, dernier trait de vérité historique et qui peint au naturel l'idée que les grands seigneurs se faisaient des gens de lettres : c'étaient, pensaient-ils, de beaux esprits, d'ingénieux et brillants commensaux, dont ils jouissaient, ainsi que de tout le reste, comme d'une chose due.

Ce qui fera l'éternel à-propos de Figaro, c'est d'être une sorte de manifeste vivant contre les iné-

galités, justes ou injustes, de la société. Un homme se croit-il placé au-dessous de son mérite; un peuple a-t-il ou croit-il avoir plus d'esprit que ses ministres: il aime et applaudit Figaro. Quand Figaro se compare, lui qui n'est rien, au comte Amalviva qui est tout; quand il s'écrie avec un orgueilleux dépit : *Tandis que moi, morbleu!* — que de gens se disent aussi : *Et nous, morbleu!* — Ce *moi, morbleu!* est la devise de la pauvreté contre la richesse, de l'esprit en disgrâce contre la sottise en faveur; c'est aussi la plainte de la vanité mécontente. A ce compte, puisque Figaro répond à tant de sentiments bons et mauvais de notre nature, c'est un personnage qui cessera plutôt d'être joué que d'être applaudi.

Il ne faut pas s'étonner de la prédilection que Beaumarchais a pour Figaro : c'est un personnage qu'il a créé et qui lui appartient. Figaro ne ressemble pas aux valets ordinaires de la comédie; ce n'est pas un Jodelet qui amuse par sa naïveté, ou un Crispin qui fait rire par l'impudence de ses friponneries: c'est un homme à part, où Beaumarchais a mis beaucoup de son caractère. Il est spirituel, hardi, fier, intrigant; mais, avec tout cela, il est bon. Malin sans être méchant, s'il aime les intrigues, c'est surtout parce qu'il peut y faire éclater son esprit; il se pique d'y réussir, parce que, dans de pareilles affaires, le succès est la preuve de l'habileté, et, comme un bon joueur, il veut gagner moins par intérêt que par vanité. Partout où Figaro intervient, c'est pour bien faire: dans *le Barbier*, il réunit deux amants; dans *le Mariage*, il ré-

concilie deux époux; dans *la Mère coupable*, il démasque un imposteur; dans le Calpigi de *Tarare*, qui n'est autre que Figaro avec quelque chose de moins, il sert un brave guerrier. Est-ce là un rôle immoral? Ce qui trompe, c'est qu'en voyant Figaro déployer tant d'esprit et tant de hardiesse, on craint involontairement qu'il n'en abuse pour mal faire. Mais cette peur-là est encore une manière d'hommage : Figaro dans la pièce, comme Beaumarchais dans le monde, donne prise à la calomnie sans jamais lui donner raison.

Beaumarchais eut sans doute plus de peine à faire jouer sa pièce qu'à la composer, et l'intrigue de son ouvrage, quelque compliquée qu'elle soit, n'est rien auprès de l'histoire de ses démarches et de ses sollicitations. Jouera-t-on *Figaro*, ne le jouera-t-on pas? Ce fut un événement politique : la cour et la ville se divisèrent en partis pour ou contre, et personne ne resta neutre. Le manuscrit fut plusieurs fois renvoyé de la police à la Comédie, et de la Comédie à la police. Enfin le roi et la reine voulurent eux-mêmes en juger. Voici comment madame Campan raconte cette anecdote :

«Je reçus un matin un billet de la reine, qui m'ordonnoit d'être chez elle à trois heures et de ne pas venir sans avoir dîné, parce qu'elle me garderoit fort longtemps. Lorsque j'arrivai dans le cabinet intérieur de S. M., je la trouvai seule avec le roi. Un siége et une table étoient déjà placés en face d'eux, et sur la table étoit posé un énorme manuscrit en plusieurs cahiers. Le roi me dit : c'est la comédie de Beaumarchais; il faut que vous nous la

lisiez. Il y aura des endroits bien difficiles, à cause des ratures et des renvois. Je l'ai déjà parcourue; mais je veux que la reine connoisse cet ouvrage. Vous ne parlerez à personne de la lecture que vous allez faire. — Je commençai. Le roi m'interrompoit souvent par des exclamations toujours justes, soit pour louer, soit pour blâmer; le plus souvent il s'écrioit : C'est de mauvais goût; cet homme ramène continuellement sur la scène l'habitude des *concetti* italiens. — Au monologue de Figaro, mais surtout à la tirade des prisons d'État, le roi se leva avec vivacité et dit : C'est détestable; cela ne sera jamais joué. Il faudroit détruire la Bastille pour que la représentation de cette pièce ne fût pas une inconséquence dangereuse. Cet homme joue tout ce qu'il faut respecter dans un gouvernement. — On ne la jouera donc pas, dit la reine? — Non, certainement; vous pouvez en être sûre, répondit Louis XVI. »

La reine était presque au nombre des protecteurs de Figaro. M. de Vaudreuil et la société de madame de Polignac, favorite de Marie-Antoinette, s'employaient à l'envi pour faire jouer l'ouvrage. Malgré la défense du roi, les rôles avaient été distribués aux acteurs du Théâtre-Français, et l'on voulut au moins jouir d'une représentation. Le premier gentilhomme de la chambre autorisa M. de la Ferté à prêter la salle de spectacle de l'hôtel des Menus-Plaisirs, qui servait aux répétitions de l'Opéra. On donna des billets aux gens de la cour, et déjà la salle était à moitié garnie de spectateurs, quand arriva un ordre du roi qui défendait cette représentation. Aussitôt chacun cria à l'oppression et à la tyrannie; jamais,

dans les jours les plus violents de la révolution, on ne déclama contre le despotisme avec plus de chaleur, et Beaumarchais, emporté par la colère s'écria : « Eh bien! messieurs, il ne veut pas qu'on la représente ici; et je jure, moi, qu'elle sera jouée peut-être dans le chœur même de Notre-Dame ! »

Cependant on répandit bientôt le bruit que Beaumarchais avait supprimé tout ce qui pouvait blesser le gouvernement. Il n'en était rien. Alors le roi permit de jouer la pièce et crut que Paris allait être bien attrapé en ne voyant qu'un ouvrage mal conçu et sans intérêt depuis que toutes les satires avaient été supprimées. Eh bien ! dit-il à M. de Montesquiou qui partait pour voir la première représentation, qu'augurez-vous du succès? — Sire, j'espère que la pièce tombera. — Et moi aussi, répondit le roi. MONSIEUR, frère du roi, alla en grande loge à la Comédie pour assister à la chute de la pièce : il vit son triomphe. Il y a quelque chose de plus fou que ma pièce, disait Beaumarchais : c'est son succès.

Comme si tout ce qui se rattachait au *Mariage de Figaro* devait exciter le scandale, on fit circuler dans Paris une réponse de Beaumarchais à M. le duc de Villequier, qui lui demandait sa petite loge pour des femmes qui voulaient voir *Figaro* sans être vues : « Je n'ai nulle considération, monsieur le duc, pour des femmes qui se permettent de voir un spectacle qu'elles jugent malhonnête, pourvu qu'elles le voient en secret; je ne me prête pas à de pareilles fantaisies. J'ai donné ma pièce au public pour l'amuser et pour l'instruire, non pour offrir à des bégueules mitigées le plaisir d'en aller penser du bien

en petite loge, à condition d'en dire du mal en société. Le plaisir du vice et les honneurs de la vertu, telle est la pruderie du siècle. Ma pièce n'est pas un ouvrage équivoque : il faut l'avouer ou la fuir. Je vous salue, monsieur le duc, et je garde ma loge. »

Beaumarchais pensait sans doute que Chérubin n'est immoral que lorsqu'on le voit en petite loge.

Voilà les *lions* et les *tigres*, comme il le dit dans une de ses lettres, qu'il eut à vaincre pour faire jouer *le Mariage de Figaro.* En même temps, il entreprenait de vastes spéculations et écrivait contre Mirabeau pour la Compagnie des eaux de Paris. Il avait un génie souple et fertile qui suffisait à tout. « Après le travail forcé des affaires, dit-il ailleurs, chacun suit son attrait dans ses amusements : l'un chasse, l'autre boit, celui-là joue, et moi, qui n'ai aucun de ces goûts, je broche une pièce de théâtre. » A cette époque, on avait ouvert à Paris un jardin appelé *Redoute.* Ce jardin devint à la mode, et un jour le comte de Maurepas, avec tous les ministres, vint y passer quelques heures. La semaine suivante, Beaumarchais alla voir M. de Maurepas, et, dans la conversation, lui apprit qu'il venait d'achever une comédie : c'était *le Mariage de Figaro.* — Et dans quel temps, occupé comme vous l'êtes, avez-vous pu la faire ? — Moi ? monsieur le comte, je l'ai composée le jour où les ministres du roi ont eu assez de loisir pour aller tous ensemble à la *Redoute.* — Y a-t-il beaucoup de reparties pareilles dans votre comédie ? dit le comte ; je réponds du succès.

Beaumarchais reçut, au sujet de sa pièce, beaucoup de lettres, les unes de félicitations, les autres d'invectives. Il s'en trouva une qui l'intéressa vivement. Un jeune homme lui écrivait qu'il le conjurait de lui envoyer un billet : il voulait voir cette pièce dont tout Paris s'entretenait, et, trop pauvre pour payer sa place, il avait recours à l'auteur; c'était le dernier plaisir qu'il aurait dans ce monde : las de lutter contre l'infortune, il était résolu à se jeter dans la rivière en sortant du spectacle. Beaumarchais lui envoya sur-le-champ deux de ses amis. Ils trouvèrent un jeune homme défiguré par la misère, mais dont les discours annonçaient de l'esprit et de l'éducation. Ils lui donnèrent un billet, l'engagèrent à ne pas désespérer du sort et à venir voir Beaumarchais. Le lendemain, Beaumarchais le vit, le secourut et le plaça.

Nous n'aurions pas raconté ces détails, s'ils ne servaient à faire connaître l'effet que produisit *Figaro*. Les petits théâtres d'alors, les grands danseurs du roi, l'Ambigu-Comique, les petits comédiens du comte de Beaujolais, les Variétés, voulurent à leur tour avoir des Figaros, et ce personnage devint à la mode sur la scène; mais ils ne lui empruntèrent que son nom, et le vrai Figaro garda pour lui seul, sans le communiquer à d'autres, le secret de son esprit. A peine si l'on se souvient de la pièce des *Deux Figaros* faite par Martelli, acteur de Bordeaux, et qui pourtant est la moins mauvaise de toutes ces imitations. Martelli jouait Figaro. « Ai-je bien saisi le rôle? demanda-t-il un jour à l'auteur. — Non, reprit durement Beaumarchais : vous l'avez manqué.

— En ce cas, je tâcherai de ne pas manquer la pièce ; » et il fit les *Deux Figaros*. C'est une satire de la *Folle Journée*. Le comte Almaviva a une fille vivement courtisée par don Alvar et le fameux Chérubin, devenu colonel ; la fille du comte aime Chérubin à l'insu de son père, et son amour est favorisé par sa mère et Suzanne. Figaro, de son côté, a promis son appui à don Alvar, qui doit lui donner dix mille écus, s'il fait réussir un si beau mariage : car c'est surtout la fortune du comte Almaviva qui a séduit don Alvar. Chérubin, sous le nom de Figaro, se fait recevoir chez le comte comme domestique. Alors, c'est entre le jeune et le vieux Figaro un assaut de ruses et de fourberies, le tout mêlé de scènes épisodiques où Beaumarchais est vivement attaqué. A la fin, le vieux Figaro succombe et est chassé du château d'Aquas-Frescas. Tel est le sujet des *Deux Figaros*. C'est à la fois une pièce d'intrigue et une satire ; mais la satire est la partie faible de l'ouvrage ; l'intention est méchante ; le style n'est pas assez piquant, et le dialogue n'a rien de cette concision épigrammatique du dialogue de la *Folle Journée*.

Les *Deux Figaros* ne parurent que longtemps après le *Mariage de Figaro* : ce fut seulement en 1790 qu'ils furent joués à Paris. Alors la vogue de la *Folle Journée* n'était plus aussi grande, et la satire se fit écouter avec plaisir ; plus tôt, elle eût été mise au nombre des critiques et des pamphlets que le succès d'un ouvrage fait éclore de toutes parts. A Paris, quand quelque chose réussit, la mode en donne le nom à mille objets divers : il y eut des robes à la

11

Figaro, des bijoux à la Figaro; les envieux donnèrent à un chien le nom de Figaro et répandirent cette plaisanterie. Beaumarchais répondit que le quolibet du chien n'était qu'un chien de quolibet, et, opposant un calembour à une plaisanterie de mauvais ton, il se tint quitte. Il était en fonds de mauvais comme de bon esprit. Par une singulière bizarrerie, il y avait dans son talent du mauvais goût et de la naïveté, de la grâce véritable et de la recherche prétentieuse. Son expression est souvent entortillée; il fait heurter les mots et les sons les uns contre les autres; il recherche les mêmes désinences; son style paraît pénible et travaillé. A côté de cela, il a des tournures pleines de naturel; il rappelle parfois le vieux français, surtout dans quelques-unes de ses romances et de ses chansons; et cet homme du XVIII[e] siècle, cet écrivain de mauvais goût, prend le ton d'un trouvère des premiers temps. Citons quelque chose pour mieux faire ressortir ce contraste entre les diverses qualités de l'esprit et du style de Beaumarchais : c'est une ronde à sa fille sortant du couvent. Aujourd'hui surtout, où l'on veut aimer les choses qui sont vraies et simples, elle aura, je crois, un charme particulier.

Sur l'Air : *Oh ! oh ! s' fit-il, c'est la raison que je sois maître en ma maison.*

Hier, Augustin-Pierre,
Parcourant son jardin,
Regardant sa chaumière,
Disait d'un air chagrin :
Je le veux, car c'est la raison
Que je sois maître en ma maison.

Quelle sotte manie,
Du bonheur me privant,
Retient mon Eugénie
Dans un fatal couvent?
Je veux l'avoir : c'est la raison
Que je sois maître en ma maison.

Elle use sa jeunesse
A chanter du latin,
Tandis que la vieillesse
Me pousse vers ma fin ;
Tant que je vis, c'est la raison
Que je l'embrasse en ma maison.

Sa mère, et vous ses tantes,
Courez me la chercher ;
Vous, nos braves servantes,
Préparez son coucher ;
Préparez-le : c'est la raison
Qu'on m'obéisse en ma maison.

Roussel ! ouvrez la grille :
Je l'entends, je la voi.
Mes amis, c'est ma fille
Qu'on ramène chez moi.
Pensez-vous pas que c'est raison
Qu'elle entre en reine en ma maison ?

Dans mon verger de Flore,
Vois mes berceaux couverts ;
Chaque arbre s'y colore,
Mes gazons sont plus verts.
C'est toujours la belle saison,
Quand tu parais dans ma maison.

Tel excellent jeune homme
Voit le ciel dans tes yeux.
Dis-lui : bel astronome,
Parlez à ce bon vieux :
Il est mon père, et c'est raison
Qu'il ait un gendre à sa façon.

Il me semble qu'il y a dans cette ronde un tour délicat et naturel qui montre, dans l'auteur de Figaro, une rare flexibilité d'esprit. Beaumarchais connaissait et aimait les vieilles romances espagnoles, et l'on en retrouve ici les traces.

Personne, disait Beaumarchais, n'est tenu de faire une comédie qui ressemble aux autres, et le métier d'auteur est le métier d'oseur. Aussi voulut-il régénérer le genre de l'opéra et d'ennuyeux le rendre amusant. L'entreprise était hardie : l'opéra en France ennuie par prescription, et il ne fallait rien moins qu'un esprit comme Beaumarchais et un temps comme le sien, c'est-à-dire la veille d'une révolution, pour chercher à détruire un si vieil abus. Il fit *Tarare*, qui, tout bizarre qu'il était, ne changea rien et laissa l'opéra ennuyeux comme devant.

Beaumarchais aimait la musique, et il avait senti le génie de Gluck. Un soir, à l'Opéra, il rencontra le musicien allemand, et, sans être connu de lui, il lui parla de la musique avec des idées si nettes que Gluck lui dit : Vous êtes sans doute M. de Beaumarchais? Dès ce moment, ils eurent l'idée de faire ensemble un opéra. Plusieurs années s'écoulèrent, et Gluck retourna en Allemagne. Enfin, dans un des intervalles de ses vastes spéculations, Beaumarchais fit *Tarare* et l'envoya à Vienne. Gluck lui répondit qu'il était ravi de cet opéra, mais que l'âge ne lui laissait plus assez de force pour se charger d'une si grande entreprise; et il en confia l'exécution à Saliéri, le plus savant de ses disciples. Peut-être aussi le vieux compositeur avait-il senti que, malgré le talent de Beaumarchais à parler sur la musique, il

n'y avait rien de si peu musical que son opéra.

Ordinairement, quand un auteur a fait une pièce, il la présente aux acteurs, les acteurs la reçoivent, et, après cinq ou six ans d'attente et de mortifications, la pièce est jouée bien ou mal. Telle est la marche commune; mais il en était tout autrement pour Beaumarchais. La pièce faite et reçue, ce n'était rien : Il fallait obtenir qu'on la jouât; et alors commençait avec les censeurs, avec les ministres, avec tout l'État enfin, une autre comédie non moins intriguée et non moins amusante que la pièce elle-même. La curiosité publique s'éveillait; l'auteur était plaint dans quelques salons, attaqué dans quelques autres, célèbre dans tous. Enfin, après bien des ordres et des contre-ordres, on affichait la première représentation, et plus il y avait eu d'obstacles et d'entraves, plus la pièce avait de vogue et de succès. Telle avait été l'histoire de *Figaro;* telle fut, mais en plus petit, celle de *Tarare.*

Il paraît qu'à cette époque la censure n'avait pas cette timidité tyrannique que l'esprit de parti lui a donnée depuis. Les censeurs étaient en quelque sorte des arbitres bienveillants entre les soupçons de l'autorité et la hardiesse des auteurs; au surplus, c'étaient des hommes de lettres, et, à ce moment, la littérature tout entière faisait cause commune, presque à son insu. Beaumarchais envoya sa pièce à M. Bret, censeur. « Au reste, mon ami, disait-il à « la fin de sa lettre, j'aimerais mieux que cette « pièce ne fût jamais jouée que d'être aplatie. » L'autorité ne s'effraya pas de *Tarare* comme elle l'avait fait de *Figaro :* peut-être pensa-t-elle qu'à

l'Opéra, grâce à la monotonie assourdissante du récitatif, il n'y a pas d'épigramme si mordante qui ne soit émoussée. « Pendant trois ans Beaumarchais « avait lu *Tarare* à la cour, à la ville, dit un con- « temporain; et il n'était, comme nous disons, fils « de bonne mère qui ne voulût l'entendre. Peu à « peu, quand il vit que tout le monde ne parlait « plus que de *Tarare*, il le lut moins souvent, et la « curiosité ne fut que plus vive. Il ne céda à la « prière du comte d'Artois que sous la condition « que plusieurs seigneurs de la cour qu'il avait re- « fusés seraient admis à cette lecture. Aussi, dès « qu'on apprit que les répétitions de *Tarare* étaient « commencées, notables, renvois de ministres, as- « semblées provinciales, tout parut d'un trop mince « intérêt à côté de ce grand événement. A la der- « nière répétition, le public fut admis en payant, et « la salle fut pleine; malheureusement le public « voulut user du droit qu'il avait acheté à la porte, « et le cinquième acte fut sifflé. Tout autre que « Beaumarchais eût été déconcerté; mais lui, se le- « vant dans sa loge, et de là, comme l'orateur ro- « main du haut de la tribune, s'adressant au public, « dit que c'était malgré lui qu'on avait fait payer à « la porte; qu'il s'était opposé à cette nouveauté; « que le public avait eu raison de siffler son cin- « quième acte qui n'était pas achevé, et qu'il allait « s'occuper de le rendre plus digne de lui être of- « fert. Chacun se dit : Il va corriger sa pièce; voilà « les représentations retardées. Quelques connais- « seurs, cependant, restèrent persuadés que, malgré « sa promesse faite à la face des Athéniens, Pierre-

« Augustin-Caron de Beaumarchais ne changerait « rien à ce cinquième acte, et qu'il regarderait « comme quelque chose de très-piquant de faire « applaudir au public ce qu'il avait sifflé. Ils ne se « trompaient pas : la première représentation fut « donnée sans que le poëte eût changé un mot ou « le musicien une note, et *Tarare* fut applaudi. »

Beaumarchais, comme tous les auteurs de son siècle, avait la prétention d'instruire et de faire du théâtre une école de morale et de sagesse. Dans *Figaro*, il avait dit leur fait aux grands seigneurs; dans *Tarare*, il s'adressa aux rois et aux prêtres. Il ne pouvait guère mettre à Ormus son Figaro disant au despote Atar sa pensée sur toutes choses : aussi il a suppléé à Figaro par un prologue allégorique. Au milieu de l'espace on voit s'assembler les ombres de ceux qui ne sont pas encore; alors le Génie de la reproduction des êtres et le Génie du feu distribuent leurs sorts à chacun. C'est l'égalité avant la naissance, présentée aux hommes comme la censure de l'inégalité des conditions pendant la vie.

L'ombre d'Atar et celle de Tarare vont recevoir leur sort : l'une doit être roi, l'autre soldat. Le Génie du feu s'adresse à eux :

Un de vous deux est roi : lequel veut l'être ?

dit-il; et les deux ombres répètent sans savoir ce que veut dire ce mot :

L'OMBRE D'ATAR.

Roi ?

L'OMBRE DE TARARE.

Roi ?

TOUS DEUX.

Je ne m'y sens aucun empressement.

LA NATURE.

Enfants, il vous manque de naître,
Pour penser bien différemment.

LE GÉNIE DU FEU, *les examinant.*

Mon œil entr'eux cherche un roi préférable ;
Mais que je crains mon jugement !
Nature, l'erreur d'un moment
Peut rendre un siècle misérable.

Il hésite, il tourne ses yeux sur l'un et sur l'autre tour à tour. Enfin, il dit à l'un : Sois l'empereur Atar; à l'autre : sois soldat. Et voilà comment les rois se font ! Hé bien, Figaro n'avait-il pas raison quand il prenait gaiement le titre de gentilhomme ?

LE COMTE.

Vous êtes gentilhomme ?

FIGARO.

Si le ciel l'eût voulu, je serais le fils d'un prince.

Il y a plaisir à voir Figaro percer à chaque instant au milieu de la pompe allégorique de ce prologue, et on aime à se rappeler sa prose piquante pour oublier les mauvais vers de Tarare.

Beaumarchais n'imagine pas comme les poëtes : il met l'esprit à la place de l'imagination, et son allégorie est toujours systématique; on sent le philosophe qui songe surtout à la morale à tirer de ses fictions, et qui craint, s'il s'élève trop, de perdre le

fil qui le conduit. Quand la scène est solennelle, souvent les paroles sont affectées, et la Nature parle spirituellement au Génie du feu : c'est la conversation d'un salon de Paris plutôt que le grave entretien de deux génies créateurs ; c'est le ton de la comédie de boudoir ; c'est du marivaudage à propos du partage solennel des destinées humaines.

Beaumarchais ne voulut pas se servir de la vieille mythologie des Grecs et des Romains : il se piqua de créer une sorte de mythologie scientifique et de parler physique à l'Opéra. Ainsi la Nature évoque les ombres avec ces vers singuliers :

Froids humains, non encor vivants,
Atomes perdus dans l'espace,
Que chacun de vos éléments
Se rapproche et prenne sa place
Suivant l'ordre, la pesanteur
Et toutes les lois immuables
Que l'éternel dispensateur
Impose aux Êtres vos semblables.

Et, quand elle les renvoie :

Tels qu'une vapeur élancée,
Par le froid en eau condensée,
Tombe et se perd dans l'Océan,
Futurs mortels, rentrez dans le néant.

Cette poésie scientifique a de quoi faire fuir tout autre qu'un physicien. Au surplus, les sciences exactes étaient alors de mode : chacun vantait leur netteté et leur certitude, chacun s'écriait qu'il n'y aurait de morale et de philosophie parfaites que lorsqu'elles se rapprocheraient de la géométrie.

Beaumarchais s'imagina que la poésie gagnerait à se rapprocher de la physique.

Ce n'était rien que de parler physique et politique : comme s'il eût voulu faire une sorte d'Encyclopédie de son opéra, Beaumarchais y parle métaphysique ; et Condillac pouvait entendre la pièce sans déroger, car la philosophie de Tarare est empruntée à Locke. Le Génie du feu interroge les ombres :

Qu'êtes-vous ? que demandez-vous ?

L'OMBRE D'ALTAMORT.

Nous ne demandons pas : nous sommes.

LE GÉNIE DU FEU.

Qui vous a mis au rang des hommes ?

L'OMBRE D'ARTHENÉE, *le grand prêtre.*

Celui qui l'a voulu. Que nous importe, à nous ?

LE GÉNIE DU FEU.

Comme ils sont froids, sans passions, sans goûts !
Que leur ignorance est profonde !

On voit que Beaumarchais s'est bien gardé de leur donner des idées innées : ce sont de véritables statues qui attendent, pour penser, que leurs sensations s'éveillent. Jusque-là elles ne vivent qu'à demi. Ces ombres ne manquent pas de s'analyser en chœur, et elles chantent :

En désirant je sens que je jouis ;
En jouissant je sens que je désire.

Voilà de la métaphysique du XVIIIe siècle, pure et, avouons-le, sans mélange de poésie ou d'imagination; voilà l'explication de l'origine des idées et de la formation de nos volontés, et tout cela mêlé de physique et d'épigrammes politiques, à l'Opéra, au milieu des chants et des ballets.

Ce qu'il y a de remarquable dans les pièces de Beaumarchais, c'est la complication de l'intrigue. Beaumarchais est, avec Corneille, l'auteur dramatique qui a mis le plus d'invention dans ses plans. Mais Corneille noue une action dramatique beaucoup mieux qu'il ne sait la dénouer; Beaumarchais conduit avec clarté l'intrigue la plus embarrassée. Peut-être cette netteté d'esprit tenait-elle à l'habitude des affaires : quand on voit, dans ses Mémoires, avec quelle clarté il développe les détails les plus compliqués, on sent qu'il ne sera guère difficile à Figaro de brouiller et de débrouiller les intrigues du château d'Aquas-Frescas.

En 89, Beaumarchais espérait siéger dans l'assemblée des électeurs parisiens réunis à l'Hôtel de Ville et qui prenaient le nom de représentants de la commune. Il ne fut pas nommé. Il publia alors un Mémoire où il se vanta d'avoir préparé et hâté la révolution par *Tarare;* et, en 1790, il ajouta à son opéra un sixième acte ou le couronnement de Tarare. Il mit à cette nouvelle addition un avertissement qui est fortement empreint de la couleur du temps et du style de Beaumarchais : « O citoyens, « dit-il, souvenez-vous du temps où vos penseurs, « inquiétés, forcés de voiler leurs idées, s'envelop-« paient d'allégories et labouraient péniblement le

« champ de la révolution. Après quelques autres « essais, je jetai dans la terre, à mes risques et pé- « rils, ce germe d'un chêne civique au sol brûlé de « l'Opéra. »

Résumons-nous sur le caractère et le génie de Beaumarchais. Ce qui le distingue entre tous les auteurs de la fin du dernier siècle, c'est qu'il a poussé plus que personne les esprits en avant. Il y eut même dans sa destinée, comme dans ses écrits, quelque chose de novateur. A une époque où les rangs se gardaient encore avec une scrupuleuse exactitude, il sort de la bourgeoisie, arrive à la cour, fait une grande fortune, et, commerçant et courtisan tout ensemble, envoie des armes à l'Amérique insurgée, en même temps qu'il décide le ministère français à favoriser cette révolte. Voilà pour sa destinée. Même sort pour ses écrits : simple faiseur de couplets, forcé de plaider pour défendre ses biens, il agite la France entière avec un procès de quinze louis, et renverse presque une magistrature créée par le pouvoir royal ; puis, il fait d'un valet de comédie un personnage politique, et proclame, par la bouche de Figaro, les droits et les prétentions du tiers-état, aussi vivement que Sieyès dans sa brochure du *Tiers*. En littérature, même goût d'innovations. Lisez sa préface du *Mariage :* il se plaint de la monotonie de notre théâtre. Et ce n'est pas seulement un novateur en paroles : il dit et il fait, il donne la leçon dans la préface et l'exemple dans la pièce. Beaumarchais sait que l'esprit humain est né pour avancer, et que chacun ici-bas doit chercher à lui faire faire une part de chemin. Aussi il le pousse

hardiment en avant. C'est là une gloire ou un crime que ne lui pardonneront guère ceux qui marchent en arrière, ceux qui marchent de côté, et enfin ceux qui ne marchent pas du tout.

1837.

III.

COLLIN D'HARLEVILLE

ET

FABRE D'EGLANTINE.

Le Mariage de Figaro est, au théâtre, le seul ouvrage original de la fin du XVIIIe siècle ; c'est là que l'esprit du temps est empreint d'une manière ineffaçable. Aussi, après *le Mariage de Figaro*, l'histoire du théâtre semble languissante. Cependant, quand on suit cette histoire dans ses détails, il y a quelque intérêt à voir l'opinion du temps éclater dans les pièces les plus faibles : c'est parfois un vers accueilli par les bravos du parterre, parfois une allusion, la moindre circonstance enfin ; mais partout se sent une impatience, une ardeur de mutinerie, un dégoût de tout ce qui est ancien, qui trahit l'approche de la révolution. L'inquiétude du parterre annonce l'inquiétude du peuple.

Déjà, au milieu de ses maximes philosophiques, la tragédie mêlait des sentences républicaines, et celles-là n'étaient pas les moins applaudies. Ce n'est pas que la France, à cette époque, eût le moindre pressentiment qu'elle serait un jour une république ; mais l'inquiétude des esprits s'était tournée vers la

politique, et le parterre, sans trop se rendre compte de ses vœux, applaudissait les maximes républicaines. Ainsi on joua, à cette époque, une *Antigone* : c'est la traduction de l'ouvrage de Sophocle. Antigone, en dépit de la loi qui défendait d'enterrer Polynice, lui donne la sépulture et meurt victime de son dévouement. C'est un sujet tout grec et qui n'offrait guère prise aux allusions du parterre. Quelques vers cependant furent applaudis avec une sorte de malignité enthousiaste. Hémon, fils de Créon, attaque la loi qui défend d'inhumer Polynice ; il reproche à Créon l'ordre qu'il a donné. Son père lui répond :

Les grands l'ont approuvé : pourrait-il vous déplaire ?
Vous avez vu le peuple obéir et se taire.

HÉMON.

La voix du courtisan soutient d'injustes lois.
Quand le peuple se tait, il condamne ses rois.

C'était en mauvais vers la pensée de l'évêque de Senez dans l'oraison funèbre de Louis XV : « Le silence des peuples est la leçon des rois. »

Souvent les auteurs, à cette époque, sans autre mérite que de flatter l'esprit du moment, obtenaient des succès faciles. Quelquefois aussi, par des retours de justice qui ressemblaient à des caprices, le peuple sifflait ses propres flatteurs. Un auteur peu connu aujourd'hui, Chabanon, en fit une cruelle expérience. Il donna une pièce en cinq actes et en vers, intitulée *le Faux Noble*. Dans cet ouvrage, un duc et pair jouait un rôle honteux : le parterre prit fait et cause pour les ducs et pairs, et siffla la pièce sans l'avoir presque entendue. Cependant il ne manquait pas de

scènes où les idées favorites du temps étaient vivement exprimées. Le comte parle ainsi de la noblesse au marquis son père, homme plein de préjugés de naissance :

Ce préjugé fatal, chez les humains admis,
En livre un au respect et dix mille au mépris.
J'en parle sans humeur, vous le sentez, mon père :
Le sort m'a bien traité. S'il m'eût été contraire,
On dirait que, des grands repoussant la hauteur,
Mon orgueil roturier veut se venger du leur.
Non : c'est l'humanité que je plains ; c'est pour elle
Que je parle. On lui fait une injure cruelle :
Par ces distinctions que l'on veut maintenir,
Un sot de qualité pourra tout obtenir,
Et l'homme de talent, enfant de la nature,
Reste seul accablé du poids de la roture.

L'auteur, pour se consoler de sa chute, s'imagina que c'était une cabale de ducs et pairs qui avait fait siffler la pièce, et les plaisants du temps lui conseillèrent d'en appeler du parterre aux états généraux. C'était le mot qui était dans toutes les bouches, c'était l'espoir et le recours de tous les opprimés. Un faiseur de projets s'était écrié dans un salon : « Je suis las de toutes les persécutions qu'éprouve le plus bel établissement dont on ait jamais conçu l'idée (Il avait fait le projet d'une correspondance générale). Je travaille à un grand Mémoire pour les états généraux : je suis bien aise de faire décider à la nation assemblée si je suis un sot ou non. »

Le Théâtre-Français, à cette époque, jouait des ouvrages de toute sorte : il donnait des pièces mêlées de divertissements et de ballets. Je ne citerai

qu'une pièce de ce genre, à cause de son auteur : c'est *Lanval et Viviane*, espèce de drame chevaleresque en vers de dix syllabes; et voici le portrait que Lanval, jeune et beau chevalier, fait de Viviane, jeune fée, sa maîtresse :

. . . . Les grâces renaissantes
Fixent son âge à ce terme enchanteur
Où la beauté, dans sa première fleur,
Vers la jeunesse en se jouant s'avance,
Et semble encore sourire à son enfance.

Le galant auteur de ces petits vers musqués, c'est Brissot, le républicain Brissot, qui depuis fut chef de parti et proscrit. C'est là l'étrange bizarrerie de notre révolution : elle a pris les hommes au milieu des molles occupations d'un siècle de raffinement, et elle les a jetés, sans leur laisser le temps de se reconnaître, à la tribune et à l'échafaud. Nous avons un madrigal de Robespierre, et voilà de petits vers d'un de ses adversaires et de ses victimes.

Ainsi, à côté des tragédies de Racine, de Corneille et de Voltaire, le Théâtre-Français ne dédaignait pas alors de jouer de petites pièces mêlées de couplets. Quand, au commencement de 1789, le prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric, vint en France sous le nom du comte d'Œls, c'est au Théâtre-Français qu'il fut fêté avec le plus d'enthousiasme dans un petit drame mêlé de couplets. C'était alors la mode parmi les princes de voyager : Joseph II, Gustave III, Paul Ier sous le titre de comte du Nord, avaient déjà visité la France.

Le comte d'Œls y fut fort bien reçu. Pendant la guerre, sous Louis XV, le nom du grand Frédéric

était, grâce à ses brillantes victoires et grâce aussi à Voltaire, un nom populaire parmi nous. On aimait à vanter Frédéric : il semblait qu'en devenant son admirateur on était pour quelque chose, du moins, dans nos défaites. Frédéric, de plus, avait fait école parmi les militaires ; l'engouement enfin était devenu général. C'est presque un présage de révolution, quand les princes étrangers sont plus populaires dans un pays que le roi lui-même.

Le frère de Frédéric, de l'apôtre des philosophes, fut accueilli avec une sorte d'empressement populaire. A l'Académie, au Lycée, au palais même, dans les discours d'apparat, dans les leçons de l'Athénée, dans les plaidoyers des avocats, partout il fut loué et applaudi. Les avocats devenaient gens du monde, et l'éloquence du barreau, jusque-là obscurément renfermée dans les débats judiciaires, semblait se séculariser, pour ainsi dire. L'éloge du comte d'Œls retentit donc au parlement. Mais c'était surtout au théâtre qu'en France on fêtait les hommes distingués ; c'était là que nous leur faisions, avec plus de coquetterie qu'ailleurs, les honneurs de notre pays. On donna au théâtre français les *Deux Pages*. Le sujet était pris de la vie du grand Frédéric ; et Fleury, chargé du rôle du roi, saisit si bien ses gestes et sa physionomie qu'il fit illusion même au comte d'Œls qui s'attendrit en voyant cette image de son frère. Il ne s'attendait pas à cette surprise, et, pour remercier Fleury, il lui donna une tabatière qui avait appartenu au grand Frédéric. C'était une récompense qui dut flatter l'acteur. Peut-être, cependant, le grand Frédéric eût-il

mieux aimé voir sa tabatière dans toute autre main que dans celle d'un comédien. Tout ce qui appartient aux grands hommes est quelque chose de sacré, et c'est mêler mal à propos la fiction et la vérité que de donner à l'acteur quelqu'un des meubles du personnage qu'il copie. Un descendant de Bayard avait aussi donné à Larive l'épée du bon chevalier, et c'était avec cette épée qu'il jouait dans la pièce de *Gaston et Bayard*. Je ne sais si c'est préjugé chez moi ; mais, en rappelant cette anecdote, je me souviens avec tristesse que Bayard disait à son épée, après avoir armé François Ier chevalier : « Ma bonne épée, tu seras moult précieusement gardée pour n'être employée qu'aux bons jours contre les païens et les infidèles. »

L'enthousiasme des Français, à la vue de Frédéric, dut toucher plus vivement le comte d'Œls que cette ressemblance minutieuse : c'était un hommage plus délicat. Il dut voir que c'était au théâtre que le peuple, plus libre qu'ailleurs, se montrait avec toute la vivacité de ses sentiments.

A cette époque, deux hommes, de mœurs, de caractère et de talents opposés, semblaient se disputer la scène, et il y avait entre eux une sorte de rivalité sourde : c'étaient Collin d'Harleville et Fabre d'Églantine. Pendant quelque temps la lutte entre eux ne sembla pas égale : Collin réussissait toujours, et Fabre était souvent sifflé. Mais *le Philinte de Molière* suffit à lui seul pour rétablir l'égalité. Nous ne voulons pas ici examiner en détail les ouvrages de ces deux auteurs ; nous n'en parlerons que pour

mieux faire connaître l'esprit du théâtre : c'est là seulement ce qui doit nous occuper.

Ils débutèrent tous deux la même année. Ce fut en 1786 que Collin d'Harleville, arrivant de province, parvint, après de longues traverses, à faire jouer *l'Inconstant*. Sa pièce réussit malgré la faiblesse du plan : il y avait de la facilité et de la grâce; ses vers étaient empreints d'une sorte de bonhomie qui fit fortune. L'Inconstant change sans cesse, pendant cinq actes, de projets, de passions et de maîtresses; et cette instabilité devient monotone. Enfin, au dénoûment, il se décide à partir pour l'Amérique en disant :

On ne voit pas deux fois naître une république.

Ce vers fut vivement applaudi. La France venait, par ses armes, d'émanciper l'Amérique septentrionale; et cette guerre, faite au nom de la liberté contre les Anglais, avait quelque chose de philosophique et de national qui avait séduit tout le monde. Tel fut le début de Collin d'Harleville.

Celui de Fabre d'Églantine ne fut pas aussi heureux. Comédien de province, Fabre vint aussi à Paris chercher la fortune et la gloire. Il portait dans son portefeuille une tragédie et une comédie. Avec un pareil bagage, quel auteur a jamais désespéré de son avenir? Génie caustique et haineux, dans sa comédie, il rompait hardiment en visière avec son siècle, il osait traduire sur la scène les gens de lettres, et, pour plus de témérité encore, il intitulait sa pièce : *Les Gens de lettres*, ou le *Poëte de province à Paris*. Il semblait défier, au nom de la province jalouse,

ces coteries puissantes qui régnaient dans les académies et dans les salons; il osait jouer, à Paris, les beaux esprits parisiens, et, prenant la revanche des provinciaux, ridiculiser à leur tour tous ceux qui avaient ridiculisé la province.

La pièce fut sifflée impitoyablement. L'intrigue était froide et mal liée, le style dur et barbare. Cependant ce langage incorrect avait quelquefois une sorte de verve et de force satirique. Peint-il les conversations ordinaires de nos bureaux d'esprit :

Des gens que vous vantez quels étaient les discours ?
De malheureux rébus et de plats calembours,
De sottes questions en mots scientifiques,
Sur un air d'opéra des cours métaphysiques,
Des petits faits voilés d'un jargon précieux.....

Il y avait aussi de ces vers heureux qui sortent tout faits. Le valet de Damis voit pour la première fois Paris, le Pont-Neuf et la statue de Henri IV. *Monté sur un cheval,* dit-il en parlant de ce bon roi,

Monté sur un cheval, on voit un vieux grand-père :
C'est un saint, car un pauvre y faisait sa prière.

DAMIS.

.... Je donnerais cent beaux louis, je croi,
Pour que ce mot heureux fût entendu du Roi.

Ces vers furent vivement applaudis, car le nom de Henri IV, toujours populaire en France, l'était alors plus que jamais : il semblait que, ne pouvant pas approuver le gouvernement tel qu'il était à cette époque, le peuple s'en dédommageât en rappelant la mémoire de Henri IV.

Tel fut le début de Fabre d'Églantine dans la comédie. Il lui restait sa tragédie, et, quoique meurtri de sa chute, il ne perdit pas courage. *Augusta*, c'était le nom de sa pièce, fut jouée au Théâtre-Français. Le sujet était d'une hardiesse intéressante : l'auteur, sous des noms grecs et romains, osait mettre sur la scène le meurtre juridique du chevalier de la Barre. Il est nécessaire de dire un mot de ce déplorable procès.

Le jeune la Barre, petit-fils d'un officier général mort sans fortune, était allé visiter à Abbeville sa tante, abbesse du couvent de Villancourt. Il fut logé à l'extérieur du couvent. Le lieutenant d'une petite juridiction d'Abbeville était amoureux de cette abbesse, qui, pour mettre fin à ses importunités, avait été forcée de le chasser de sa maison. Le lieutenant ne douta pas que l'abbesse n'eût de l'amour pour son neveu : c'était sans doute cette raison qui l'avait fait chasser ; et, pour s'en venger, il résolut de perdre le chevalier la Barre. Il apprit que ce militaire et le fils du président de l'élection d'Abbeville, le jeune d'Étalonde, à peine âgé de dix-huit ans, avaient passé devant une procession sans ôter leur chapeau. A la même époque, un crucifix de bois, placé sur le pont d'Abbeville, avait été endommagé. Les coupables étaient toujours restés inconnus. Le lieutenant résolut de se servir de cet événement comme d'un prétexte pour perdre la Barre. L'évêque d'Amiens lance des monitoires où il rappelle avec indignation la mutilation du crucifix ; il ordonne des processions solennelles ; les têtes s'échauffent ; on cherche à arracher des dépositions, contre la Barre et d'Etalonde,

à des servantes et à des valets. Le seul crime dont ils furent convaincus, c'était d'avoir chanté des chansons irréligieuses et d'avoir lu avec trop de plaisir le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire. Les juges d'Abbeville ne s'en crurent pas moins obligés de les condamner à avoir la langue et le poing coupés, et à être brûlés à petit feu. D'Étalonde échappa au supplice en s'enfuyant en Prusse, où le grand Frédéric protégea son infortune; la Barre, prisonnier, en appela au parlement de Paris. La sentence fut confirmée et le malheureux jeune homme brûlé à Abbeville. La seule grâce qu'il obtint, ce fut d'être décapité avant d'être jeté dans les flammes.

Voilà le sujet que Fabre d'Eglantine osa mettre sur la scène. C'était se déclarer du parti des philosophes, et, s'ils avaient été mécontents des *Gens de lettres*, il y avait dans cette hardiesse de quoi les réconcilier avec l'auteur. Malheureusement le public ne traita pas mieux *Augusta* que *les Gens de lettres*. Sifflé quand il attaquait la philosophie, sifflé quand il la défendait, Fabre reçut avec colère ces deux échecs qui lui semblaient des injustices, et il fut exposé à prendre en haine une société où il se voyait si mal accueilli. Ainsi se préparait, ainsi s'amassait peu à peu cette bile profonde qu'il déchargea dans son *Philinte*, et cette exaltation mécontente qui, au milieu de la révolution, jeta Fabre dans le parti le plus violent de tous. Il y avait, dans sa haine contre la monarchie, un peu des ressentiments de l'auteur tombé en 87.

Cependant, Collin d'Harleville, à qui tout souriait, plein d'une bonhomie aimable dans son talent

comme dans son caractère, et qui semblait avoir une sorte de vocation naturelle pour le bonheur et le repos, Collin obtenait un nouveau succès sur la scène. Il peignait l'optimiste; et son imagination calme et paisible, aimant le bien et habituée à le voir partout; son âme, que les dégoûts et les revers n'avaient pas aigrie comme celle de son rival; son talent facile et ingénieux, tout le rendait propre à traiter un pareil sujet. Il pouvait mettre beaucoup du sien dans *l'Optimiste*. Aussi l'optimiste de Collin n'est point un philosophe raisonneur qui regarde les maux comme indispensables dans le monde, et qui s'y résigne par système. Ce n'est point un docteur Pangloss qui, comme dans *Candide*, pauvre et malade, sans argent ni santé, jure pourtant que tout est bien dans le meilleur des mondes possible. L'optimiste de Collin n'a rien emprunté à Pope ou à Voltaire. C'est un homme bon et vertueux par instinct, d'un caractère accommodant et d'une imagination douce. Ce n'est pas un stoïcien qui veut nier la douleur : il la sent comme un autre; mais, au milieu de l'infortune, son œil voit toujours poindre quelque bien, et c'en est assez pour lui faire oublier ses chagrins. Voilà l'optimiste de Collin d'Harleville. L'optimiste spéculatif nous ennuierait avec ses raisonnements à perte de vue; l'optimiste naturel amuse par les illusions qu'il se forge. Le défaut d'un pareil personnage, c'est d'être monotone et immobile; il ressemble en cela au Misanthrope. L'homme qui trouve que tout est mal et celui qui trouve que tout est bien ne peuvent guère être mis en action. Le pessimisme ou l'optimisme n'est pas

une passion comme l'ambition ou l'avarice : il ne fait pas agir. C'est seulement une manière de voir; et le seul moyen de peindre ce caractère, c'est de faire passer les événements devant le personnage : il les juge, il nous dit quelles sont les impressions qu'il en reçoit. Voilà la seule action possible. Aussi l'intrigue de *l'Optimiste* est faible et romanesque; mais le caractère de Plinville, sa bonhomie et sa gaieté ingénieuse firent la fortune de l'ouvrage. Quand Plinville décrit ses sentiments, il a un charme irrésistible; tout lui plaît, la maladie même, parce qu'elle amène la convalescence :

C'était un vrai sommeil que cette maladie;
Mais en revanche aussi que le réveil est doux !
Nous renaissons alors, et le monde avec nous.
. . . .
J'éprouve une langueur, mais elle n'est point triste,
Et ma faiblesse même est une volupté
Dont on n'a pas l'idée en parfaite santé.
La santé peut paraître à la longue un peu fade;
Il faut, pour la sentir, avoir été malade.
Je voudrais qu'à ton tour tu pusses l'être aussi,
Et tu verrais alors....

ROSE.

Ah ! monsieur, grand merci.
Ma santé me suffit, je la trouve assez bonne;
Et puis, si je mourais !

PLINVILLE.

Bon ! il ne meurt personne.

Cette humeur douce et facile ne quitte jamais Plinville. Il cause avec nous sans prétention, sans morgue; et le parterre accueillit *l'Optimiste* comme

on accueille quelqu'un qu'on se sent disposé à aimer. Ce fut un succès d'un nouveau genre.

Il fallait qu'il y eût dans ce caractère un attrait singulier : car Collin d'Harleville ne flatte pas les préjugés du temps, il ne déclame pas contre l'inégalité des conditions. Au contraire, s'il y a des gens qui servent et des gens qui sont servis, tout est bien, et il justifie le monde tel qu'il est :

Je suis émerveillé de cette providence
Qui fit naître le riche auprès de l'indigent.
L'un a besoin de bras, l'autre a besoin d'argent.
Ainsi, tout est si bien arrangé dans la vie
Que la moitié du monde est par l'autre servie.

Ici entre Picard, vieux portier, qui a entendu les derniers mots de son maître :

PICARD.

Bien arrangé pour vous ; mais moi, j'en ai souffert.
Pourquoi ne suis-je pas de la moitié qu'on sert ?

PLINVILLE.

Parce que tu n'es pas de la moitié qui paie.

PICARD.

Et pourquoi, par hasard, ne faut-il pas que j'aie
De quoi payer ?

PLINVILLE.

Eh ! mais pouvons-nous être tous
Riches ?

PICARD.

Je pouvais, moi, l'être aussi bien que vous.

PLINVILLE.

Tu ne l'es pas, enfin.

PICARD.

Voilà ce qui me fâche !
Je remplis dans ce monde une pénible tâche ;
Et depuis cinquante ans.....

PLINVILLE.

Tu devrais, en ce cas,
Être fait au service.

PICARD.

Eh ! l'on ne s'y fait pas.
Lorsque je veux rester, vous voulez que je sorte.
Veux-je sortir, il faut que je garde la porte.
Vous êtes maître, enfin ; et moi, je suis valet.

Certes, quand Figaro se plaint de l'inégalité des conditions, il est plus adroit que Picard : Je suis le plus habile, dit-il, c'est à moi d'être le maître;— et, réclamant le premier rang pour qui a le plus d'esprit, ses plaintes paraissent raisonnables. Le pauvre Picard est moins ingénieux; il se contente de dire : Pourquoi ne suis-je pas riche comme Plinville? Le bon sens répond avec Plinville : parce qu'il faut ici-bas des pauvres et des riches; le mieux, c'est qu'ils s'entr'aident. Voilà donc l'inégalité des conditions justifiée en plein théâtre. C'était cependant un an avant l'assemblée des états généraux; c'était à une époque où bien des gens déclamaient à l'envi contre l'inégalité.

Il semblait que la destinée théâtrale de Fabre fût de toujours tomber, tandis que son rival réussissait. Cette rivalité malheureuse devait exciter sa colère. Mais il n'y avait rien jusqu'ici qui désignât particulièrement à sa haine Collin d'Harleville : il ne pouvait le haïr que comme un auteur plus heureux que lui. Bientôt ils se trouvèrent plus vivement opposés

l'un à l'autre. Fabre donnna au théâtre une pièce intitulée : *le Présomptueux* ou *l'Heureux imaginaire*, en cinq actes et en vers. La pièce, plus malheureuse que les *Gens de lettres* et *Augusta,* ne fut pas même écoutée. Il s'était répandu dans le public que l'auteur avait emprunté son sujet à une pièce de Collin d'Harville qui devait bientôt être jouée : *les Châteaux en Espagne*. Le parterre turbulent, pour mieux venger Collin d'Harleville de ce plagiat supposé, fit baisser la toile avant la fin de *l'Heureux imaginaire*, et réclama à grands cris *l'Inconstant*, pièce de Collin. Collin d'Harleville pria instamment les comédiens de ne pas céder à ces clameurs, et on finit par jouer *Nanine*. Mais Fabre ne tint pas compte à son rival de sa modération. Peu lui importait que *l'Inconstant* n'eût pas été joué au lieu de sa pièce : son nom sifflé avait été rapproché du nom applaudi de Collin d'Harleville ; l'un avait été désigné à la risée, et l'autre aux acclamations. C'était une injure qu'il ne pouvait guère pardonner.

Bientôt le succès des *Châteaux en Espagne* vint encore aigrir son ressentiment. L'intrigue de ce nouvel ouvrage était faible et commune, comme celle des autres pièces de Collin ; mais il y avait dans son style, souvent incorrect, une telle facilité et un laisser-aller si heureux, que le public s'abandonnait de bon cœur au charme de sa manière. Ce n'étaient point des caractères bien prononcés que peignait Collin d'Harleville : c'était une tournure d'esprit et de sentiments particulière. Tels étaient *l'Optimiste* et *l'Inconstant*, tel est l'homme aux *Châteaux en Espagne*. Dorlange est heureux, non pas

comme l'optimiste, par une résignation douce et facile : il est heureux de ses illusions ; il ne vit plus dans le monde tel qu'il est ; il s'en est fait un à part où il voyage à son aise ; c'est un rêveur éveillé, mais qui sait qu'il rêve ; et c'est cette conscience même de ses songes qui fait son bonheur. Au reste, prêt à faire part aux autres de ce bonheur, s'ils le veulent, et disposé à se moquer doucement de lui-même, Dorlange intéresse par sa bonté. C'est un trait caractéristique du théâtre de Collin d'Harleville : il ne fait pas naître le rire du ridicule ou du contraste des passions ; ce n'est pas un rire bouffon comme dans Regnard, ou amer comme dans Molière peignant Tartufe : c'est un rire doux et bienveillant, tel que l'excite la peinture de caractères aimables. Il nous fait aimer ses personnages, tant il est loin de les ridiculiser. Ce n'est plus le même but que les autres poëtes comiques. Qui voudrait, par exemple, être ou l'avare, ou le joueur, ou Tartufe? qui même, excepté Montausier, voudrait être le misanthrope ? Dans Collin d'Harleville, c'est tout le contraire : qui ne voudrait être son optimiste ou son homme aux Châteaux en Espagne ?

Malgré la faiblesse de l'intrigue, la pièce eut beaucoup de succès. Si le parterre eût sifflé, l'auteur eût pu dire aux Français de cette époque :

> Mutato nomine, de te
> Fabula narratur.

C'était en 89, c'était l'année des projets, et la France tout entière semblait, à ce moment, possédée, comme Dorlange, de la manie de rêver. Rêves

de politique et de finances, rêves de paix et de liberté, chacun faisait les siens. Au barreau, à l'Académie, partout retentissaient les prédictions les plus heureuses. Le brillant chevallier de Boufflers, dans son discours de réception à l'Académie française, comparait la monarchie française au phénix renaissant : «Qu'il soit l'emblème, disait-il, de la plus belle et de la plus durable de toutes les monarchies prêtes à se régénérer ! Lorsque cet oiseau favorisé du ciel est averti, par ses forces déchues et par ses ailes moins légères, que le cours de ses destins est prêt à s'arrêter, ce n'est point aux flammes des incendies, ce n'est point aux tourbillons des volcans qu'il épure les principes de son existence; mais il s'élève au-dessus des vapeurs de cette sphère tumultueuse, au-dessus de la région des vents et du tonnerre ; et c'est dans le séjour du calme et de la sérénité, c'est aux rayons les plus clairs de l'astre du jour, qu'il allume ce bûcher mystérieux où il prend un nouvel être. »

Telles étaient les brillantes illusions qui charmaient alors tous les esprits; voilà l'heureuse manie que Collin d'Harleville peignait dans ses *Châteaux en Espagne*. Mais il n'a voulu représenter qu'un homme; il n'a pas songé à mettre la France sur la scène et à retracer sa crédulité d'imagination. C'eût été de la comédie politique, et Collin d'Harleville ne pensait guère à ce genre de drame.

1837.

IV.

DU PARLEMENT EN QUATRE-VINGT-HUIT.

LA COUR PLÉNIÈRE,

COMÉDIE POLITIQUE.

La littérature et le théâtre étaient un instrument efficace de l'esprit révolutionnaire. Jusque-là, cependant, cet esprit avait plus d'influence que d'action. Il avait la force d'une opinion; mais, pour devenir un pouvoir, il lui fallait une occasion. Les démêlés entre le parlement de Paris et le ministère, en 88, lui donnèrent cette occasion qu'il attendait.

Déjà sous Louis XV, le chancelier Maupeou avait essayé, selon son expression, de retirer la couronne du greffe : il avait, en 1771, supprimé l'ancien parlement, et, prenant des conseillers d'État, des maîtres des requêtes, des membres du grand conseil, des avocats et des jurisconsultes, il avait fait, du jour au lendemain, un nouveau parlement. Plus de remontrances désormais ni de contradictions, voilà ce qu'y gagnait la couronne. Mais, comme Maupeou, en même temps, voulait gagner le parti des philosophes, il avait fait quelques réformes

utiles : ainsi plus de vénalité des charges, la justice rendue gratuitement et le ressort du parlement de Paris resserré dans des limites convenables. Le parlement Maupeou dura jusqu'à la mort de Louis XV. A son avénement au trône, Louis XVI rétablit l'ancien parlement; mais en 1788 M. de Brienne, fatigué de la résistance que le parlement opposait à tous ses projets, voulut de nouveau détruire cette assemblée et lui substituer une cour plénière. Donnons quelques détails sur cette réforme.

Le parlement de Paris était un corps judiciaire par institution, et politique par usage plutôt que par droit. D'un côté, il rendait la justice au peuple ; de l'autre, il prétendait examiner les lois et se disait *cour des Pairs*. Brienne réduisait sa puissance judiciaire et son vaste ressort en créant quatre grands bailliages ou conseils souverains pour administrer la justice. Il en était de même pour toute la France : plus de parlements de province, partout des bailliages qui jugeaient les procès sans se mêler d'examiner les lois. Il détruisait du même coup la puissance politique du parlement en créant une assemblée de princes, de pairs, de maréchaux et de membres distingués de la noblesse, du clergé et de la magistrature, nommée cour plénière, avec toute l'autorité, disait l'édit, des cours plénières sous Charlemagne.

Créés de bonne foi, la cour plénière et les bailliages auraient été un bien : car, qu'est-ce autre chose aujourd'hui que notre chambre des pairs et nos cours royales? C'était donc le germe d'une meilleure forme de gouvernement et d'une meilleure

administration de la justice; mais rien ne vaut que par la bonne foi. Le peuple sentit que le ministre ne lui donnait la justice avec les bailliages que pour lui ôter, avec le parlement, le peu qu'il avait de liberté: aussi il défendit d'abord le reste des vieilles franchises du pays, menacées dans le parlement. La magistrature s'y trompa et se crut populaire; mais la liberté une fois conquise, le peuple songea à la justice, que ne lui donnaient pas toujours les juges de Labarre et de Calas. Alors les parlements tombèrent tout d'un coup devant un décret de l'assemblée constituante.

Parmi les pamphlets qui ont raconté et animé cette querelle entre le ministère et le parlement, un des plus curieux assurément est une comédie politique intitulée : *la Cour plénière*. Il ne faut pas demander à cette pièce la gaieté de la vraie comédie. La comédie politique est un pamphlet: elle dénonce plutôt qu'elle ne critique, elle cherche à plaire aux haines et aux colères du temps plutôt qu'à amuser et à instruire. Mais, à côté de ces défauts, qui sont ses moyens de succès auprès des contemporains, la comédie politique peut avoir les qualités de la vraie comédie, et *la Cour plénière* en a quelques-unes. Les caractères y sont peints avec esprit; il y a même parfois de l'invention comique, chose rare dans la comédie politique. Nous citerons donc quelques passages de cette pièce, afin d'abord de faire mieux connaître l'esprit du temps, et pour donner aussi une idée de ce genre de comédie, souvent essayé chez les modernes et qui n'a jamais guère réussi.

L'auteur de *la Cour plénière*[1] nous introduit chez le principal ministre, M. de Brienne, qui cause avec le garde des sceaux Lamoignon et quelques-uns de leurs familiers. Ils viennent de relire le projet d'édit portant établissement d'une cour plénière.

LE PRINCIPAL MINISTRE.

Eh bien! mons Albert, que dites-vous du projet? n'est-il pas sublime?

ALBERT.

Monseigneur, il est sublime, digne du grand ministre qui l'a conçu.

LE GARDE DES SCEAUX.

Digne de la nation qu'il doit rendre heureuse, et d'ailleurs très-conforme aux lois fondamentales, que je respecte, vous le savez bien.

LE PRINCIPAL MINISTRE.

Que parlez-vous de lois dans la circonstance présente, messieurs? ce sont des idées qu'il nous faut, des idées nouvelles, et non pas des lois. Voyez quel est notre état actuel. La recette égale tous les ans la dépense..... moins cent quatre-vingts millions. Ce fou de Calonne, après avoir fait cent gambades assez heureuses, finit par une culbute mortelle : il assemble les notables. Cette assemblée a fait un grand bien, je l'avoue : elle m'a fait ministre principal. Dans la crise présente, les petits esprits ne voyaient qu'une ressource, l'assemblée des états généraux; les esprits forts en voyaient une autre, la banqueroute; moi, j'en voyais une troisième, celle de m'affranchir d'une tutelle méprisable, d'abolir cette vieille formule d'enregistrement, de déclarer par un bel édit le roi propriétaire de tous les biens de son royaume, et de prendre tout ce qui serait à ma convenance.

[1] L'auteur est, dit-on, M. Duveyrier, mort premier président de la Cour impériale de Montpellier. Il n'a pas fait, je crois, d'autres pièces.

LE GARDE DES SCEAUX.

J'ai un petit changement à proposer, et c'est la lecture de l'édit qui vient de m'en donner l'idée. Nous l'intitulons : *Édit portant établissement d'une cour plénière*; je voudrais mettre : *Rétablissement de la cour plénière.* Les nouveautés effarouchent toujours un peu. J'ai entendu dire que la France avait jadis une cour plénière ; et ce ne serait pas une maladresse, ce me semble, d'annoncer notre constitution nouvelle comme une résurrection, un rétablissement de l'ancienne constitution.

LE PRINCIPAL MINISTRE.

Non pas, s'il vous plaît : l'honneur de l'invention m'appartient, et je ne veux pas avoir l'air d'un homme qui, sans imagination, sans ressources, sans idées, se traîne sur les pas de ses devanciers. (*La pendule sonne sept heures.*) Déjà sept heures ! Allons, monsieur Albert, il faut retourner à l'impression : nous n'avons pas un moment à perdre.

J'ai mieux aimé citer cette scène en abrégeant, que d'en faire une analyse qui n'aurait pas donné aux lecteurs une idée exacte du genre de cette pièce. Maintenant que les deux principaux personnages sont connus, qu'il me soit permis de faire remarquer que le caractère de Brienne est peint avec finesse : Brienne a la manie des idées neuves, il est novateur et révolutionnaire, dédaignant fort le passé et tout ce qui s'appelle coutumes, se fiant plus aux principes qu'aux lois, voulant tout changer et visant à la gloire de législateur. Brienne était de la secte des économistes, gens d'esprit et de bonne foi, qui parlaient avec enthousiasme sur l'économie politique, mêlaient l'inspiration aux chiffres, faisaient des calculs et des prophéties, et auxquels semblent se rattacher, par

quelques liens et par quelques ressemblances, l'école de Saint-Simon et l'école de Fourrier. Il y avait, à ce moment, un besoin d'institutions et de lois nouvelles qui travaillait partout la société. Brienne voulait constituer, comme plus tard le voulut aussi l'assemblée nationale, et il le voulait avec les mêmes idées et le même esprit que cette assemblée, avec la même foi en la puissance des principes, avec le même dédain de l'expérience.

Autour de Brienne, l'auteur de *la Cour plénière* fait figurer malicieusement quelques hommes de lettres et entre autres l'abbé Morellet, qui était à la fois philosophe et économiste. Mais nous ne devons pas oublier la rancune que le parti parlementaire gardait contre le parti des philosophes. Héritier des idées de Voltaire qui avait fort applaudi à l'établissement du parlement Maupeou, le parti philosophique tenait le parlement pour une des plus mauvaises institutions de l'ancien régime, et il ne se laissa pas duper par les airs de défenseurs des libertés publiques que prenaient les accusateurs et les juges de l'*Émile*. L'inimitié du parti des gens de lettres est une des causes les plus efficaces de la chute rapide des parlements après 89. Ne nous étonnons donc pas de voir quelques écrivains s'allier au ministère ennemi des parlements. Ce n'était pas servilité, comme veut le faire croire l'auteur de *la Cour plénière :* c'était conformité d'inimitiés.

Pendant que Brienne et Lamoignon, dans la comédie que je viens de citer, admirent plaisamment les édits qu'ils achèvent de rédiger, il se passait au palais une scène plus piquante, assurément, et plus

dramatique que toutes les scènes de *la Cour plénière*. Parmi les magistrats opposés au ministère, il y en avait deux surtout, M. Duval Despréménil et M. Goëslard de Monsabert, qui s'étaient fait remarquer par la violence de leurs paroles. Brienne avait voulu les faire arrêter dans leurs maisons; mais ils s'étaient échappés et avaient cherché un refuge dans le parlement même. C'est là, et au milieu de leurs collègues, que le ministère ordonna de les arrêter. Le récit de cette arrestation en pleine cour, tel que nous le trouvons dans les pamphlets du temps, est un curieux témoignage de l'état des esprits. C'est à ce titre que je veux le faire connaître.

Le lundi, 5 mai, vers midi, les membres du parlement se rendaient au palais; toutes les chambres étaient assemblées, et les pairs de France avaient été convoqués : c'était un droit que le parlement s'était arrogé peu à peu, comme tous ses autres privilèges. Il faisait croire ainsi qu'il remplaçait cet antique conseil des pairs et des barons de France, que nos rois avaient auprès d'eux, et, de simples juges, ils semblaient devenir les législateurs de la patrie. Les pairs arrivaient lentement, les uns craignant de déplaire au roi, les autres attendant l'événement. Le peuple, rassemblé dans les cours du palais, accueillait les voitures avec des cris de joie, et, dans la grand'chambre, les magistrats comptaient avec inquiétude chaque pair qui entrait. Leur présence devait rendre cette assemblée plus solennelle et les entreprises des ministres plus coupables. Déjà dix étaient arrivés. On se mit en place, et le président déclara que la séance était ouverte. Il y avait

encore des bancs vides; d'Espréménil n'était pas présent, non plus que Goëslard de Monsabert.

On parlait d'enlèvements, d'arrestations illégales, de coups d'État; les esprits étaient inquiets, et il y avait dans toute l'assemblée une sourde agitation. D'Espréménil et Goëslard entrent tout à coup : ils viennent, disent-ils, rendre compte à la cour des tentatives faites, la nuit précédente, pour les enlever de leur maison. D'Espréménil n'avait eu que le temps de se sauver dans une maison voisine, en escaladant le mur de son jardin; de là il s'était enfui chez un procureur au parlement, qui l'avait dérobé aux poursuites. Monsabert n'avait pas été pressé moins vivement. « Échappés avec peine aux satellites du despotisme, ils venaient maintenant se réfugier au milieu du sanctuaire de la justice, comme dans un asile inviolable. » Ce récit, cette évasion aventureuse de magistrats persécutés qui viennent demander protection à des magistrats menacés eux-mêmes, tout émeut et enflamme les esprits : on s'écrie de toutes parts qu'il faut réprimer les attentats des ministres; c'est une violation de la liberté individuelle; que dirait-on en Angleterre d'une pareille entreprise? Chacun propose un projet d'arrêté : Le premier président se rendra à Versailles; MM. Duval et Goëslard sont mis sous la sauvegarde du roi et de la loi; la cour attendra, sans déplacer, le retour de ses députés. On voit que les séances permanentes des grandes journées de la révolution étaient renouvelées du parlement.

L'arrêté est aussitôt rédigé. D'Espréménil demande qu'une expédition en forme de cet arrêté lui

soit délivrée, à lui ainsi qu'à Goëslard : ce sera un monument de famille. La proposition est accueillie avec enthousiasme. Toutes ces scènes avaient un caractère de grandeur tant soit peu théâtrale; on s'exaltait à qui mieux mieux sur les dangers qui menaçaient le parlement, sur son courage, sur sa gloire à venir; il fallait, disait-on, imiter les sénateurs romains après la journée d'Allia. Mais, au fond, la bonté du monarque et la douceur des mœurs publiques rassuraient tout le monde, et l'on s'applaudissait de pouvoir être magnanime à bon marché. Ajoutez à cela le plaisir d'être vu, sorte d'encouragement qui ne manque jamais son effet. Il y avait de nombreux spectateurs; des femmes de qualité s'étaient empressées de venir, et leur présence protestait d'avance contre toutes les inquiétudes emphatiques et les prédictions sinistres des orateurs.

Les députés partent : on attend. A onze heures du soir, les gardes françaises commencent à s'emparer des cours du palais et du grand escalier.

A minuit, les soldats, la baïonnette au bout du fusil, occupent toutes les avenues et investissent la grand'chambre. Voilà la magistrature assiégée ; les gens du roi eux-mêmes sont enfermés dans leur parquet et ne peuvent plus communiquer avec la cour. Le major d'Agoult a donné pour consigne aux soldats de ne laisser sortir personne, et les spectateurs se trouvent investis comme le parlement. Il faut délibérer, s'écrie-t-on. Comment le faire en présence des étrangers ? répond quelqu'un ; violera-t-on les vieilles règles de la cour ? Dans cet instant, malgré le péril des circonstances, le parlement s'at-

14.

tache à ses anciens usages : il sent que, s'il y dérogeait, ce serait diminuer son autorité, et il veut la rassembler tout entière pour lutter contre les ministres. Tout à coup un membre s'aperçoit que la petite porte qui conduit à la buvette est encore libre : les étrangers alors se retirent dans la chambre de Saint-Louis par cette porte dont les soldats s'emparent aussitôt, et aucun conseiller, aucun pair même, ne peut plus sortir sans être accompagné de deux fusiliers. C'était un véritable blocus. Bientôt la faim se fait sentir. Spectateurs et magistrats étaient dans les salles depuis midi; ils veulent envoyer chercher des vivres, les soldats s'y opposent. Il fallut supporter la faim; chacun prit son parti tant bien que mal, les uns plaisantant sur cette nouvelle méthode de réduire les magistrats, les autres s'indignant de plus en plus contre le despotisme des ministres. Tout cela était entremêlé de scènes bizarres : un chevalier de Saint-Louis avait pris à un maçon un morceau de pain noir; c'était la seule nourriture qu'il avait pu trouver, et il la partageait avec des femmes de qualité qui en faisaient, bon gré mal gré, leur collation. Quelques conseillers avaient reçu du pain du dehors : c'étaient leurs domestiques qui, enfermés dans les chambres qui donnent sur le quai, l'avaient hissé au bout d'une corde et étaient parvenus à le faire passer à leurs maîtres.

On se racontait de bouche en bouche toutes ces petites aventures, on s'interrogeait mutuellement; Goëslard et d'Espréménil allaient de groupe en groupe répétant les détails de leur évasion; les étrangers relégués dans la chambre de Saint-Louis se

plaignaient de ne plus être présents aux scènes qui allaient s'ouvrir : leur curiosité était trompée, leurs peines étaient devenues inutiles. La cour se préparait cependant à délibérer, lorsque le major d'Agoult frappa à la porte du côté du greffe. Il était alors onze heures du soir. Un silence profond, peu de lumières, rien n'était plus imposant que le tableau de cette grave assemblée. La porte fut ouverte, et d'Agoult demanda à parler à M. de Gourgues, qui présidait en l'absence de M. le premier président. D'Agoult lui dit qu'il est chargé d'ordres du roi et qu'il demande à entrer seul dans la chambre. « Je vais consulter la compagnie, » dit M. de Gourgues. On répond de toutes parts que les personnes chargées d'ordres du roi doivent se retirer au parquet des gens du roi et se faire annoncer par eux; que c'est le procureur général qui doit les introduire; que c'est l'usage et qu'il n'y faut pas manquer, surtout dans ce moment.

Un huissier instruit d'Agoult de cette réponse : celui-ci alors se retire au parquet et se fait introduire par le procureur général. A son entrée, il se fit un profond silence, et tous les magistrats restèrent immobiles sur leurs siéges, tous pleins d'attente, mais soigneux, avant tout, de garder leur dignité. L'aspect imposant de la cour sembla troubler un instant la fermeté du major; il se remit bientôt. Le président lui dit : « Asseyez-vous, monsieur. » En même temps il lui indiqua la place qui lui était destinée : c'était, selon l'usage, entre les deux derniers conseillers du côté du greffier. Le sieur d'Agoult s'assit et lut un ordre du roi ainsi conçu :

« J'ordonne au sieur d'Agoult, major de mes gardes françaises, de se rendre au palais, à la tête de six compagnies, de s'emparer de toutes les issues et d'arrêter dans la grand'chambre de mon parlement, ou partout ailleurs, messieurs Duval et Goëslard, conseillers, pour les remettre entre les mains des officiers de la prévôté de l'hôtel. »

Signé LOUIS. »

Après cette lecture, d'Agoult se leva et dit : Je vous somme, monsieur le président, de vouloir bien me remettre ces deux messieurs.

— Monsieur, reprit de Gourgues, la cour va en délibérer selon l'usage.

— Messieurs, je ne connais pas vos formes, moi, répondit le sieur d'Agoult; l'ordre, comme vous le voyez, m'ordonne d'arrêter sur-le-champ Duval et Goëslard dans la grand'chambre : ainsi vous voudrez bien me les indiquer.

— L'ordre ne porte pas qu'ils seront arrêtés sur-le-champ, dit un membre; pourquoi le sieur d'Agoult ajoute-t-il ce mot?

— Mes ordres verbaux, repartit d'Agoult, portent que telle est l'intention du roi.

— Je fais observer à M. d'Agoult qu'il n'est pas revêtu de son hausse-col, dit le duc de Luynes. D'Agoult regarda le duc, tira son hausse-col de sa poche ét s'en revêtit. Cette interpellation avait troublé d'Agoult; une circonstance singulière acheva de l'embarrasser. Tout en lui ordonnant d'arrêter MM. Duval et d'Espréménil, on avait oublié de lui adjoindre quelqu'un qui les connût. La cour refusait

de les indiquer. Comment faire? D'Agoult promenait ses regards sur les conseillers, et son embarras croissait à chaque instant. « M. d'Agoult, lui dit alors le duc de Praslin, lorsqu'on se charge d'ordres semblables aux vôtres, on doit les prendre assez clairs pour n'être pas embarrassé dans leur exécution. Si vous avez cru pouvoir vous en charger, vous n'avez pas imaginé sans doute que nous vous livrerions deux membres de la cour; si vous ne les connaissez pas, ce n'est pas nous qui vous les ferons connaître. »

Un des conseillers s'écria : « Nous sommes tous MM. Duval et Goëslard; si vous prétendez les enlever, enlevez-nous tous....

— Monsieur le président, dit d'Agoult toujours plus troublé, attestez-moi par écrit votre refus de livrer les deux membres que je suis chargé d'arrêter.

Le président répondit : « Je ne peux pas signer pour la cour. — Nous signerons tous! s'écria l'assemblée. — Alors je me retire, messieurs; je vais rendre compte de ce qui s'est passé; » — et il sortit de la grand'chambre.

La nuit s'était passée à attendre l'issue de l'événement, quand, vers les neuf heures du matin, on fit passer mystérieusement à chaque pair, l'un après l'autre, des lettres de cachet portant défense de se rendre au parlement, quand même ils auraient été convoqués. La lettre était datée de la veille. C'était une tournure pour les engager à sortir : on ne voulait pas qu'ils fussent témoins de ce qui allait se passer, et leur présence au parlement gênait le minis-

tère : c'était une bienséance de plus à violer. En dépit de ces insinuations des ministres, les pairs décidèrent qu'il fallait rester, quelque chose qui arrivât, et leur décision fut applaudie avec enthousiasme par les conseillers.

A onze heures du matin, d'Agoult rentre dans la grand'chambre et se place au bureau du greffier. Le premier président, les présidents de chambre, les pairs de France et tous les conseillers étaient immobiles, assis sur les fleurs de lis. D'Agoult relit l'ordre qu'il avait déjà lu pendant la nuit, et il enjoint à MM. d'Espréménil et Goëslard de le suivre : tous gardent le silence le plus profond. Il réitère trois fois son injonction : le silence continue. Toujours embarrassé de connaître les deux magistrats qu'il doit arrêter, il sort un instant, aborde le sieur Larchier, exempt de robe courte : « Indique-moi les deux conseillers, ou je te fais jeter dans un cul de basse-fosse ; suis-moi ; » et il rentre avec Larchier, qui le suit en tremblant jusqu'à la barre de la cour. « De la part du roi, dit-il à l'exempt, montrez-moi MM. d'Espréménil et Goëslard. » Larchier osait à peine porter ses regards sur les bancs. D'Agoult examine le mouvement de ses yeux ; mais rien ne lui indique les deux magistrats. « Je ne vois pas M. d'Espréménil, dit l'exempt. — Regardez bien, repartit d'Agoult ; vous savez bien ce qui est ordonné, regardez bien : où sont-ils ? — Je ne les vois pas, répond Larchier. » Ils étaient à quatre pas de lui, et il se retire sans avoir indiqué les deux magistrats ; tant est grande la puissance de l'esprit de corps dans tous les degrés, même les

plus bas! Larchier croyait faire partie du parlement.

D'Agoult, irrité de cette résistance : « J'interpelle la cour, dit-il en s'adressant à son chef, de me désigner MM. Duval et Goëslard. » Cette interpellation excita une sorte de murmure, comme si elle profanait la majesté du parlement; mais personne ne répondit. « Puisque personne ne répond, dit d'Agoult, je vais me retirer pour rendre compte de ce refus. » D'Agoult retiré, MM. Duval et Goëslard pensèrent qu'il fallait mettre un terme à ce débat. La cour, par son refus, avait assez protesté contre la violence : il était temps de céder. Ils demandèrent qu'on fît rentrer d'Agoult. Celui-ci arrive à la barre de la cour et se place; alors d'Espréménil, assis sur les hauts siéges, restant assis et couvert, lui dit : « Monsieur, vous venez d'être témoin de la générosité du sieur Larchier, qui n'est qu'un officier de robe courte; je suis trop pénétré de reconnaissance pour l'exposer à être la troisième victime immolée au despotisme. Je vous déclare donc que je suis l'un des magistrats que vous cherchez. Je vous somme de me dire si, dans le cas où je ne vous suivrais pas volontairement, vous avez l'ordre de m'arracher par force de la place que j'occupe en ce moment? — Oui, monsieur, j'en ai l'ordre et je l'exécuterai, dit d'Agoult.—Lorsque vous aurez tenté les moyens, je verrai, reprit d'Espréménil, ce qu'il me conviendra de faire.—Je vais faire entrer les soldats des gardes françaises. — C'en est assez : pour ne pas exposer la cour des pairs et le sanctuaire des lois à une plus grande profanation, je cède à la

force. » Puis, s'adressant au chef de la compagnie : « Monsieur, je vous prie de permettre que je dépose dans le sein de la cour la protestation que je fais contre les violences que l'on exerce en ce moment sur ma personne. Je supplie la cour de m'en donner acte, lui déclarant que je les regarde comme attentoires aux lois protectrices de la liberté des citoyens en général, et de celle des magistrats en particulier ; je cède à la force qui contraint mon corps sans enchaîner ma conscience. J'ose aussi vous conjurer, ajouta-t-il, de ne pas vous laisser décourager par d'aussi grands malheurs ; oubliez-moi et ne vous occupez que de la chose publique. Je vous recommande tout ce qui m'est cher. Pour moi, je puis vous protester que, quel que soit le sort qui m'est réservé, jamais les promesses, les menaces, les tourments les plus affreux, la mort elle-même, ne pourront me faire abandonner les principes de cette compagnie, et qu'enfin je ne me permettrai jamais aucune démarche qui ne soit digne d'un magistrat et d'un membre de la Cour des Pairs. » Il dit, et saluant profondément le premier président, il se remit entre les mains de d'Agoult.

« Alors, dit une brochure du temps, les voûtes sacrées retentirent de sanglots ; le maréchal de Noailles fondait en larmes ; le procureur général tomba évanoui entre les bras de ses confrères. Plusieurs jeunes conseillers quittèrent leurs places pour dire un dernier adieu à d'Espréménil ; celui-ci reçut leurs embrassements et se sentit baigné de leurs larmes sans en verser une seule. Dans la cour du palais une voiture était prête ; il y monta et partit. »

« A Rome, continue l'auteur de la brochure, on eût décoré son front de la couronne; civique en Angleterre, il eût été chancelier de l'Échiquier; en France, il est dans les fers. »

La cour, toujours investie, attendait qu'on vînt enlever M. Goëslard de Monsabert. A une heure, d'Agoult rentre. Alors le jeune magistrat, assis à la place qu'avait occupée d'Espréménil, se couvre et dit : « Je suis, monsieur, cet autre magistrat que vous cherchez, et il me tarde de subir le sort de mon malheureux confrère. Comme lui, je vous demanderai si, dans le cas où je ne vous suivrais pas volontairement, vous avez l'ordre de m'enlever de force de la place que j'occupe? — Oui, monsieur, répondit d'Agoult. — Comme lui, je cède à la force, » reprit M. de Monsabert. Puis, s'étant levé et découvert : « Monsieur, dit-il en s'adressant au premier président, j'ai l'honneur de déposer dans le sein de la cour la même protestation que mon confrère contre les violences que l'on exerce sur moi; je déclare que j'adhère à tout son contenu, et supplie la cour de m'en donner acte.

« Ma jeunesse et mon peu d'expérience ne me donnent pas les mêmes droits qu'à M. Duval de réclamer les mêmes sentiments de la cour à mon égard; le nom que je porte et les services rendus par mes pères me serviront de titres. Je prie la cour de croire que ni les promesses, ni les menaces n'ébranleront mon courage; que je verrais le billot devant moi et la hache levée sur ma tête, sans oublier les exemples que m'ont donnés mes pères et les principes que j'ai puisés dans le sein de la cour.»

Puis, ayant salué, il descendit de sa place et se remit entre les mains de d'Agoult.

Déjà d'Agoult avait traversé le parquet des huissiers, lorsqu'il se ressouvint qu'il devait annoncer aux membres de la cour qu'ils étaient libres. Les huissiers, selon l'usage, étaient rangés des deux côtés de la porte. D'Agoult leur ordonna d'aller annoncer ce qu'il avait oublié de dire. Les huissiers lui répondirent qu'ils ne pouvaient se charger de cette mission et qu'il voulût bien la remplir lui-même. Il laissa donc un instant M. Goëslard et retourna à la barre de la cour, où il déclara qu'il allait faire retirer les gardes. « L'intention du roi est cependant, ajouta-t-il, que les portes du palais restent fermées et gardées après la séance. »

Les chambres assemblées restèrent et prirent un arrêté portant que les députés chargés d'aller porter au roi les doléances arrêtées le 4 mai, se plaindraient aussi de l'attentat commis en la personne de deux magistrats, et supplieraient le roi de les rendre à leurs fonctions.

Ainsi se termina cette scène bizarre, dont les contemporains et surtout les acteurs essayaient de faire une tragédie, et à laquelle je crois avoir rendu son véritable caractère en la plaçant comme intermède dans une comédie politique.

Revenons donc à cette comédie de *la Cour plénière* et arrivons au dénoûment; mais, avant ce dénoûment, il est une scène que je dois citer, parce que c'est la scène la plus piquante de cette pièce et la seule peut-être qui ait le mérite de l'invention.

Le vieux chancelier Maupeou, ce détracteur des

parlements sous Louis XV, vivant loin de la cour depuis le règne de Louis XVI, apprend, au fond de sa retraite, les entreprises du ministère contre la magistrature. Il arrive tout à coup et vient trouver le garde des sceaux Lamoignon, depuis longtemps son ennemi. Sous Louis XV, en effet, Maupeou l'avait exilé pour le punir de son attachement à la cause du parlement. Cette scène représente avec une singulière vérité le caractère et le langage goguenard du vieux chancelier, et, de plus, elle exprime d'une manière piquante ces changements de situation et, par suite, de sentiments, qui sont fréquents dans la vie des hommes politiques et que nous connaissons trop de nos jours. L'ancien défenseur, l'ancien martyr de la cause parlementaire, Lamoignon, reçoit aujourd'hui les compliments de Maupeou, le persécuteur des parlements : quelle péripétie !

SCÈNE III.

LE GARDE DES SCEAUX, MADAME DE LAMOIGNON, UN VALET DE CHAMBRE.

LE VALET DE CHAMBRE *annonce.*

Monseigneur, monsieur le chancelier.

MADAME DE LAMOIGNON.

Le chancelier !

LE GARDE DES SCEAUX.

Comment ?

LE VALET DE CHAMBRE.

Oui, monseigneur : M. de Maupeou.

LE GARDE DES SCEAUX.

Impossible !

LE VALET DE CHAMBRE.

Il descend de voiture.

MADAME DE LAMOIGNON.

Vous lui avez écrit?

LE GARDE DES SCEAUX.

Non, parbleu! j'ai seulement voulu connaître son opinion sur un objet qui m'intéresse.

(*Madame de Lamoignon sort.*)

SCÈNE IV.

LE CHANCELIER, LE GARDE DES SCEAUX.

LE CHANCELIER.

Eh! bonjour, cousin, nous voilà réconciliés. Bon cousin, homme charmant, que je t'embrasse quatre fois! Je te dois une réponse et des remercîments. Tu m'as fait demander la démission de ma charge : est-ce le titre qui te plaît? est-ce l'hôtel de la place Vendôme que tu désires? Mais, avant de parler d'affaires, permets, oh! permets que je t'exprime toute la reconnaissance dont je me sens pénétré.

LE GARDE DES SCEAUX.

Vous m'étonnez! qu'ai-je donc fait pour vous?

LE CHANCELIER.

Tu m'as fait le plus grand bien qu'on pût me faire, un bien que je n'espérais plus; tu es mon bienfaiteur, mon ange tutélaire. Lamoignon! je t'ai persécuté! Lorsque, dans ce cabinet, dans ce fauteuil même, je méditais les projets destructeurs du parlement dont j'avais juré la perte, tu étais mon plus redoutable ennemi. Qui m'aurait dit qu'un jour je recevrais de toi mon plus grand plaisir, ma plus douce consolation?

LE GARDE DES SCEAUX.

Le diable m'emporte si je vous entends! Quelle consolation?... quel plaisir?...

LE CHANCELIER.

Ah ! bijou, vous ne voulez pas m'entendre. J'étais, sans contredit, l'homme de France le plus abhorré. Eh bien ! grâces vous soient rendues ! je ne suis plus que le second objet de l'exécration publique.

Telle est l'idée de la scène. Maupeou ne félicité pas Lamoignon d'avoir supprimé les parlements et abattu ses ennemis, non ; Maupeou, sceptique et moqueur, n'a point de ces haines énergiques ; il vient gaiement remercier le garde des sceaux d'avoir attiré sur lui la colère publique : Maupeou en est d'autant déchargé.

La conversation se poursuit. Maupeou continue à admirer Lamoignon et la cour plénière avec une ironie qui nous paraîtrait un peu longue aujourd'hui. La scène finit par ces mots du chancelier :

Tu veux être chancelier, et ton ambition me plaît. Ne dis-tu pas que ta cour plénière a tenu sa première séance le 9 mai dernier ?

LE GARDE DES SCEAUX.

Sans doute.

LE CHANCELIER.

Eh bien ! mon ami, le jour même de la seconde séance, je te cède ma place, tu peux y compter.

(Il sort.)

SCÈNE V.

LE GARDE DES SCEAUX *seul.*

Le traître me persifle ; mais ses soixante-dix-sept ans me consolent.

La pièce finit par la disgrâce des deux ministres et la victoire du parlement. Les reproches violents

que les députés des diverses provinces font à Brienne et à Lamoignon, l'humiliation dont l'auteur les montre couverts et accablés, tout cela pouvait flatter la malignité et la haine de l'époque. Aujourd'hui ces passions éteintes n'ont plus d'intérêt : qui de nous voudrait s'émouvoir pour le parlement de 88, s'emporter contre Lamoignon qui, dans cette pièce, est plus vivement attaqué encore que Brienne, parce qu'il était non-seulement l'ennemi, mais l'apostat du parlement? Tous ces ressentiments sont loin de nous; d'autres colères sont venues depuis ce temps, qui les ont remplacés et qui elles-mêmes l'ont été par d'autres qui ne dureront pas non plus.

Si, maintenant, nous essayons de juger cette pièce sous le rapport littéraire, elle est souvent vive et spirituelle; les scènes ont du mouvement; les caractères, quoique exagérés à dessein par la malignité, ne manquent cependant pas d'une certaine vérité, celui de Brienne surtout et celui de Maupeou. La présomption et l'étourderie philosophique de Brienne; l'esprit goguenard et insouciant du vieux chancelier Maupeou, son dédain de l'opinion et cette hardiesse qui touchait de si près à l'impudence, tout cela est esquissé d'une manière heureuse. Que manque-t-il donc à cette pièce? il y manque, il faut le dire, ce qui fait le drame : l'invention. Cette partie de l'art dramatique est fort oubliée dans les essais de comédie historique ou politique que nous avons vus paraître de nos jours. C'est cependant la partie essentielle de l'art; c'est la partie où excelle Aristophane, le maître de la comédie politique. Il met en scène les hommes et les choses

de son temps; mais, à côté de cela, il invente une action avec la plus grande hardiesse d'imagination. Il ne se refuse, de ce côté, aucune témérité; il va jusqu'au fantastique, jusqu'au merveilleux. Poëte avant tout, c'est-à-dire créateur, on dirait qu'il devine quel danger est attaché à la comédie politique, et qu'il le fuit de toute sa force. Le danger, en effet, de ce genre de comédie, c'est de s'asservir, sous prétexte de vérité, à l'ordre des choses et des événements. Non, la destinée de l'art n'est point si pauvre et si petite. L'art ne se plie pas aux choses et aux hommes; il les plie, au contraire, à sa guise; il leur donne la forme et le visage, il leur souffle la vie et les anime pour l'éternité. Créez : à ce prix vous serez poëte. Mais, si vous ne faites que représenter fidèlement l'histoire de nos jours ou des jours passés, gardant scrupuleusement aux choses leurs traits et leur allure, ne dérangeant rien, ne mettant rien du vôtre, vous n'êtes pas poëte : vous êtes historien ou journaliste.

La cour plénière, dont nous venons de voir l'histoire mise en scène, fut supprimée le 8 août 1788. Mais Brienne voulut se venger du parlement, et il s'en vengea en semblant satisfaire à ses vœux : car les états généraux furent convoqués pour le 1er mai 1789. Brienne sentait bien que les états généraux une fois réunis, le parlement perdrait sa force et son importance. Le 24 août, Brienne quitta le ministère, et, le 26, les parlements qui avaient été exilés, furent rappelés. Leur triomphe fut éclatant, mais il fut court. Le 25 septembre, le parlement de Paris rendit un arrêt qui déclarait que les états généraux de-

vaient être assemblés selon la forme observée en 1614, c'est-à-dire que le tiers état n'aurait pas plus de représentants que chacun des deux autres ordres, et que les états généraux délibéreraient par ordre. Cet arrêt, qui maintenait l'infériorité du tiers état, ruina la popularité du parlement. Il s'était aperçu trop tard qu'en évoquant les états généraux il avait appelé son maître, et il cherchait à détruire d'avance le pouvoir de ce maître redouté. Mais c'était en vain : ce mot magique des états généraux était une puissance, et, quoiqu'ils ne fussent pas encore nés, ils étaient déjà plus forts que le parlement. La royauté, à son tour, qui, par rancune peut-être contre la résistance des parlements, avait convoqué les états généraux avec un tiers état aussi nombreux que les deux autres ordres, la royauté aussi avait appelé son maître. L'histoire du parlement et de la royauté, à cette époque, ressemble à la fable du cheval qui veut se venger du cerf. Les divers pouvoirs qui composaient l'ancien régime, au lieu de s'unir pour se défendre, se divisent et s'affaiblissent à l'envi, le parlement ébranlant la royauté et la royauté cherchant à renverser le parlement. Mais la chute du parlement est surtout brusque et soudaine : car, en moins d'un mois, du 26 août au 25 septembre 1788, il voit tomber sa puissance. Naguère salué par les applaudissements de la foule comme le protecteur et le vengeur des libertés, bientôt abandonné par l'opinion publique, il arrive à un tel état de discrédit et de faiblesse que, le 3 décembre 1789, ces états généraux qu'il avait tour à tour appelés et repoussés, réunis alors en assemblée nationale, suppriment par un simple

décret tous les parlements du royaume, sans que cette chute soit même à peine remarquée entre tant d'autres chutes.

Il n'y a pas, au théâtre, de péripétie plus brusque et plus rapide que cette catastrophe du parlement. Elle avait de quoi plaire à Maupeou, à Brienne, à Lamoignon, à tous les anciens ennemis du parlement, s'ils avaient eu eux-mêmes, à cette époque, au milieu de leurs propres malheurs, le temps et le goût de jouir des malheurs de leurs adversaires.

1827-1829.

DE LA COMÉDIE HISTORIQUE.

DE LA COMÉDIE HISTORIQUE.

Au premier coup d'œil, la comédie historique semble un genre de littérature tout moderne. Cependant les anciens paraissent avoir connu quelque chose de semblable; le nom était différent, mais c'était au fond le même genre d'intérêt. La comédie politique était pour eux la véritable comédie historique : là aussi ils voyaient l'histoire et ses héros montrés sous leurs côtés ridicules et plaisants. Il y avait un intérêt de plus, c'est qu'au lieu d'être des événements et des personnages de deux ou trois cents ans de date, c'était l'histoire du jour. De là la puissance de la comédie antique : le poëte comique à Athènes était homme d'État et orateur, ayant ses plans de politique et de gouvernement, étant du parti du peuple ou de l'aristocratie, cherchant à faire prévaloir ses opinions, et, du haut de son théâtre, comme Démosthène du haut de sa tribune, haranguant le peuple par de vives et piquantes comédies, en guise de discours. Avec les pièces de l'ancien théâtre grec, si elles étaient toutes retrouvées, on pourrait faire, en quelque sorte, l'histoire de la place publique d'Athènes, comme à Rome l'histoire du forum avec les harangues des tribuns.

Il fallait toute la liberté grecque, et même toute la

liberté athénienne, pour une pareille comédie. Dans nos monarchies modernes, il n'y avait pas lieu d'y penser : aussi, comme Juvénal qui, forcé de respecter les vices contemporains, prend à partie les vices des défunts *enterrés sur la voie Appienne*, nous laissons refroidir la politique jusqu'à ce qu'elle devienne de l'histoire, jusqu'à ce que le feu devienne cendre; et, à défaut de la comédie politique des anciens, nous avons la comédie historique. Mais de là aussi il est arrivé qu'avec le même genre d'intérêt et de personnages, il a dû y avoir, dans notre comédie, un autre genre de mérite, un mérite de vérité et d'imitation, dont les anciens n'avaient pas à se soucier, faisant la comédie au fur et à mesure des ridicules. Spectateurs et héros, tout le monde étant contemporain, l'imagination chez les anciens n'avait pas besoin de faire effort pour reproduire des mœurs déjà effacées. Nous autres, au contraire, il nous faut à grands frais reconstruire un siècle, deviner et peindre sa physionomie; pour être vrais enfin, il nous faut de l'érudition ; il nous faut étudier, quand les anciens n'avaient besoin que de voir et de regarder autour d'eux.

Autre chose encore : l'impartialité n'est guère une vertu des anciens. Au barreau, au forum, c'était l'éloquence qui l'emportait. L'éloquence et l'esprit avaient partout droit de préséance sur la justice et la raison. Avec un peuple ainsi fait, l'auteur comique, homme de parti, se donnait carrière dans la comédie politique; il bafouait hardiment ses adversaires politiques, bien sûr que le peuple ne chercherait pas qui avait le plus raison, mais qui avait le

plus d'esprit et de verve. Aussi nulle mesure dans les caractères, car ce n'était pas une pièce qu'il faisait : c'était un pamphlet ; ce n'étaient pas des personnages de théâtre qu'il mettait en scène pour amuser le peuple : c'étaient des adversaires qu'il attaquait. Il ne voulait pas que les spectateurs pensassent, en sortant, que c'était là une bonne comédie, une pièce spirituelle, et que l'auteur mériterait d'être de l'Académie ; il voulait qu'ils sortissent persuadés que Lamachus était un fanfaron, que la guerre du Péloponèse était funeste et ruineuse, et qu'il faudrait voter, à la prochaine assemblée, pour Nicias et pour le parti de la paix.

Il est curieux de comparer la manière dont un auteur moderne conçoit un drame historique, et la manière dont Aristophane concevait ses comédies.

Je choisis dans l'histoire un sujet de pièce : c'est la conspiration de Cinq-Mars, celle de Cellamare ou toute autre. Mon sujet choisi, qu'est-ce que je fais ? j'étudie les Mémoires pour savoir les plus petits détails de l'affaire et connaître le caractère de mes personnages ; je m'efforce de ressusciter, autant que possible, le siècle que je veux peindre, de faire entrer dans le plan de ma pièce chaque circonstance de l'histoire, chaque trait de caractère et de mœurs. Plus je me tiens près de l'histoire, plus je me félicite ; moins je l'altère, plus je suis tenté de me trouver de mérite ; enfin je voudrais pouvoir évoquer mes héros, pour qu'ils vinssent figurer en personne sur la scène et parler en leur nom, croyant de bonne foi que, moins j'y mettrai du mien, mieux ce sera ; que moins il y aura d'invention, plus il y aura de vérité.

Voilà comment se conçoit aujourd'hui une pièce historique. Voyons ce que faisait Aristophane.

Aristophane, pendant la guerre du Péloponèse, était l'orateur du parti de la paix, et ses *Acharnéens*, ses *Chevaliers* et sa *Paix* sont, en quelque sorte, ses trois philippiques contre le parti de la guerre. Voyons *les Chevaliers*. Il s'agit, dans cette comédie, de ruiner, auprès du peuple, le crédit de Cléon, chef de la faction guerroyante. Aristophane prend-il dans l'histoire les circonstances de son drame? non ; il crée et invente tout : le peuple sera un vieillard dupé par ses esclaves, une sorte de vieux célibataire trompé par Cléon et qu'il s'agit de désabuser; Cléon est un valet effronté et voleur; Agoracritus est le Figaro de la pièce, le bon valet, l'honnête homme, mais en même temps l'homme habile et spirituel. Voilà, certes, quelque chose de bien éloigné de l'histoire : tout est fantastique et imaginaire ; les caractères sont exagérés et comme grossis à dessein; rien n'est réel, sauf les noms; et, si la hardiesse républicaine de comédies pareilles a droit de nous surprendre, ce qui doit encore plus nous étonner, c'est, en fait de littérature, l'audace de pareilles conceptions. Jamais l'histoire ou la politique, choses vraies et réelles de leur nature, ne furent plus hardiment transformées et métamorphosées par l'imagination. Ainsi, c'est dans le genre de drame où nous mettons le moins d'invention, qu'Aristophane en mettait le plus; c'est où nous nous tenons le plus serrés contre l'histoire et contre la réalité, qu'Aristophane s'en écarte le plus librement.

N'ayant ni l'embarras d'être érudit, puisqu'il

peint son siècle, ni le scrupule d'être juste et modéré, puisqu'il est homme de parti et ne s'en cache pas, Aristophane crée tout hardiment, action et caractères; mais ses créations sont toujours naturelles. Ses personnages ne sont pas ressemblants, mais ils sont vrais; il est injuste, mais il n'est ni faux ni factice. Ainsi le Cléon d'Athènes, qui de corroyeur devint le chef du peuple et presque le successeur de Périclès, n'est pas le Cléon des *Chevaliers*, valet fourbe et impudent; mais ce Cléon de la comédie est le type idéal du valet fripon et effronté. Ainsi le Socrate de Platon et de Xénophon n'est pas le Socrate des *Nuées*; mais celui-ci est le type véritable du sophiste, qui, par ses subtilités, gâte la morale et détruit la force des lois. Voilà comment ce créateur de la comédie politique, du pamphlet dramatique, trouva aussi la comédie de caractère.

Parcourez les comédies d'Aristophane, chacune a son genre particulier de mérite : les *Oiseaux* sont une sorte de comédie lyrique ou dithyrambique; les *Nuées* et les *Guêpes*, des comédies de caractère; les *Grenouilles*, une satire dialoguée. Mais partout est marqué le talent de l'invention. C'est là un des signes distinctifs de l'esprit des anciens. Comme ils ont un génie heureux qui leur fait voir du premier coup d'œil où est la vérité, ils n'ont pas besoin, pour la trouver, de calquer mesquinement les choses. S'ils sont naturels, on sent que c'est par inspiration; quand nous le sommes, c'est par une imitation laborieuse de la nature. Le génie ancien est fidèle au précepte d'Horace :

Et mihi res, non me rebus, submittere conor;

car c'est une règle de littérature aussi bien que de morale.

Telle est aussi la manière dont M. Lemercier conçoit la comédie historique : voyez *Pinto*[1]. L'histoire a fourni l'événement et le nom des personnages ; mais l'action, l'intrigue et ses incidents divers, les caractères et leurs développements, tout est créé et inventé. Si nous avions des mémoires sur la conspiration du duc de Bragance, peut-être verrions-nous que les choses se sont passées autrement, qu'il y a eu d'autres incidents, que le caractère de Pinto s'est montré sous un autre jour ; mais qu'importe ? M. Lemercier a créé par la pensée une journée de conspiration. Telle n'a pas été peut-être la révolution portugaise ; mais c'est le type idéal de toutes les journées de conspiration, c'est le vivant tableau du trouble et du tumulte de pareils événements, c'est l'image de ce qu'ils ont d'imprévu et de soudain.

Quand on emprunte à l'histoire non-seulement le sujet et l'idée des caractères, mais même les circonstances de l'action, la pièce risque d'être tantôt lente et tantôt décousue : car les événements, ayant dans l'histoire leur suite et leur arrangement particulier, prennent, transportés ailleurs, quelque chose de gauche et de dépaysé. Dans *Pinto,* tout se suit et s'enchaîne naturellement. M. Lemercier est maître de son action à titre de créateur : aussi lui donne-t-il l'allure et le mouvement qu'il veut. De là l'heureuse progresion des scènes ; de là la

[1] *Pinto* ou *un Jour de Conspiration.*

marche vive et rapide vers le dénoûment. Rien n'est plaqué, rien n'est fait de pièces et de rapports; il y a une heureuse unité d'idées et de travail. C'est cette harmonie de l'ensemble et des détails, c'est, pour ainsi dire, cet air de bonne et pleine santé qui manque parfois aux ouvrages conçus d'une autre façon, et dans lesquels, gêné par d'honorables scrupules de fidélité historique, on prend çà et là tantôt un trait de mœurs, tantôt un trait de caractère, renouant avec beaucoup de finesse les fils de la trame, sans pouvoir dérober pourtant la trace des reprises.

Le caractère de Pinto est, comme l'action elle-même, conçu selon les idées de notre ancien théâtre. Il n'y a pas d'homme dans l'histoire qui soit aussi parfaitement *le conspirateur* que l'est Pinto, pas plus qu'il n'y a de joueur qui soit tout à fait celui de Regnard, de Tartufe qui soit celui de Molière. Dans le monde, chacun n'a que la moitié, le tiers ou le quart de ces vices-là; mais l'auteur comique choisit, dans chaque personne, un trait, une nuance, et il en forme une image qui devient le type idéal du caractère.

Ainsi donc, dans M. Lemercier, point de vérité locale et éphémère : partout le goût de la vérité abstraite et philosophique, partout la peinture de l'humanité plutôt que le portrait de quelqu'un. Pinto, l'archevêque de Bayonne, madame Dolmar, sont des caractères tels que la méditation les invente, et non tels que les donne l'histoire; mais ils sont marqués en même temps d'un tel cachet de vérité humaine, ils sont jetés dans une intrigue si vraie et si animée,

qu'ils prennent aisément place parmi ces héros de poëmes ou de romans à qui le génie donne la vie. C'est le triomphe du talent de faire que les personnages qu'il invente aient l'air d'avoir vécu. Tel est *Pinto* : son nom ne serait pas dans l'histoire, qu'il ne me ferait pas moins l'effet d'avoir vécu. Ainsi il y a tels personnages de Walter Scott, de l'existence desquels je jurerais avec plus de hardiesse que de celle de Clovis ou de Dagobert : Gurth, Mac-Briar, Jenny Deans, tous ces gens-là portent au front la marque de vie; et ce qui fait qu'ils vivent, ce n'est pas l'exactitude de leur costume ou de leur langage, c'est qu'il y a de l'homme en eux. Otez à Gurth son costume de gardeur de pourceaux, faites-en un domestique du temps de la révolution anglaise, au lieu d'un Saxon du temps de la conquête, il n'en vivra pas moins, parce qu'il y a en lui le caractère éternel de l'humanité, les passions de notre âme; parce qu'il est homme enfin, chose qui ne dépend ni du siècle, ni du pays, chose qui se sent en France comme en Angleterre, qu'on sache l'histoire d'Écosse ou qu'on l'ignore. C'est toujours cette vérité éternelle et abstraite qui fait le corps des personnages de Walter Scott, et c'est avec la vérité éphémère, locale, qu'il peint leurs dehors.

Emprunter à l'histoire l'idée du sujet et des personnages, puis créer une action vraie et animée, inventer des caractères, tel est le premier mérite de la littérature dramatique. C'est ainsi que les anciens concevaient leurs ouvrages; c'est dans cette idée que sont conçues les comédies historiques de M. Lemercier : *Pinto, la Journée des Dupes, l'Ostracisme.*

Nous ne nous sommes occupé que de *Pinto* : c'est en effet la pièce la plus originale du théâtre de M. Lemercier; c'est aussi celle où se retrouve le mieux l'esprit du théâtre ancien, avec toute sa hardiesse d'invention, mêlé à l'esprit moderne, esprit moins inventeur, moins audacieux aussi qu'il ne veut en avoir l'air, et qui a mis la comédie historique à la place de la vraie comédie politique, c'est-à-dire de la comédie d'invention.

Le système qui se pique surtout de fidélité historique, qui se fait spectateur minutieux des choses au lieu de s'ériger hardiment en auteur, et qui enfin regarde et copie au lieu d'inventer et de composer, ce système a surtout semblé faire fortune de nos jours. Cependant, chose singulière, à l'époque de la renaissance des lettres, un archevêque de Césène, Charles Verardi, avait fait une pièce selon ces idées, y joignant une préface et un prologue qui semblent écrits d'hier : c'est *la Prise de Grenade*, événement tout récent. « Ce ne sont pas ici, dit Verardi dans son « prologue, des comédies d'invention, c'est l'histoire « simple et variée. » Puis il ajoute : « Ne cherchez « donc pas ici les règles de la comédie ou de la tra« gédie; car ce n'est pas une pièce que vous allez « voir, c'est l'histoire elle-même[1]. » Il n'y a guère en effet d'intérêt dans la pièce de Verardi. C'est le bulletin de la gloire des armes chrétiennes; mais, à ce titre, elle devait réussir. Figurez-vous, en effet,

[1] Requirat autem nullus hic comœdiæ
Leges ut observentur aut tragœdiæ :
Agenda nempe est historia, non fabula.

un auditoire de dévots enthousiastes, le pape avec ses cardinaux assistant au spectacle, et sa présence enflammant le zèle des fidèles. C'est encore l'année de la prise de Grenade. On raconte dans l'assemblée les détails du siége; on vante cette victoire, glorieuse revanche de la prise de Constantinople; on voit paraître en scène Boabdil envoyant des députés à Ferdinand pour rendre la ville, et le grand maître des chevaliers de Saint-Jacques allant prendre possession des portes. Ferdinand et le cardinal Mendoza contemplent de loin ce qui se passe.

LE ROI.

Bien : voici Gauthier à qui on ouvre les portes.

LE CARDINAL.

Oui, il entre.

LE ROI.

Mes yeux ne me trompent-ils pas? l'étendard de la croix est arboré sur les remparts de la citadelle.

LE CARDINAL.

Oui, Sire, c'est l'étendard de la croix : la ville est en votre pouvoir.

LE ROI.

Oui, c'est l'étendard sacré. Adorons la croix sainte.

LE CARDINAL.

Voici, après l'étendard de la croix, celui de saint Jacques arboré sur les murs. Voici maintenant le vôtre !

LE ROI.

C'est juste : car saint Jacques est notre protecteur et notre avocat au ciel; c'est à lui et à la vierge Marie, après Dieu, qu'il faut rapporter notre victoire.

Alors un héraut d'armes proclame, du haut des tours, Ferdinand et Isabelle roi et reine de toutes les Espagnes; puis des esclaves chrétiens sortent de Grenade en chantant le psaume : *Benedictus Dominus, Deus Israel, quia visitavit et fecit redemptionem plebis suæ!* Béni le Seigneur, le Dieu d'Israël, parce qu'il a visité et racheté son peuple !

Ce spectacle, cet étendard de la croix arboré sur les murs, ces captifs délivrés, ces chants pieux et alors populaires, tout devait vivement émouvoir les spectateurs du XV[e] siècle. Mais il n'y a d'intérêt dans l'ouvrage que celui que l'auditoire y mettait : ce sont de ces pièces qui, une fois les spectateurs retirés, sont froides et desséchées, parce qu'il n'y a pas d'invention, parce qu'elles n'ont de vie et de mouvement que ce qu'elles en reçoivent du dehors.

Je n'aurais pas parlé du drame du bon archevêque, s'il ne laissait voir à nu le défaut essentiel du système historique, le manque d'action et le manque d'intérêt, défaut presque inévitable, d'ailleurs, dans un pareil système. L'histoire, en effet, apprend les causes des événements et leurs résultats; mais elle ne dit pas toujours la façon dont ils se sont accomplis. Les faits ont des ressorts et un mécanisme que l'histoire ne connaît pas; et pourtant ce mécanisme est le jeu des volontés et des passions humaines, l'action, en un mot. Ainsi, au 10 août, le château est attaqué. Que me montre l'histoire? les faubourgs qui se soulèvent, séduits dès longtemps par les orateurs de clubs, l'attaque des Tuileries, la retraite du roi. C'est assez pour l'histoire. Mais, si je veux faire un drame de ce grand événement,

est-ce que je ne sens pas que, sous ces dehors de la sédition, sous ces scènes d'émeute, il a dû y avoir quelque chose qui s'est remué et que l'histoire n'a pas vu; qu'il y a eu un mouvement et un jeu de passions et de sentiments qui fait, en quelque sorte, le nœud et l'intrigue des événements? Voilà ce que l'histoire ne donne pas; voilà ce que l'invention dramatique doit créer hardiment, sous peine de ne faire que des scènes isolées, et, si j'ose le dire, une nouvelle espèce de pièces à tiroirs.

Répugnance pour l'art et pour l'invention, défaut d'action, manque d'intérêt, voilà, selon nous, les défauts de la comédie historique.

Les *Soirées de Neuilly*, de M. de Fongeray, sont des comédies historiques conçues selon le même système, et elles ont, à mon avis, les défauts du genre. Parlons d'abord de *Mallet*, ou *une Conspiration sous l'Empire*.

Le 23 octobre 1812, à six heures du matin, il y avait à Paris une révolution; à huit heures, il n'y en avait plus. Ainsi il y eut une moitié de Paris, les ouvriers et les marchands, qui, en s'éveillant, se trouvèrent républicains; l'autre moitié, se levant plus tard, s'éveilla comme elle s'était couchée. Voilà certes un singulier événement; mais ce qu'il y a de plus singulier encore, c'est que cette révolution fut méditée et accomplie par un seul homme qui faillit réussir, et, avec quelques faux décrets et ordres du jour, renverser la puissance de Napoléon. Ayant manqué son coup, il fut fusillé, et avec lui plusieurs malheureux qui n'avaient fait qu'obéir.

Obéir, c'est ce mot, en effet, qui explique toute la conspiration de Mallet. Il y avait, sous l'Empire, une défiance notable du raisonnement appelé l'idéologie, et un goût singulier de l'obéissance appelée le bon ordre. La France était une espèce de vaste camp où sénateurs, députés, généraux, préfets, soldats, suivaient d'instinct la discipline; c'était le *portez armes!* qui gouvernait en quelque sorte. A ce beau mot, les sénateurs présentaient leurs décrets, les préfets leurs arrêtés et les soldats leurs fusils, tous en ligne. Ainsi vivait-on commodément, libre de souci, de raisonnement et de liberté, quand Mallet, qui n'était pas un grand homme, mais qui, à force de haine contre le despotisme impérial, eut une idée de génie, s'avisa de penser que ce mécanisme qui faisait la force de l'Empire, faisait aussi sa faiblesse. Un mot parti du trône descendait partout sans s'altérer ni se diminuer, tant l'administration s'était perfectionnée jusqu'à devenir un admirable écho! Que fait Mallet? à l'aide d'une fausse nouvelle, il commence par supprimer le premier donneur de mots d'ordre : l'empereur est mort, dit-il; puis, s'emparant, par de faux décrets, de cette obéissance mécanique, il commande la révolte, et l'on obéit jusqu'à ce qu'il se trouve un officier subalterne qui s'ingère de raisonner. Alors la chaîne d'obéissance se rompt, la conspiration est manquée et l'Empire est sauvé; mais ce fut par une sorte d'infraction à la discipline impériale : quelqu'un avait raisonné. Voilà ce que Mallet ne devait pas prévoir.

La conspiration de Mallet est une curieuse expérience faite sur la doctrine de l'obéissance passive :

elle prouve que Dieu n'a pas eu tout à fait tort de nous donner la raison pour juger, puisque, sous l'Empire même, il en a été besoin pour ne pas obéir jusqu'à bouleverser l'État. C'est une utile leçon que de montrer comment les administrations esclaves ne sont pas plus sûres pour les gouvernements, que pour les maris les femmes Agnès. M. de Fongeray n'y a pas manqué. La faiblesse et l'infidélité de l'obéissance passive éclatent à chaque scène; il y a des ordres, c'est assez : personne ne pense à chercher quelque chose au delà, personne ne raisonne, tout le monde obéit. Nulle part le mécanisme du gouvernement impérial n'est mieux découvert que dans la pièce de M. de Fongeray. Aussi, quant à cette partie de l'art dramatique qui consiste à donner un but moral aux drames et à faire en sorte que le spectateur en remporte quelque idée juste et salutaire, *Mallet* est une pièce excellente : il y a une grande unité de vues et une admirable netteté d'intentions. Examinons maintenant l'action.

Y a-t-il une action? A mon avis, il n'y en a guère : c'est une suite de tableaux, comme ceux de Lesueur sur saint Bruno; c'est toujours le même sujet sans être la même action. Aussi vous pourriez intervertir l'ordre des scènes, que la pièce n'en marcherait pas moins. Ce défaut éclate à chaque instant. Au premier acte, nous voyons l'abbé Lafont, sorte d'intrigant royaliste, bavard et peureux : c'est le confident de Mallet. Mais, au deuxième et au troisième acte, ce confident disparaît, nous ne le retrouvons plus. — Il n'a pas figuré dans la conspiration : voyez l'histoire. — Qu'importe l'histoire? pourquoi la suivre

pas à pas, quitter les personnages quand elle les quitte? C'est là qu'il fallait suppléer par l'invention à la vérité toute nue. Voyez, dans le *Woodstock* de Walter Scott, cet abbé conspirateur maladroit, faiseur de projets et de plans, qui, à l'action, perd toute son habileté et ne fait que des bévues, tout en se croyant profond politique. Songez que d'incidents, que de ressorts dramatiques pouvaient naître du développement d'un pareil caractère. En mêlant l'abbé Lafont au reste de son drame, M. de Fongeray nous donnait, j'imagine, une idée plus complète de ce que c'était qu'une conspiration sous l'Empire : car, à cette époque, il y avait, dans toutes les affaires de ce genre, quelque royaliste maladroit ou quelque royaliste espion. L'espion figure dans *Mallet* : c'est M. de Loizerolles, que nous retrouvons au deuxième acte, dans les bureaux de la police. Mais le maladroit, nous le quittons dès le premier acte, et il fait faute, à mon avis.

Beaucoup d'amusement, peu d'intérêt dramatique, voilà l'effet que me semble faire le drame de M. de Fongeray, et ce peu d'intérêt, à quoi tient-il? au défaut d'une action et d'une intrigue habilement nouée, à trop de fidélité historique, en un mot. Quand je lis *Pinto,* je ne puis guère respirer jusqu'au dénoûment; et, après l'avoir lu, je me représente en esprit toute la suite de l'action, sans que je puisse presque me souvenir d'aucune scène isolée, tant elles se tiennent étroitement. *Mallet,* au contraire, me laisse des souvenirs tout différents : lorsque je veux me représenter la suite de l'action, elle m'échappe; il y a des scènes, telles surtout que la

scène du jugement, qui brillent dans ma mémoire aux dépens de toutes les autres; des scènes que je ne puis oublier, tant elles m'ont frappé, et qui pourtant ne peuvent pas me servir de guides pour retrouver l'idée des autres, tant il y a peu de liaison et d'enchaînement entre elles.

Venons maintenant à ce qui fait le mérite de *Mallet*, c'est-à-dire aux peintures de mœurs et de caractères, et enfin à la vivacité et à l'esprit du dialogue. Walter Scott a montré comment on peut, à force d'imagination, se transporter d'un siècle dans un autre. M. de Fongeray a quelque chose de cette heureuse souplesse d'esprit. Il y a, dans son premier acte, une scène de conversation sous l'Empire, qui me semble piquante et vraie : voilà bien le ton et les idées de l'Empire, cette légèreté ou plutôt cet amincissement de l'esprit qui, en littérature, s'en tenait au style, et, en politique, aux batailles. Le médecin est de ces hommes à qui les mots de grande nation et de perfide Albion ont porté à la tête; le jeune homme confond l'armée de Condé avec la Vendée, tant on devenait peu à peu étranger à tout ce qui ne datait pas du couronnement; j'entends parler de Geoffroy et de Raymond de Damaze; ce sont enfin des momies qui causent des affaires de leur temps; mais toutes ces momies sont ranimées avec une vivacité remarquable, et rien ne trahit l'exhumation, sorte de chose qui se laisse voir trop souvent dans les drames historiques.

La scène du jugement militaire n'est pas moins remarquable par ce mérite d'exactitude historique. Ces officiers qui se trouvent coupables pour avoir

obéi, ces juges acharnés et moqueurs, le calme de Mallet, la naïveté comique de Rateau, tout est peint avec une rare fidélité. Parfois on est tenté de rire en voyant l'inaptitude de tous ces hommes d'épée à se servir de leur raison, à voir ces esprits courts et routiniers à qui le danger même de la mort ne peut pas rendre leur liberté de jugement. Mais soudain, quand on pense que la fusillade les attend, on se prend de pitié ou d'indignation : ils ont si peu su ce qu'ils faisaient, et la justice militaire va si cruellement les punir de leur ignorance ! Régnier ne sait rien dire pour se justifier, sinon qu'il n'a tenu aucun propos indécent ; Borderieux ne sait que crier : Vive l'empereur ! et, quand un juge rappelle la maxime des monarchies, qu'il habille à la mode du temps : *l'empereur est mort, vive l'empereur !* Borderieux répète machinalement, comme à la parade : Vive l'empereur ! Alors vient le trait d'éloquence de Rateau :

« Rateau. — Un instant : je ne suis pas avocat, mais j'ai une réponse. Si l'on venait me dire : Rateau, ta mère est morte, — je ne crierais pas : Vive ma mère ! De même, vive l'empereur ! est un mot de satisfaction ; et, quand on nous a annoncé la mort de l'empereur, nous n'avons pas crié : Vive l'empereur ! parce que nous étions tristes ; preuve de notre innocence. Répondez à cela. J'ai bien l'honneur de vous saluer. » (On rit.)

Et nous aussi, nous rions ; mais, quand nous songeons que ces hommes, si peu capables d'idées, sont jugés comme coupables de révolte, nous nous indignons, nous nous demandons à quoi sert donc l'obéissance passive si vantée, puisque l'abrutissement ne sauve pas même du crime.

Dans les *Soirées de Neuilly*, le dialogue est toujours piquant et spirituel. Si je tenais beaucoup au mérite de la minutieuse vérité, j'en ferais un reproche à M. de Fongeray : car, au fait, les gens ne disent pas toujours du premier coup le mot le plus propre à montrer leur caractère ; on ne parle pas ainsi pour le plaisir de qui écoute. Mais les personnages de M. de Fongeray sont gens complaisants, et, sans nous faire perdre le temps en paroles inutiles, ils nous disent bien vite le secret de leurs ridicules. C'est une autre manière de dire qu'ils sont Oreste ou bien Agamemnon. Quand, dans les *Stationnaires*, je vois le marquis et le général, l'émigré et le bonapartiste du premier mot je sais qui ils sont, aussi bien que ce vers d'*Iphigénie* :

> Oui, c'est Agamemnon, c'est ton roi qui t'éveille,

m'apprend de suite que je vois Agamemnon et Arcas. A entendre le mot nature d'une façon rigoureuse, il n'est pas plus naturel de dire son nom que de dire son caractère du premier mot ; mais l'art se retrouve partout, quoi qu'on fasse, et, quand on l'exclut de l'action et de l'intrigue, il reparaît dans le dialogue. Tant il est vrai que la présence du spectateur doit changer, bon gré, mal gré, la marche de l'action, le ton du dialogue, et empêcher enfin que la réalité ne passe du monde dans la littérature [1].

1828.

[1] M. de Fongeray est un pseudonyme. Les *Soirées de*

Neuilly, recueil piquant de comédies historiques, sont de deux auteurs qui, au grand regret du public, ont quitté la littérature pour l'administration : M. Cavé, aujourd'hui directeur des Beaux-Arts au ministère de l'intérieur, et M. Dittmer, inspecteur général des haras.

M. DE LAFAYETTE.

M. DE LAFAYETTE.

I.

M. de Lafayette n'a point écrit de Mémoires ; il a seulement recueilli les lettres, les discours, les papiers qui se rapportaient aux diverses époques de sa vie, et il les a mis en ordre, joignant ces fragments épars par quelques récits où il parle de lui à la troisième personne, afin, pour ainsi dire, d'ôter à ce recueil toute ressemblance avec les Mémoires ordinaires. Il y a, dans cette façon de se présenter à la postérité, quelque chose de sincère et de confiant qui va bien au caractère de M. de Lafayette, tel que nous l'avons connu et tel que ses Mémoires achèvent de le peindre.

Il explique lui-même, dans un avant-propos écrit peu de temps avant le 18 brumaire, pourquoi il n'a pas fait ses Mémoires selon les règles du genre :

« A peine rentré en France, mes amis m'ont demandé des Mémoires. J'ai trouvé des excuses dans ma répugnance à faire une sévère part aux premiers chefs jacobins, associés depuis à ma proscription ; aux Girondins, morts pour des principes qu'ils avaient combattus et persécutés en moi ; au roi et à la reine, dont le sort déplorable ne permet plus que de s'honorer de quelques services envers eux, et à des

royalistes vaincus, dépouillés et soumis aujourd'hui à des mesures arbitraires. Je devrais ajouter qu'heureux dans ma retraite, au sein de ma famille et des plaisirs agricoles, je n'ai pas un moment à retrancher de ces jouissances domestiques.

« Mais ici encore j'éprouve les mêmes instances, et, pour transiger avec elles, j'ai consenti à mettre en ordre les papiers qui me restent, à recueillir des pièces déjà publiées, à lier par des notes cette collection, où mes enfants et mes amis pourront trouver quelques matériaux d'un travail moins insignifiant.

« Quant à moi, j'avoue que mon indolence sur cet objet tient à la confiance intime où je suis que la liberté finira par s'établir dans l'ancien monde comme dans le nouveau, et qu'alors l'histoire de nos révolutions mettra chaque chose et chacun à sa place. »

Ce noble et spirituel avant-propos, qui respire une insouciance mêlée d'orgueil, peint admirablement M. de Lafayette.

Le caractère de M. de Lafayette n'est pas un de ces caractères mystérieux qui restent pour la postérité une sorte d'énigme que chaque génération s'applique à deviner. Le caractère de M. de Lafayette est tout en dehors ; il n'a ni replis, ni secrets. Ce qui fait surtout qu'il est visible à tous les yeux, c'est qu'il est le même depuis le commencement de sa vie jusqu'à la fin. Jamais homme n'a moins changé ; jamais homme n'a moins ressenti, dans sa nature morale, les vicissitudes du temps ; jamais vieillard n'a plus ressemblé au jeune homme : ce

qu'il était à vingt ans, il l'était à soixante-dix ; ce qu'il pensait à soixante-dix ans, il le pensait à vingt; il n'a rien oublié, rien désappris, rien désavoué. Jamais l'unité d'un caractère ne s'est plus fermement maintenue, et cela à travers les événements de notre siècle, c'est-à-dire à travers les événements les plus capables de changer les opinions et les principes des hommes. A dix-neuf ans, le jeune marquis de Lafayette, récemment marié à une fille du duc d'Ayen, élevé à l'hôtel de Noailles, destiné à être un homme de cour, apprend que les colonies anglaises se sont révoltées et qu'elles veulent fonder une république. « A la première con- « naissance de leur querelle, mon cœur fut enrôlé, « et je ne songeai qu'à joindre mes drapeaux, » dit-il spirituellement dans ses Mémoires. Ce drapeau est resté le sien jusqu'à la fin de sa vie : jusqu'à la fin de sa vie, M. de Lafayette a été ami des révoltés de tous les pays, et on peut dire, sans aucune exagération, que ç'a été l'esprit et le cœur le plus vraiment révolutionnaires de notre siècle.

Sans doute, il est dans l'histoire d'autres hommes que M. de Lafayette qui ont voulu des révoltes et des révolutions; mais beaucoup les ont voulues par intérêt, par esprit de vengeance. Dans M. de Lafayette, il n'y a ni intérêt ni vengeance. Beaucoup, après avoir voulu les révolutions, ont cherché à détruire l'œuvre de leurs mains; beaucoup se sont repentis d'y avoir pris part. M. de Lafayette a souffert autant que personne des suites de la révolution française, et il ne l'a jamais ni regrettée, ni désavouée, ni combattue; quand, en

1830, il a fallu rendre l'essor à la révolution de 89, il lui a rendu l'essor, sans scrupule, sans défiance, sans inquiétude. Plus tard même, loin de vouloir modérer cet essor. il s'est plaint que d'autres le modérassent. En 1830, nous avons vu M. de Lafayette mettre la main dans toutes les révolutions qui ont essayé de se faire en Europe: dans les révolutions de Belgique et de Pologne, dans celles d'Italie et d'Allemagne; il eût voulu, à cette époque, révolutionner aussi l'Espagne. Quiconque lui apportait la nouvelle ou l'espérance d'une insurrection, dans quelque partie du monde que ce fût, était le bienvenu, et, sans beaucoup s'inquiéter ni de la gravité du messager, ni de la force de l'insurrection, il croyait le messager et encourageait la révolte, trouvant toujours la chose fort légitime, fort naturelle et fort capable aussi de réussir. Le succès de la première révolution à laquelle il avait pris part, la révolution d'Amérique, l'avait gâté à cet égard, et il ne s'est jamais corrigé d'une sorte de confiance superstitieuse au succès de tous les mouvements populaires. C'est là, pour le dire en passant, ce qui en faisait un si bon chef de révolution et un si mauvais chef de gouvernement. A la tête d'une révolution, il était dans son naturel et croyait marcher sur la foi de son étoile; à la tête d'un gouvernement et quand il résistait aux factieux, il croyait ne plus remplir qu'un devoir. Il le remplissait sans hésiter, disons-le à son honneur, mais sans foi : aussi y avait-il moins de force.

Dès 1776, que de pensées, que de projets roulaient

déjà dans son esprit, et tous projets de révoltes et de révolutions ! Blessé et confiné dans son lit pour six semaines, à Béthléem en Amérique, dans un établissement de frères Moraves, « en écoutant leurs « sermons pacifiques, il projetait, dit-il, d'embraser « l'Europe et l'Asie. » Ainsi il voulait aller, sous le pavillon américain, attaquer les possessions anglaises des Indes orientales, et il espérait bien faire révolter ces colonies de l'Asie à l'exemple des colonies de l'Amérique ; il écrivait au vieux comte de Maurepas, alors premier ministre en France, pour lui proposer cette entreprise. Maurepas refusa ; mais il sut gré de l'idée à M. de Lafayette, et fit publiquement l'éloge des services qu'il rendait à l'Amérique et du zèle qu'il mettait à servir cette cause : « Il « finira quelque jour, disait-il en riant, par démeu- « bler Versailles pour le service de sa cause améri- « caine ; car, quand il a mis quelque chose dans sa « tête, il est impossible de lui résister. » En craignant plaisamment pour Versailles le zèle américain de M. de Lafayette, le vieux ministre croyait faire une hyperbole, et il restait certes en deçà de la vérité : c'est qu'il ne voyait pas que la cause américaine, pour M. de Lafayette, n'était pas la cause d'une nation, mais d'une idée.

M. de Lafayette ne cachait pas ses sentiments à ce sujet : ses principes républicains n'étaient un secret pour personne. La cour de France s'en amusait, croyant qu'on peut jouer sans péril avec le feu. D'autres cours, moins ingénieuses peut-être, et moins brillantes que celle de France, mais où il y avait un instinct politique plus sûr et plus prévoyant,

s'en inquiétaient et prenaient leurs précautions. En 1782, Lafayette avait fait adopter une entreprise contre les Antilles anglaises, et le comte d'Estaing proposait à la cour d'Espagne, alliée de la France dans cette guerre, de nommer M. de Lafayette commandant de la Jamaïque. « Non! non! répondit « avec vivacité le vieux monarque Charles III; je « ne veux pas cela : il y ferait une république. » Pendant que M. de Lafayette songeait ainsi à faire révolter la Jamaïque contre l'Angleterre, il pensait aussi à soulever la Hollande contre le stathouder, et nous voyons, dans la suite de sa correspondance, qu'il comptait aller se mettre à la tête des patriotes hollandais. Il avait aussi des intelligences en Irlande, qu'il prétendait arracher au joug de l'Angleterre; partout remuant la terre, si je puis ainsi parler, pour y semer la liberté.

II.

Outre l'intérêt presque dramatique que me semble avoir l'étude du caractère de M. de Lafayette à cause de son unité, cette étude me paraît utile aussi, surtout de notre temps, et voici pourquoi : M. de Lafayette n'est pas un homme de génie ; c'est tout simplement un honnête homme, qui a de l'esprit, qui a du courage et qui a vécu au milieu des révolutions. Ces mots-là, selon moi, disent beaucoup et peuvent beaucoup nous apprendre.

Le génie, de nos jours, n'est plus, comme autrefois, le plus haut degré du bon sens ; ce n'est plus l'ordre dans l'élévation, c'est-à-dire en morale la vertu, et en littérature le bon goût. Le génie, aujourd'hui, est quelque chose de capricieux, de bizarre, de désordonné. C'est à ces dehors qu'on le reconnaît, et c'est par ces dehors aussi que les prétentieux le singent et le copient. Le génie surtout est dispensé de règles et de devoirs : soyez mauvais fils, mauvais mari, mauvais père ; n'ayez ni vertu, ni honneur, ni scrupule, qu'importe tout cela ? vous êtes homme de génie : ce mot répond à tout. L'homme, en effet, aime mieux ce qui est grand, dût cette grandeur l'écraser, que ce qui est bon, dût cette bonté le soulager. L'espèce humaine est ainsi faite : elle aime à être battue. Elle a, pour la grandeur qui se dispense de vertu, je ne sais quel respect imbécile et immoral. De là une funeste tentation, pour toutes les mauvaises âmes, de singer le génie, de viser au grand

et de se faire de leurs fautes un piédestal insolent. Le vice, au lieu de rester dans son ordure, se pare et se drape ; le crime, au lieu d'être honteux et tremblant, a pris le ton rogue et fier, et il parle de haut à la société, qui a trop souvent la bêtise de l'écouter chapeau bas. Voilà où nous en sommes venus avec cette manie de croire que le génie est tout, avec ce culte du grand que chacun a prêché par amour-propre.

Dans cet état des esprits, l'étude du caractère de deux hommes comme M. de Lafayette et comme Washington, est une étude salutaire. Cela console et fortifie, de voir deux hommes qui n'ont jamais cru qu'il y eût quelque rang ou quelque circonstance qui les dispensât de suivre les devoirs ordinaires; qui ont pensé que la véritable supériorité consistait à faire plus de choses et de plus grandes que le commun des hommes, sans jamais en faire de plus mauvaises ; qui ont été grands enfin, sans cesser d'être honnêtes. J'aime cette grandeur de Washington, toujours simple, toujours calme, toujours vertueuse, que M. de Lafayette se proposait pour exemple ; cette grandeur sans fracas et sans efforts, qui ne fait point de bruit, qui ne veut pas faire école, qui ne s'arrange pas pour être sublime et qui l'est, qui n'a pas besoin d'être vue de loin, et qui supporte la familiarité parce qu'elle n'y perd rien.

Gâtés comme nous le sommes par la vue de la fausse grandeur, peut-être nous faudrait-il un peu de temps et d'étude pour goûter la grandeur simple et vraie de Washington ; mais, par bonheur, l'amitié de M. de Lafayette, si bien fait pour l'entendre

et pour le sentir, nous sert d'échelon pour nous rapprocher de Washington. Son admiration nous enseigne à l'admirer, et, grâce à ce commentaire qui nous apprend à aimer le vrai, ces traits de sublime qui percent dans les lettres de Washington et que nous n'eussions peut-être pas sentis, tant ils sont simples et doux, tant ils coulent de source et sont, si je puis ainsi parler, la respiration naturelle de cette belle âme, ces traits nous émeuvent et nous attendrissent, parce que M. de Lafayette nous en a donné l'intelligence.

Voyez ce qu'il écrit à Washington après le traité de paix qui reconnut l'indépendance des États-Unis d'Amérique :

5 février 1783.

« Mon cher général, si vous n'étiez qu'un homme « tel que César ou le roi de Prusse (Frédéric II), je « serais presque affligé pour vous de voir se terminer « la grande tragédie où vous jouez un si grand rôle ; « mais je me félicite avec mon cher général de cette « paix qui accomplit tous nos vœux. Rappelez-vous « nos temps de Valley-Forge, et que le souvenir des « dangers et des travaux passés vous fasse jouir en- « core davantage de votre situation présente... Vous « qui pouvez dire véritablement que tout cela est « votre ouvrage, quels doivent être les sentiments « de votre bon et vertueux cœur en cet heureux « moment qui affermit et qui couronne la révolu- « tion que vous avez faite ! »

La paix faite, on sait comment Washington remit ses pouvoirs au Congrès américain et rentra

dans la vie privée. M. de Lafayette lui écrit : « Dans toutes les circonstances, mon cher général, « j'ai la satisfaction de vous aimer et de vous admi- « rer. Votre conduite, dans cette occasion, a été « hautement louée dans toute l'Europe, et votre re- « tour à la vie privée est appelé le dernier trait qui « achève un caractère sans parallèle... *Tout ce qui « est grand, tout ce qui est bon* ne s'était pas jusqu'à « présent trouvé réuni dans le même individu ; ja- « mais il n'avait existé d'homme que le soldat, le pa- « triote, l'homme d'État et le philosophe pussent « également admirer, et jamais révolution ne s'é- « tait accomplie, qui, dans ses motifs, sa conduite « et ses conséquences, pût si bien immortaliser son « glorieux chef. Je suis fier de vous, mon cher gé- « néral ; votre gloire me fait éprouver ce que je sen- « tirais pour la mienne, et, tandis que le monde « vous contemple avec admiration, je jouis de pen- « ser et de dire que les qualités de votre cœur sont « encore préférables à tout ce que vous avez fait. »

Voilà comment M. de Lafayette admirait Washington et comment il nous le fait admirer, unissant *ce qui est grand à ce qui est bon*, car c'est là le trait caractéristique de Washington. Jamais sa grandeur n'a rien coûté à sa vertu ; jamais même elle n'a rien coûté à sa simplicité. Il a fait simplement ses plus grandes actions, et il les a écrites simplement. Lisez cette lettre à M. de Lafayette :

Mount-Vernon, 1er février 1784.

« Enfin, mon cher marquis, je suis à présent un « simple citoyen sur les bords du Potomac, à l'om-

« bre de ma vigne et de mon figuier, loin du tu-
« multe des camps et des agitations de la vie publi-
« que... Je ne suis pas seulement retiré des emplois
« publics, je suis rendu à moi-même; je puis re-
« trouver la solitude et reprendre les sentiers de la
« vie privée avec une satisfaction plus profonde. »

Puis il raconte à M. de Lafayette ses dernières actions publiques : il a pris possession de New-York; de là il est allé à Annapolis où se trouvait le Congrès, il lui a remis sa commission, offert son dernier hommage, « et enfin, la veille de Noël, au soir, les portes
« de cette maison ont vu rentrer un homme plus
« vieux de neuf ans que lorsqu'il les avait quittées.»

Que cette simplicité est belle ! Washington a fondé un empire, constitué une nation, créé un monde : il appelle tout cela être devenu plus vieux de neuf ans. Et ce que j'aime, ce n'est pas seulement la simplicité de ce mot, toute sublime qu'elle est, c'est surtout l'âme qu'elle manifeste et qu'elle exprime. Ne nous y trompons pas, en effet : quand Washington rentre dans sa maison, la renommée qu'il a conquise, la révolution qu'il a faite et qu'il a consolidée, la paix qu'il a arrachée à l'Angleterre, tout cet immortel travail des neuf ans passés loin du domaine héréditaire, tout cela l'émeut moins que le sentiment du foyer domestique, que la joie de retrouver sa maison et sa vie privée, que le bonheur du chez soi, bonheur mêlé d'attendrissement quand il songe à une si longue privation ; car l'âme de Washington ne se laisse point dédommager, par le bruit qu'il a fait dans le monde, de tant d'années perdues pour les jouissances de la famille, et, pour s'en consoler

tout à fait, il faut qu'il pense qu'en sauvant sa patrie il n'a fait que remplir un devoir. Songez-y un instant : être sorti de sa maison simple capitaine de milice et y rentrer fondateur d'une grande nation, y a-t-il un contraste plus grand, plus sensible pour la vanité, et qui doive plus étourdir une âme et l'arracher à tous ces souvenirs de famille, à tous ces goûts de vie privée, à tous ces sentiments d'affections domestiques qui remplissent le cœur des hommes quand ils rentrent dans leurs foyers? Quelle âme donc que celle qui sait résister à cet enivrement de l'orgueil, et où il y a place encore pour sentir la joie du retour et le regret de l'absence!

Et qu'on ne croie pas que cette simplicité vienne de je ne sais quelle indifférence; qu'on ne croie pas que cette âme d'élite ne soit pas capable de goûter la gloire: Washington aime la gloire, M. de Lafayette l'aime aussi; seulement ils ne veulent de gloire que celle qui est honnête, et ils ne peuvent pas supporter qu'on les admire sans les estimer. Washington parle peu de sa grandeur; mais il la sait, mais il en jouit, et il y a des heures où se trahit son noble orgueil. Et encore quelles sont ces heures où lui échappe son secret? ce sont celles où son âme vient d'être émue par quelque noble et simple sentiment: car chez lui l'orgueil ne s'éveille qu'à propos de quelque autre meilleur sentiment. Ainsi, en 1784, il vient de se séparer de M. de Lafayette sans beaucoup d'espérance de le revoir. Son âme alors, pleine du regret de son ami, se laisse aller à la plus touchante mélancolie : « Pendant que nos « voitures s'éloignaient l'une de l'autre lui écrit-il,

« je me demandais souvent si c'était pour la der-
« nière fois que je vous avais vu, et, malgré mon
« désir de dire non, mes craintes répondaient oui.
« Je rappelais dans mon esprit les jours de ma jeu-
« nesse; je trouvais qu'il y avait bien longtemps
« qu'ils avaient fui pour ne plus revenir, que je des-
« cendais à présent la colline que j'ai vue cinquante-
« deux ans diminuer devant moi : car je sais qu'on
« vit peu de temps dans ma famille. » Le relâchement des liens les plus chers à nos cœurs, les amis qui partent, les proches qui meurent, les années qui diminuent, l'horizon qui se rétrécit, tout ce qu'il y a de sombre enfin dans la vie humaine, voilà les tristes idées qu'a éveillées dans l'âme de Washington le départ de M. de Lafayette; puis, tout à coup, interrompant sa tristesse et songeant à ce qu'il a fait :
« Après tout, je ne veux pas me plaindre, s'écrie-
« t-il : j'ai eu mon jour. »

Qu'on me cite un fanatique de renommée qui ait mieux dit que cela! Heureux, en effet, qui, parmi tant de siècles, tant d'années, tant de jours tombant le uns sur les autres comme les feuilles des bois, heureux qui peut avoir son jour, heureux qui peut, en passant, dérober au temps quelques moments, fût-ce un seul, s'en emparer pour sa gloire et le marquer de son nom! Tel fut Washington. Il y a, dans l'histoire du monde, un jour qui s'appelle le sien; il le savait beaucoup, mais il le disait peu. C'est là sa différence avec les glorieux. Il contenait son orgueil au fond de son cœur; il le réglait, il ne l'étouffait pas. Voyant Washington calme, simple et froid, le monde s'y est trompé; il l'a cru

moins grand, il a cru qu'il n'avait pas l'enthousiasme de gloire qu'on attribue aux héros. Il ne lui manquait que l'emphase et l'affectation. Avec quelques vertus de moins, Washington passerait pour un plus grand homme, et, dans l'opinion du vulgaire, sa sagesse a nui à sa grandeur.

J'en dirai autant de M. de Lafayette sous un autre rapport. J'ai souvent entendu dire que M. de Lafayette n'avait pas d'esprit. M. de Lafayette avait de l'esprit de quoi défrayer trois ou quatre méchants de la première volée ; seulement il était bon. Or, il est plus difficile aux bons d'avoir la réputation de l'esprit qu'ils ont, qu'aux méchants celle de l'esprit même qu'ils n'ont pas. Nous sommes habitués à regarder l'esprit comme une arme, et nous mesurons sa force aux blessures qu'il fait. Je me souviens encore combien je fus étonné lorsque j'entendis, pour la première fois, parler M. de Lafayette. Je m'étais fait l'idée d'un déclamateur sentimental, d'un patriote à grandes phrases : je trouvai un causeur spirituel plutôt qu'un orateur, un homme plein de finesse, d'ironie et de bon ton, sobre de grandes phrases, qui semblait aimer mieux l'action que la parole, et qui, lorsqu'il parlait, parlait pour agir, qualité très-rare dans les hommes d'État de notre temps. Je croyais entendre un homme de l'école de Rousseau : il avait, en effet, beaucoup des idées de cette école ; mais sa parole (je ne dois pas dire son style, M. de Lafayette n'ayant jamais voulu être un écrivain), sa parole était de l'école de Voltaire. Ce fut pour moi une grande surprise. Dans ses Mémoires j'ai retrouvé le causeur spirituel et décidé que j'avais

entendu à la Chambre. Il y aurait certes du ridicule à faire ici un recueil des *bons mots* de M. de Lafayette. Je ne puis pas cependant résister au désir d'en citer quelques-uns à l'appui de mon idée.

Tout le monde connaît le trait du cardinal de Retz qui, dans une émeute, mis en joue par un homme du peuple, s'écria vivement : « Ah ! malheureux, si ton père te voyait ! » L'homme crut qu'il avait mis en joue un ami de son père et baissa son fusil. Là-dessus on s'est récrié sur la présence d'esprit du cardinal. Je trouve, dans M. de Lafayette un trait à peu près du même genre. Le 16 juillet 1789, le général Lafayette, sur la place de Grève, s'efforçait d'arracher un abbé à la multitude armée et furieuse. Un de ses amis lui amène en ce moment son fils, George Lafayette. « Messieurs, dit le général, se tournant vers la foule, j'ai l'honneur de vous présenter mon fils. » Il y eut un moment de surprise, et, grâce à ce moment, les amis du général firent entrer dans l'Hôtel de Ville l'abbé, qui fut sauvé. Retz, avec son mot, sauva sa vie ; M. de Lafayette sauva celle d'un proscrit. Mais, pour être une bonne action, le trait n'en est pas moins un trait d'esprit.

Un jour, à l'audience publique de M. de Lafayette, un solliciteur se prévalait de ses titres de noblesse. « Monsieur, cela n'est pas un obstacle, » lui répondit-il. Voilà un mot qui exprime fort bien notre nouvel état social, où la naissance ne peut plus être un titre et ne doit pas être un obstacle.

Tel est le genre d'esprit de M. de Lafayette. Il est toujours au service d'une action ou d'une idée ; il sert de forme et d'accessoire. Jamais ce n'est de

l'esprit tout seul ; jamais ce n'est le plaisir de faire un bon mot.

C'est surtout avec la reine, avec la belle et infortunée Marie-Antoinette, que M. de Lafayette a de l'esprit. Ici je sens une sorte de scrupule. Je voudrais montrer M. de Lafayette luttant contre la reine, luttant sans jamais lui manquer de respect et sans jamais lui céder ; mais le souvenir du sort de la reine m'arrête et me retient. Je voudrais montrer une reine vive et spirituelle, qui défend son pouvoir et qui le défend avec l'esprit et la grâce d'une femme, qui emploie la raillerie et le sarcasme, qui veut irriter, mais dont la colère est trop tempérée par sa grâce et sa majesté naturelles pour pouvoir irriter son adversaire. Quel piquant mélange, dans M. de Lafayette, du courtisan et du républicain ! ses manières sont de l'ancienne cour, ses paroles sont de la nouvelle constitution : comme il est poli, comme il est respectueux, comme souvent même il est ému ! et cependant jamais ses principes ne se laissent ébranler. Cette contenance désespère la reine : « M. de Lafayette, dit-elle, est sensible pour tout le monde, excepté pour les rois. » La reine se trompe : M. de Lafayette est sensible pour le roi dans les limites de la constitution de 1791. Or, faites comprendre, je ne dis pas à une reine, mais à une femme, faites comprendre une sensibilité qui reconnaît des limites ! Les femmes ne goûtent que ce qui est excessif.

Aussi la reine hait M. de Lafayette. M. de Lafayette, à son tour, n'aime guère la reine ; il la juge avec une sagacité sévère : « La reine, écrivait-il en

1791, songe à être belle dans le danger plutôt qu'à le détourner. » Mot piquant, qui, si je ne me trompe, fait aimer la reine et la fait plaindre encore davantage, tant il y a de naturel, tant il y a de la femme dans ce soin à ne rien négliger de ce qui peut la parer, fût-ce même le malheur ! Il y a, dans Marie-Antoinette, un peu de Marie-Stuart, avec moins de fautes et plus de grandeur ; il y a de la coquetterie, mais cette coquetterie vise haut : elle vise à l'admiration plutôt qu'à l'amour, à une admiration tendre tout au plus, celle qu'il sied aux femmes d'inspirer. Tout, dans Marie-Antoinette, se ressent de la grandeur de son âme, même les petits sentiments. Sans doute elle a tort, en 1791, de songer à être belle dans le malheur, puisque le malheur est encore éloigné : elle est encore dans un palais; elle n'a pour adversaire que M. de Lafayette; à ses colères on ne répond que par des avis respectueux ; tout se passe entre gens de bonne compagnie. Il y a donc là peut-être plus de coquetterie que de dignité. Mais patience ! il va venir des jours où la mort sera suspendue sur sa tête, et quelle mort ! des jours où elle passera de la Conciergerie, sa prison, devant Fouquier-Tinville, son juge, pour aller de là à la guillotine, au milieu des insultes du peuple ! Certes, alors, ce sera du malheur. Eh bien ! à ce moment, elle a su être belle ; à ce moment, elle a gardé sa majesté devant la mort et devant des outrages pires que la mort. Qui osera dire que ce qui fut courage en 1793 n'était que de la coquetterie en 1791 ? Pour supporter le malheur, le cœur humain a besoin de toutes ses ressources. Ne blâmons donc pas

les femmes de croire que le malheur n'enlaidit que les lâches et qu'il sied aux courageuses : elles l'en supportent mieux, et les petits sentiments les conduisent aux grands, qui restent seuls dans ces suprêmes moments. On commence, je le veux bien, par la coquetterie de la femme ; on finit par le courage du martyr.

III.

Jusqu'ici, en parlant de M. de Lafayette, je n'ai pas dit un mot de la lutte politique de 1789 et de la constitution de 1791 : c'est qu'à mon avis, l'étude des caractères est plus utile et plus curieuse que l'étude des principes politiques ; car, quelle que soit la mobilité du cœur de l'homme, l'homme change encore moins de caractère que les peuples, de notre temps, ne changent de constitutions. Il faut dire un mot, cependant, de la démocratie royale que M. de Lafayette et ses amis essayèrent d'établir en 1791.

J'ai dit que M. de Lafayette était l'homme de notre temps qui avait le moins changé d'idées et de principes politiques. Quand on veut examiner le rôle qu'il a joué dans la révolution, cette opiniâtreté de principes est précieuse pour l'observateur : car alors l'observateur peut juger du jeune homme d'après le vieillard et du vieillard d'après le jeune homme, sans crainte de se tromper. Les hommes d'État sont souvent comme les grands peintres : ils ont plusieurs manières. M. de Lafayette n'en a qu'une. En 1830, il voulait une monarchie entourée d'institutions républicaines, et il ne fallait pas beaucoup le presser pour comprendre que, dans sa pensée, la royauté n'était qu'une transition pour arriver à la république. De

même, dans ses Mémoires, quand il explique la *démocratie royale* qu'il essaya de fonder en 1791, il ne cache pas que cette royauté n'était aussi qu'une introduction à la république : « Si l'on soutient, dit-il, [1], que la constitution de 1791 était républicaine, on a raison : car lorsque, dans un tout, quatre-vingt-dix-neuf parties sont d'une même nature, et une seule partie d'une nature hétérogène, il conviendrait que la dénomination fût appropriée au premier terme. »

La république était donc le gouvernement de prédilection de M. de Lafayette. Il ne faut pas, à cet égard, se faire illusion : il n'a jamais été constitutionnel comme nous entendons le mot, et, quand il votait avec les 221 de 1830, il riait beaucoup, je suppose, du zèle monarchique de leur Adresse. Il a supporté, toléré la monarchie, rien de plus. Il a attendu, espéré, préparé la république. Dès 1784, on savait à la cour que M. de Lafayette était républicain ; on lui donnait ce nom en plein souper du roi, et personne, et lui moins que personne, ne réclamait. Dans ses voyages en Autriche et en Prusse, il ne cachait pas plus ses sentiments qu'à Versailles ; et un jour qu'à Postdam il avait soutenu vivement, contre le grand Frédéric, qu'il n'y aurait jamais en Amérique ni noblesse ni royauté, « Monsieur, lui dit un moment après le pénétrant monarque, j'ai connu un jeune homme qui, après avoir visité des contrées où régnaient la liberté et l'égalité, se mit en tête d'établir tout cela dans son pays. Savez-vous ce qui

[1] *Mémoires*, 3e vol., p. 193.

lui arriva ? — Non, sire. — Monsieur, continua en souriant le vieux roi, il fut pendu. » M. de Lafayette rit beaucoup de ce petit apologue de despote, et il faut lui rendre cette justice qu'on l'eût plutôt pendu que converti. En 1784, à Versailles et à Postdam, son républicanisme pouvait paraître une originalité piquante ; en 1793, à Olmutz, ce fut du dévouement et du martyre.

Comme M. de Lafayette a toujours été républicain, les aveux qu'il fait sur l'état des esprits en 1789 sont d'autant plus curieux. A chaque instant, il regrette que la France ne soit pas plus républicaine ; et c'est là-dessus qu'il s'excuse de n'avoir pas fait proclamer la république. L'intention ne lui a pas manqué ; mais la France ne le voulait pas. L'eût-elle voulu ou paru le vouloir un instant, ses mœurs ne comportaient pas ce genre de gouvernement. « On a blâmé les constitutionnels, dit-il [1], de n'avoir pas, au moment de la fuite du roi, *complété* la république. Mais cette détermination a été justifiée par la preuve subséquente que la nation a donnée, qu'elle n'était pas en état de faire ce pas de plus, et que, d'après ses habitudes, son ignorance et son caractère non encore corrigé par le nouveau régime, le reproche plus plausible que les hommes d'État pourraient faire aux constitutionnels, c'est d'avoir, dès lors, *plus républicanisé la France qu'elle n'était encore en état de l'être.* » Ailleurs [2] il parle encore de ce vœu presque unanime de la nation *pour la*

[1] Tome III, p. 100.
[2] Page 195.

conservation d'une royauté quelconque. L'épithète, il est vrai, est bizarre : une royauté quelconque ! comme si le mot suffisait sans la chose ; comme si, quand la France voulait conserver la royauté, le titre nu répondait aux besoins intelligents du pays !

Le passage suivant explique d'une manière curieuse comment fut fondée cette royauté *quelconque* de 1791 :

« L'Assemblée constituante avait cherché de la meilleure foi à combiner la conservation d'une royauté héréditaire avec les idées démocratiques et toutes républicaines qui animaient la presque totalité du côté gauche de l'Assemblée et se répandaient dans la nation... L'Assemblée constituante, en même temps qu'elle voulait absolument un roi, sans trop s'embarrasser du contraste de cette volonté avec ses autres dispositions, était encore moins éloignée de détruire la royauté que *de renoncer à la démocratie dont elle pétrissait en quelque sorte toutes les autres institutions ;* et, par exemple, il eût été plus facile en 1790 de *faire voter l'Assemblée pour l'éligibilité du premier magistrat, que pour une constitution anglaise.* Il est possible que ces deux dispositions contradictoires, en formant ce qu'on appelait avec raison une démocratie royale, aient été peu propres à produire une constitution parfaite... Cela n'empêche pas que l'Assemblée, en général, n'ait voulu sincèrement conserver cette magistrature héréditaire, et que ceux même qui prévoyaient, et peut-être avec plaisir, un temps peu éloigné où cette magistrature cesserait d'être nécessaire, n'aient

fait ce qui dépendait d'eux, autant que leurs idées démocratiques pouvaient le permettre, pour soutenir la royauté constitutionnelle à laquelle plusieurs d'entre eux ont fait de grands sacrifices [1]. »

Ces paroles de M. de Lafayette peignent fidèlement l'état des esprits en 1790 et l'inconcevable confusion des idées : une assemblée qui voulait une monarchie et qui n'en voulait pas les conditions ; un peuple qui voulait la royauté et qui applaudissait à tout ce qui détruisait la royauté ; enfin les royalistes de cette royauté nouvelle, qui, comme M. de Lafayette, calculaient combien de temps encore elle était nécessaire, ceux-ci croyant qu'il fallait vingt ans, ceux-là trente, et chacun mesurant la dose de force qu'il voulait lui donner, à la durée de vie qu'il lui prêtait. Quoi qu'il en soit, il y a à tirer de ce passage plusieurs conclusions de simple bon sens.

La première conclusion, c'est que, quand on veut avoir une monarchie, il ne faut pas la faire faire par des républicains. Ils auront beau y mettre la meilleure volonté du monde et la plus grande bonne foi, jamais ils ne feront une monarchie. On ne fait bien que ce qu'on aime. Quand vous voulez avoir une monarchie, faites-la faire par des hommes qui aiment la monarchie.

La seconde conclusion, c'est que, quand on fait une monarchie, il faut faire des institutions monarchiques. Une monarchie entourée d'institutions républicaines est une monarchie faite pour aboutir à

[1] Pages 195 et 196.

la république, c'est-à-dire une monarchie qui n'en est pas une. Or les gouvernements faux sont les pires de tous. J'appelle un gouvernement faux celui qui dit une chose et qui en fait une autre, qui s'appelle monarchie et qui est une république, ou qui s'appelle république et qui est une monarchie. Il n'y a de bon que le vrai. Si donc vous voulez faire une monarchie, gardez qu'on ne puisse la définir comme M. de Lafayette définit celle de 1791 : « La conservation de l'hérédité dans une présidence, inactive par elle-même, du pouvoir exécutif[1]. » Quand la royauté en est venue à cette définition, elle est fausse, elle est inutile. Créer un roi et ne pas lui donner le juste pouvoir d'un roi, c'est créer ou un conspirateur dangereux qui se sert de la prise qu'il a sur la constitution du pays pour la détruire, ou un martyr royal qu'il faudra faire monter sur l'échafaud le jour où vous supprimerez le titre de son emploi.

La troisième conclusion, c'est que, pour défendre une monarchie, il faut la croire bonne et durable. Rien, même dans les choses de ce monde, rien ne remplace la foi, pas même le dévouement. Le dévouement n'est efficace et ne sert la cause qu'il défend, que lorsqu'il croit à la justice de cette cause et à son impérissable durée. Voyez M. de Lafayette et la plupart de ses amis : ils se sont dévoués à la royauté *quelconque* de 1791, ils lui ont sacrifié, les uns leur vie, les autres leur liberté; tous ont souffert pour elle; mais leurs sacrifices ne l'ont pas

[1] Page 250.

sauvée. Ils s'étaient dit : créons une royauté qui dure vingt ans ; il faut ce temps de noviciat à la France pour devenir républicaine. Au bout de deux ans à peine, la république est proclamée. M. de Lafayette alors et ses amis se dévouent généreusement, mais à quoi, au fond ? aux dix-huit ans en plus qu'ils avaient calculés pour la royauté et que les jacobins lui ravissent, à une institution qu'ils avaient faite eux-mêmes pour mourir un jour. Il y aura peu d'hommes pour s'associer à un dévouement de ce genre, tout noble qu'il est. L'élite seule des partis se dévoue aux causes qu'elle sait mourantes.

La dernière conclusion à tirer des paroles de M. de Lafayette, et l'histoire l'a tirée bien avant moi, c'est qu'ayant voulu l'impossible, l'Assemblée constituante a échoué et a dû échouer. C'était vouloir l'impossible que de fonder une royauté qui n'aurait ni pouvoir, ni force, ni influence, et qui cependant ne mourrait pas. « Elle voulut, dit M. de Lafayette, fonder un trône légal, et, quoiqu'elle en craignît l'influence, elle n'en souhaita jamais la destruction. » En vérité, c'eût été une destruction bien gratuite : à quoi bon tuer les enfants qui ne sont pas nés viables ?

Cependant ne blâmons pas trop sévèrement les volontés contradictoires de l'Assemblée constituante. En créant le royauté *quelconque* de 1791, l'Assemblée constituante fit ce que comportait l'état des esprits. Pour faire une royauté véritable, pour lui donner vraiment du pouvoir et de la force, il eût fallu que l'Assemblée constituante ne partageât pas elle-même les préjugés de la nation, ce qui est im-

possible ; il eût fallu, de plus, qu'elle fût décidée à heurter hardiment ces préjugés, et alors elle n'eût point été populaire. Or, ôtez à l'Assemblée constituante sa popularité : où sera sa force? où seront ses moyens de résister au parti de la cour? comment fera-t-elle la révolution?

Depuis 89, chaque parti a démontré que, si l'on avait adopté son avis, les malheurs de la révolution n'auraient point eu lieu. Ainsi, selon les parlementaires, si les États généraux avaient été tenus selon l'ancienne forme et comme en 1614; ou bien, selon les aristocrates, si l'on n'avait pas adopté le doublement du tiers état; ou bien, selon les partisans du *veto*, si l'on avait donné au roi le *veto* absolu; ou bien, selon les partisans des deux chambres, si l'on avait créé deux chambres, au lieu d'une assemblée unique et despotique; et enfin, selon quelque publicistes, si une des deux chambres avait été héréditaire,— alors la révolution se serait faite sans secousses, sans désordres, sans crimes. A Dieu ne plaise que je veuille dire que les principes politiques n'aient pas en bien ou en mal une efficacité quelconque! ils sont pour quelque chose dans les événements; mais ils n'y sont pas pour tant qu'on le croit. Je suis fort tenté de penser avec M. de Lafayette que, si la royauté de 1791 a péri, c'est moins la faute de la constitution et de ses principes erronés, que la faute de l'état des choses à cette époque. La cour, mécontente et de mauvaise foi, les princes émigrés, la noblesse furieuse, la magistrature et le clergé dépouillés, les clubs, les jacobins, la disette, la malveillance de l'Europe et ses intrigues, voilà des maux pires que

l'imperfection de la constitution, pires que le *veto* suspensif, pire que l'unité du parlement ; et M. de Lafayette a raison de dire que, dans cet état de choses, « une constitution moins démocratique eût été également renversée, et que toutes les barrières accumulées par la constitution anglaise autour du trône n'auraient pas mieux préservé Louis XVI qu'elles ne préservèrent Charles Ier[1] ».

Ce que j'aime dans M. de Lafayette, c'est que, quoique républicain, il ait su comprendre que la France n'était pas républicaine. C'est là une grande preuve d'impartialité et de discernement. M. de Lafayette, en 1789, avait, il faut le reconnaître, l'instinct du pays : il comprenait ce que le pays voulait, c'est-à-dire une révolution qui réformât les abus, et ce que le pays ne voulait pas, c'est-à-dire une république et l'abolition de la royauté. Cet instinct des vœux du pays fit sa force et lui donna son immense popularité. La cour sentait bien aussi qu'une révolution s'approchait; mais, dupe de ses souvenirs, elle se rassurait en disant que *la révolution ne trouverait point de chefs*[2]. Ce vieux langage faisait sourire M. de Lafayette, qui voyait que la révolution était déjà faite, et faite sans chefs. En effet, il faut des chefs aux complots, aux usurpations, à tous les mouvements conduits par l'ambition de quelques-uns ; il n'en faut point aux révolutions : ce sont des mouvements sociaux; la société n'a besoin de personne pour les faire. Voilà ce que sentait M. de La-

[1] Page 192.
[2] Page 224.

fayette : « 89, dit-il quelque part, n'est point un parti. » Cela est vrai : 89 est la prise de possession du pouvoir par la nation tout entière et non par un parti.

Avec ce juste instinct des sentiments du pays, M. de Lafayette n'hésita point à condamner la journée du 10 août : les clubs n'étaient point la France, et les Marseillais n'étaient point la garde nationale. C'est ici que commence, pour M. de Lafayette, une nouvelle carrière. Jusque-là, il avait guidé le mouvement révolutionnaire. Au 29 juin 1792 et au 10 août, il s'arrête, il entre dans la réaction ou dans l'opposition.

IV.

Il y a, sur l'histoire de la révolution française, deux points de vue très-différents : le point de vue de la morale et le point de vue de la fatalité.

Selon les fatalistes, tout s'enchaîne, tout est inévitable : le 14 juillet a enfanté le 10 août, qui a enfanté le 31 mai, et toutes les journées de la révolution sortent les unes des autres par voie de conséquence. Dans ce système, M. de Lafayette, Pétion, Marat, sont des instruments auxquels on ne peut guère imputer ni le bien ni le mal qu'ils ont fait : la circonstance est tout, l'homme n'est rien.

Selon les moralistes, au contraire, quand il y a des crimes, c'est qu'il y a des méchants pour les commettre, et ces méchants ne sont point forcés de l'être. Le 10 août n'était prescrit par aucune obligation morale; ç'a été une violation criminelle de la constitution de 1791. Les massacres de septembre n'étaient commandés par aucune nécessité impérieuse, et de plus il n'y à aucune nécessité qui commande de pareils crimes. C'est donc une horrible cruauté méditée par des hommes d'État qui se croyaient habiles en se faisant atroces, et il y a honte pour la postérité à prendre au mot ce machiavélisme sanguinaire, et à s'en payer comme d'une rai-

son. Je n'ai pas besoin de dire que M. de Lafayette est de l'école des moralistes.

Voyons un instant sa polémique contre les fatalistes. Elle est belle et juste, et elle est d'autant plus remarquable que M. de Lafayette écrivait avant que le système fût inventé ; mais il le pressentait.

« On paraît confondre le 10 août avec toutes les grandes commotions. C'est là cependant que commence *la démoralisation publique et privée* de la révolution française, ou, pour mieux dire, *européenne*, parce que c'est la première fois que l'autorité publique a constaté et éprouvé la violation de tous les principes du gouvernement et de tous les engagements de la société [1]. »

Je suis frappé de ce mot de démoralisation qu'emploie M. de Lafayette pour caractériser le 10 août. Ce qu'il remarque, en effet, ce n'est pas la monarchie qui tombe, le roi jeté dans les fers, l'Assemblée législative asservie par les clubs : il écarte tous ces douloureux dehors du 10 août, pour aller au fond même et à la cause de l'événement. Or, le fond et ce qui est vraiment triste et grave, c'est qu'une doctrine s'est élevée, qui justifie les moyens par la fin ; qui, pour arriver au bien qu'elle imagine, ne craint pas de passer hardiment par le mal ; qui, lorsqu'elle a prêté un serment, le viole effrontément ; qui, lorsqu'elle a fait une loi, l'enfreint sans scrupule ; qui rejette la morale comme une lisière bonne pour les petits enfants, et s'abandonne à la politique, à la raison d'État, noms spécieux que les passions donnent

[1] Tome III, p. 384.

à leurs caprices. Avec une pareille doctrine, où sera le point d'arrêt? où sera le bien et le mal, le juste et l'injuste? S'il est utile que le roi soit guillotiné, il le sera; que les Girondins soient tués, ils le seront; que les innocents périssent, ils périront. Le 10 août fut la première œuvre de cette doctrine, et voilà pourquoi M. de Lafayette l'appelle le commencement de la démoralisation de la révolution française; et voilà pourquoi il condamne hautement cette journée, où il périt plus qu'un trône, puisque la justice et la morale publique elles-mêmes y ont péri.

C'est là, il faut le dire avec M. de Lafayette, c'est là le mal irréparable du 10 août. Depuis le 10 août, le trône s'est relevé, l'ordre s'est rétabli, la société a repris son repos; mais l'idée du droit est encore gisante et abattue, l'idée de la force domine encore les esprits. C'est la force qui avait détruit le trône; c'est la force, sous Bonaparte, qui l'a rétabli. Voyez l'histoire de l'Europe depuis quarante ans : où est le droit, où est la justice? la victoire fait et défait les empires. Les hommes se demandent où est la force : c'est la seule question qui les touche. Quant à cette autre question : où est la justice? qui s'en inquiète et qui s'en soucie? qui ne pense tout bas comme Photin dans *la Mort de Pompée :*

> ... Quand par le fer les choses sont vidées,
> La justice et le droit sont de vaines idées.

Ce que j'aime dans la polémique de M. de Lafayette contre l'école fataliste, c'est la simplicité et la justesse de ses réflexions. On sent un homme qui, ayant

vécu dans la pratique des événements mêmes dont l'école a fait après coup la théorie, sait à quoi il faut réduire toutes ces savantes explications. Ne parlez pas à M. de Lafayette de la fatalité qui pousse les hommes de la révolution : le système de la fatalité, à ses yeux, n'est autre chose que le système *d'au jour le jour*. S'abandonner au cours des choses et obéir aux événements de chaque heure, voilà tout le secret du système. Vu de près, il n'y a là ni grande philosophie, ni grande politique. Les honnêtes gens ont pour agir des règles de conscience dont ils ne s'écartent pas ; les hommes d'État ont des plans de politique qu'ils cherchent à accomplir. Le système d'au jour le jour dispense de règles et de plans : on prend sa conscience et sa politique toutes faites des mains de la nécessité quotidienne, nécessité petite et misérable, composée de l'audace des uns et de la timidité des autres.

M. de Lafayette refusant de s'associer aux hommes du 10 août, c'est à ce moment que commence sa persécution ; mais c'est dès ce moment aussi que, scellant ses doctrines du sceau même de ses malheurs, il prend une grandeur qui fait de lui un homme à part dans l'histoire de notre révolution. Avant d'entrer dans cette partie de sa vie et de ses Mémoires, qu'il me soit permis de citer quelques-unes des paroles de M. de Lafayette sur son refus de se soumettre aux vainqueurs du 10 août. Jamais plus noble conduite n'a été plus noblement expliquée.

« Mon unique ambition, dit-il, était de voir mon pays juste et libre. Ce sentiment excluait toute

complaisance pour les projets des factieux. *Pour peu que j'eusse cédé, à quel point me serais-je ensuite arrêté?* Avant de m'engager dans cette vaste carrière, où, selon Cromwell, *on ne va jamais si loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va,* je m'étais interdit toute chance d'égarement en assignant d'avance les limites de l'obéissance et de l'autorité, du pouvoir légitime et de l'usurpation ; en les cherchant, non dans les caprices de mon imagination ou dans les calculs de mon intérêt, mais dans les droits évidents, impérissables, de la nature et de la société [1]. »

Quelques personnes m'ont fait l'honneur de me demander d'où vient que j'admirais tant M. de Lafayette. Les belles paroles que je viens de citer justifieront, je crois, mon admiration. Ce que j'admire dans M. de Lafayette, c'est l'intégrité et la fermeté de sa conscience, c'est cette résolution de marquer d'avance le point jusqu'où il voulait aller ; et, cette limite une fois marquée, rien ne la lui fera franchir, ni la peur ni l'ambition. M. de Lafayette avait certes de l'ambition, et de la grande, car il ne visait rien moins qu'au titre de régénérateur de la France et de l'Europe; mais le but ne lui a pas fait oublier la route. Il savait où il voulait aller; mais il n'a pas cru que, pour y arriver, il pût passer partout. Il a su s'arrêter sur la pente, chose admirable! et, une fois arrêté, rien n'a pu l'ébranler. Il est resté à sa place, laissant passer sur sa tête l'ouragan des passions révolutionnaires, ne descendant ni ne

[1] Tome III, p. 387.

remontant d'un pas. C'est le Dieu Terme de la liberté constitutionnelle de 91 ; et, en 1830, la France l'a retrouvé à la même place, immobile sur cette pente rapide et escarpée : elle, ayant déjà, je ne sais combien de fois, hélas ! monté et descendu de la liberté au despotisme, du despotisme à la liberté ; lui, immuable, paisible, patient et comme sûr que la France viendrait le reprendre où il l'avait quittée.

Ah ! c'est un beau spectacle que cette indestructible fermeté au milieu de la ruine de tant de consciences ; mais ce qu'il y a de beau surtout dans ce spectacle, c'est qu'il donne une leçon qui est applicable à quiconque, petit ou grand, est jeté dans la mêlée des révolutions. Qui que vous soyez, en effet, qui entrez dans cette carrière, voyez d'avance où vous voulez vous arrêter, faites-vous un point d'arrêt ; sans quoi, sachez bien que vous ne dépendez plus de votre conscience et de votre honneur : vous dépendez du sort et de ses caprices. Et ne croyez pas qu'il s'agisse ici d'inventer quelque règle ingénieuse de conduite ; ne croyez pas qu'il faille se créer une morale neuve et hardie, non : la vieille et simple morale suffit à ces grandes et difficiles épreuves, comme elle suffit aux épreuves de la vie ordinaire. Il ne faut être, grâce à Dieu, ni un grand politique ni un grand philosophe pour rester honnête homme en temps de révolution. Prenez la règle de conduite la plus simple, la maxime la plus commune ; promettez-vous de ne point manquer à la parole que vous avez donnée, de ne point verser le sang par timidité ou par calcul politique ; promettez-vous enfin d'être, non pas un homme d'État, non

pas un politique, mais un honnête homme, rien de plus, rien de moins. Et, maintenant, avec ce simple viatique, mettez-vous en route, ne craignez rien : vous êtes sûr d'éviter, non le malheur, mais le crime ; vous ne risquez plus que la vie seulement, la vie que la perte de l'honneur ne sauve même pas en révolution. Mais si, au lieu de vous fier à votre conscience pour bien agir, vous vous fiez à votre sagesse ; si vous vous faites un plan ingénieux de conduite, si vous vous assignez un but à atteindre, si vous dites fièrement : je veux, à quelque prix que ce soit, le triomphe de tel ou tel principe politique, de tel ou tel parti, — oh ! alors je vous plains ; je vous plains, nobles et éloquents Girondins, qui aviez juré d'être fidèles à la monarchie constitutionnelle de 91, et qui avez fait ou laissé faire le 10 août, et qui n'avez pas pu empêcher le 2 septembre. Oui, la France a eu cette république que vous vouliez peut-être ; mais comment l'a-t-elle eue et à quel prix ? Vous étiez hardis, vous étiez habiles. Que vous a-t-il donc manqué ? d'être moins hardis et moins habiles, hélas ! d'être enfin en politique ce que vous étiez dans la vie privée, de bonnes gens. L'habileté vous a perdus ; l'honnêteté toute seule vous eût sauvés ! Quand viennent les révolutions, beaucoup d'hommes croient qu'ils ne peuvent plus réussir que par la grande morale, et c'est cette grande morale qui fait leur chute et leurs torts. La petite les eût protégés et honorés.

J'aime à glorifier la petite morale au moment où va commencer la captivité de M. de Lafayette : car c'est cette petite morale, c'est la fidélité à ses

principes, c'est la patience dans l'adversité, et, de la part de sa famille, c'est le dévouement au malheur d'un époux et d'un père, qui a fait la gloire de la captivité d'Olmutz. Quand M. de Lafayette était commandant des gardes nationales et arbitre presque souverain de la révolution, jamais, même à cette époque, il ne s'est laissé aller aux séductions de la grande morale, jamais il n'a pris pour règle de sa conduite des plans de politique et d'ambition. Jeté au fond d'un cachot, cette petite morale, qui avait fait sa vertu pendant son pouvoir, a fait sa consolation pendant sa prison; et c'est elle encore qui, en 1830, au moment des émeutes du procès des ministres, lui faisait écrire, dans son ordre du jour à la garde nationale, ces belles paroles qui méritent de servir de devise à sa vie : « Pendant le peu d'années qui me restent à vivre, je serai encore ce que j'ai été à dix-neuf ans, ce que j'ai été en 89, l'homme de la liberté et de l'ordre public, *aimant la popularité beaucoup plus que la vie, mais décidé à sacrifier l'une et l'autre, plutôt que de manquer à un devoir et de souffrir un crime, et persuadé qu'aucun but ne justifie les moyens que la morale publique ou privée désavoue.* »

V.

Le malheur de M. de Lafayette, pendant la révolution, est tout à fait à part et ne ressemble à aucun autre malheur de cette époque. Les malheurs, pendant la révolution, ont quelque chose de brusque et de précipité. Hier encore les Girondins luttaient à la tribune; aujourd'hui ils sont en prison, et demain sur l'échafaud. Ce sont des coups, ce sont des catastrophes soudaines. Dans ces courtes épreuves, les caractères ont besoin d'énergie et de hardiesse, plutôt que de patience et de fermeté; les rôles durent peu : une heure de courage suffit pour faire une belle mort. Le malheur de M. de Lafayette fut, au contraire, long et persévérant; il fut, pour ainsi dire, approprié à son caractère. Il ne mourut pas; mais que de souffrances, que d'angoisses, que de chagrins, quelle pénible captivité ! Son caractère grandit et se fortifia dans ces épreuves. Otez Olmutz de la vie de M. de Lafayette, et je puis douter s'il a été autre chose qu'un brouillon entêté. Grâce à Olmutz, c'est un martyr; et ce martyr, — hâtons-nous de le dire, car c'est un des traits du caractère de M. de Lafayette, — ce martyr n'a rien de roide et de guindé : il est calme, il a l'esprit libre, il est presque gai, il est aimable; sa fermeté n'est ni sèche ni emphatique, elle a l'air facile et aisé; c'est un martyr de

bonne compagnie. L'âme est ardente et forte, mais l'esprit est vif et gracieux; et, comme son inébranlable courage fait qu'il est toujours de sang-froid, jamais cet esprit ne perd son charme et sa vivacité. De là, ce mélange d'enthousiasme et de moquerie, d'espoir généreux et de piquantes épigrammes. Ainsi il fait effort pour se bien porter, afin, dit-il, de dépiter ses tyrans; il prétend gaiement que le sentiment de résistance à l'oppression est pour lui un excellent médecin. Quand, en entrant en Autriche, au sortir de la prison de Magdebourg, on confisque, dans son bagage de prisonnier, le livre de l'*Esprit* et le *Sens commun*, il demande *si le gouvernement les regarde comme objets de contrebande*; et quand à Olmutz, on le renferme dans sa cellule et qu'on lui interdit couteaux, fourchettes et tous moyens de suicide, il répond en riant qu'il n'est pas assez prévenant pour se tuer lui-même.

Ne croyez pas, du reste, que M. de Lafayette s'étonne beaucoup d'être à Magdebourg ou à Olmutz: cela lui semble assez naturel, et, au moment où les partisans de la vraie liberté sont partout proscrits, il se trouve à sa place, étant en prison et surtout dans une prison autrichienne. L'idée d'être persécuté par son pays, l'idée surtout que son nom serait invoqué comme un exemple de l'ingratitude populaire, cette idée-là est affreuse pour lui. Mais, quand l'empereur d'Autriche se charge de servir la haine des jacobins contre lui, cela le soulage et le console : ses malheurs venant de ce côté ne sont plus un contre-sens. « Les injustices des gouvernements arbitraires me touchent moins que celles du peuple. Il me paraît

tout simple d'être vexé et maltraité ici. Sans savoir si ce sera la politique ou la passion qui décidera de mon sort, je suis plus à ma place sous une persécution méritée par mes sentiments populaires, que sous l'injustice du peuple envers son plus fidèle ami. » Voilà ce qu'il écrivait de sa première prison à M. de la Rochefoucault, un autre fidèle ami du peuple, proscrit alors comme M. de Lafayette, et qui fut massacré à Gisors avant d'avoir reçu cette lettre.

Toujours plein d'une crainte généreuse de voir sa proscription nuire à la cause du peuple, il songe à l'effet que cette proscription peut faire, même sur les paysans de l'Auvergne, sur ses compatriotes du village d'Aurac, et il écrit à madame de Chavagnac, sa tante, restée en Auvergne : « Dites aux habitants de la commune d'Aurac qu'ils auraient bien tort de prendre de l'humeur contre la Constitution, parce que leur concitoyen qu'ils aiment est persécuté. On n'avait pas plus ce droit-là que celui de gêner leur conscience. Ce sont des abus ; mais ceux de l'ancien régime étaient bien plus multipliés, et la révolution n'en a pas été moins faite pour le bonheur du peuple. Ainsi, j'espère qu'ils seront toujours bons patriotes. » Pensez à la situation de M. de Lafayette proscrit et poursuivi par cette révolution qu'il a faite plus que personne, jeté dans un cachot, incertain s'il reverra jamais le jour et sa famille. A quoi pense ce prisonnier souffrant et persécuté ? il songe que les paysans de son village pourraient bien, en apprenant son malheur, prendre de l'humeur contre la révolution, et il les prie, du fond de sa prison, de rester bons patriotes.

Admirable pouvoir de la foi ! M. de Lafayette croit à la liberté : c'est sa religion, il en est l'apôtre, et l'idée de sa mission ne l'abandonne pas un seul instant. Quand il est riche et puissant, il emploie à cette œuvre sa fortune et sa puissance. Quand il est pauvre, persécuté, captif, il y emploie son malheur et sa captivité même. Promené à travers l'Allemagne de prison en prison, loin de s'affliger d'être montré captif aux regards du peuple allemand, il compte sur la pitié qu'inspireront ses malheurs, il compte sur l'effet de sa présence pour convertir çà et là quelques âmes au culte de la liberté. Sa foi déconcerte les inventions de ses ennemis : quand ils croient l'exposer pour l'humilier, il se réjouit d'être montré en exemple; quand ils font espionner et noter ses paroles, il se félicite de pouvoir, par ses espions, transmettre ses principes aux officiers prussiens. Il prêche par la bouche de ses sbires, il évangélise par l'organe de ses geôliers; il a, au fond même de son cachot, des joies et des succès d'apôtre qu'il raconte, avec une singulière éloquence, à madame la princesse d'Henin, sa fidèle et ingénieuse correspondante : « Oui, au milieu même de ce cloaque de despotisme, de servitude, d'ignorance et d'espionnage; sous ce vil régime, dont le bâton qui descend et la délation qui remonte forment tout le mécanisme, il existe quelques âmes magnétisables pour la liberté; et ce cachot lui-même, tout souterrain, tout resserré, tout hermétiquement fermé et ridiculement surveillé qu'il est.....; mais je m'arrête : il ne faut rien compromettre. »

Quoi ! dira-t-on, proscrit et persécuté par le peu-

ple, M. de Lafayette n'a jamais chancelé dans son dévouement à la cause du peuple? Pourquoi le cacherais-je? j'ai trouvé dans sa correspondance un mot, non de repentir, de doute ou de désaveu, un mot seulement d'amère tristesse. Mais que cette tristesse est noble! que cette amertume est touchante! Il venait d'apprendre le meurtre de son ami, M. de la Rochefoucault. « Le nom de mon malheureux ami la Rochefoucauld, écrit-il à madame la princesse d'Henin, se présente toujours à moi..... Ah! voilà le crime qui a profondément ulcéré mon cœur. La cause du peuple ne m'est pas moins sacrée, je donnerais mon sang goutte à goutte pour elle, je me reprocherais chaque instant de ma vie qui ne serait pas dévoué uniquement à cette cause; *mais le charme est détruit!* » J'aime que ce soit la douleur de l'amitié qui ait ébranlé sa foi. Heureuses, en effet, les âmes qui croient fermement, quand ce sont aussi les âmes qui aiment ardemment; quand, en s'élevant par la vertu au-dessus de l'homme, elles gardent de l'homme le don de la pitié et des larmes! J'ai horreur des prétendus grands citoyens qui ne sont pas bonnes gens; qui, du haut de leurs devoirs civiques, méprisent les affections humaines, et qui n'aiment ni leur famille ni leurs amis, de peur de faire tort à leur patrie. Quoi qu'ils en disent, les grandes âmes ont bon cœur, et c'est là ce qu'il y a de beau et de touchant dans M. de Lafayette. Quels sont, de notre temps, les caractères qui peuvent se vanter d'avoir été plus grands que M. de Lafayette? Quels sont les hommes politiques qui ont joué un plus grand rôle et tenu une plus grande place? Et pourtant M. de

« gence, de mécontentement, jamais rien qui ne « laissât la plus libre carrière à toutes mes entre-« prises ; et, si je me reporte aux temps de notre « jeunesse, je trouverai en elle des traits d'une dé-« licatesse, d'une générosité sans exemple. Vous « l'avez toujours vue associée de cœur et d'esprit à « mes sentiments, à mes vœux politiques, jouissant « de tout ce qui pouvait être de quelque gloire pour « moi, plus encore de ce qui me faisait, comme elle « le disait, connaître tout entier; jouissant surtout « lorsqu'elle me voyait sacrifier des occasions de « gloire à un bon sentiment. Sa tante, madame de « Tessé, me disait hier : « Je n'aurais jamais cru « qu'on pût être aussi fanatique de vos opinions et « aussi exempte de l'esprit de parti. » En effet, « jamais son attachement à notre doctrine n'a un « instant altéré son indulgence, sa compassion, son « obligeance pour les personnes d'un autre parti ; « jamais elle ne fut aigrie par les haines violentes « dont j'étais l'objet, les mauvais procédés et les « propos injurieux à mon égard, toutes sottises in-« différentes à ses yeux, du point où elle les regar-« dait et où sa bonne opinion de moi voulait bien « me placer.....

« C'était aussi une dévotion à part que la sienne. « Je puis dire que, pendant trente-quatre ans, je « n'en ai pas éprouvé un instant l'ombre de gêne ; « que toutes ses pratiques étaient, sans affectation, « subordonnées à mes convenances ; que j'ai eu la « satisfaction de voir mes amis les plus incrédules « aussi constamment accueillis, aussi aimés, aussi « estimés, et leur vertu aussi complétement re-

« connue que s'il n'y avait pas eu de différence « d'opinions religieuses; que jamais elle ne m'a « exprimé autre chose que l'espoir qu'en y réflé- « chissant encore, avec la droiture de cœur qu'elle « me connaissait, je finirais par être convaincu. Ce « qu'elle m'a laissé de recommandations est dans le « même sens, me priant de lire pour l'amour d'elle « quelques livres, que certes j'examinerai de nou- « veau avec un véritable recueillement, et appelant « sa religion, pour me la faire mieux aimer, la « souveraine liberté.... Elle m'a souvent exprimé « la pensée qu'elle irait au ciel, et oserai-je ajouter « que cette idée ne lui suffisait pas pour prendre « son parti de me quitter? Elle m'a dit plusieurs « fois : Cette vie est courte, troublée; réunissons- « nous en Dieu, passons ensemble à l'éternité. Elle « m'a souhaité, et à nous tous, la paix du Sei- « gneur.... Quelquefois on l'entendait prier dans « son lit. Il y eut, une des dernières nuits, quelque « chose de céleste à la manière dont elle récita deux « fois de suite, d'une voix forte, un cantique de « Tobie applicable à sa situation, le même qu'elle « avait récité à ses filles en apercevant les clochers « d'Olmutz.....

« Vous parlerai-je du plaisir sans cesse renaissant « que me donnait une confiance entière en elle, ja- « mais exigée, justifiée par une discrétion à toute « épreuve, par une intelligence admirable de tous « les sentiments, les besoins, les vœux de mon « cœur? et tout cela mêlé à un sentiment si tendre, « à une opinion si exaltée, à un culte, si j'ose dire, « si doux et si flatteur, surtout de la part de la per-

« sonne la plus parfaitement naturelle et sincère qui « ait jamais existé..... »

Madame de Lafayette méritait ce vif et profond regret. C'est à son amour, c'est à sa tendresse assidue, que M. de Lafayette a dû ces joies de famille, ces joies douces et pures qui ont attendri et élevé son âme, et l'ont sauvée de la sécheresse et de l'insouciance qu'amènent les passions politiques. Sous ce rapport, on peut dire que madame de Lafayette a donné à son mari plus que trente-quatre ans de bonheur : car elle a contribué à la beauté morale de son caractère, en ajoutant aux qualités de M. de Lafayette tout ce qu'elle a pu des siennes, et en répandant dans cette âme ferme et un peu altière quelque chose de son âme affectueuse et bonne.

VI.

Ce fut le 19 septembre 1797 que M. de Lafayette sortit d'Olmutz. Sa captivité avait duré cinq années. Pendant cette captivité, que de changements en France et en Europe !

C'est une triste revue que celle que fait M. de Lafayette en sortant de prison. Que de parents, que d'amis, que d'adversaires même disparus dans la tempête ! Sa mémoire est fidèle au souvenir de tous ceux qu'il a perdus. S'il a quelques préférences d'affection, c'est, et je l'en remercie, pour quelques-uns de ces citoyens obscurs, mais dévoués, qui l'ont aidé dans l'organisation de la garde nationale de Paris. Il y a là, en effet, une espèce de martyrologe bourgeois vraiment touchant, noms oubliés de la foule, je le veux bien, et qui n'ont pas mérité une place dans l'histoire; mais c'est à ces dévouements ignorés, c'est à ces martyrs inconnus des idées de 89 que nous devons nos lois et nos institutions. Si la société, dans ses jours de péril, n'avait pour appui que les dévouements illustres; si l'élite seule mettait la main à l'œuvre du salut commun, la société périrait. Pour la sauver, il faut le dévouement du grand nombre, dévouement, il est vrai, qui n'aura ni renommée ni gloire, pensée désolante peut-être pour la vanité qui aime surtout l'éclat, pensée utile et

douce à la vertu qui aime mieux l'effet que le bruit.

Cependant les officiers de la garde nationale parisienne n'avaient pas tous péri. Quelques-uns s'étaient jetés dans l'armée et avaient commencé la génération militaire qui a vaincu l'Europe. Cette génération était déjà puissante et glorieuse en 1797; c'étaient même ses victoires qui avaient décidé la délivrance de M. de Lafayette. En 92, quand M. de Lafayette avait quitté la révolution, la révolution était encore toute civile et toute bourgeoise; en 97, elle était militaire et conquérante : changement immense. L'armée et sa puissance étaient nées pendant la captivité de M. de Lafayette. C'était dans la révolution un principe et un pouvoir nouveau. Un petit esprit l'eût vu peut-être avec mauvaise humeur ou avec jalousie; M. de Lafayette, rattachant dans sa pensée l'armée à la garde nationale de 89, applaudissait volontiers à cette force nouvelle, et il avait raison. En effet, la plupart des chefs de l'armée, et, pour citer des noms, Hoche et le maréchal Lefebvre, étaient sortis des bataillons de cette garde nationale si chère à M. de Lafayette. Tant que nos armées furent conduites par les généraux du choix des Girondins, « j'avoue, dit M. de Lafayette, que je n'étais pas résigné à voir nos moyens de gloire passer à des gens qui n'avaient fait que les contrarier par leurs intrigues et par leurs vœux; mais, lorsqu'ils se trouvèrent exploités par les enfants de la révolution, je m'identifiai à leurs succès et je me sentis triompher avec chacun d'eux..... Je me sentais à leur égard une espèce de paternité militaire que la plupart de

ces généraux se sont depuis, avec une aimable franchise, empressés de reconnaître. »

M. de Lafayette, en 97, avait donc de l'ascendant sur cette génération militaire. « Si Lafayette eût voulu nous croire, disait sous l'Empire le maréchal Lefebvre, il serait à la place de l'empereur. » Le maréchal en parlait à son aise, et je ne sais pas si la chose eût été aussi facile qu'il paraissait le croire; mais M. de Lafayette n'avait pas ce genre d'ambition. Il est impossible de parler de sa répugnance à cet égard d'une manière plus piquante qu'il ne le fait, et ne croyez pas que ce soit modestie de sa part : il n'y a rien de si fier que la modestie avec laquelle M. de Lafayette avoue qu'il ne se sentait pas d'étoffe à être grand homme d'État, grand orateur ou grand conquérant. Sa fierté visait plus haut que tout cela, et, pour n'être ni Richelieu, ni Mirabeau, ni Bonaparte, il ne se croyait ni humilié ni abaissé le moins du monde. De quelle nature était donc son ambition et sa vanité ? Avant de dire ce que je pense à ce sujet, écoutons d'abord les aveux de M. de Lafayette : « J'observerai, en passant, que les hommes à sentiments ne sont pas toujours si bêtes que le pensent les spéculateurs de fortune..... Je n'avais pas besoin d'être averti en 97 de la facilité d'exploiter à mon profit l'enthousiasme populaire, le dévouement des gardes nationales, les époques du 6 octobre, de la Fédération du 21 juin, et même du 10 août; mais, au défaut de niaiserie, je n'y mis aucune vertu, parce que j'étais insensible à ce genre d'ambition..... J'ai su quelquefois saisir, pour le succès de mes vues, de grandes circonstances, et même les

créer; j'ai souvent produit beaucoup d'effet sur des auditoires tumultueux ou prévenus. Je ne suis pourtant ni homme d'État ni orateur, c'est-à-dire *propre à toutes les combinaisons et à toutes les causes*. Je crois même que si, dans ma jeunesse, j'ai obtenu quelque réputation militaire, il y a telle application de cette dose quelconque de talent qui m'en eût privé tout à fait.....[1] » Ainsi M. de Lafayette n'avait ni l'ambition du pouvoir, la plus élevée de toutes les ambitions qui aboutissent aux jouissances matérielles, ni l'ambition d'une renommée oratoire, ni l'ambition militaire. Quelle était donc la sienne?

Pour bien expliquer ma pensée à cet égard, qu'il me soit permis de citer un mot de madame de Lafayette dans les derniers jours de sa maladie. M. de Lafayette causait avec elle sur la religion et se défendait d'être incrédule : « Vous savez, lui disait-il, que je ne suis ni athée ni matérialiste. — Oh! non, répondit doucement madame de Lafayette; vous êtes fayétiste. » Mot charmant et vrai, qui n'était point un reproche, car personne n'avait plus de foi en M. de Lafayette que sa femme; mais c'était un jugement juste et bienveillant. M. de Lafayette professait le fayétisme de bonne foi, avec dévotion; car le fayétisme, pour lui, était une sorte de religion dont il se trouvait le représentant et l'apôtre, sans du reste s'effrayer par modestie, ni s'éblouir par vanité, de la grandeur de la mission. Le fond de cette religion, c'étaient les principes de justice et de liberté qu'il voulait répandre dans le monde, et, de

[1] Tome IV, p. 360.

plus, c'était lui-même, le tout uni et mêlé de telle manière qu'à ses yeux les principes et l'homme ne pouvaient plus se séparer. Que lui parlez-vous de régner et de gouverner? Il a bien plus que cela à faire : il a à convertir les âmes, et, quand l'erreur ou la violence s'oppose à ses efforts, quand il ne peut plus être le prêtre de sa religion, il a, si je puis ainsi parler, à en être le dieu, il a à se respecter lui-même et à se maintenir, en attendant le retour des fidèles. Son ambition est donc d'un genre particulier, car il y a tout un ordre de choses, tout ce qui s'adresse aux sens et à la vanité, qu'elle méprise souverainement. Son ambition est de la nature des ambitions religieuses : ce sont les plus hautes, les plus dédaigneuses, les plus paisibles et qui sont le moins susceptibles d'envie. On peut, aussi bien, consentir de bonne grâce à n'être ni Mirabeau ni Bonaparte, quand on vise à être Mahomet. Non que je veuille dire que M. de Lafayette visât au rôle de Mahomet. M. de Lafayette avait de l'esprit, beaucoup d'esprit; il comprenait son temps et savait très-bien ce qu'il comportait. Mais l'ambition religieuse, l'ambition de convertir et de dominer les âmes, est de toutes les époques; seulement elle a plusieurs degrés et ne s'élève pas toujours à la même hauteur. Cela dépend des temps; mais chaque temps a, je le crois, son prophète petit ou grand, son homme, qui croit et qui fait croire en lui; chaque temps a sa part d'inspirés et de dévots, de Mahomets et de Séides; et un des caractères particuliers de ces fondateurs de cultes, c'est que leur vanité est très-accommodante : comme leurs désirs

vont plus haut que ceux de la plupart des hommes, ils ne se rencontrent avec ceux de personne, et ils paraissent céder tout ce qu'ils dédaignent.

Ce genre d'ambition explique aussi le goût que M. de Lafayette a eu pour Napoléon. Le génie de Napoléon lui plaisait; il l'admirait sans l'envier. Napoléon n'était pas un concurrent ni un rival pour M. de Lafayette, car il cherchait la gloire sur une autre route. M. de Lafayette croyait même qu'à cet égard Napoléon se trompait et qu'il visait trop bas : « Sans vouloir comparer un naufragé tel que moi, dit M. de Lafayette[1], avec Bonaparte vainqueur de l'Europe et de la France, il y a une telle discordance entre nos genres d'ambition, que j'ai eu, je l'avoue, plus de peine que personne à me persuader qu'il ne reviendrait pas à celle pour laquelle seule j'ai du goût. » Ces paroles sont curieuses : elles montrent comment M. de Lafayette compatissait, si je puis ainsi dire, à l'ambition de Napoléon, comme à une sorte d'erreur; il le croyait ambitieux, mais il eût voulu qu'il eût l'ambition de quelque chose de mieux. Alors peut-être eût-il craint un rival; mais, comme Napoléon ne voulait qu'être le maître de la France et de l'Europe, comme il ne prétendait, en quelque sorte, qu'à l'empire de la terre, M. de Lafayette n'avait rien à démêler avec lui. Il l'acceptait comme un héros, il l'acceptait même comme son maître; mais il se sentait une sorte de pitié pour ce genre de pouvoir matériel et terrestre que Napoléon prenait pour l'autorité et

[1] Tome V, p. 171.

que M. de Lafayette dédaignait tant qu'il s'y soumettait lui-même, étonné du peu qu'il cédait quand il réservait ses opinions, ses sentiments, sa conscience enfin, et étonné surtout que ce peu parût digne d'envie à une intelligence aussi haute que celle de Napoléon. Pour Napoléon, le pouvoir, c'était d'être obéi; pour M. de Lafayette, c'était d'être cru.

La *discordance* entre l'ambition de M. de Lafayette et celle de Napoléon explique l'aisance de M. de Lafayette, et, si je ne me trompe, cette légère et bizarre nuance de supériorité qui perce dans ses entretiens avec Napoléon. Comme M. de Lafayette avait une ambition qu'il croyait de meilleure famille et plus haute que celle de Napoléon, il lui parlait d'égal à égal, et même, dans cette égalité, il mettait du sien. Citons en preuve quelques passages de ces curieux entretiens. Un jour, Napoléon lui parlait de ce qu'il faisait pour le clergé. « Je l'interrompis, raconte M. de Lafayette, pour lui dire en riant : avouez que cela n'a d'autre objet que de casser la petite fiole (le sacre). — Vous vous moquez de la petite fiole, et moi aussi, répondit-il; mais croyez qu'il nous importe au dehors et au dedans de faire déclarer le pape et tous ces gens-là contre la légitimité des Bourbons.... » Bourrienne, dans ses Mémoires, raconte que Bonaparte, parlant de cette conversation avec M. de Lafayette, disait : « Savez-vous qu'il s'est servi d'une drôle d'expression, quand il m'a dit que j'avais envie de me faire casser la petite fiole sur la tête !.... Nous verrons, nous verrons ! » Dans un autre entretien, M. de Lafayette réclamait

contre un article du *Moniteur* qui diffamait quelques personnes honorables. « Que ne se défendent-ils? répliqua Napoléon; le *Moniteur* dit moins de sottises qu'un autre, mais il en dit encore beaucoup. » — « Je le priai de nommer le journal où l'on pouvait « repousser une injure officielle[1] : « Eh bien! dit-il, « *dans un livre!* » — Je lui demandai quel impri- « meur oserait contredire le gouvernement : il se « jeta dans des récriminations sur l'aristocratie, me « disant que j'étais trop bon, qu'il n'y en avait pas « un seul qui n'eût été charmé de me voir pendre.... « Jamais il ne m'a parlé des aristocrates et des rois « de l'Europe, sans me témoigner combien il avait été « frappé de leur malveillance envers moi : « Je suis « bien haï, disait-il un jour, et d'autres aussi, par « ces princes et leurs enfants; mais bah! tout cela « n'est rien auprès de leur haine pour vous. J'ai été « à portée de le voir; je n'aurais pas cru que la haine « humaine pût aller si loin. » Et il ajouta : « Com- « ment diable les républicains ont-ils eu la sottise de « croire un instant leur cause séparée de la vôtre!

[1] Le 16 janvier 1800, un arrêté des consuls avait réduit à treize le nombre des journaux politiques pendant toute la durée de la guerre, avec menace de suppression s'ils inséraient des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées. Le ministre de la police devait veiller à ce qu'aucun nouveau journal ne s'établît à Paris ni dans les départements. — Le 27 septembre 1803, parut un nouvel arrêté des consuls portant que, pour assurer la liberté de la presse, aucun libraire ne pourrait vendre un ouvrage avant de l'avoir présenté à une commission de révision, laquelle devait le rendre, s'il n'y avait pas lieu à la censure.

« Mais à présent ils vous rendent bien justice, oh ! « oui, une justice complète. » Ce mot fut appuyé « d'un regard très-significatif, que je fus loin de « déjouer par la manière dont je reçus l'un et l'autre « compliment. »

Quand le pouvoir consulaire devint de jour en jour plus despotique, ces entretiens entre Napoléon et M. de Lafayette cessèrent naturellement. Voici un des derniers et des plus curieux. « A l'époque du « traité d'Amiens, dit M. de Lafayette, j'avais fait « une visite à lord Cornwallis, et je venais d'être « invité à dîner avec lui chez Joseph Bonaparte. Na- « poléon me dit en ricanant, la première fois que je « le revis : Je vous avertis que lord Cornwallis pré- « tend que vous n'êtes pas encore corrigé. — De « quoi? repris-je assez vivement : est-ce d'aimer la « liberté? Qui m'en aurait dégoûté? les extrava- « gances et les crimes de la tyrannie terroriste? Je « n'ai pu qu'en haïr davantage tout régime arbi- « traire et m'attacher de plus en plus à mes prin- « cipes. — Voilà pourtant, continua-t-il, ce que « prétend lord Cornwallis. Vous lui avez parlé de « nos affaires, et voilà ce qu'il dit. — Je ne me rap- « pelle rien de précis, répondis-je ; personne n'est « plus loin que moi d'aller chercher un ambassa- « deur anglais pour dénigrer ce qui se passe dans « mon pays ; mais, s'il m'a demandé si j'appelais cela « de la liberté, je lui aurai dit que non, *quoique « plutôt à tout autre qu'à lui.* — Bonaparte reprit « d'un air sérieux : Je dois vous dire, général La- « fayette, et je vois avec peine que, par votre ma- « nière de vous exprimer sur les actes du gouverne-

« ment, vous donnez à ses ennemis le poids de votre « nom. — Que puis-je faire de mieux? répondis-je : « j'habite la campagne, je vis dans la retraite, j'évite « les occasions de parler; mais, toutes les fois qu'on « viendra me demander si votre régime est con- « forme à mes idées de liberté, je répondrai que « non; car enfin, général, je veux bien être pru- « dent, mais je ne veux pas être renégat. — « Qu'entendez-vous, dit-il, avec votre régime arbi- « traire? Le vôtre ne l'était pas, j'en conviens; « mais vous aviez contre vos adversaires la ressource « des émeutes. Je n'étais encore qu'au parterre, « lorsque vous étiez sur le théâtre; mais je regardais « bien. Oui, pour mettre à la raison ces......, vous « aviez besoin de faire des émeutes..... Au reste, « dit-il en finissant, je vous ai parlé comme chef du « gouvernement, et, en cette qualité, j'ai à me « plaindre de vous; mais, comme particulier, je dois « être content : car, dans tout ce qui m'est revenu « de vous, j'ai reconnu que, malgré votre sévérité « sur les actes du gouvernement, il y a toujours eu « de votre part de la bienveillance personnelle pour « moi. » — Il avait raison, continue M. de Lafayette. « Un gouvernement libre, et vous à la tête, lui di- « sais-je souvent, voilà ce qu'il me faut. » En effet, « c'est, de toutes les combinaisons, celle qui m'au- « rait le mieux convenu. »

M. de Lafayette n'était point difficile : ce qu'il lui fallait, c'était la liberté, l'ordre et la gloire, tout cela ensemble, nouveau témoignage du genre de son ambition et de son enthousiasme, qui visait à la perfection comme toutes les ambitions et tous les en-

thousiasmes religieux. Seulement M. de Lafayette, né dans un siècle d'incrédules, cherchait cette perfection sur la terre. Il l'avait mise, pendant quelques jours, dans la constitution de 1791 ; quand il fut désabusé, il l'eût mise volontiers dans Bonaparte, et il s'étonnait que Bonaparte n'en voulût pas.

En citant quelques-uns des entretiens de M. de Lafayette avec Napoléon, j'ai eu plusieurs motifs. D'abord j'ai voulu faire voir le ton d'aisance familière que gardait M. de Lafayette, et cela n'étonnera point ceux qui l'ont connu. J'ai voulu aussi montrer comment Napoléon s'y prenait avec lui, et comment ce grand homme, rusé comme un Italien, savait flatter et séduire M. de Lafayette en lui parlant de la haine que l'aristocratie européenne avait contre lui, haine plus grande encore que contre Napoléon lui-même. C'était là une coquetterie irrésistible, et la meilleure preuve de son pouvoir, c'est que M. de Lafayette ne s'en apercevait pas et n'en dit rien dans ses Mémoires. Un jour Napoléon avait voulu le faire parler de ses campagnes en Amérique : il tentait ainsi sa vanité militaire. M. de Lafayette s'en était aperçu, et il avait répondu avec une modestie pleine d'esprit : « Ce furent les plus grands intérêts de l'univers décidés par des rencontres de patrouilles, » brisant là cet essai de flatterie délicate ; car c'en était une assurément, et des plus exquises, que ce désir que Napoléon semblait avoir d'écouter le récit des campagnes d'Amérique. Ce jour-là donc, M. de Lafayette échappa au tentateur, et même, rendant tentation pour tentation, il parla à Napoléon de l'idée qu'avaient eue quelques membres de la Convention

fédérale de faire en Amérique une présidence à vie, et il vit les yeux de son interlocuteur s'animer. Battu cette fois dans son art de tenter les hommes, Napoléon ne se découragea pas, et il parvint enfin à toucher la corde de la vanité de M. de Lafayette : il vit qu'il était fier surtout de la haine qu'il inspirait aux rois et à l'aristocratie européenne. Dès ce jour, dans tous leurs entretiens, il ne manqua pas de lui parler de cette haine, faisant à M. de Lafayette la politesse de lui céder le premier rang de ce côté, ce que M. de Lafayette rappelle avec une sorte de complaisance qui témoigne de l'adresse de Napoléon. Et, aussi bien, c'est encore un des caractères de l'enthousiasme religieux que de s'enorgueillir autant de ses persécuteurs que de ses prosélytes.

Encore un mot avant de finir. Qu'a voulu être M. de Lafayette ? quelle destinée se faisait-il à lui-même dans ses espérances et dans ses rêves ? Chaque homme, en effet, a l'idée d'un but qu'il veut atteindre ; chaque homme veut être ceci ou cela. Que voulait être M. de Lafayette ? Vers 1791, on disait, à la cour, qu'il voulait être un Cromwell. Il n'eût pas voulu être Bonaparte, quoique le rôle soit plus beau. Il y a même ceci de remarquable dans M. de Lafayette, que le pouvoir qu'il tenait des fonctions qu'il remplissait lui plaisait peu et le gênait. Il adorait l'autorité qu'avaient son nom et sa personne ; il répugnait à l'autorité que lui donnait son titre. Il aimait que ce fût M. de Lafayette qui ordonnât, et non que ce fût le général en chef commandant les gardes nationales du royaume. Il tenait beaucoup à l'adhésion, fort peu à l'obéissance, et son esprit avait

une sorte de répugnance instinctive contre tout pouvoir officiel, même contre le sien. Que voulait-il donc? régner, gouverner, administrer? non : il voulait influer, persuader, être cru; il voulait enfin, comme il le dit lui-même dans une lettre à Bolivar, *une incomparable individualité au milieu de l'égalité civique*. Je ne sais pourquoi je me souviens, en transcrivant ces mots, que le pape s'intitule le serviteur des serviteurs de Dieu, et cela peut se traduire aussi, si je ne me trompe, *une incomparable individualité au milieu de l'égalité chrétienne.*

1837-1839

WASHINGTON.

WASHINGTON.

I.

L'étude de la vie et du caractère de Washington suit naturellement l'étude de la vie et du caractère de M. de Lafayette. Washington et M. de Lafayette sont deux âmes de la même race; seulement l'une, celle de Washington, semble le modèle et l'idéal de l'autre. Il y avait, dans l'antiquité mythologique, des familles où un frère était dieu et où l'autre frère était homme. Washington et M. de Lafayette sont de la même famille; mais c'est Washington qui est le dieu.

L'héroïsme de Washington ne ressemble pas du tout à l'héroïsme tel que nous l'entendons de nos jours. Il n'y a dans sa conduite ni haut ni bas, car il ne s'élève et ne s'abaisse pas selon qu'il plaît aux événements : il ne dépend que de lui-même, et il sait garder l'équilibre en dépit des secousses de la fortune. « Étranger à toute agitation intérieure, à toute ambition spontanée et superbe, Washington, dit M. Guizot[1], n'allait point au-devant des choses, n'aspirait point à l'admiration des hommes. Cet es-

[1] *Vie de Washington.*

prit si ferme, ce cœur si haut était profondément calme et modeste. Capable de s'élever au niveau des plus grandes destinées, il eût pu s'ignorer lui-même sans en souffrir, et trouver dans la culture de ses terres la satisfaction de ces facultés puissantes qui devaient suffire au commandement des armées et à la fondation d'un gouvernement.

« Mais, quand l'occasion s'offrit, quand la nécessité arriva, sans effort de sa part, sans surprise de la part des autres, le sage planteur fut un grand homme. Il avait, à un degré supérieur, les deux qualités qui, dans la vie active, rendent l'homme capable des grandes choses : *Il savait croire fermement à sa propre pensée et agir résolûment selon ce qu'il pensait*, sans en craindre la responsabilité. C'est surtout la faiblesse des convictions qui fait celle des conduites : car l'homme agit bien plus en vertu de ce qu'il pense que par tout autre motif. Dès que la querelle s'éleva, Washington fut convaincu que la cause de son pays était juste, et qu'à une cause si juste, dans un pays déjà si grand, le succès ne pouvait manquer. Pour conquérir l'indépendance par la guerre, il fallut neuf ans ; pour fonder le gouvernement par la politique, dix ans. Les obstacles, les revers, les inimitiés, les trahisons, les erreurs et les langueurs publiques, les dégoûts personnels abondèrent, ainsi qu'il arrive, sous les pas de Washington, dans cette longue carrière. Pas un moment sa foi et son espérance ne furent ébranlées. Dans les plus mauvais jours, quand il avait à se défendre de sa propre tristesse, il disait : « Je ne puis pas ne pas espérer que le bon sens du peuple prévaudra à la fin sur ses préjugés.... Je ne

saurais penser que la Providence a tant fait pour rien.... Le grand souverain de l'univers nous a conduits trop longtemps et trop loin sur la route du bonheur et de la gloire pour nous abandonner au milieu. Par notre folie et notre mauvaise conduite, nous pouvons de temps à autre nous égarer; mais j'ai cette confiance qu'il reste en nous assez de bon sens et de vertu pour que nous rentrions dans le droit chemin avant d'être entièrement perdus. »

Washington, dit M. Guizot, *savait croire fermement à sa propre pensée*. J'ai, à l'égard de ces paroles, un scrupule que j'exprimerai en disant qu'elles me semblent trop de notre temps et de notre pays, et point assez du temps et du pays de Washington. Dans notre temps et dans notre pays, les hommes qui croient fermement à leur propre pensée croient sans doute à la justice de leur cause, et c'est là ce que veut dire M. Guizot; mais, dans cette croyance, l'orgueil humain a la grande part : c'est le moi qui croit en lui-même. La Providence et l'idée de son secours sont sans doute bien pour quelque chose dans cette croyance; mais c'est pour ainsi dire parce que le moi humain fait au bon Dieu l'honneur de croire qu'il ne peut pas être d'un autre avis. On croit, — et de ce côté l'expression témoigne exactement des sentiments, — on croit plus à sa propre pensée, à sa puissance, à son succès, qu'on ne croit à l'assistance de la Providence. On se glorifie bien plus comme un chef de parti qui dit : J'ai raison et je triompherai, — que comme le martyr qui dit : Dieu est avec moi. Voilà comment, de nos jours, on croit à sa pensée, et comment, au temps et dans le

pays de Washington, on n'y croyait pas : car, dans les belles paroles de Washington qu'a citées M. Guizot, je trouve l'expression d'une foi tranquille et ferme en la justice de la Providence, sans la moindre nuance d'orgueil humain.

Peut-être la critique que je viens de faire est-elle trop subtile. Elle tient à la peur que j'ai de voir altérer, par la moindre empreinte étrangère, le caractère de Washington. C'est quelque chose de si beau et qui honore tant l'humanité, qu'un homme qui, sans effort, se trouve de niveau avec toutes les fortunes, dont l'âme grandit à mesure que sa condition s'élève, et grandit naturellement, par l'effet, pour ainsi dire, de son tempérament, sans avoir jamais recours à l'affectation et au charlatanisme. Songez que c'est ordinairement le contraire qui arrive. On ne voit que des hommes qui tantôt ne savent pas supporter la médiocrité de leur sort, et tantôt ne savent pas s'élever à la hauteur de leur fortune, si bien que l'humanité offre le spectacle des inégalités les plus choquantes : tantôt des âmes qui se croient trop grandes pour la petitesse de leur condition, et tantôt des âmes trop petites, malgré leurs prétentions, pour l'élévation de leur destinée. Ici, rien de pareil. Washington peut rester toute sa vie propriétaire et planteur, et il ne sera ni embarrassé ni souffrant dans sa condition : il aura les vertus et les qualités de son état. La Providence lui donne un empire à gouverner : il le gouverne sans être non plus ni embarrassé, ni surpris, ni ébloui de son sort. Partout il est à son aise, partout il est dans son naturel, parce qu'il a l'heureux privilége d'avoir tou-

jours à temps et à propos les qualités qui conviennent à sa fortune.

Je ne crois pas que cette faculté d'avoir un grand talent et de ne pas l'employer, sans que pour cela ce talent se perde dans l'inaction, existe pour une autre chose que pour le talent de gouverner les hommes. Le talent littéraire peut bien rester enfoui quelque temps; mais il tourmente et agite son possesseur. Voyez J. J. Rousseau : il brûle au-dedans quand il ne brille pas au dehors. Il n'en est pas de même, ce me semble, du génie politique; il peut même n'avoir jamais d'emploi au dehors, et son possesseur mourra calme et paisible, n'ayant jamais été un grand homme d'État, sinon dans le sein de sa famille, qui est pour chacun de nous une occasion perpétuelle de gouvernement. Le talent de gouverner, surtout quand il est vrai, ne se développe qu'à l'aide des événements. Ce sont les événements qui le créent, ou plutôt qui le découvrent, comme le choc découvre l'étincelle cachée dans le caillou. M. Royer-Collard, parlant sur la tombe de M. Périer, disait, si je ne me trompe, qu'il y a une partie divine dans le pouvoir. Ce qu'il y a de divin dans le talent de gouverner les hommes, c'est surtout, selon moi, ce qu'il y a d'inattendu dans ses révélations.

Cela ressemble vraiment à une inspiration divine. Un homme a été longtemps simple colon, simple planteur, et il a conduit ses affaires avec intelligence; mais rien de plus. Il a été militaire, et, dans cette profession, il a été brave et patient; mais il n'a pas montré ces grandes conceptions stratégiques qui font, dès le premier jour, les Condé et les Napoléon.

Un beau jour cependant, après une révolution, cet homme arrive au pouvoir sans l'avoir souhaité ni demandé, et il se trouve que c'est cet homme qui a, entre tous, le don du commandement. Où a-t-il donc appris à se faire obéir? Ce sont les événements qui ont découvert en Washington le talent de gouverner les hommes. Il y a, sous nos yeux, un plus grand exemple encore peut-être de cette manifestation du génie politique, génie dont la grandeur est surtout dans cette admirable facilité qui fait qu'il eût supporté sans souffrir l'infériorité du second rang, et qu'il s'élève sans peine, et par l'impulsion de sa nature et des événements, au niveau de la plus haute destinée des hommes politiques, celle de pacificateur d'un État troublé par deux révolutions en moins de cinquante ans [1].

Et ne croyez pas que le pouvoir que Washington a exercé ait été exempt de soucis et de défauts. Général d'armée, Washington a eu ses contradicteurs; président, il a eu ses ennemis. Seulement, il arrivait un jour où ses ennemis et ses détracteurs avouaient sa vertu. Ainsi un de ses plus ardents détracteurs, l'Irlandais Conway, étant grièvement blessé et se croyant près de mourir, écrivait à Washington : « Je me sens en état de tenir la plume quelques minutes; j'en profite pour vous exprimer mon sincère chagrin d'avoir fait, écrit ou dit quoi que ce soit qui ait pu être désagréable à Votre Excellence. Je touche au terme de ma carrière; la justice et la vérité me poussent à déclarer mes derniers sentiments : vous

[1] Le roi Louis-Philippe.

êtes à mes yeux le grand, l'excellent homme. Puissiez-vous jouir longtemps de l'amour, de l'estime et de la vénération de ces États dont vous avez soutenu la liberté par vos vertus ! » Cherchez parmi les hommages de la terre : il n'en est certes pas de plus beau et qui consacre plus un homme, que cette estime et cette vénération d'un ennemi mourant.

Ce qui contribua le plus au respect que Washington inspirait à ses concitoyens, c'était l'idée de son désintéressement. La probité est la plus grande force des hommes politiques, parce que, de toutes les supériorités, c'est celle qui choque le moins et qui rassure le plus. On peut comparer, mesurer, contester toutes les autres supériorités; celle-là ne se mesure et ne se compare pas, car elle n'a ni plus ni moins : elle est ou elle n'est pas. Aussi, quand les hommes sont las de se disputer sur le mérite et les vertus diverses des hommes, c'est à la probité, c'est à cette vertu qu'ils finissent par se rallier, comme à une lumière qui ne peut pas les tromper.

Et cependant la probité elle-même de Washington fut attaquée par l'esprit de parti. Quand Washington, proclamant la neutralité de l'Amérique dans la guerre qui s'allumait entre l'Angleterre et la Révolution française, ratifia le traité conclu par M. Jay avec l'Angleterre, cette ratification, qui contrariait les passions populaires, fut accusée avec fureur. « Dans les réunions publiques et dans les journaux, la colère du parti démocratique dépassa toute mesure. De toutes parts, tous les matins, éclataient contre Washington les adresses de blâme, les lettres anonymes, les invectives, les calomnies, les me-

naces. Il demeura impassible. Seulement il écrivait à Jefferson : « Je ne croyais pas, je n'imaginais pas, jusqu'à ces derniers temps, qu'il fût, je ne dis pas probable, mais possible que, pendant que je me livrais aux plus pénibles efforts pour établir une politique nationale, une politique à nous, et pour préserver le pays des horreurs de la guerre, tous les actes de mon administration seraient torturés, défigurés de la façon à la fois la plus grossière et la plus insidieuse, et en termes si exagérés, si indécents, qu'à peine pourrait-on les appliquer à un Néron, à un malfaiteur notoire, ou même à un filou vulgaire. Mais en voilà bien assez ! J'ai déjà été plus loin que je ne projetais dans l'expression de mes sentiments.» Washington était soutenu contre la calomnie par une conscience pure et par un caractère froid, ce qui rend bien fort; il l'était surtout par l'estime de ses concitoyens; si bien que l'injure semblait avoir peu de prise sur lui. Pourtant cette âme ferme et paisible ressentit l'atteinte. A la fin de ses jours, selon la profonde et touchante remarque de M. Guizot, « dans cette retraite si noble et si douce, et tant désirée, de Mount-Vernon, ce grand homme si serein avait au fond de l'âme un peu de lassitude et de tristesse, sentiment bien naturel au terme d'une longue vie employée aux affaires des hommes. Le pouvoir est lourd à porter et l'humanité rude à servir, quand on lutte vertueusement contre ses passions et ses erreurs. Le succès même n'efface point les impressions tristes que le combat a fait naître, et la fatigue contractée dans cette arène se prolonge au sein du repos. » — « C'est, dit encore M. Guizot,

c'est un fait grave, dans une société démocratique libre, que l'éloignement des hommes les plus éminents, et des meilleurs entre les plus éminents, pour le maniement des affaires publiques. Washington, Jefferson, Madison ont aspiré ardemment à la retraite, comme si, dans cet état social, la tâche du gouvernement était trop dure pour les hommes capables d'en mesurer l'étendue et qui veulent s'en acquitter dignement. » L'histoire de la démocratie athénienne confirme, à cet égard, l'histoire de la démocratie américaine : Thucydide vit, pendant vingt ans, dans un exil qui devient pour lui une retraite ; Xénophon exilé se retire à Scillonte et renonce à Athènes. Après eux, le dégoût de la vie d'Athènes et le besoin d'échapper aux tracasseries de la place publique augmentent encore chez les hommes les plus célèbres de l'époque : Iphicrate vit longtemps en Thrace, Conon meurt à Chypre, Timothée se retire à Lesbos, Chabrias en Égypte, et chacun cherche à l'envi les moyens d'échapper aux orages de l'*agora*.

II.

J'ai parlé du génie politique, et j'ai dit que ce génie avait surtout le mérite de savoir attendre et d'être toujours prêt, sans être jamais impatient. D'où vient donc, à certaines heures, l'ascendant qu'il exerce tout à coup sur les hommes ? comment obtient-il le pouvoir ? Le pouvoir, selon la belle définition qu'en fait dans ses Mémoires un homme qui sut admirablement l'exercer, Louis XIV, le pouvoir vient d'une sorte de rapport et de proportion entre l'homme et les circonstances du temps. C'est cet accord, en effet, qui augmente le pouvoir héréditaire des rois dans la main des Louis XIV et des Frédéric II ; et c'est cet accord aussi qui donne le pouvoir aux Cromwell, aux Napoléon, aux Washington, et, pourquoi hésiterais-je à le dire, aux Louis-Philippe.

Et ce qui prouve combien est juste la définition de Louis XIV, c'est d'abord que le pouvoir s'exerce sous des formes très-différentes, parce qu'il s'adapte à la différence des temps : Cromwell ne gouverne pas comme Bonaparte ou comme Washington ; chacun fait son gouvernement à la mesure de son siècle. De plus, cet accord entre l'homme et le temps, qui est la vraie cause du pouvoir, se dérange peu à peu, parce que les circonstances changent.

Ainsi Washington, en commençant, avait pu faire beaucoup de choses qu'il ne pouvait plus faire dix

ans plus tard, tant cette proportion entre les hommes et les choses, qui fait la force et le pouvoir des grands hommes, dure peu et se trouble aisément ! Quand Washington, à la fin de sa seconde présidence, rentra dans la vie privée sans vouloir accepter une troisième candidature, qui n'eût peut-être point été heureuse, il sentait déjà, pour ainsi dire, que son pays lui échappait ; il comprenait qu'il n'y avait déjà plus, entre ses idées et celles de l'Amérique, ce rapport intime qui avait fait pendant longtemps son autorité. Il ne voulut pas se sentir inopportun et faible, ce qui, pour les hommes supérieurs qui ont manié le pouvoir, doit être un chagrin d'autant plus grand qu'il devient pour eux une cause perpétuelle de regrets et de colère. Longtemps Washington et son pays avaient fait route commune, l'homme n'allant pas moins loin que le pays, et le pays n'allant pas plus vite que l'homme; puis un jour est venu où ils se sont séparés d'abord d'un ou de deux pas à peine; mais, dès ce moment, ils ne se sont plus rejoints, soit que l'homme ait voulu s'arrêter avant le temps, soit que le pays ait commencé à s'égarer.

Essayons de retracer rapidement cette marche parallèle de Washington et de la révolution américaine, depuis le jour où ils se sont, pour ainsi dire, rencontrés, jusqu'au jour où ils se sont quittés : Washington, pour aller mourir à Mount-Vernon, paisible et glorieux, après avoir accompli sa destinée de libérateur et de fondateur; l'Amérique, pour suivre ses destinées de démocratie triomphante.

Washington était gentilhomme, et sa famille était

connue en Angleterre, dans le comté de Durham, depuis le XIIIe siècle. Je ne remarque son origine que parce qu'il n'y a pas, dans l'histoire, une seule révolution qui n'ait commencé par un gentilhomme : Mirabeau commence la révolution de 89, Washington fait la révolution de 1774. Ces vieilles races nobles sont habituées depuis si longtemps à faire en Europe tout ce qui est grand, que le jour où commence l'œuvre de leur ruine, c'est encore un des leurs qui se trouve à la tête de l'entreprise.

En 1657, deux fils de Laurence Washington, propriétaires du manoir de Sulgrave, dans le comté de Northampton, émigrèrent en Virginie et devinrent des planteurs. George Washington était l'arrière-petit-fils d'un de ces émigrés, et il semblait, comme ses pères, devoir mener cette vie de propriétaire et de planteur, qui s'éloigne moins qu'on ne pourrait le croire des habitudes de la vie nobiliaire et féodale. A cette vie, qui paraissait l'unique vocation de Washington, tant il s'y plaisait, il plut à la Providence d'ajouter l'éclat de la gloire militaire et politique ; mais la vie de grand propriétaire, et, pour me servir d'un vieux mot français qui ne répond plus à rien de nos jours, la vie de seigneur de paroisse fut toujours la vie favorite de Washington. Ne croyons pas, d'ailleurs, que cette vie soit humble ou paresseuse et indigne d'un homme qui se sent quelque chose dans le cœur et dans l'esprit. Elle a de quoi satisfaire la vanité, et, mieux que cela, la fierté de l'homme : car c'est un continuel exercice du commandement et du pouvoir, d'un pouvoir contenu, il est vrai, dans les limites du domaine ; mais là, au

moins, il est absolu. De plus, c'est une vie active et d'une activité qui plaît d'autant plus qu'elle a un but et un avenir, à savoir la fortune et le bien-être de la famille. Il ne faut pas, d'ailleurs, nous laisser tromper par le mot de planteur, qui, pour nous, ressemble toujours un peu au nom de fermier et d'agriculteur, nom que jusqu'ici nous honorons, surtout dans les livres. Le planteur américain n'a aucune des allures que nous prêtons à nos agriculteurs. Voici comment M. Sparkes décrit la vie de Washington à Mount-Vernon : « Il pratiquait, à Mount-Vernon, d'une manière large et généreuse, cette hospitalité qui a toujours distingué les planteurs du midi. Quand il était chez lui, il ne se passait guère de jours sans qu'il reçut des amis ou des étrangers. Les noms de ces visiteurs sont souvent mentionnés dans ses journaux : on y voit figurer les gouverneurs de la Virginie et du Maryland... Son principal divertissement était la chasse. Dans la saison, il lui arrivait assez souvent de sortir deux ou trois fois par semaine avec des chevaux, des chiens et des cors, pour chasser le renard. » Cette chasse au renard avec chevaux, chiens et fanfares, n'est guère d'un agriculteur tel que nous l'entendons : cela sent le seigneur; et ici nous ne nous trouvons guère moins désappointés dans l'idée que nous nous faisions du planteur, que M. de Châteaubriand dans l'idée qu'il se faisait du président de la république américaine, quand il visita Washington à Philadelphie, en 1791. « Lorsque j'arrivai à Philadelphie, « dit M. de Châteaubriand dans son curieux voyage « d'Amérique, le général Washington n'y était pas.

« Je fus obligé de l'attendre une quinzaine de jours.
« Il revint. Je le vis passer dans une voiture qu'em-
« portaient avec rapidité quatre chevaux fringants,
« conduits à grandes guides. Washington, d'après
« mes idées d'alors, était nécessairement un Cin-
« cinnatus. Cincinnatus en carrosse dérangeait un
« peu ma république de l'an de Rome 296. Le dic-
« tateur Washington pouvait-il être autre chose
« qu'un rustre piquant ses bœufs de l'aiguillon et
« tenant le manche de sa charrue? Mais, quand
« j'allai porter ma lettre de recommandation à ce
« grand homme, je retrouvai la simplicité du vieux
« Romain. »

Et voilà la vraie et grande simplicité : c'est celle du cœur. La vraie simplicité ne porte pas de sabots, quand elle est d'une famille habituée à porter des souliers : elle prend doucement le niveau de sa condition sociale, sans vouloir le dépasser ni d'en haut, ni d'en bas.

Il y a, dans le planteur américain, et il y avait, dans Washington, beaucoup du gentilhomme européen. Seulement le gentilhomme, en venant en Amérique, a pris les habitudes qui convenaient au pays nouveau qu'il habitait et à la vie qu'il avait choisie. Ainsi Washington expédiait lui-même son tabac au marché de Londres, faisait les chargements en son nom, et les plaçait sur des vaisseaux qui remontaient la rivière du Potomac jusqu'à Mount-Vernon. Ainsi, dans sa jeunesse, il avait pris la profession d'arpenteur et l'avait pratiquée avec beaucoup de soin et de succès. Ce mot d'arpenteur est encore un mot qui nous trompe.

Chez nous, l'arpenteur est une espèce d'ingénieur subalterne dont l'art est borné à quelques opérations presque mécaniques. En Amérique, l'arpenteur joue un rôle plus important : c'est lui qui sert, pour ainsi dire, d'introducteur à la civilisation dans les plaines et dans les forêts désertes; c'est lui qui fait les explorations et les découvertes qui précèdent les émigrations; il reconnaît que là les eaux sont bonnes et abondantes, qu'ici la terre est grasse et fertile; sur ses traces les colons s'avancent. C'est l'arpenteur aussi qui fait les parts et qui marque les bornes de ces champs encore incultes; c'est lui qui installe, pour ainsi dire, la propriété dans le désert. Dans cette guerre que les Américains livrent, depuis plus de deux cents ans, à la nature barbare et inculte, dans cet envahissement perpétuel des solitudes américaines, l'arpenteur est à l'avant-garde de l'armée; c'est lui qui la conduit et la dirige. Jamais métier ne fut donc mieux approprié à la condition de l'Amérique naissante. Ajoutez que ce qui, en Amérique, relève encore ce métier, c'est qu'il est mêlé de périls et d'aventures. L'arpenteur européen risque tout au plus de recevoir la pluie en prenant ses mesures; l'arpenteur américain a à traverser des rivières coulant dans des solitudes immenses, à pénétrer dans des forêts à peine sillonnées de quelques sentiers indiens, à défendre sa vie contre les sauvages, contre les bêtes féroces, à supporter la faim et la fatigue. Comme il est le premier qui aborde le désert et qui le voie face à face, il faut qu'il en brave les dangers et les horreurs. Ce n'est pas un géomètre de cabinet ou de boutique : c'est un hardi voyageur dont les expéditions semblent

tenir de la guerre et qui sont, pour la guerre elle-même, un excellent apprentissage. Le général Washington, plus tard, profita beaucoup des courses de l'arpenteur.

Une plantation américaine n'est pas seulement un commandement : c'est aussi une administration. Or, Washington avait, au plus haut degré, l'esprit d'ordre et d'exactitude nécessaire à l'administrateur; personne ne tenait plus régulièrement ses comptes et ses écritures. « Il était si exact, dit son historien, que, pendant plusieurs années, il transcrivait lui-même, dans des livres préparés à cet effet, les longues lettres d'ordres d'achats d'objets divers qu'il avait envoyées à Londres, et les copies des reçus multipliés des marchands et des artisans qui avaient fourni les marchandises qu'il avait demandées à ses agents. » Et même, quand il fut général en chef de l'armée américaine, « au milieu des scènes les plus agitées de la guerre, il entretenait avec son homme d'affaires une correspondance suivie, entrant dans les plus petits détails, donnant des instructions minutieuses et exigeant en retour des rapports fréquents et complets sur la culture de ses terres, leur produit, l'état des ouvriers et toutes les opérations qui se faisaient chez lui. »

J'ai cherché à expliquer le caractère de Washington et comment ce caractère s'accordait avec les mœurs et les idées de son temps et de son pays. Quelles sont maintenant les circonstances qui ont montré Washington à l'Amérique? C'est là encore, en effet, un des mystères du pouvoir et de la grandeur. Il y a, dans un pays, deux ou trois hommes qui ont ce

qu'il faut pour exercer le pouvoir; mais les événements leur manquent, leur force est cachée et stérile, jusqu'au jour où un événement éclate, qui donne à cette force l'emploi qu'elle demandait. Dès ce moment, c'en est fait : le feu a rencontré la poudre; un nouveau pouvoir, une nouvelle grandeur est révélée au monde, qui se demande ébahi comment cela s'est fait.

Cette étude de la destinée de Washington n'est pas moins curieuse que celle de son caractère.

III.

Ce fut la guerre du Canada, en 1753, qui montra Washington à l'Amérique; c'est dans cette guerre qu'il fit ses premières armes contre les Français.

Il est difficile de n'être pas ému d'un sentiment de vanité nationale en rencontrant, dans l'histoire de Washington, les souvenirs de ce vaste empire que nous avions au Canada, qui nous avait coûté si peu à fonder, et qui, laissé presque à ses propres ressources, lutta longtemps et avec gloire contre l'Angleterre. On dit que nous n'avons pas le génie de la colonisation. Nous n'avons pas, cela est vrai, la persévérance et l'opiniâtreté : nous nous enthousiasmons pour une contrée et pour une entreprise, et bientôt nous nous en dégoûtons. Nous ne savons pas non plus, et même nous ne voulons point concevoir un vaste plan d'extermination contre les habitants d'un pays, et l'accomplir sans être arrêtés ni par les échecs, ni par les obstacles, ni par les scrupules de la conscience. Il nous manque donc, pour coloniser, certaines qualités et certains défauts. Cependant, chose singulière, personne ne prend plus vite et plus facilement que nous les mœurs et les habitudes d'un pays nouveau. Nous sommes un peu vains; mais nous ne sommes ni intolérants ni obstinés. Nous avons une facilité de caractère et d'esprit, un don de communication qui fait que les peuples étrangers viennent à nous sans trop d'ef-

forts, car nous faisons gracieusement la moitié du chemin. Ces qualités de notre caractère s'étaient surtout montrées au Canada. Les sauvages nous aimaient, parce que beaucoup d'entre les colons avaient pris ce qui, dans les mœurs sauvages, s'accordait avec les penchants du caractère français, le goût des aventures et des expéditions, l'activité et l'ardeur pendant la guerre, l'indolence pendant la paix, plutôt le plaisir à certains moments que le bien-être de tous les jours, plutôt le goût de la dépense que le goût de la possession, plutôt la vie nomade enfin que la vie agricole. Il y avait des officiers, dit-on, qui s'étaient fait adopter par ces nations sauvages; il y avait surtout des missionnaires qui, employant au succès de la foi chrétienne les qualités de l'esprit français, vivaient au milieu de ces nations, dont ils avaient appris la langue, et y jouissaient d'un grand crédit. Il s'établissait peu à peu, entre les Français et les Indiens, une communauté de mœurs et d'idées où chaque peuple mettait du sien. Encore trente ans peut-être, et il y aurait eu, dans le nord de l'Amérique et sur les bords des grands lacs, une nation nouvelle moitié indienne et moitié française. Ce n'est pas là ce qu'on appelle coloniser comme l'entendent les modernes, qui ne savent que substituer violemment une race à une autre, ainsi que l'ont fait les Américains du nord; mais le peuple qui a reçu de la Providence ce don d'associer et de fondre ensemble des races diverses, n'a certes rien à envier aux autres peuples.

Vers 1753, quand éclata la guerre du Canada, la France américaine avait conçu un plan hardi et

vaste : c'était d'unir ensemble, à travers la région des lacs, la Louisiane et le Canada, son empire du Mississipi et son empire du Saint-Laurent. On sait que ces deux fleuves, dont l'un coule au midi et va se jeter dans le golfe du Mexique, l'autre coule au nord et va se jeter dans le golfe Saint Laurent, c'est-à-dire dans l'océan Atlantique, laissent entre eux un vaste demi-cercle. Dans ce demi-cercle, la chaîne des monts Alléghanis, qui court du nord au midi, décrit un autre demi-cercle plus petit. Il s'agissait, pour la France américaine, d'enfermer les colonies anglaises dans ce demi-cercle restreint et de leur laisser seulement le versant oriental des monts Alléghanis, tandis qu'elle-même s'étendrait à son aise dans les vallées du Saint-Laurent et du Mississipi. Pour accomplir ce plan, la France, s'aidant de son influence sur les Indiens, avait construit une ligne de forts sur le lac Ontario, sur le lac Érié et vers les sources de l'Ohio, un des affluents du Mississipi. Cette ligne de forts liait ses deux établissements du Canada et de la Louisiane, et emprisonnait les colonies anglaises dans les monts Alléghanis. L'Angleterre voulut rompre cette barrière gênante ; elle prétendait, d'ailleurs, avoir des droits sur la vallée de l'Ohio, que les Français revendiquaient aussi et qui n'appartenait ni à la France, ni à l'Angleterre, mais aux Indiens. Les Indiens avaient pour eux la justice ; ils réclamaient pour eux la terre de leurs aïeux ; ils demandaient aux officiers anglais, envoyés pour examiner les forts que les Français avaient bâtis dans la vallée de l'Ohio, ils leur demandaient, avec une naïveté éloquente, *où se trouvaient les*

terres des Indiens, les Français réclamant tout le pays d'un côté de l'Ohio, et les Anglais celui qui était situé de l'autre côté. Ils disaient aux commandants français des forts bâtis sur le territoire contesté : « Pères, venir et bâtir sur nos terres, et vous en emparer de force, c'est à quoi nous ne pouvons nous soumettre. Pères, les Anglais sont blancs et vous aussi; nous vivons dans un pays intermédiaire : c'est pourquoi le pays ne vous appartient ni aux uns ni aux autres. Le grand Être, là-haut, l'a destiné à devenir pour nous un lieu de résidence. Ainsi, Pères, je vous demande que vous vous retiriez, comme l'ont fait nos pères les Anglais. » Malgré cette noble et pittoresque harangue, les *pères* français ne se retirèrent pas plus que les *pères* anglais, et la guerre seule décida à qui des deux peuples usurpateurs resterait le versant occidental des Alléghanis.

La guerre de 1753 finit par le triomphe de l'Angleterre. La paix de 1763 ôta à la France le Canada, et bientôt, comme si le gouvernement français avait hâte de se débarrasser de tout ce qu'il possédait en Amérique, il céda, en 1764, à l'Espagne la Louisiane, et renonça, en moins d'un an, à l'empire du Mississipi et du Saint-Laurent. Quelque faible qu'ait été le gouvernement de Louis XV, il est impossible de croire que ce soit la faiblesse seule qui ait dicté cet abandon successif de nos établissements américains. L'esprit de système s'en mêla : il érigea hardiment en principe que la France ne devait pas avoir de colonies, et qu'il n'y avait de bonnes possessions pour elles que les possessions continentales. On fit une théorie qui nous coûta la Louisiane, pour

masquer la lâcheté qui nous avait coûté le Canada.

La paix de 1763 semblait avoir consolidé la puissance de l'Angleterre en Amérique, et cependant c'est de cette paix que datent sa chute et l'indépendance des États-Unis. Épuisée par les dépenses de la guerre, l'Angleterre voulut faire payer à ses colonies une partie de ses dettes. Peut-être était-ce juste; mais il fallait faire consentir les colonies à cet acte de justice. Le parlement anglais trouva qu'il était plus noble de les y forcer. Les colonies résistèrent. Pendant dix ans, elles défendirent leurs droits par des pétitions et des remontrances; au bout de dix ans, en 1774, elles les défendirent par les armes.

Quand on lit l'histoire de Washington, on voit que, si les actes du parlement anglais, en 1764, furent l'occasion de cette querelle qui, pendant dix ans, fut un procès avant d'être une révolution, les sentiments que l'Angleterre et l'Amérique apportaient dans la lutte dataient de plus loin; et ce n'est pas, certes, un des moindres intérêts de cette guerre de 1753, que de voir la rupture prochaine de l'Amérique avec l'Angleterre se préparer au sein même de cette armée anglo-américaine qui marche contre la France du Canada et de la Louisiane. Ce qui ajoute à cet intérêt, c'est que, dans cette guerre, à côté de la révolution qu'on voit poindre de loin, apparaît Washington, le chef de cette révolution. L'événement germe et grossit, l'homme naît et grandit; tout concourt, tout marche au but. Spectacle instructif que cette préparation parallèle des choses et des hommes! Curieuse étude que celle des opéra-

tions à l'aide desquelles se fait la destinée des peuples et des individus !

La part que prit Washington à la guerre de 1753 n'a été ni bien grande ni bien glorieuse, car il a figuré plutôt dans les défaites que dans les victoires de l'armée anglaise; mais ces défaites mêmes et le courage qu'il y montra le servirent mieux auprès des Américains que des victoires remportées sous les ordres des généraux anglais. Ainsi il est forcé de livrer aux Français le fort de *Nécessité*, bâti vers les sources de l'Ohio; ainsi il est battu avec le général Braddock à la bataille de Monongahela. Ces échecs ne font rien à sa réputation. Il y a plus : sa popularité s'accroît en Amérique à l'aide de ces défaites mêmes. Quelques mots expliqueront cette bizarrerie de la renommée, qui ordinairement n'aime pas les battus.

Il y avait, entre les troupes des colonies et les troupes de la métropole, une jalousie profonde. La rivalité était vive, surtout entre les officiers. Fiers d'avoir un brevet du roi, les officiers anglais méprisaient fort les officiers de la milice coloniale. Loin de chercher à calmer ces haines dangereuses, le gouvernement anglais semblait tout faire pour les entretenir. Ainsi les officiers et les soldats coloniaux avaient une solde moindre que les officiers et les soldats anglais. Cette inégalité blessait les colons. Il y eut même un moment où la solde coloniale fut tellement restreinte que les officiers menacèrent de quitter l'armée. Washington, alors colonel, chercha à apaiser les officiers de son régiment, et il écrivait, à ce sujet, au gouverneur de la Virginie : « J'ai ré-

fléchi aux pernicieux résultats qu'amènerait *une scission*, et je suis trop attaché aux intérêts de mon pays pour souffrir qu'une semblable résolution vienne à se développer et à mûrir. » Ainsi, dès 1754, l'armée coloniale menaçait de se séparer de l'Angleterre.

En même temps qu'il cherchait à retenir les officiers coloniaux sous les drapeaux, il réclamait vivement l'égalité de traitement entre eux et les officiers anglais. Ce n'est pas la modicité de la solde qui l'afflige, c'est l'inégalité qui l'indigne : « Car, pour ma part, dit-il, il m'est presque indifférent de servir pour une solde complète ou comme volontaire. »

L'armée anglaise ne plaisant guère aux colons, la guerre qui amenait cette armée ne leur plaisait pas davantage, et les assemblées coloniales se souciaient peu de voter de l'argent pour conquérir le Canada. Le gouverneur de la Virginie, Dinwiddie, s'irritait de cet esprit d'opposition. « Je suis fâché, écrivait-il au comte Holdernesse en Angleterre, de trouver aux membres de l'assemblée des sentiments républicains. Ils n'agissent pas selon la bonne voie constitutionnelle ; ils font, sur la prérogative royale, des empiétements auxquels les anciens gouverneurs ne se sont que trop soumis. »

Tels étaient, en 1754, les sentiments de l'armée et de la nation anglo-américaine. Ces sentiments, qui préparaient la révolution de 1774, expliquent comment les Anglo-Américains n'étaient pas très-fâchés, en 1755, de voir ces officiers anglais, si fiers de leurs brevets du roi, battus à la bataille de la Monongahela par deux cents Français et six cents

sauvages. Les milices de la Virginie avaient, il est vrai partagé la défaite ; mais elles s'étaient bien battues, et Washington, qui les commandait, avait montré beaucoup de courage et d'habileté. Avant la bataille, il avait donné au général Braddock quelques avis que Braddock avait dédaignés. Ainsi les Anglais avaient été battus pour n'avoir pas suivi les conseils d'un officier colonial; ainsi, pendant la bataille, ils avaient fui lâchement, tandis que les soldats coloniaux avaient seuls résisté à l'ennemi. Les Anglo-Américains trouvaient donc, dans la défaite de Braddock, les deux choses qui plaisent le plus au cœur humain, l'humiliation de leur prochain et leur propre gloire. Washington, devenu le représentant involontaire des sentiments de jalousie qui fermentaient dans le cœur des Anglo-Américains, fut mille fois plus populaire après sa défaite, qu'il ne l'eût été après une victoire dont les Anglais auraient orgueilleusement revendiqué tout l'honneur. Ses vertus avaient, sans le savoir, rencontré les mauvais sentiments de la foule. Son succès fut immense ; il fut loué dans la chaire évangélique : un prédicateur, après avoir fait l'éloge du courage et du zèle qu'avaient montrés les troupes de la Virginie, ajouta : « Je puis indiquer au public, comme un exemple remarquable de ce que j'avance, cet héroïque jeune homme, le colonel Washington, qui, je l'espère, a été préservé jusqu'ici, d'une manière signalée, par la Providence, pour rendre quelque service important à son pays. « Il fut loué dans l'assemblée coloniale de la Virginie, qui « accorda 300 livres sterling au colonel Washington et des sommes proportion-

nelles aux officiers et aux simples soldats, *pour leur belle conduite et pour leurs pertes* à la bataille de Monongahela. » Pour qui sait comprendre le style parlementaire, la belle conduite des troupes coloniales signifiait la fuite honteuse des troupes anglaises. Ce vote déclarait que, s'ils avaient été seuls, les Américains auraient été vainqueurs, et que c'étaient les officiers à brevet, moitié plus payés et moitié moins courageux, qui avaient perdu la bataille.

Après 1759, après la prise du fort Duquesne, qui était le principal établissement des Français sur l'Ohio, Washington quitta le service militaire et fut élu membre de l'assemblée coloniale. « A son entrée dans la chambre, un vote de l'assemblée chargea l'orateur, M. Robinson, d'adresser des remercîments au colonel Washington, de la part de la colonie, pour les bons services militaires qu'il avait rendus à son pays. M. Robinson s'acquitta de cette mission avec beaucoup de dignité, mais en employant des expressions si vives et si fortes qu'il jeta Washington dans la plus grande confusion. Il se leva pour exprimer sa reconnaissance de l'honneur qu'on lui faisait; mais il était si confus et si troublé qu'il ne put prononcer distinctement une seule syllabe. Il rougit, bégaya et trembla pendant une seconde. Alors l'orateur venant adroitement à son secours : « Asseyez-vous, monsieur Washington, lui dit-il; votre modestie égale votre valeur, et cela achève et surpasse l'éloge que j'ai fait de vous. »

Washington, comme on le voit, n'était pas grand orateur, et ce ne fut point par la parole qu'il obtint une grande influence dans l'assemblée : ce fut par

son caractère. Aussi, au moment de la révolution de 1774, comme on demandait à un membre du congrès, Patrick Henry, quel était le plus grand homme du congrès, il répondit : « Si vous parlez d'éloquence, M. Rutledge, de la Caroline du sud, est de beaucoup le plus grand orateur; mais, si vous parlez de jugement solide et de profonde connaissance des choses, le colonel Washington est incontestablement le plus grand homme sous ce rapport. »

Ainsi, dans Washington, rien de brillant, rien d'extraordinaire, rien qui frappe, au premier coup d'œil, l'imagination humaine. Il n'a pas même l'éloquence, qui souvent est le son et l'accent d'une grande âme, et qui parfois aussi n'est que le bruit d'une tête ardente et vive. Il semble qu'aucune de ses qualités ne soit tournée en dehors et que jamais homme n'ait eu si peu de relief : tout est en dedans, tout est intérieur, et cependant il attire et il retient les âmes. Il paraît n'avoir sur les hommes aucune des prises ordinaires, puisqu'il n'a pas même l'attrait de la parole; et cependant les hommes s'attachent à lui. Il sert de centre, et, quand il a siégé pendant quelque temps dans une assemblée, on se le montre du doigt, non quand il faut parler, mais quand il faut voter et agir; on se le montre comme un guide et comme un chef, tant se fait sentir cette force intime qui fait le caractère! tant, malgré le double et triple manteau dont sa modestie s'enveloppe, s'exhale de son âme je ne sais quel parfum de fermeté et de confiance qui, au fort du danger, ranime tous les courages! Dans les assemblées qui

siégent au moment des révolutions, il faut sans doute qu'il y ait une parole ardente et passionnée ; mais il faut aussi qu'il y ait une action ferme et décidée : comme dans les armées, au jour du combat, il faut la trompette qui résonne ; mais il faut aussi l'épée qui frappe. C'est la gloire de l'Amérique d'avoir su reconnaître et discerner Washington, malgré le peu de peine qu'il se donnait pour paraître. D'autres peuples s'y fussent trompés peut-être, et, dans ce héros de la raison et du bon sens, n'eussent pas connu l'homme qui devait accomplir leur délivrance : ils eussent demandé l'éclat de l'enthousiasme à qui n'avait que la force de la conviction.

Tel qu'il était, calme, modéré, impartial, Washington n'hésita point à embrasser avec ardeur la cause de la révolution américaine. Il était persuadé que le parlement anglais n'avait pas le droit d'imposer des taxes aux colons, et, quand un homme comme Washington est persuadé, il est tout prêt à agir. Sa conscience, qui cherchait toujours à se mettre en règle, s'était tracé d'avance pour elle-même un plan de résistance, et ce fut ce plan que l'Amérique sembla suivre, tant en ce moment il y avait de rapport et d'harmonie entre les sentiments de Washington et ceux de l'Amérique ! D'abord réclamer et se plaindre, demander justice ; si le parlement anglais persistait, annuler les taxes en se privant des denrées sur lesquelles les taxes étaient mises ; si l'Angleterre allait plus loin, aller plus loin aussi à son tour ; et, si on traitait les colons de révoltés, prendre l'Angleterre au mot et proclamer hardi-

ment l'indépendance. Washington et l'Amérique mirent dix ans, de 1764 à 1774, à passer par ces divers degrés de la résistance. Au bout de dix ans, n'ayant plus à choisir, grâce à l'imprudente opiniâtreté de l'Angleterre, qu'entre une avilissante soumission et une résistance pleine de périls, ils n'hésitèrent pas : ils prirent les armes. Et ne croyez pas que ce fut une résolution soudaine, un mouvement inattendu de colère et d'enthousiasme : non. Il y avait longtemps que Washington et l'Amérique y pensaient; seulement ils réservaient cette grande résolution comme une dernière et suprême ressource. Voici ce que Washington écrivait en 1769, cinq ans avant la guerre, à un de ses amis : « Selon moi, et je déclare mon avis hautement, personne ne doit hésiter à prendre les armes pour défendre des droits aussi saints que les nôtres; cependant qu'il me soit permis d'ajouter que les armes doivent être la dernière ressource, *le dernier ressort.* »

Une fois la guerre décidée, Washington fut nommé par le congrès, à l'unanimité, général en chef de l'armée américaine. Étant rentré dans l'assemblée qu'il avait quittée pendant le scrutin, le président lui donna officiellement connaissance de sa nomination. Il se leva alors, et, déclarant qu'il acceptait, il exprima ses remercîments de l'honneur que lui faisait le congrès, et l'inquiétude qu'il avait que son expérience et ses talents militaires ne répondissent pas à l'importance de la charge qu'on lui confiait, et il ajouta : « Je prie chaque membre de cette assemblée ici présent de se rappeler que je déclare aujourd'hui, avec la plus grande sincérité, que

je ne me crois pas à la hauteur du commandement dont je suis honoré. » Avant l'élection, on avait voté une allocation de 500 dollars par mois pour la solde et les dépenses du général. Il dit à ce sujet : « Je demande la permission d'assurer au congrès que, comme aucune compensation pécuniaire n'aurait pu m'engager à accepter ce poste difficile aux dépens de mon repos et de mon bonheur domestique, je ne veux en tirer aucun profit. Je tiendrai un compte exact de mes dépenses; je ne doute pas qu'on ne les acquitte, et c'est tout ce que je désire. »

Ce regret donné à son repos et à son bonheur domestique n'était point une vaine simagrée. « Un mois passé près de vous, chez nous, écrivait-il à sa femme le lendemain de sa nomination, me donnerait cent fois plus de bonheur que sept fois sept ans de commandement; mais, puisque la destinée m'entraîne, j'espère que mes efforts amèneront d'heureux résultats pour le pays..... Ma position était telle que je ne pouvais refuser cet honneur sans me perdre de réputation; c'est un chagrin auquel vous auriez été aussi sensible que moi-même. » D'ailleurs, en acceptant le commandement, Washington ne se faisait aucune illusion sur les fatigues et les dangers de ses fonctions; il savait et sentait mieux que personne quel est le sacrifice qu'il allait faire; il savait que, dès ce moment, il était mort à la vie privée et aux douceurs de la famille. Aussi, en homme qui ne craint pas l'idée de son sacrifice, il fit son testament, mit ordre à ses affaires, et, libre de tout soin domestique, calme, froid et animé seulement par l'hon-

neur, ayant, selon son usage, prévu tout ce qu'il pouvait prévoir, et réglé tout ce qu'il pouvait régler, il entra d'un pas ferme dans la carrière nouvelle qui s'ouvrait devant lui.

IV.

Washington fut général en chef de 1774 à 1783. Pendant ces neuf années, il fit la guerre avec habileté, avec courage, avec une fermeté surtout qui ne se laissait point abattre par les revers. Pendant ces neuf années, cependant, il n'a gagné aucune de ces batailles qui donnent en un jour une gloire immortelle. Il y a plus : ce n'est pas Washington qui, dans la guerre d'Amérique, a remporté les avantages les plus décisifs. En 1779, un pamphlet publié dans le *Journal du Maryland* sous le titre de *Questions*, disait en parlant de Washington : « Pense-t-on que ce soit réellement un grand homme ? Sont-ce les armées commandées par Gates et Arnold et le détachement envoyé dans le nord sous les ordres de Stark, ou bien l'armée que commande le général Washington en Pensylvanie, qui ont donné une tournure décisive au sort de la guerre? » Le pamphlet avait raison : ce n'est point Washington qui a, par ses exploits, décidé du sort de la guerre. Aussi bien Washington lui-même n'avait pas de prétentions au titre de grand capitaine, et, quand il se plaignait de l'injustice des attaques jalouses auxquelles il était parfois exposé, il ne manquait pas de rappeler que jamais « il ne s'était arrogé la réputation d'un génie militaire et d'un officier expérimenté. »

Qu'a donc fait Washington pendant neuf années

de commandement ? qu'a-t-il fait qui ait mérité d'immortaliser son nom ? Il a fait quelque chose de plus difficile et de plus rare, selon moi, que de gagner des batailles ; il a fait l'œuvre la plus grande qu'il soit donné à l'homme de faire ici-bas : il a fait un gouvernement.

Il y a des mots qui, à force d'être dits et répétés, semblent perdre leur grand et véritable sens. Le mot de gouvernement est de ce nombre. Comme on parle sans cesse de gouvernement, on croit que la fondation d'un gouvernement est chose facile. Selon les uns, fonder un gouvernement, c'est créer une administration. Or, quoi de plus simple que de créer une administration? on donne des places à ses amis, on a des bureaux et des cartons, on fait quelques règlements. Voilà, selon les uns, ce que c'est que de fonder un gouvernement. Selon les autres, gens qui se donnent pour plus profonds, fonder un gouvernement, c'est faire une constitution. Or, quoi de plus simple encore que de faire une constitution ? M. de Tracy racontait fort spirituellement un jour, à la tribune, qu'en 1792 quelqu'un écrivait à un de ses amis : « Je suis chargé de rédiger un projet de constitution; envoyez-moi les lois de Numa et de Lycurgue. » Et l'homme de M. de Tracy faisait sa constitution, réglant et organisant, selon sa fantaisie, assemblées, élections, tribunaux, etc., et croyant de bonne foi fonder un gouvernement.

Les gouvernements ne se font pas de cette façon expéditive et vulgaire. Entre les habitants du même territoire et du même climat, il y a des intérêts et des sentiments communs. Gouverner, c'est grouper

ensemble ces intérêts et ces sentiments, c'est en faire un faisceau et un corps; gouverner, c'est unir; et l'art des hommes qui ont su fonder un gouvernement a été de discerner ces sentiments capables d'union et capables de devenir un principe de gouvernement, de les encourager, de les fortifier, de faire enfin prévaloir les causes de cohésion sur les causes de division et de morcellement. Tel a été, pendant neuf ans, le grand art de Washington. Pour bien comprendre ce qu'il a fait, il faut donc étudier, dans sa vie et dans sa correspondance, le scauses de cohésion et les principes de gouvernement qui existaient, à cette époque, dans les colonies anglaises de l'Amérique; mais il faut surtout étudier les causes de division et les principes de morcellement qui existaient aussi entre ces diverses colonies; et, quand on a fait cette étude, on s'étonne que Washington, avec de pareils éléments, ait pu faire un gouvernement; on s'étonne que ce gouvernement ait pu, quoiqu'en s'affaiblissant chaque jour, il est vrai, durer encore jusqu'à notre époque.

Un des intérêts de cette étude, c'est aussi d'observer comment les causes de démembrement qui travaillent en ce moment les États-Unis, remontent jusqu'à la guerre de l'indépendance. En lisant la vie de Washington, on comprend la destinée sociale et politique de l'Amérique; on comprend surtout que le gouvernement fédéral n'est qu'un gouvernement de transition, un accident né de la guerre et qui lui a survécu, grâce à Washington, mais qui doit s'effacer et disparaître peu à peu.

Quand nous voyons en Amérique une assemblée

sous le titre de congrès, nous croyons, trompés surtout par nos idées françaises, par notre goût et notre habitude d'unité, nous croyons qu'il y a là un gouvernement et un peuple. C'est une erreur. Le congrès américain, chose singulière, décidait hardiment les grandes choses, et il n'osait pas décider les petites : il ne craignait pas de faire le souverain, il hésitait à faire l'administrateur. Ainsi, il déclarait la guerre à l'Angleterre, il faisait alliance avec la France, il envoyait des ambassadeurs, il émettait du papier-monnaie, il empruntait au nom de l'État, il conférait au général en chef un pouvoir presque dictatorial, il exerçait enfin les droits les plus importants de la souveraineté; et ce même congrès, quand il s'agissait de faire des recrues, d'établir des taxes, d'habiller et de nourrir les soldats qui étaient nus et affamés, de donner un ordre à un gouverneur, ce même congrès avait des scrupules et des hésitations infinies : il n'ordonnait plus, il avertissait, il exhortait, il recommandait. D'où vient cette contradiction? comment le congrès était-il à la fois si faible et si puissant? Tout s'explique d'un mot. Le congrès s'empara aisément des droits de souveraineté que le gouvernement anglais exerçait dans les colonies, et personne ne songea, en Amérique, à lui contester ces droits, parce que personne ne les exerçait. Mais il ne put pas de même s'emparer des droits administratifs que la métropole avait laissés à ses colonies, parce que l'Amérique était habituée à l'exercice de ces droits. Le pouvoir que le congrès prenait au roi d'Angleterre était de bonne prise, car personne ne s'en trouvait dépouillé; mais il ne pouvait pas toucher au pouvoir

qu'avaient les assemblées coloniales, parce que ce pouvoir avait des possesseurs en Amérique, et des possesseurs jaloux.

Et cependant qu'est-ce qu'un gouvernement qui n'est point secondé et servi par une administration? Qu'est-ce qu'une tête qui ordonne et qui n'a point de bras à son service pour exécuter ses ordres? Cette faiblesse du congrès désespérait Washington, parce que c'était surtout l'armée qui souffrait de l'impuissance du pouvoir fédéral : « J'ai la conviction que notre cause est perdue, écrivait-il en 1780, si le congrès ne prend pas un langage plus ferme, si les États ne l'investissent pas de pouvoirs plus en harmonie avec nos grands plans de campagne, ou s'il ne s'en empare pas comme lui appartenant de droit... Nous ne pouvons plus nous traîner dans notre vieille ornière. Les délais fâcheux mis à l'adoption, puis à l'exécution des mesures, peut-être d'incompréhensibles jalousies, ont rendu inutiles d'énormes dépenses. Un État obtempère aux ordres du congrès, un autre néglige de le faire, un troisième ne le fait qu'à moitié... Je vois une tête se diviser peu à peu en treize; je vois une armée se fractionner en treize armées qui, au lieu de regarder le congrès comme le pouvoir suprême des États-Unis, se considèrent comme dépendant de leurs États respectifs... » Et plus loin encore : « Le congrès a peu à peu rendu ou donné aux États l'exercice des pouvoirs qu'ils avaient réclamés et exercés d'abord dans toute leur étendue, si bien qu'il lui en reste à peine un seul. »

Ainsi, même à l'origine des États-Unis, l'esprit provincial luttait contre l'esprit fédéral; ainsi les

États, en entrant dans le cercle de la confédération, tâchaient d'y entrer le moins possible; ils voulaient faire entre eux une alliance et non faire un peuple et un État; ils aimaient à se considérer comme des républiques indépendantes qui s'associaient pour résister à l'ennemi commun, plutôt que comme les provinces d'un grand pays.

Cette disposition d'esprit était conforme à l'origine des colonies anglaises. Semées çà et là sur la surface du pays, fondées à diverses époques, ayant chacune leur charte et leur gouvernement à part, l'unité leur répugnait. L'autorité centrale du congrès paraissait aux États une sorte d'usurpation. Ils consentaient à obéir de temps en temps, et quand le péril pressait; mais, dès que le danger devenait moins grand, chacun retournait à ses habitudes, et, dans le congrès, composé de députés des États, chacun semblait préoccupé du soin d'empêcher les empiétements du congrès sur les droits des États, loin de chercher à étendre l'autorité de l'assemblée dont il était membre. L'esprit de localité étouffait l'esprit de corps. De là résultaient deux mauvaises choses dont Washington se plaint sans cesse dans sa correspondance. Les hommes distingués de chaque État, sentant qu'il n'y avait point de pouvoir véritable dans le congrès, s'en dégoûtaient et s'en retiraient. Les hommes médiocres venaient les remplacer, et leur médiocrité ajoutait encore à la faiblesse du congrès. Aucun pouvoir, en effet, aucun gouvernement ne peut se passer du concours des grands talents et des grands caractères; mais les pouvoirs qui ont le plus besoin de ce concours sont assurément

ceux qui, comme le congrès américain, n'ont qu'une autorité morale. Quand il y avait des hommes éminents dans son sein, le congrès se faisait obéir, même en ne donnant que des avis. Quand il n'avait plus que des hommes médiocres, il était désobéi, même quand il donnait des ordres.

L'autre mal, c'était que ces hommes de talent, retirés dans les États, s'occupaient à les gouverner et à les administrer, sans s'inquiéter si les lois et les constitutions qu'ils faisaient, si les règlements qu'ils rédigeaient étaient conformes aux intérêts généraux de la confédération américaine. De cette manière, les diversités et les principes de division augmentaient, au lieu de diminuer. Washington, dans ses lettres, s'élève souvent contre cette politique de localité : « Le travail que font les États en rédigeant individuellement des constitutions, en préparant des lois, en confiant leurs emplois à leurs hommes les plus habiles, n'aboutira pas à grand'chose, si le grand ensemble est mal dirigé... Il n'y a aucun avantage de maintenir les petites roues en bon état, si on néglige la grande roue, qui est le point d'appui et le premier moteur de toute la machine... » — « Je ne puis m'empêcher, écrit-il en 1778, de déplorer cette politique fatale commune à un trop grand nombre d'États, et qui consiste à donner des places honorables et lucratives à leurs citoyens les plus habiles, avant que le grand intérêt national soit assis sur une base solide. »

Ainsi, tandis que chacun semble, soit fatigue, soit intérêt, délaisser l'œuvre commune, tandis que les États désobéissent au congrès afin de constater leur

vieille indépendance coloniale, tandis que les hommes éminents qui cherchent le pouvoir ou la fortune, abandonnent peu à peu le congrès, où il n'y a ni pouvoir à exercer, ni fortune à faire, et que le congrès perd, par leur retraite, non pas le pouvoir qu'il n'avait jamais eu, mais l'ascendant qui vaut souvent mieux que le pouvoir ; tandis que tout conspire à l'envi à la chute du pouvoir central, Washington seul s'efforce de le soutenir, de le relever, de le fortifier ; et, quand ce pouvoir central lui fait faute, c'est lui qui le remplace, pour ainsi dire, c'est lui qui se fait le centre de l'Amérique, c'est lui qui est le gouvernement ; et cela sans le savoir et sans le dire, comme malgré lui et à son corps défendant, sous l'empire de la nécessité et sous l'instinct de son génie : la nécessité et le génie, deux forces irrésistibles quand elles s'unissent, et qui firent l'autorité presque dictatoriale de Washington. Seulement, dans Washington, cette autorité dictatoriale, appuyée sur la nécessité et le génie, n'eut ni emportement, ni hauteur, ni tyrannie : elle fut calme et modérée ; elle prit les allures de son caractère, la douceur et la fermeté.

Pourquoi Washington voulait-il un gouvernement central ? et comment, quand le congrès n'osait pas être un gouvernement, Washington prenait-il sur lui d'être lui-même un gouvernement ?

Washington voulait un gouvernement central, non par opinion et par système politique, mais parce qu'étant général en chef de l'armée américaine, il sentait qu'il ne pouvait défendre le pays qu'à l'aide des forces réunies de tout le pays, et

que cette réunion ne pouvait se faire qu'au moyen d'un gouvernement central. Voilà pourquoi il est grand partisan du pouvoir central, non par théorie, mais par besoin. Le théoricien du fédéralisme, à cette époque, ce n'est pas Washington, c'est Hamilton, son aide de camp et plus tard, pendant sa présidence, son ministre des finances. Hamilton vise à faire, de l'Amérique du nord, une grande nation unie sous un gouvernement puissant et ferme. L'indépendance et l'isolement des colonies anglo-américaines répugnent à son esprit : il a l'idée d'un État, il veut faire un corps de tous ces membres épars. Aussi tout ce qui est commun aux divers États, tout ce qui les lie et les enchaîne, tout ce qui serre le nœud de la confédération plaît à Hamilton. Voilà ce qu'il cherche à fortifier ; et nous le voyons, quand il est ministre des finances, proposer de reconnaître toutes les dettes contractées pendant la révolution et d'en faire une dette nationale, moins encore pour faire honneur à la probité de l'Amérique que pour la lier et l'unir par l'institution du crédit public. Voulant à toute force lui donner quelque chose à faire en commun, il lui donna à payer une dette commune. Cette dette, à ses yeux, était un principe politique. Washington n'a point cette ferveur de l'esprit de parti : il est fédéraliste sans s'être fait du fédéralisme une théorie et une science. Je dirais même volontiers qu'il n'a pas grand mérite à être fédéraliste, car c'est lui-même, c'est sa personne qui est, pour ainsi dire, le principe du fédéralisme. Otez Washington, le fédéralisme, en Amérique, n'est plus qu'une fantaisie de publiciste. C'est Wash-

ington seul qui le rend possible; c'est lui seul qui, servant de pivot à toutes les opérations de la guerre, c'est-à-dire à la grande affaire commune du pays, correspondant avec le congrès, avec les assemblées des États, avec les hommes éminents, avec les simples citoyens; devenu l'objet de l'attention universelle sans l'avoir cherchée; ménageant tout le monde, les corps et les individus, non par esprit d'intrigue, mais parce que, chargé du salut du pays, il ne veut rien négliger pour accomplir ce salut, rien, pas même le secours des passions, des préjugés qu'il méprise; c'est lui qui, groupant autour de son commandement, et plus tard de sa présidence, la bienveillance de tous ses concitoyens, représente l'unité du pays; c'est lui enfin qui crée le parti fédéraliste, en faisant croire que, puisque l'Amérique s'est rencontrée dans son assentiment pour le même homme, elle peut aussi se rencontrer dans la soumission à la même loi.

1839-1840.

DES ÉTATS-UNIS.

DES ÉTATS-UNIS.

I.

Il y a, selon moi, deux manières de considérer les États-Unis et de juger cette société nouvelle. Une manière toute politique : c'est celle des personnes qui divinisent les États-Unis ou qui les condamnent parce qu'ils sont une république. Pour les uns, tout est bien au delà de l'Atlantique, grâce à la vertu des institutions républicaines; pour les autres, tout est mal. Ici on croit que les Américains ont trouvé la pierre philosophale en fait de gouvernement; là on pense que c'est un mauvais exemple qu'une république à laquelle on ne peut refuser le mérite ni d'une certaine durée, ni d'une certaine grandeur; on accueille, avec un malin plaisir, tout ce qui peut mettre en doute l'excellence de ce gouvernement; on espère sa ruine prochaine. Cette manière de voir n'est pas du tout la mienne.

L'autre manière, que j'appellerais volontiers philosophique, est celle qui, faisant une part plus petite à l'influence des institutions politiques, croit que les sociétés, quelle que soit la forme de leur gouver-

nement, se développent selon des lois qui leur sont propres et qu'aucun peuple ne peut ni changer ni éluder. Une société qui commence est soumise aux lois qui règlent les premiers développements des peuples. C'est là vraiment ce qui fait ses mœurs et son génie ; c'est de là que lui vient sa véritable nature. Peu importe donc que cette société s'appelle monarchie, aristocratie, république : tout cela est la forme et point le fond. Avant d'être monarchie ou république, elle est une société naissante : elle doit donc avoir la physionomie et le caractère d'une société naissante. C'est sous ce point de vue que je considère les États-Unis. Après tout, c'est moins ma faute, peut-être, que celle des événements, si, à mesure que j'avance dans la vie, je crois moins à la puissance des lois qui se discutent, se promulguent, s'insèrent au bulletin officiel, et si j'ai, en revanche, plus de foi à l'efficacité de ces lois invisibles et toutes-puissantes qui dirigent, sous l'œil de Dieu, le développement des sociétés humaines.

Qu'on veuille bien y réfléchir un instant de bonne foi : quel effet peuvent faire sur une nation des lois politiques, toujours changeantes, nées d'hier et qui ne règlent que la plus petite portion de sa vie, la portion politique ? Les lois politiques règlent-elles la famille, l'agriculture, le commerce ? non : toutes ces choses qui font vraiment la vie de l'homme, qui lui prennent tout son temps, toutes ses pensées, toutes ses passions, sauf les minutes et les passions fugitives qu'il donne à l'élection de ses députés et à la lecture de son journal, toutes ces choses sont hors du domaine des lois politiques. De quel droit

les lois politiques feraient-elles donc le caractère et la destinée d'un peuple? La destinée d'un peuple lui vient de ses mœurs, et ses mœurs naissent de ses travaux. Voulez-vous savoir ce qu'est un peuple? ne cherchez pas quelle est sa constitution politique : cherchez ce qu'il fait.

Au moyen âge, il y avait en Europe toutes sorte de gouvernements, des républiques, des monarchies, etc.; partout, cependant, circulait le même esprit, esprit religieux et guerrier, parce que la grande occupation des hommes, à cette époque, c'étaient la religion et la guerre. Aujourd'hui, malgré les diversités de gouvernements qui partagent l'Europe, partout circule le même esprit scientifique et commercial, parce que les sciences et l'industrie sont la grande occupation des peuples de nos jours.

C'est cet esprit qui anime aussi les États-Unis. Ajoutez-y l'esprit de colonisation. La colonisation et le commerce, voilà la grande affaire des États-Unis.

Les États-Unis sont commerçants et manufacturiers, parce qu'ils sont nés au XVIII[e] siècle. C'est par ce côté qu'ils se rattachent à l'esprit de notre siècle.

Ils sont agriculteurs et colons, parce qu'ils ont à exploiter une terre nouvelle. C'est par ce côté qu'ils sont surtout Américains; c'est par là qu'ils ressentent et qu'ils expriment l'influence du pays qu'ils habitent.

Enfin, et avant tout, ils sont une société nouvelle, et, comme il y a des lois éternelles qui règlent les premiers développements des sociétés humaines, ils subissent l'influence de ces lois, ils ont le caractère d'une société nouvelle. Étudiez le commencement

de la société grecque, étudiez le commencement de la société moderne, rassemblez-en les traits distinctifs : vous retrouverez, au delà de l'Atlantique, ces traits particuliers à toutes les sociétés qui commencent.

Il y a donc trois choses à examiner : ce que les Américains tiennent de notre siècle, l'esprit commerçant; ce qu'ils tiennent de leur pays, l'esprit de colonisation; et enfin leur nouveauté, qui est le trait caractéristique et comme l'expression dominante de leur physionomie sociale.

On peut faire cette triple étude sur les peuples comme sur les individus. Voyez un enfant. Il porte l'empreinte de son siècle : un enfant du XVIe siècle ne ressemble pas à un enfant du XIXe. Il porte l'empreinte de son pays : un enfant allemand ne rassemble pas à un enfant français. Mais, avant tout, il porte l'empreinte de son âge; avant tout, il est enfant. Tels sont les États-Unis : ils sont de notre siècle, ils sont de leur pays; mais, avant tout, ils sont de leur âge, c'est-à-dire qu'ils sont une société nouvelle.

Mistress Trollope, dans son piquant ouvrage sur les *Mœurs domestiques des Américains*, attribue à l'influence des institutions beaucoup de choses que j'attribue à la nouveauté de la société et à la nature du pays. L'Amérique est ce qu'elle doit être, étant toute récente encore. Les institutions nouvelles et toutes républicaines n'y font rien, à mon avis. Ce serait une monarchie, que les choses s'y passeraient de même.

Je prends çà et là quelques-uns des traits parti-

culiers aux sociétés nouvelles, et je cherche à les retrouver en Amérique.

Un de ces traits caractéristiques, c'est la hardiesse et la grandeur des travaux. Quand l'homme sort de l'état sauvage, où il ne savait qu'enfoncer un pieu et bâtir une cabane, quand la société commence, son premier effort est contre la nature : la nature est sa plus ancienne et sa plus terrible ennemie. Quand il était un pauvre sauvage, elle le noyait dans ses marais, l'entraînait dans ses torrents et ne lui laissait qu'un étroit sentier dans l'inextricable labyrinthe de ses forêts. Aujourd'hui, il n'est plus seul, il est en société : la lutte commence, et l'homme va, à son tour, dompter sa vieille ennemie. Rien n'est si grand et si hardi que les travaux des sociétés naissantes. Voyez l'Égypte, ses pyramides, ses sépultures, ses temples, son lac Mœris, les canaux du Nil et toute cette basse et moyenne Égypte conquise sur le fleuve par le travail des hommes. Voyez, en Grèce, le trésor de Minyas à Orchomène, les canaux d'écoulement du lac Copaïs, et le labyrinthe de Crète par Dédale ; à Rome, la *Cloaca maxima*, bâtie sous les rois, et l'*Émissaire* du lac Albano, qui date des premiers temps de la république. Quelques-uns des travaux d'Hercule sont des luttes soutenues contre la nature. L'hydre de Lerne vaincue, c'est le dessèchement d'un marais pestilentiel ; l'Archéloüs déguisé en taureau auquel Hercule arrache une corne, et cette corne devenant la corne d'abondance, c'est le redressement du lit d'un fleuve et un sol fertile restitué à l'agriculture. Hercule purge les étables d'Augias en y faisant couler les eaux de l'Alphée ; il sépare

l'Afrique de l'Europe et creuse le détroit de Gibraltar, et par là il ouvre au commerce et à la civilisation une route nouvelle vers l'Europe septentrionale. Tels sont quelques-uns des travaux hydrauliques de cet Hercule, espèce d'ingénieur des temps héroïques, dont la Fable a fait un dieu.

Ces travaux portent l'empreinte du caractère et de la destinée des Grecs. Colons de l'Orient, comme les Américains le sont de l'Europe, et colons venus de toutes les parties de l'Orient, de l'Égypte, de la Phénicie, de la Phrygie, de la Crète, comme les Américains sont venus aussi de toutes les parties de l'Europe, les Grecs sont commerçants, navigateurs comme les Américains, et comme eux aussi ils défrichent une terre nouvelle. De là le caractère des premiers travaux de leurs demi-dieux : ce sont des luttes soutenues contre la nature. Plus tard viendront les merveilles de l'art, la statuaire, la peinture et la poésie, qui diviniseront les travaux de l'âge héroïque.

Les travaux de l'Amérique sont aussi des luttes et des victoires contre la nature. Il n'y a pas d'art encore : tout est tourné vers l'utile ; rien de superflu, rien de beau. Le beau, s'il y en a, ne vient que de la grandeur et de la hardiesse des efforts. Nulle part, peut-être, les travaux n'ont été si audacieux, si rapides, si gigantesques ; nulle part, ce qui fait un des traits des sociétés naissantes, la lutte contre la nature n'a été soutenue avec plus de force ; nulle part, la nature, cette ennemie de l'homme tant qu'elle n'est pas son esclave, n'a été si impérieusement maîtrisée. C'est surtout dans les États du nord que se voient les monuments de ces victoires. Dans le sud

et l'ouest, la bataille est engagée ; mais elle est loin encore d'être gagnée.

Mistress Trollope n'est point suspecte quand elle admire la grandeur que les États-Unis déploient dans leurs travaux. Eh ! qui n'admirerait ces canaux qui se croisent et s'entrelacent de toutes parts, qui prennent et qui unissent, comme par la main, les mille fleuves de l'Amérique, qui joignent l'Atlantique aux grands lacs, à ces cinq méditerranées qui s'ouvrent l'une dans l'autre et qui, par les rivières qu'elles reçoivent ou qu'elles envoient, touchent en même temps à tous les points de ce vaste continent, merveilleux réseau de navigation qui couvre l'Amérique. C'est dans cet Océan divisé en mille bras que s'élancent les bâtiments à vapeur, maisons flottantes qui portent des peuples impatients de descendre sur de nouveaux rivages ; et, à peine descendus, les forêts tombent, les maisons s'élèvent. C'est une ardeur, c'est un mouvement que mistress Trollope a fort bien peints, quoiqu'avec des paroles satiriques. Citons quelques-uns de ces morceaux, où l'étonnement qu'éprouve l'auteur se mêle d'une manière fort piquante à son ironie habituelle.

Dans son voyage au saut du Niagara, elle traverse plusieurs de ces villes nouvelles : Rochester, toute bâtie en bois, et où les souches de la forêt sont encore solidement enracinées dans toutes les caves. De là elle arrive à Lockport : « Lockport est, sans comparaison, la ville la plus étrange que j'aie jamais vue. Dès qu'une demi-douzaine d'arbres étaient abattus, on voyait s'élever quelque fabrique. Des souches disputent encore le terrain aux piliers, et

des portiques luttent contre des rochers. On dirait que le démon des machines, ayant envahi les domaines paisibles de la nature, a fait choix de Lockport, comme d'un champ de bataille, pour y disputer l'ascendant. Ce démon force les rivières à suivre une certaine pente, quoique leur bonne mère leur en ait donné une autre; et il faut que les rochers tombent devant lui et prennent telle forme qu'il lui plaît de leur donner. La bataille est gagnée : la nature a été mise en déroute et expulsée de son empire, et le démon bruyant, sifflant, fendant, mugissant, a pris possession de Lockport pour toujours.

« Nous y passâmes la nuit assez mal. Je ne me suis jamais senti plus d'humeur contre ce que les Américains appellent *amélioration*. Dans le fait, Lockport, tel qu'il existe aujourd'hui, est un endroit hideux, et ce fut avec grand plaisir que j'en partis. »

Au retour de la cataracte, mistress Trollope traverse Buffalo :

« De toutes les mille et une villes que j'ai vues en Amérique, je crois que Buffalo est celle qui a l'air le plus étrange. Elle n'a pas tout à fait le caractère sauvage de Lockport; mais tous les bâtiments semblent y avoir été bâtis à la hâte, quoique tout y ait un grand air de prétention. On y voit des portiques, des colonnes, des dômes, des colonnades; mais tout est en bois. Chacun vous y dit, comme dans toutes les autres villes sortant de la coquille, que l'*amélioration* y fait des progrès rapides et plus merveilleux que la terre ne l'avait jamais vu auparavant, et chacun le croit. Quant à moi, ma seule surprise est qu'il puisse se trouver tant de millers et même de millions de

personnes qui, dans le XIXe siècle, puissent se contenter de vivre ainsi. »

Elle visite le canal de Morris, qui joint l'Hudson à la Delaware : « C'est un ouvrage très-intéressant, et c'est une des mille preuves qui démontrent que les Américains sont le peuple le plus entreprenant du monde. Ce canal a cent milles de longueur, et, dans cette distance, la différence de niveau s'élève jusqu'à seize cents pieds, dont quatorze cents sont surmontés au moyen de plans inclinés... Ce canal de Morris est certainement un ouvrage extraordinaire. Dans un endroit, il coule le long d'une montagne, à trente pieds plus haut que les toits les plus élevés de la ville de Paterson qui est au pied, et, dans un autre, il traverse la chute d'eau du Passaie, dans un aqueduc de pierre, soixante pieds au-dessus des eaux de la rivière.

« Il n'y a rien, dans le caractère des Américains, qui commande autant le respect que la hardiesse et l'énergie qu'ils montrent à entreprendre et à exécuter des travaux publics. Rien ne les arrête, s'ils peuvent justement espérer un résultat favorable : c'est ce qui fait que des villes se sont élevées au milieu des forêts avec une rapidité si inconcevable ; et, s'ils pouvaient être une fois convaincus que, sur un point donné de l'Océan, il se trouve un trésor de dollars, je n'ai pas le moindre doute que, dans environ dix-huit mois, nous verrions creuser sous l'eau un pont pour nous y conduire. »

Ce dernier morceau, comme on voit, commence par l'admiration et finit par un trait de satire. Mais toutes ces citations donnent une idée de l'activité et

de la hardiesse merveilleuse d'un peuple que rien n'arrête, que rien ne décourage dans la lutte qu'il soutient contre la nature. Comme il fourmille partout! comme il se pousse! comme il s'avance, ne laissant jamais respirer son ennemie, perçant ses forêts, domptant ses fleuves et poursuivant sans cesse l'*amélioration* du pays! C'est là le caractère des sociétés nouvelles. Est-ce à la vertu des institutions républicaines qu'il faut attribuer ces prodiges d'audace et d'industrie? non. Les institutions républicaines ne sont pour rien dans les mérites de l'Amérique, non plus que dans ses défauts : c'est la nature humaine, c'est l'homme, et non le citoyen, qu'il faut admirer en Amérique; c'est l'homme en face d'une terre nouvelle, qui est à lui, mais où il ne pourra faire reconnaître sa puissance que par le travail qui dompte et soumet la matière; c'est l'homme poussé par l'instinct du besoin et par l'instinct de sa force. La vieille Égypte, avec sa royauté théocratique, n'a pas fait de moins grandes choses que la jeune Amérique avec ses institutions républicaines. Oublions donc un instant nos préoccupations politiques, toujours étroites et mesquines; laissons là le citoyen et le sujet, et voyons l'homme.

Or, quelle est la grande affaire de l'homme en Amérique? vivre; rien de plus encore. C'est de ce côté que se tournent toutes ses pensées. Mistress Trollope nous dit que, dans les États du sud, il y avait cette phrase qui revenait sans cesse et qui l'impatientait : *Il faut savoir se tirer d'affaire.* Ce proverbe exprime admirablement le caractère et la destinée de l'Amérique et surtout de l'Amérique du

sud et de l'ouest, plus jeunes et plus récentes que l'Amérique du nord. Se tirer d'affaire, c'est-à-dire vivre, c'est là la grande pensée des peuples nouveaux. Plus tard, quand ils se seront tirés d'affaire, quand l'Amérique sera sûre de sa vie, elle aura d'autres besoins, d'autres idées. Alors, peut-être, les passions qui aujourd'hui s'exercent contre la nature et se jettent au dehors, pressées l'une contre l'autre, se heurteront avec violence. Les liens de la société américaine se font à peine sentir aujourd'hui, tant elle a d'espace pour s'étendre! ils se resserreront. Les sociétés humaines ne se développent qu'en fermentant, et elles ne fermentent que lorsque les hommes se serrent et se pressent l'un contre l'autre. La première guerre civile qui éclatera dans les États-Unis fera pousser des cris de joie à leurs ennemis et de douleur à leurs partisans. Il faut bien savoir cependant que ce sera un signe de civilisation : c'est qu'alors il y aura une société développée par le loisir et par les passions qu'amène le loisir; alors aussi naîtront les arts et la littérature, ces plantes divines qui ont besoin, pour éclore, que le soleil des passions humaines ait échauffé le sol où leurs germes dormaient.

Jusqu'ici, il n'y a et ne peut y avoir en Amérique que l'*amélioration*. L'amélioration n'est que la civilisation matérielle. Ce premier degré de la civilisation, ce perfectionnement brut et matériel doit avoir peu de charmes. Mais patience! une fois la vie matérielle *améliorée*, la vie morale se développe, la civilisation naît, et, si nous mesurons la *civilisation* sur la grandeur de l'*amélioration*, l'Amérique n'aura

point à se plaindre de son avenir, à moins peut-être que, comme la vieille Égypte, elle ne soit destinée à épuiser sa force en luttant contre la nature : l'Égypte, grande par la science et par les monuments, mais qui ne semble avoir eu ni poésie ni éloquence ; qui a commencé la civilisation antique, mais qui a laissé à d'autres peuples le soin de l'achever.

II.

Un trait du caractère des peuples nouveaux, c'est l'esprit d'aventure. Chez les premiers Grecs, que nous avons déjà comparés aux Américains, Persée, Hercule, Bacchus, Jason, Thésée sont des aventuriers. Qu'est-ce que l'expédition des Argonautes? une aventure de navigateurs et de colons : car, à cette époque, la Grèce, peuplée par les colonies de l'Orient, a dans ses aventures le caractère d'un peuple colon et navigateur. C'est après l'invasion des Doriens seulement qu'elle perd en partie ce caractère. L'invasion dorienne est, en Grèce, l'ère d'une nouvelle civilisation, civilisation originale et toute européenne, tandis que celle des premiers temps était étrangère et toute asiatique.

L'Amérique joue, à l'égard de l'Europe, le rôle que la Grèce jouait à l'égard de l'Orient. Sa civilisation est toute européenne. D'où lui viendra sa civilisation originale, sa civilisation américaine? Quelles catastrophes, quelles guerres civiles, quelles conquêtes intérieures la lui donneront? C'est le secret de l'avenir. La philosophie de l'histoire peut marquer les degrés de la destinée des peuples; mais elle ne sait ni le temps ni la forme des événements qui décident du sort des nations.

L'esprit d'aventure, en Amérique, est, selon les diverses provinces, tourné vers la colonisation ou

vers la navigation. Au nord, dans les États atlantiques, il est tourné vers la navigation. Les Américains sont hardis entre les plus hardis marins du monde. Au sud et à l'ouest, l'esprit d'aventure se tourne vers la colonisation. Nulle part il n'est guerrier comme chez nos ancêtres du ve au xe siècle, ces hardis barbares qui ont conquis l'Europe et fondé le monde moderne. Les Goths, les Francs, les Normands aimaient les aventures de guerre, car c'était par la guerre seule qu'ils pouvaient se faire place dans le monde. En Amérique, rien de pareil : un désert immense où errent à peine quelques peuplades indiennes, un pays à occuper plutôt qu'à conquérir. L'esprit d'aventure, particulier aux peuples nouveaux, ne peut donc point, en Amérique, être guerrier et militaire : il est colon. C'est là ce que veut le pays. Mais ne croyez pas que, pour être colon au lieu d'être guerrier, il soit moins hardi, moins téméraire, moins indépendant, moins inquiet que l'esprit d'aventure des barbares du ve siècle. Jamais population ne fut si remuante, si audacieuse, si ennemie du repos que ces bandes de colons qui, après avoir franchi les monts Alleghanis, cette première ceinture de l'Amérique intérieure, se sont poussées au sud, aussi rapides que l'Ohio et le Missisipi, aussi nombreuses que leurs flots, avec lesquels elles descendent vers la mer du Mexique, tandis qu'à l'ouest elles courent vers les montagnes rocheuses qui ne les arrêteront pas, jusqu'à ce qu'elles aient atteint les bords de l'océan Pacifique.

Je ne sais pas, en vérité, si, pour le courage, l'au-

dace et la persévérance, les Barbares du v[e] siècle, dans leurs plus belles aventures, valent le colon américain qui brave le désert, les forêts, les Indiens, allant toujours en avant, dédaigneux du péril, quel qu'il soit, maladies, bêtes féroces ou peuples sauvages. Et pourquoi? est-ce pour s'établir dans le palais de marbre d'un Romain, pour conquérir les biens de la civilisation? non : c'est pour avoir une cabane de bois dans une forêt, pour défricher un champ qu'il quittera bientôt, car son inquiétude le poussera plus loin : colon vagabond, qui semble ne chercher dans le défrichement que le plaisir de cette première lutte, de la lutte corps à corps avec la nature sauvage. Qu'il entende une autre hache que la sienne retentir sur les arbres de la forêt; qu'il lui vienne un rival, il part, il va chercher quelque autre forêt vierge dont il savourera le premier et pénible défrichement, pour le quitter ensuite, abandonnant aux autres les rebuts de sa hache, et laissant derrière lui une longue suite de cultures ébauchées.

Je veux faire connaître cet esprit d'aventure et de mouvement qui travaille toute la société américaine, et qui est pour moi le signe distinct d'une société nouvelle qui n'a point encore pris son assiette et flotte çà et là, comme flottaient, du v[e] au x[e] siècle, les populations barbares errant dans le monde envahi, courant du Caucase à l'Atlas, de la Scythie à l'Afrique. Les déplacements des Barbares du v[e] siècle étaient des guerres; les déplacements des Américains ne sont que des déménagements. La différence des pays explique la différence des choses.

Le meilleur moyen de faire juger de cette ar-

deur caractéristique de mouvement, c'est de prendre quelques citations dans divers ouvrages.

Les *Lettres sur les États-Unis*, du prince Achille Murat, sont le premier ouvrage que je consulte. Ces lettres sont écrites à un ami d'Europe. Les États-Unis y sont peints en beau, et l'esclavage des noirs y est vivement défendu. C'est un ouvrage spirituel et curieux. Voici comment M. Murat décrit la manière dont se colonisent, de proche en proche, l'ouest et le sud de l'Amérique :

« Un homme blanc arrive au milieu d'une nation encore entièrement sauvage. Cet homme est en général ce qu'on appelle *Indian trader*. Intrépide chasseur, tricheur déhonté, il fait le métier périlleux d'aller, à travers des contrées et des dangers inconnus, vendre aux Indiens de la poudre, des armes, des étoffes grossières, mais surtout du wiskey, en échange de pelleteries... Ces chasseurs vivent ordinairement avec des femmes indiennes qui leur servent d'interprètes.... Les chasseurs américains forment une classe aussi entreprenante qu'intrépide.... Comment vous les dépeindre après Cooper dans ses *Pionniers* et *le Dernier des Mohicans?*... L'*Indian trader* fait de bonnes affaires: d'autres marchands le suivent. Le pays est inondé de chasseurs; ils se mêlent aux Indiens et ne sont pas longtemps sans avoir quelque dispute avec eux. Le gouvernement de l'Union intervient.... Les Indiens sont défaits, leurs huttes brûlées, leurs bestiaux tués, et les hostilités se terminent par un traité de paix.... Les articles du traité sont en général ceux-ci : les Indiens renoncent à la plus grande et

plus fertile partie de leurs terres; et le gouvernement, sous le nom de réserve, leur garantit ce qu'il juge à propos... La première espèce de colons qui arrive est ce que nous appelons *squatters*. Ce sont de pauvres citoyens en général, et peu industrieux, qui vivent sur les terres d'autrui et les exploitent jusqu'à ce qu'ils en soient expulsés par le propriétaire. Leur pauvreté est entièrement le fruit de leur paresse et de leur ivrognerie. Il en est beaucoup qui mènent ce genre de vie par choix, par goût, peut-être même par habitude. Ils ont quelques nègres, femmes et enfants, et des troupeaux parfois très-nombreux. Ils ne font jamais deux récoltes sur la même terre; au contraire, ils quittent un district dès qu'il devient peuplé, et se transportent Dieu sait où.... Parmi ces *squatters*, il n'existe aucune forme de gouvernement; toute dispute se termine amicalement à coups de poings. Ils n'attachent l'idée de propriété qu'aux bestiaux: chacun a sa marque. Dans leur morale, le vol de vache est le plus grand crime. »

Ces *squatters* sont les nomades de l'Amérique. Toute société a eu ses nomades: c'est le premier degré de la société. L'Amérique a les siens. Les *squatters* de l'Amérique ont les mœurs et les idées des peuples nomades: l'insouciance de la propriété immobilière, le besoin de changer de lieux, le soin des troupeaux, seule propriété qu'ils respectent. Dans les lois *barbares*, qui sont les plus précieux mémoires qui nous restent sur l'état des Barbares avant la grande émigration, le vol des bestiaux est aussi un des crimes les plus graves. Le même état

de société a produit la même morale dans la vieille Scythie et dans la jeune Amérique.

Les *squatters* ont préparé l'établissement : d'autres émigrants vont arriver. Dans un ouvrage intitulé *Histoire des États-Unis,* par John Bristed, et qui n'est pas une histoire, mais un recueil assez curieux de renseignements sur les États-Unis, se trouvent quelques détails sur les émigrations dans le sud et l'ouest. Ces détails sont tirés d'un livre de M. Birkbeck, un Anglais qui avait fui *l'Angleterre et son despotisme pour venir habiter le pays de la liberté.* « Chaque jour voit la grande route de l'Ohio couverte de groupes d'émigrants qui se dirigent vers cette terre promise de l'ouest, emportant avec eux des outils, des provisions de tout genre, et traînant à leur suite leurs enfants et leurs vaches.... De cette manière et avec un seul cheval pour porter leurs bagages, ils traversent tous les États-Unis, de l'est à l'ouest, et font ainsi deux ou trois mille milles, avec leurs femmes et leurs enfants, qui marchent pieds nus.... Beaucoup d'émigrants ne sont que des aventuriers, qui arrivent souvent au lieu de leur destination après avoir épuisé leurs ressources.... N'ayant que la chasse pour se nourrir d'abord, exposés à l'intempérie des saisons, au froid, à l'humidité, sans autre abri qu'une mauvaise cabane de bois, plusieurs ne peuvent résister à la fatigue et périssent au milieu de leur entreprise. »

Bientôt l'établissement reçoit une organisation politique ; il devient un *territoire* (territory) : c'est le nom reçu. Les *lawyers,* jurisconsultes, avocats, procureurs, notaires, car le mot signifie tout cela et

la profession embrasse toutes ces branches, arrivent de tous côtés. « Notre pays (je reprends les lettres de M. Murat) abonde en pauvres diables qui ont reçu une espèce d'éducation. Ils étudient les lois tout seuls, en faisant un autre métier, à l'armée, dans un comptoir ou une taverne, par exemple, et, dès qu'ils peuvent soutenir un examen, se font recevoir et vivent là-dessus. Je n'ai pas besoin de dire combien peu d'entre eux sortent de la boue... C'est à ce moment que le territoire devient la proie des vagabonds, des banqueroutiers, des agioteurs de toute espèce qui semblent s'y donner rendez-vous de toutes les parties de l'Union... Je n'ai pas parlé de religion : c'est qu'ordinairement, dans cet état de société, elle est une imposture si dégoûtante, sous le nom de méthodisme et de baptisme, que je n'aime pas à en parler. » Nous verrons les détails que donne mistress Trollope à ce sujet. « Cependant, continue M. Murat, le peuple n'est pas longtemps sans ressentir les bienfaits du *self government* (se gouverner soi-même). Arrive enfin le temps désiré où le territoire compte 40,000 âmes : il est admis au rang d'État, il envoie deux membres au sénat, et le peuple nomme un représentant qui va siéger à Washington. »

Je ne voulais d'abord parler que des colons et de cet esprit d'aventures qui pousse la population de l'est à l'ouest. Je me suis laissé entraîner à montrer, par les citations que j'ai faites, comment se forme un *État* de l'Union. Cette formation, je le dis à regret, ne me semble guère édifiante. Une population de *traders* déhontés, vivant avec des femmes in-

diennes, de *squatters* vagabonds sans loi, sans religion, d'émigrants aventuriers, de banqueroutiers, de légistes autrefois taverniers, une population qui a dans son sein les misères de la vie sauvage et les vices de la vie civilisée, voilà l'origine d'un État qui va influer, par la voie de ses sénateurs et de son représentant, sur le sort de la patrie commune, augmenter, comme le dit M. Murat, les forces de tel ou tel intérêt, et changer l'équilibre et la balance politique dans le sénat ! Il y a certes là de quoi réfléchir. C'est dans l'ouest surtout que naissent ces États. Grâce au flot de l'émigration qui s'y pousse sans cesse, grâce à l'accroissement merveilleux de la population, c'est là que grandit une sorte d'Amérique barbare placée en face de l'Amérique du nord, avec des passions et des intérêts opposés ; et cependant, comme chaque État a deux sénateurs et que le nombre des représentants augmente avec la population, cette Amérique de l'ouest, cette Amérique barbare, véritable fabrique d'États, comme la Scythie, selon Jornandès, était une fabrique de nations, arrive chaque année plus forte au congrès, et l'ascendant passe du nord à l'ouest, des vieux colons de l'Angleterre qui s'exilèrent pour cause de religion, aux bandes aventurières des colons américains.

Je sais que, pour rassurer sur la nature de la population des nouveaux États, M. Murat prône les vertus du *self government*. J'ai fait ma profession de foi à l'égard des institutions politiques : je crois peu à leur efficacité, et le *self government* lui-même ne me rassure pas. Il y a autre chose qui me donne confiance en ces nouveaux États : c'est la vertu du

travail. Pour vivre, les colons occidentaux ont besoin de travailler, et le travail purifie l'homme. Il y a dans le travail une vertu plus grande que dans le *self government*. Le travail gouverne mieux que tous les magistrats électifs ou héréditaires du monde, car il prend à l'homme tout son temps et toutes ses passions, et quiconque ne lui obéit pas, il le punit de mort : les paresseux meurent de misère.

Or, un peuple qui n'a ni temps, ni passions de reste est facile à gouverner, ou plutôt il n'a pas besoin de gouvernement. Nos vieilles sociétés ne sont difficiles à gouverner que parce que les uns ne veulent pas et les autres ne peuvent pas travailler. Les riches n'ont pas besoin de travail pour vivre, et les pauvres n'ont pas toujours à travailler. De là, pour les uns comme pour les autres, une oisiveté pleine de passions, d'inquiétudes, de misères, et dangereuse pour le repos de l'État. En Amérique, tout le monde travaille, parce que tout le monde a besoin de travailler pour vivre, et tout le monde trouve à travailler. Il n'est point à craindre que le travail vienne à manquer : le désert est là, immense, inconnu, inoccupé ; le désert est à défricher. Dans cet état de choses, n'ayant ni passions, ni misères, le *self government* suffit aux Américains. C'est une société que le travail gouverne. Quant aux élections, aux magistrats, aux juges, tout cela, qu'on a la bonté d'appeler le gouvernement, n'est en vérité que l'amusement de la société. Elle pourrait tout aussi bien se gouverner par un de ses prêtres, ou nommer un des siens roi héréditaire. Tant que l'état

de la société resterait le même, les choses n'en iraient ni pis, ni mieux.

Le *self government* ne me plairait qu'à une condition, c'est qu'il n'aurait jamais la prétention d'être un gouvernement, c'est qu'il laisserait la société croître et se développer toute seule, selon l'admirable proverbe italien : *Le monde va de lui-même*. La société se bâtit et s'organise toute seule beaucoup mieux que ne le font les utopistes. Le gouvernement le plus compliqué et le plus détaillé en même temps qui ait jamais existé, qui avait créé un pouvoir partout où il y avait un groupe social suffisant, et qui avait lié ensemble tous ces pouvoirs locaux en les subordonnant les uns aux autres, le gouvernement féodal enfin, s'est fait tout seul. La société moderne, quand elle s'est organisée par la féodalité, n'a eu ni législateur, ni modèle ; elle ne s'est point inquiétée si ce qu'elle allait faire serait une monarchie ou une république : elle s'est développée naturellement. Que le *self government* laisse aussi la société américaine se développer naturellement ; qu'il la laisse grandir, sans l'arrêter au nom de l'égalité républicaine : elle saura bien toute seule trouver la hiérarchie qui lui est propre, et créer son gouvernement. Je crains seulement que les *self governments* de l'Amérique n'aient pas cette sage réserve, et qu'ils ne veuillent gêner, les uns chez les autres, le développement naturel de la société. Ainsi le nord ne veut pas que le midi ait des esclaves, et le midi voit avec peine dans le nord la liberté des hommes de couleur.

Selon mistress Trollope, il y a en ce moment, en Amérique, une jalousie singulière de chaque État à

l'égard du gouvernement fédéral. Cela ne m'étonne pas. Chaque groupe de cette société nouvelle veut se développer à sa manière. L'obstacle que le gouvernement central oppose à son développement lui est insupportable. La société américaine cherche son organisation, et, comme elle se trouve gouvernée avant d'être organisée selon son génie particulier qu'elle ignore encore, elle se débat contre le lien fédéral, qui la gêne. La société américaine est, à cet égard, comme était la société barbare aux VIIIe et IXe siècles. La société barbare cherchait aussi son organisation ; elle se débattait aussi contre l'unité gênante de l'empire carlovingien, et chaque peuple, chaque groupe social voulait être indépendant, comme le veulent être les États d'Amérique. C'est dans les deux époques et dans les deux pays, quelque distance de temps et de lieux qui les séparent, le même besoin de développement et la même impatience des obstacles.

Mistress Trollope n'a guère compris le sens et la portée de cette jalousie qui lui paraît *le sentiment politique le plus étrange qui ait jamais pris possession de l'esprit de l'homme.* « Je ne prétends pas, dit-elle, décider la question ; je ne parle que de l'effet bizarre de voir une foule de membres se lever vivement l'un après l'autre pour déclarer que le tort le plus grand, l'injustice la plus criante, l'acte de tyrannie le plus révoltant qu'on pût commettre envers l'État qu'ils représentaient, était de voter quelques millions de dollars pour faire des routes ou des canaux, ou pour dessécher des marais, en un mot pour une amélioration quelconque. Pendant le mois

que je passai à Washington, j'entendis beaucoup parler de la non-réélection de l'un des membres les plus distingués du congrès. Le crime pour lequel il avait perdu les voix de ses amis les plus dévoués et de ses plus chauds admirateurs, était d'avoir voté des fonds pour le desséchement d'un district humide et malsain appelé *le Marais infect.* »

Est-ce aux institutions républicaines qu'il faut attribuer ce besoin d'indépendance locale? non : c'est à la nouveauté de la société américaine. Cette jalousie n'est pas inhérente à l'esprit de liberté. Loin de là, l'esprit de liberté tend souvent à la concentration et à l'unité plutôt qu'à l'isolement et à la dislocation. Voyez la France : c'est en 89, c'est avec la liberté qu'elle a trouvé son unité. Voyez l'Italie : c'est au nom de la liberté qu'elle cherche son unité impossible. En Allemagne, même esprit et même but : l'unité par la liberté. Le besoin d'unité ou de dislocation ne dépend donc pas des institutions : il dépend de l'âge des sociétés. Les sociétés qui ont eu le temps, comme la France, comme l'Italie, comme l'Allemagne, de devenir des nations, veulent l'unité. Les sociétés nouvelles, qui ne sont encore que des groupes d'individus jetés par hasard sur la même terre, veulent la dislocation et l'isolement : car c'est ainsi seulement qu'elles pourront se développer. Il en est des groupes d'une société comme des arbres d'une forêt qui, pour grandir, ont besoin que leurs tiges s'isolent. Ce n'est que plus tard, ce n'est que lorsqu'ils ont atteint une certaine hauteur, que leurs branches se rapprochent et s'unissent.

III.

L'état de la religion et du culte en Amérique, tel que le représentent mistress Trollope et M. Murat, est un des plus curieux sujets de réflexion et d'étude qu'on puisse trouver. Mettons d'abord, par quelques citations, nos lecteurs à même de juger de cet état. Nous examinerons ensuite si c'est aux institutions républicaines ou à la nouveauté de la société, selon notre point de vue, qu'il faut attribuer les désordres qui sont indiqués.

« L'influence, dit mistress Trollope, que les ministres des innombrables sectes religieuses répandues en Amérique exercent sur les femmes de leurs congrégations respectives, peut se comparer à celle que les prêtres ont sur elles en Espagne et dans les pays catholiques. Les causes de cette influence sont faciles à démêler. Là où l'égalité des conditions est humblement reconnue par le riche et orgueilleusement réclamée par le pauvre, il ne reste de distinction que pour le clergé et de prééminence que la sienne. Cela lui donne une haute importance aux yeux des femmes. D'une autre part, les Américains s'occupent si peu des femmes qu'elles ne reçoivent guère que du clergé cette espèce d'attention qui est partout si précieuse à leur vanité. Cette importance qu'on leur accorde en Europe, dans tous les rangs de la société, *excepté peut-être dans le plus bas,* elles

ne l'ont guère en Amérique qu'aux yeux des prêtres, et, en échange, elles remettent à leur garde et leur cœur et leur âme. Je ne sache pas un pays au monde où la religion ait tant d'empire sur les femmes et si peu sur les hommes. »

Est-ce à l'influence des idées républicaines qu'il faut attribuer le peu d'attention que les Américains font aux femmes? je ne le crois pas. On peut être républicain et en même temps donner aux femmes l'attention qu'elles méritent. Mais on ne peut pas travailler pour vivre, chercher, à toutes les heures de la journée, *à se tirer d'affaire* de son mieux, défricher une forêt, bâtir une cabane, surveiller ses esclaves, et en même temps s'occuper beaucoup des femmes. Pour s'occuper des femmes, il faut de l'oisiveté, et il n'y a d'oisiveté que pour les riches. Dans un pays nouveau où tout le monde travaille, il ne reste ni temps, ni passions à donner aux femmes. Chez les peuples sauvages, la femme est négligée, elle n'obtient ni culte, ni égards; astreinte au travail, esclave plutôt que compagne de l'homme, son abaissement la dégrade; elle n'a ni les grâces, ni les charmes de la femme dans les sociétés civilisées. Est-ce aux institutions républicaines des peuples sauvages qu'il faut s'en prendre?

J'ai souligné une phrase de mistress Trollope, qui a plus de sens, à mon avis, qu'elle n'a voulu lui en donner. En Europe, dit-elle, les femmes ont une grande importance dans tous les rangs de la société, *excepté dans le plus bas*. Les basses classes, en Europe, vivent sujettes de la monarchie tout comme les hautes. Ce n'est donc point la république qui

fait qu'elles sont peu galantes : c'est qu'elles n'ont pas le temps. Il faut travailler pour vivre. Quels moments et quelle attention reste-t-il ensuite à donner aux femmes ? Les femmes n'ont donc guère, dans les basses classes, plus d'importance que chez les peuples sauvages ou dans les sociétés nouvelles. La même cause produit le même effet.

Il y a dans les sociétés, même les plus vieilles et les plus civilisées, tous les degrés et toutes les époques de la société humaine, depuis ses plus grossiers commencements jusqu'à ses plus exquis raffinements. Les basses classes sont toujours dans l'état d'une société naissante, toujours en peine de leur vie, toujours assujetties au travail, n'ayant jamais ni loisir ni aucune des élégantes habitudes du loisir. Or, la femme n'acquiert d'importance qu'à mesure que l'homme acquiert du loisir. Si les femmes ont joué un rôle au moyen-âge, c'est que le moyen-âge était surtout une société aristocratique. Les chevaliers du moyen-âge, riches et puissants, avaient du loisir : de là l'importance des femmes. La monarchie absolue, avec ses habitudes de cour, a donné aux femmes plus de puissance que jamais. C'est tout simple : la vie des cours est une vie où il y a beaucoup de loisir. Quand un peuple fait peu d'attention aux femmes, ce n'est pas un signe qu'il est républicain : c'est un signe qu'il est occupé.

Aujourd'hui les femmes, en France, se plaignent d'être un peu négligées. Cela tient-il à notre gouvernement presque républicain ? non : cela tient à ce qu'en général nous ne sommes pas assez riches

pour nous passer de travail. Nous sommes un peuple travailleur, nous avons presque tous *à nous tirer d'affaire*. L'envie d'être galants nous manque bien moins que le temps. Autrefois, quand nous étions une monarchie, nous n'avions que nos affaires privées; aujourd'hui nous avons de plus celles de l'État. Ne pouvant rien prendre sur le temps et l'attention que nous donnons à nos affaires, c'est aux femmes nécessairement que nous avons pris le temps et l'attention que nous donnons à la politique. Le mal ne vient pas de nos institutions : nous pourrions en avoir de plus républicaines encore sans que les femmes s'en trouvassent plus mal, si en même temps nous étions plus riches. Le mal vient de notre pauvreté. Nous sommes un peuple pauvre qui avons voulu avoir de la politique, soit; mais vous n'aurez plus de galanterie. Les anciens seuls, avec leurs esclaves qui les dispensaient de travail, pouvaient être républicains et galants; et ils étaient galants, quoi qu'on en dise, mais à leur manière, avec Aspasie et Bathyle. Les modernes, qui n'ont pas d'esclaves et qui sont forcés de faire leurs affaires eux-mêmes, ne peuvent pas donner leur temps et leur attention aux femmes à la fois et à l'État. C'est donc bien plutôt à la constitution démocratique de notre société qu'à nos institutions libres qu'il faut s'en prendre du délaissement des femmes. Donnez à chaque citoyen en France 50,000 livres de rente, et les femmes recouvreront toute leur importance sans que la politique en ait moins.

En France, en Amérique, dans les basses classes, chez les sauvages, partout le délaissement des fem-

mes tient à l'état de la société et non aux institutions, à ce que l'homme est forcé de travailler pour vivre et non à ce qu'il est citoyen d'une république ou sujet d'une monarchie.

Après cette digression sur l'état des femmes dans les sociétés nouvelles, je reviens à l'influence que les prêtres exercent sur elles en Amérique, et aux cérémonies du culte.

« Il n'y avait que peu de mois que nous étions à Cincinnati, dit mistress Trollope, quand notre curiosité fut excitée par l'annonce d'un *revival*. On ne parlait d'autre chose dans la ville. — Le *revival* sera très-nombreux, — nous serons constamment engagés pendant le *revival*, — étaient des phrases que nous ne cessions d'entendre, et que nous entendîmes longtemps sans les comprendre. J'appris à la fin de quoi il s'agissait. Les sectes américaines n'ayant point, comme la plupart de nos religions d'Europe, l'avantage d'être nationales, ont besoin, pour se soutenir, de ranimer de temps en temps le zèle et l'exaltation de leurs partisans. Tous les ans, à des époques fixes, les membres les plus ardents du clergé se mettent en route à cet effet et parcourent le pays. On voit ces missionnaires arriver dans les villes et dans les bourgs par douzaines ou par centaines, selon l'importance du lieu, et y planter leur tente, tantôt pour huit jours, tantôt pour quinze.... Durant cet intervalle, les journées tout entières, et souvent la plus grande partie des nuits, sont consacrées à des prédications et des prières dans les différentes églises et chapelles du lieu. — C'est là ce qu'on appelle un *revival*. »

M. Murat parle aussi de l'état de la religion aux État-Unis, des *revivals*, des *campsmeetings*. Les détails qu'il donne s'accordent avec les descriptions de mistress Trollope. Il est vrai que M. Murat paraît disposé à traiter assez légèrement les choses de la religion. Voici comment il décrit les prédicateurs en tournée :

« Ils voyagent à cheval, s'arrêtent chez les dévots, où eux et leurs montures sont bien choyés, et où ils paient en prières et en sermons. Ils correspondent avec les comités directeurs, lèvent des souscriptions pour bâtir des églises, qui peut-être n'existeront jamais, prêchent partout, convertissent, intriguent, sèment la zizanie dans les familles, et, lorsqu'ils ont fait quelque impression sur quelques douzaines de personnes dans un village, célèbrent ce qu'ils appellent un *revival of faith* (une résurrection de foi). Pour cet effet, cinq ou six prêcheurs au moins se réunissent et prient, chantent et prêchent pendant toute la journée, pendant plusieurs jours de suite. L'exaltation s'empare des esprits, surtout de ceux des femmes. »

L'Église primitive avait aussi ses prêtres ambulants, que proscrivent les conciles et tous les docteurs de l'Église qui ont eu l'esprit de gouvernement. La règle de Saint-Benoît est curieuse à cet égard : « La pire espèce de moines, dit-elle, sont ceux qui vont de provinces en provinces, s'arrêtant pendant trois ou quatre jours, tantôt dans un monastère, tantôt dans un autre, toujours vagabonds et ne cherchant qu'à satisfaire leur gourmandise et leur amour du plaisir. » Dès qu'il y eut un gouvernement dans l'É-

glise, ce vagabondage des moines fut réprimé. Entre les prêcheurs ambulants de l'Amérique et les moines vagabonds de la primitive Église, il y a quelque analogie : c'est, des deux côtés, le désordre d'une société nouvelle.

Durant le *revival*, il y a ce que nous appellerions des *soirées priantes*. Pendant que les personnes invitées arrivent, des conversations à demi-voix abrégent l'ennui de l'attente. Quand la chambre est pleine, la compagnie, qui est toujours composée en très-grande majorité de femmes, prend place et s'assied. Alors commencent, de la part des ministres, les invitations les plus véhémentes et les plus douces, les plus sévères et les plus caressantes, aux frères et aux sœurs, de confesser, devant leurs sœurs et leurs frères, toutes leurs pensées, toutes leurs fautes, toutes leurs folies. Ces confessions sont d'étranges scènes. Comme les fautes avouées en font l'intérêt, plus on avoue, plus on est encouragé. Lorsqu'elles sont terminées, tout le monde s'agenouille et le prêtre improvise une prière ; après quoi on mange et on boit.

Jusqu'ici, à mon avis, il y a plus de ridicule que de mal. Voyons maintenant une scène de *revival* à l'église d'après mistress Trollope :

« Le service ne devait pas commencer avant la nuit. Le temple était bien éclairé, et il y avait un concours de monde à n'y pas tenir. Nous aperçûmes, en entrant, trois prêtres debout et rangés côte à côte dans une espèce de tribune élevée à l'endroit où se trouve ordinairement l'autel... Nous prîmes place sur un banc qui se trouvait tout auprès de la balustrade qui l'entourait. Le prêtre qui était au mi-

lieu priait. La prière était d'une extravagante véhémence et d'une familiarité d'expressions choquante. Après la prière, un hymne, ensuite un sermon, puis un hymne chanté en chœur.

« Lorsque les chants eurent cessé, un autre prêtre occupa la place du milieu, et, d'une voix douce et pleine d'affection, il demanda aux fidèles si ce qu'avait dit son frère était arrivé jusqu'à leur cœur, s'ils désiraient éviter l'enfer qu'il leur avait fait voir. S'il en est ainsi, venez, continua-t-il en étendant les bras vers les assistants, venez à nous, et nous vous montrerons Jésus, le doux et bien-aimé Jésus, qui nous délivrera de l'enfer; mais il faut que vous veniez à lui... Nous allons vous ouvrir le chemin. Les bancs destinés aux pécheurs inquiets vont vous être ouverts. Venez donc, venez vous asseoir sur le banc d'anxiété (*anxious bench*), et nous vous ferons voir Jésus. Venez ! venez! venez !

« En ce moment, dans toutes les parties du temple, il se fit un mouvement léger d'abord, mais qui prit par degrés un caractère plus décidé. Des jeunes filles se levèrent, s'assirent, et puis se levèrent de nouveau. Alors les portes des bancs s'ouvrirent, et l'on vit s'avancer en chancelant plusieurs jeunes filles, les mains jointes, la tête penchée sur la poitrine et tremblant de tous leurs membres. Les chants continuaient toujours. Ces pauvres créatures approchèrent des bancs, et leurs sanglots et leurs gémissements commencèrent à se faire entendre. Elles s'assirent sur les bancs d'anxiété, l'hymne fut suspendu, et deux prêtres, descendant de la tribune, s'avancèrent l'un à droite, l'autre à gauche

du banc, et murmurèrent des paroles aux oreilles des jeunes filles, qui tremblaient toujours. Ces paroles n'arrivaient point jusqu'à nous; mais, en ce moment, les cris et les sanglots s'accrurent d'une manière horrible. Ces faibles créatures, les traits attérés et couverts de pâleur, tombèrent à genoux sur les dalles, et bientôt leur visage alla frapper la terre. Des cris et des gémissements extraordinaires se faisaient entendre, et de temps en temps une voix s'écriait avec des accents convulsifs: Oh! Jésus! Jésus, mon sauveur, venez à mon secours!

« Cependant les deux prêtres continuaient à parler bas aux jeunes filles. De temps en temps ils montaient sur les bancs et annonçaient à l'auditoire, de tout la force de leurs poumons, que l'opération du salut s'accomplissait; et alors, de toutes les parties de l'édifice s'élevaient ces cris brefs et perçants: *Amen! gloire! amen!* pendant que les pénitentes, presque étendues sur le pavé, continuaient à recevoir des exhortations murmurées à leurs oreilles, et de temps en temps des caresses mystiques. Un grand nombre de ces créatures étaient en proie à d'horribles convulsions, et, quand le tumulte fut parvenu à son plus haut point, le prêtre qui était resté à la tribune entonna un hymne d'une voix haute, comme pour essayer de couvrir les cris des pénitentes.

« C'était un spectacle horrible de voir ces pauvres filles, à peine au matin de leur vie, frappées de terreur, livrées à d'affreuses convulsions, affaiblies et énervées pour toujours. Je remarquai une de ces faibles créatures qui ne devait pas avoir plus de quatorze ans, soutenue dans les bras de ses compa-

gnes plus âgées. Son visage était couvert de la pâleur de la mort; ses yeux hagards étaient privés de tout sentiment, et des flots d'écume ruisselaient sur son menton et sa poitrine. Sur tous ses traits étaient empreintes les apparences d'un idiotisme complet. Un prêtre s'approcha, et, prenant la main délicate de cette convulsionnaire, — Jésus est avec elle; Dieu soit béni ! dit-il, et il passa. »

Ce récit est fait avec beaucoup d'art : c'est un tableau vif et animé. Mais que veut l'auteur? quel est le fond de sa pensée ? Veut-il seulement blâmer qu'on donne de pareilles émotions à des créatures jeunes et faibles? je suis de son avis. La piété n'entre pas dans les âmes avec de telles secousses : c'est substituer à la chaleur d'une foi douce et pénétrante, telle que doit être celle de l'Évangile, je ne sais quelle ardeur fébrile et nerveuse où l'âme n'est pour rien; c'est parler aux sens plutôt qu'au cœur. Que ceux cependant qu'aurait pu effrayer le tableau que fait mistress Trollope de ces jeunes filles *livrées à d'affreuses convulsions, affaiblies et énervées pour toujours,* veuillent bien se rassurer quelque peu : voici M. Murat qui nous assure que l'effet de ces *revivals* n'est pas aussi terrible que se l'est figuré mistress Trollope, et surtout ne dure pas *toujours* :

« Bientôt les demoiselles s'aperçoivent que le *revival* n'a pas augmenté leurs chances d'avoir des maris; et maintenant que les jeunes prêcheurs si saints, si éloquents, qui montraient de si belles dents et un jabot si bien plissé, sont partis sans faire de choix parmi les belles de l'endroit; maintenant qu'ils sont remplacés par une brigade d'ingénieurs topo-

graphes qui lèvent le plan d'un canal, qui ont de jolis uniformes, jurent, boivent du *mint-jalap,* ne vont jamais à l'église, mais aiment à danser, la gaieté renaît, pour les captiver la foi disparaît, et les belles reprennent le teint de rose qui leur est naturel. »

Fort heureuses les jeunes filles américaines qui peuvent ainsi à volonté prendre pour les ingénieurs un teint de rose, et pour les jeunes *clergymen* une pieuse pâleur! Je voulais seulement rassurer mes lecteurs sur l'effet des *revivals*.

Les *revivals* me semblent souvent ridicules, souvent blâmables; mais, si mistress Trollope veut faire entendre, comme je le crains, qu'il se passe dans ces *revivals* quelque chose d'immoral, je n'y puis consentir. Il y a du fanatisme dans ces assemblées; mais il n'y a point d'immoralité. Le fanatisme exclut la débauche, et le prêtre qui passe près de la jeune fille échevelée et à demi morte, en disant froidement : Jésus est avec elle, que Dieu soit béni! ce prêtre-là n'est point un libertin hypocrite qui couvre ses passions d'un voile de mysticité : c'est tout simplement un fanatique. L'homme n'a point place, dans son cœur, pour deux passions à la fois : il n'est point en même temps fanatique et libertin. Où je vois le fanatisme je ne soupçonne rien autre chose. Dites que les jansénistes de Saint-Médard, dont s'est moqué Voltaire, étaient absurdes, extravagants, j'acquiesce à tout cela; mais, si vous allez plus loin, si vous les soupçonnez de libertinage, je ne suis plus des vôtres : le fanatisme des convulsionnaires me répond de leur honnêteté.

Outre les *revivals*, il y a les *camps meetings,* qui

sont des bivouacs religieux en plein air, dans les forêts, la nuit. Je suis moins indulgent pour les *camps-meetings* que pour les *revivals*, et, quelque disposé que je sois à ne pas croire au mal, il m'est difficile de penser que ces réunions ne soient pas l'occasion, sinon la cause, de beaucoup de désordres. Ces assemblées nocturnes, cette vie de bivouac, et ce mélange surtout de personnes venues avec des buts différents, les unes pour prier et prêcher en commun, les autres, selon le témoignage de M. Murat, pour vendre, acheter, *électionner* ou faire la cour, doivent avoir des dangers que je me garderai bien de révoquer en doute. Il ne faut pas croire cependant que ces assemblées religieuses et l'abus qu'on en fait soient quelque chose de particulier à l'Amérique, et qu'il faille s'en prendre à ses institutions et à la liberté religieuse qu'elles accordent. Qu'est-ce, et surtout qu'était-ce autrefois, que les fêtes patronales des villes et des bourgs? des *camps-meetings*, où les uns venaient pour prier au tombeau du saint, les autres pour vendre, pour acheter, beaucoup pour s'amuser. Les foires se tenaient presque toutes autour des églises; c'étaient des lieux de rendez-vous, de marchés, de pèlerinages; c'étaient tout ce que sont les *camps-meetings*. Ces fêtes patronales, ces foires baptisées du nom d'un saint et instituées en son honneur avaient aussi leurs désordres et leurs dangers.

Dans les sociétés nouvelles, où les communications sont lentes et difficiles, où chacun a son champ à cultiver et sa famille à nourrir, si la religion n'était pas là pour réunir les hommes, ils resteraient

solitaires et tristes, la société ne se développerait pas. Il n'y a que la religion qui ait assez de force, dans les sociétés nouvelles, pour tirer les hommes de leur logis, pour les assembler et les unir dans un but commun. L'assemblée une fois instituée par la religion, qui pouvait seule l'instituer, le commerce et la politique en profitent. Seuls, ils n'auraient pas pu réunir quatre personnes; aidés de la religion, ils ont foule. C'est la religion qui a créé les foires en Europe, au commencement de la société européenne; et c'est elle qui crée les *camps-meetings* en Amérique.

Je déplore, autant que personne, les abus des *revivals* et des *camps-meetings*; mais ces abus se retrouvent à d'autres époques et dans d'autres pays, dans les sociétés nouvelles. Ils ne forment donc point le caractère distinctif et particulier du culte en Amérique.

Ce qui, à mon avis, est le caractère le plus saillant de l'état du culte en Amérique, c'est ce que j'appellerai son morcellement. Nulle part il n'y a autant de sectes diverses. Mistress Trollope et M. Murat essaient en vain de les compter : elles sont innombrables. « Elles changent tous les jours, dit M. Murat, paraissent, disparaissent, se réunissent, se séparent et n'ont rien de stable que leur instabilité..... Il arrive souvent qu'un prêcheur s'imagine de prêcher une doctrine malsonnante pour les oreilles pieuses : l'évêque ou le consistoire l'excommunie. Alors la congrégation, ou change de religion et garde son pasteur, ou change de pasteur et garde sa religion. Le pasteur excommunié forme

une nouvelle secte avec une minorité de la congrégation..... » Ailleurs encore : « L'excommunié crie à la persécution des saints, fonde une nouvelle secte, et sa fortune est faite..... Dans cette variété de religions, chacun peut choisir celle qu'il veut, en changer quand cela lui plaît, ou rester en suspens et n'en suivre aucune. Cependant, avec toute cette liberté, il n'y a pas de pays où le peuple soit aussi religieux qu'aux États-Unis. »

Comment, avec une pareille mobilité de culte, le peuple des États-Unis est-il le peuple le plus religieux de la terre ? Comment cette instabilité ne nuit-elle pas à la foi? Qu'est-ce qu'un culte qui change au gré du caprice de chacun? Quelle autorité peut-il avoir? Quelle durée peut-il se promettre? Voilà les doutes qui viendront à beaucoup d'esprits. Les catholiques, qui ne voient de salut pour la religion que dans l'unité, se demanderont si la religion, aux États-Unis, ne touche pas à son dernier jour; les philosophes l'espéreront.

M. Murat, qui est de l'école de Voltaire, ne cache pas, à ce sujet, ses espérances. L'instabilité de la religion, aux États-Unis, lui paraît le signe prochain de sa chute : « Les peuples des États-Unis tendent au doute. Dans une génération, *la nation ne sera plus chrétienne, elle sera sage,* heureuse et délivrée du joug des prêtres qui pèse encore sur elle.... Chacun sait bien à quoi s'en tenir sur la religion de son voisin; mais personne ne veut être le premier à attacher le grelot. Le maître est là : tout le monde est candidat pour sa faveur dans un pays où l'opinion publique règne sans mélange. Il faut la flatter,

et les flatteurs se trompent sur les opinions du maître. L'opinion que l'on a généralement de la force des préjugés religieux est de beaucoup exagérée, et le moment n'est pas loin qu'on mettra un terme à l'influence du clergé et à l'hypocrisie forcée qu'elle produit.... Le parti de l'incrédulité n'a qu'à connaître sa force pour secouer entièrement le joug de la superstition, et, depuis quelque temps, il fait des progrès immenses vers ce but. L'influence du clergé n'est qu'apparente..., au fond, personne ne s'en soucie; même, autrefois, elle ne fut pas assez forte pour empêcher l'élection de M. Jefferson, qui refusait publiquement toute croyance à la Bible. Aujourd'hui, elle pourrait encore beaucoup moins; dans cinquante ans, elle ne pourra plus rien. » Voilà donc l'avenir du peuple le plus religieux de la terre! dans cinquante ans, il ne sera plus *chrétien*, il sera *sage*.

Ainsi, instabilité perpétuelle, division infinie, et, dans cinquante ans, l'incrédulité, tel est, en résumé, selon mistress Trollope et selon M. Murat, l'une qui fait la satire, l'autre qui fait le panégyrique des États-Unis, tel est l'état de la religion en Amérique.

Quant à moi, je ne suis point effrayé, pour l'Amérique, de cet état de choses. L'instabilité et le morcellement infini de la religion tiennent à l'état du pays et à son degré de civilisation. Quant à l'avenir d'incrédulité que se promet M. Murat, il m'effraie encore moins que le reste, car il est impossible.

Si j'étais du nombre des admirateurs ébahis de l'Amérique, les détails donnés par mistress Trollope

et par M. Murat pourraient me contrarier, car je serais forcé de reconnaître que, dans mon Eldorado moral, politique et religieux, il y a de la superstition, de la momerie, des scandales, des haines, des sectes, des impies, comme partout ailleurs. Mais, étant persuadé que les Américains ont le nez au milieu du visage aussi bien que les Européens, je ne suis point étonné de trouver chez eux les mêmes passions religieuses et les mêmes abus qu'en Europe.

L'état de la religion, en Amérique, se rapporte à l'état de la société. Si la religion, en Amérique, est morcelée à l'infini, ce n'est pas, soyez-en sûrs, l'effet de son gouvernement républicain : c'est l'effet de la société. Il n'a pas dépendu du gouvernement de donner ou d'ôter à l'Amérique la liberté religieuse. Le protestantisme, en Amérique, a précédé la république : avant d'être républicaine, avant de se séparer de l'Angleterre, l'Amérique était protestante. Or, la liberté religieuse est le fond du protestantisme. Quand le protestantisme ne va pas jusqu'à l'anarchie religieuse, quand il ne fait pas autant de cultes que d'individus, c'est par bonne volonté, c'est par prudence, et non pas par devoir : il a le droit d'être anarchique. Quand il ne l'est pas, cela tient à l'état de la société. S'il y a des pays où le protestantisme se divise et se morcelle moins qu'ailleurs, c'est que la société y a beaucoup d'unité et de cohésion, et qu'elle contient par son poids l'instabilité naturelle de son culte. Telle n'est point l'Amérique.

Les États-Unis n'ont point encore d'unité nationale. La nationalité américaine n'est, si je ne me trompe, qu'une antithèse. L'Amérique hait l'An-

gleterre et les Indiens : l'une dont elle a secoué le joug, les autres qu'elle détruit. C'est à l'aide de ces deux sentiments que s'est fondée l'Amérique ; ce sont eux qui la soutiennent. L'Amérique n'a qu'une nationalité de monde et de race : de monde à l'égard de l'Europe, de race à l'égard des Indiens. Mais, de là à ce que j'appelle la nationalité d'un peuple, de là à ces sentiments, à ces souvenirs, à ces mœurs, à ce génie commun, qui font qu'on est une nation, il y a un abîme. Les États-Unis sont encore des colonies indépendantes les unes des autres, qui, un beau jour, se sont réunies et confédérées contre un ennemi commun. Cette confédération a-t-elle de ces colonies fait une nation? je ne le pense pas.

Que résulte-t-il de là pour la religion? c'est qu'il n'y a rien pour compenser le principe de division qui est propre au protestantisme. De là ces sectes innombrables. En Europe, où la société est vieille, l'unité politique et l'unité religieuse ne manquent jamais à la fois. Quand, comme au moyen-âge, la société civile est divisée et morcelée à l'infini, la société religieuse est unie et fait corps. Quand, comme sous l'empire romain ou comme de nos jours, la société religieuse est éparpillée çà et là, quand il y a mille sectes et mille opinions, la société civile alors est unie et fait corps. En Amérique, où tout est nouveau, ni la société civile, ni la société religieuse ne font corps : partout la division et l'indépendance ; les sectes vivent à part les unes des autres, comme les États veulent se gouverner à part les uns des autres ; et il n'y a pas plus de centre pour la religion que pour l'État.

Est-ce là quelque chose de bien désolant pour l'Amérique? nullement, à mon avis. L'Amérique grandit. Laissez-la croître et ne demandez pas impatiemment à son enfance les fruits de l'âge mûr. L'État, c'est-à-dire cette communauté intime d'intérêts civils, commerciaux et politiques, l'État s'enfante en Amérique et se développe peu à peu. Est-ce au centre de la confédération ou dans ses membres que se fait l'enfantement? M. Murat lui-même entrevoit, dans l'avenir des États-Unis, la naissance de trois grands États séparés, l'un au nord, l'autre à l'ouest, l'autre au sud. Ces naissances à venir ne l'effraient pas; il ne voit pas, dans ce morcellement, la ruine de l'Amérique. Pourquoi donc, dans le morcellement du culte, voit-il la ruine de la religion? Pourquoi ne juge-t-il pas de la dislocation religieuse comme de la dislocation politique? c'est que M. Murat est de l'école de Voltaire. La religion lui déplaît : elle va tomber, dit-il. Mais la république lui plaît : elle vivra, dit-il, quand bien même les États-Unis se disloqueraient. Quant à moi, moins philosophe et moins républicain en même temps que M. Murat, je n'ai aucune raison pour augurer plus mal de la société religieuse que de la société politique en Amérique.

Le morcellement de la religion n'est pas toujours le symptôme de la ruine du sentiment religieux; c'est souvent, au contraire, le symptôme d'une effervescence pleine de vie. Dans les vieilles sociétés, la division et l'instabilité du culte peuvent parfois annoncer sa mort prochaine; mais en Amérique, mais dans une société neuve, c'est tout différent.

Les choses et les hommes finissent, nous le savons, comme ils ont commencé, par une enfance : il y a l'enfance du lit de mort comme l'enfance du berceau. Mais qui de nous ne les reconnaît pas? Qui de nous ne sait pas distinguer le visage riant de l'enfant qui a encore tout l'écheveau de sa vie à dévider joyeusement, du visage terne et grimaçant du vieillard qui serre entre ses doigts desséchés le dernier fil de sa vie?

Je déplore l'instabilité de la religion aux États-Unis, je déplore les abus des *camps-meetings* et des *revivals;* mais cette effervescence témoigne, à mes yeux, du besoin que le peuple américain sent de la religion.

C'est qu'en effet, vous avez beau avoir un vaste pays à coloniser; vous avez beau, grâce à vos lois, avoir à électionner toutes les semaines, cela ne suffit pas, il faut encore autre chose : il faut s'occuper de Dieu, il faut des prêcheurs, des réunions, des prières, une Bible. Tout cela, sans doute, est bizarre; mais, que voulez-vous? l'homme est ainsi fait. Voyez ces colons de l'ouest et du midi : ils ont à vaincre les vieilles forêts, les eaux croupissantes, les marais insalubres, les bêtes sauvages; ils ont à faire vivre eux et leur famille. Vivre! que de peines, de fatigues, de travail, ce mot contient dans les États nouveaux! En même temps ils ont les lois les plus électives qui se puissent inventer. Ce n'est pas assez : il leur faut encore une religion. Le sentiment religieux vient se placer au milieu de leurs rudes travaux et de leurs quotidiennes élections. Partout où il y a des hommes, il y a des essais et

des ébauches de religion. La société *sage* de M. Murat est impossible.

En vérité, si je ne craignais de tomber dans le paradoxe, je dirais, tant je suis éloigné de croire à la fin prochaine de la religion en Amérique, que la religion ne fait que d'y naître, et qu'elle est encore, surtout dans les États nouveaux, à son premier degré, au fétichisme. Non que je veuille dire, le moins du monde, que les citoyens des États-Unis sont des sauvages qui adorent des fétiches; mais n'y a-t-il de fétichisme que lorsqu'il y a de petites idoles de terre cuite, comme chez les païens? des madones, comme chez les Italiens, ou des images de saint Nicolas, comme chez les Russes? Le fétichisme n'est pas dans l'idole ou l'image. Le caractère essentiel du fétichisme est d'être un culte tout individuel. Chacun son Dieu, voilà l'idée du fétichisme. Quand chacun a son culte, quand chacun fait secte, quand la foi est diverse pour chaque famille et pour chaque personne, c'est ce que j'appelle aussi du fétichisme; seulement, ce fétichisme n'a point de fétiches en plâtre ou en bois : il est tout spirituel. C'est que l'état de l'esprit humain ne comporte plus de religions matérielles, comme l'était le paganisme : l'esprit humain ne comporte plus que des religions spirituelles à tous leurs degrés, même au plus bas. Le fétichisme aussi est spirituel.

Quand on étudie l'Amérique sous le rapport philosophique, comme nous le faisons, il faut tenir grand compte de l'état de l'esprit humain à l'époque où naquit l'Amérique. L'Amérique est née au XVIIIe siècle, ne l'oublions jamais. Fille et héritière

de l'Europe, elle prend la civilisation où l'Europe l'a laissée : elle ne recommence pas la société, elle la continue. Elle fait avec l'Europe ce que l'Europe a fait avec l'Orient. L'Europe n'a pas recommencé les travaux de l'Orient : elle les a continués. L'Amérique, non plus, ne se met pas à inventer de nouveau les sciences. Elle les reçoit toutes faites et s'en sert; mais elle s'en sert comme une société nouvelle : elle les emploie à dompter la nature. En religion, l'Amérique ne revient pas au matérialisme des anciennes religions. Elle prend le spiritualisme de la religion chrétienne; mais elle l'applique comme une société nouvelle. Chacun, en Amérique, a son culte, comme chacun autrefois avait son idole. C'est le premier degré de la religion, c'est le fétichisme tel que le comporte notre temps. En politique, même manière d'agir. L'Amérique ne retourne pas aux gouvernements théocratiques, les premiers qui se rencontrent dans l'histoire : elle prend la politique où elle en était au XVIIIe siècle, et son gouvernement tient un compte scrupuleux des droits que la philosophie reconnaît à l'homme. Mais, comme c'est une société nouvelle dans ce gouvernement, il n'y a point d'État, il n'y a point d'unité politique. Partout il faut considérer l'Amérique comme la jeune héritière d'un patrimoine. Le patrimoine est vieux, c'est celui que l'Europe a reçu de l'Orient et qu'elle a grossi; mais l'héritière est jeune, et c'est avec les idées, les besoins et le caractère de la jeunesse qu'elle exploite cet antique patrimoine.

Ne nous laissons donc pas tromper aux apparen-

ces : ne croyons pas que la vieillesse des choses ôte rien, en Amérique, à la nouveauté de la société, et sachons, dans le morcellement infini du culte, reconnaître le fétichisme, c'est-à-dire la religion à son premier degré, tant elle est loin encore de sa décadence !

L'Amérique a la religion qu'elle peut avoir, la religion d'une société nouvelle et éparpillée. Plus tard, et à mesure que l'État s'enfantera, la religion prendra plus d'unité et de cohésion. Que la société se concentre, la religion aussi se concentrera. Cela est si vrai, qu'en Amérique, même les États où le culte est le moins morcelé sont précisément ceux qui sont les plus anciens, les États du nord, ceux où la société a le plus de temps pour se développer ; tandis qu'au contraire les États du sud et de l'ouest, les États nouveaux, où la société est récente, sont ceux où le culte est éparpillé en sectes innombrables, et, parmi ces sectes, les plus grossières et les plus superstitieuses sont précisément les plus puissantes et les plus accréditées.

Résumons rapidement nos réflexions.

Le morcellement et l'instabilité de la religion, en Amérique, ne tiennent pas aux institutions républicaines, mais à l'état de la société ; et cette instabilité ne doit point aboutir à l'incrédulité, parce que c'est une effervescence qui témoigne de l'ascendant même des sentiments religieux, et non de leur discrédit.

En considérant de cette manière l'état de la religion, je garde le point de vue que j'ai pris, et j'étudie la société plutôt que la forme du gouvernement, parce que les formes de gouvernement me semblent peu de chose.

IV.

Un des traits les plus curieux de la société américaine et qui est aussi un des traits distinctifs des sociétés nouvelles, c'est l'esclavage. L'apologie de l'esclavage que M. Murat fait avec beaucoup de hardiesse et beaucoup d'esprit, éveille, à chaque instant, le souvenir de la société grecque et de la société féodale, c'est-à-dire d'une des premières phases de l'état social, phase brillante et qui plaît peut-être à l'imagination, mais pleine de malheur et de misère pour la plupart des hommes. Rien n'est si contraire, en effet, à l'idée que nous avons, en France, d'une république, que la société athénienne et spartiate, ou la société américaine : car l'esclavage, et par conséquent l'oubli de l'égalité humaine, est le principe vital de la société grecque et de la société américaine, telle que M. Murat la peint et la défend.

Le type le plus parfait de l'homme pour M. Murat, c'est le planteur des États du sud : « Le planteur, dit M. Murat, dégagé de tout travail manuel, a beaucoup plus de temps pour cultiver son esprit. L'habitude de se considérer comme moralement responsable du sort d'un grand nombre d'individus donne à son caractère une sorte de dignité austère qui conduit à la vertu, et qui, tempérée par les arts,

les sciences, la littérature, contribue à *faire, du planteur méridional, un des plus parfaits modèles de l'espèce humaine.* Sa maison est ouverte à tout venant avec une généreuse hospitalité; sa bourse ne l'est que trop souvent avec profusion. L'habitude d'être obéi lui donne une noble fierté en traitant avec ses égaux, c'est-à-dire avec tout homme blanc, et une indépendance de vues en politique et en religion, qui forme un parfait contraste avec la réserve et l'hypocrisie qu'on ne rencontre que trop souvent au nord. »

Je ne veux point chicaner le peintre sur son portrait. C'est un portrait de complaisance pour lequel le miroir seul a posé, cela est évident. Je renonce donc à toutes les critiques que pourrait faire un yankee, un citoyen de ces États du nord si maltraités par M. Murat, sur ce parfait modèle de l'espèce humaine, sur *cette dignité austère qui conduit à la vertu,* mais qui souvent peut-être s'arrête en chemin et ne mène qu'à l'insensibilité; sur *cette habitude d'être obéi*, qui semble devoir assez mal préparer à traiter avec ses égaux; sur cette indépendance enfin de vues en politique et en religion, qui pourrait bien, aux yeux des malveillants, signifier, en politique, la répugnance que le planteur du Sud a contre le Nord, et, en religion, *la sagesse* philosophique qui doit, *dans cinquante ans, être l'apanage des États-Unis :* c'est-à-dire l'esprit de faction et de révolte sous le nom d'indépendance politique, et l'esprit d'impiété sous le nom d'indépendance religieuse. Mais, encore une fois, je renonce à toutes ces représailles du Nord contre le Midi. Ce que je de-

mande seulement, c'est de quel droit, après ce portrait du planteur, M. Murat pourrait trouver quelque chose à redire au seigneur féodal tel que l'histoire nous le représente ?

Certes c'était un beau modèle aussi de l'espèce humaine que le baron féodal. Comme le planteur, il était hospitalier ; comme lui, prodigue ; habitué, comme lui, à être obéi, il avait une noble fierté en traitant avec ses égaux, c'est-à-dire avec les gentilshommes, car la féodalité était aussi une sorte de république. Un suzerain mal obéi pour président, des serfs pour nègres, entre les vassaux du même suzerain une égalité querelleuse : voilà la république féodale.

Du reste, comme le planteur, le baron féodal était fort indépendant en politique, c'est-à-dire toujours prêt à secouer le joug du suzerain. Soigneux aussi de conserver intacte la pureté de son sang, il pouvait, quand il comparait la beauté majestueuse de ses enfants à la laideur de ses serfs rabougris par le travail et la misère, il pouvait croire, aussi bien que le planteur quand il compare la blancheur de son teint au visage noir et plat de ses nègres, que les vilains étaient d'une race inférieure au gentilhomme, et que Dieu n'avait pas pétri du même limon le corps élégant et svelte du chevalier, et le tronc gros et court du paysan ; ce qui n'empêchait pas le baron féodal, non plus que le planteur, d'avouer de temps en temps, par ses caprices libertins à l'égard des filles de ses serfs, l'égalité de l'espèce humaine, et de donner par ses passions un démenti à son orgueil. Disons-le : en faisant le portrait du planteur,

M. Murat a fait, sans s'en douter, le portrait du baron féodal. Ce sont les mêmes traits, la même physionomie, le même caractère, la même nature; il n'y a qu'à changer l'indication du livret. Au lieu de lire : portrait, au XIXe siècle, d'un citoyen de la république des États-Unis, il faut lire : portrait d'un baron féodal du XIIe au XIIIe siècle.

Voilà donc, selon M. Murat, l'effet moral de l'esclavage sur le caractère des maîtres. Voyons l'effet politique sur la société :

« En politique, le résultat de l'esclavage, dit M. Murat, n'est pas moins favorable. Notre pays est encore jeune, la population est clair-semée, chacun a ses affaires; ici, point d'oisifs, de badauds, de populace. Mais il n'en sera pas toujours ainsi : déjà, dans les grandes villes du Nord, en plusieurs occasions, des tumultes ont eu lieu parmi la classe ouvrière et les matelots. Sommes-nous destinés à voir renaître chez nous les scènes du Forum romain? Pour nous en garantir, aurons-nous recours à la cavalerie, comme en Angleterre? Le remède serait pire que le mal... Refuser aux citoyens qui n'ont pas une fortune déterminée, le droit de voter, comme cela a lieu en Virginie, est sans doute un moyen; mais cela est contraire à l'esprit de nos institutions, et toute limitation de ce genre est toujours arbitraire. D'ailleurs, cela n'empêcherait pas le peuple de s'ameuter. Comparez les élections dans les grandes villes du Sud et du Nord : quel tumulte dans les unes! quel calme dans les autres! Dans le Nord, les classes inférieures de la société s'emparent tumultueusement du lieu des élections et en chas-

sent, pour ainsi dire, par leur conduite indécente, tout homme instruit et éclairé. *Dans le Sud, au contraire, toutes les classes inférieures sont noires, esclaves, muettes; les gens éclairés conduisent les élections tranquillement et raisonnablement;* et c'est peut-être à cela seul qu'est due la supériorité de talent qui se fait remarquer, dans le congrès des États-Unis, en faveur du Sud. »

Ou je me trompe fort, ou le résumé de ces curieuses paroles est qu'il ne peut y avoir de bonnes élections, et par conséquent de bonne république, qu'avec l'esclavage : l'esclavage est le remède à tous les vices de la république. Vous voulez avoir des institutions républicaines et ne point avoir de populace qui *s'empare tumultueusement des élections et en chasse les hommes instruits?* ayez l'esclavage. Avec l'esclavage, vous n'avez point à craindre le suffrage universel des classes inférieures, leur turbulence, leurs émeutes, les scènes du Forum romain, les démagogues excitant à leur gré les passions d'une foule ignorante et s'emparant du pouvoir au préjudice des honnêtes gens. Et voyez quelle est la destinée des États qui n'ont point cet admirable contre-poids des institutions républicaines, l'esclavage; voyez l'Angleterre : il lui faut des charges de cavalerie pour dissiper les émeutes de sa population. Charger le peuple, quelle horreur! Dans le Sud, dans le beau pays des planteurs, on ne charge point le peuple : il n'y a pas de peuple, il n'y a que des esclaves tremblants et muets. En Virginie, on exige, pour voter aux élections, un cens, une fortune quelconque qui serve de garantie. Un cens,

une garantie, fi donc! tout cela est contraire à l'esprit des institutions républicaines. — Mais prenez-y garde, répondront les Virginiens : nous voulons que *les élections soient conduites tranquillement et raisonnablement par les hommes éclairés ;* nous voulons que *les classes inférieures ne s'emparent pas tumultueusement du scrutin ;* nous ne voulons pas que le pouvoir tombe en des mains indignes. C'est pour cela que nous avons un cens électoral. — Tyrannie que tout cela, disent les planteurs, et surtout faiblesse, puisque vous n'empêchez pas, après tout, le peuple de s'ameuter. Faites donc comme nous, coupez le mal dans sa racine : n'ayez pas de peuple, n'ayez que des esclaves muets.

On a souvent dit qu'il ne pouvait y avoir de bonne république que dans les aristocraties. La leçon à tirer de M. Murat, c'est qu'il ne peut y avoir de bonne république qu'avec l'esclavage. Or, que l'aristocratie soit blanche ou bardée de fer, qu'elle s'appelle les planteurs du Sud ou les barons féodaux, peu importent la couleur et le nom : il y a des esclaves, il y a une aristocratie, et c'est là seulement que, selon M. Murat, la république est possible. Ailleurs, comme dans les villes du Nord, la république a des élections tumultueuses et violentes, des émeutes de populace, des scrutins envahis par la force : elle est impossible.

« L'opinion publique, dans les États du sud, dit M. Murat, est que l'esclavage est nécessaire, mais qu'il est un mal. Je suis loin de considérer la chose sous ce point de vue ; au contraire, je suis tenté de la considérer, dans certaines périodes de la vie des

nations, comme un bien : comment, par exemple, employer sans esclaves de grands capitaux dans l'agriculture d'un pays neuf ? »

M. Murat a raison : l'esclavage est propre à certaines époques ; il se retrouve dans toutes les nations aux mêmes degrés de l'échelle sociale. Quand une société est nouvelle, quand elle a un vaste pays à exploiter, elle a des esclaves : l'esclavage, dans cet état de choses, est nécessaire à l'exploitation. Sans esclaves, que faire de ces vastes domaines? quel fruit en retirer ? Les Doriens, quand ils conquirent la Grèce, eurent des esclaves pour l'exploiter; les Germains firent de même au v[e] siècle; et quand, au xv[e] siècle, les Européens vinrent conquérir l'Amérique, pour exploiter leurs conquêtes il leur fallut des esclaves. Ils prirent d'abord les Indiens; mais, comme les Indiens aimèrent mieux mourir que de servir, les Espagnols allèrent chercher leurs esclaves en Afrique.

Lorsque les conquêtes se font entre peuples civilisés, lorsque la Macédoine conquiert la Perse, Rome le monde, ou, de nos jours encore, lorsque la France conquiert l'Europe, la conquête n'amène ni la dépossession, ni l'esclavage qui en est la suite, parce qu'il y a d'autres manières d'exploitation. Le système administratif des sociétés civilisées se prête à beaucoup d'exactions sans aller jusqu'à la dépossession : on fait des royaumes macédoniens ou français, des provinces romaines, on lève des impôts. Voilà comme on s'exploite entre peuples civilisés. Mais, quand la conquête se fait par des Barbares, comme au v[e] siècle, ou sur des Barbares, comme

en Amérique ; quand l'exploitation administrative n'est pas possible, alors vient la dépossession et avec elle l'esclavage : les anciens habitants sont dépossédés et asservis. Sans la dépossession et l'esclavage, les conquêtes ne sont que des expéditions de pillards ; avec la dépossession et l'esclavage, elles deviennent des établissements. Jusqu'ici donc, je suis de l'avis de M. Murat.

Reste seulement une question : dans l'ordre de la civilisation, quel rang tiennent la dépossession et l'esclavage ? ils fondent une société nouvelle dans le pays conquis. C'est ainsi que la société dorienne fut fondée en Grèce, la société germanique en Europe, la société européenne en Amérique. Mais ces sociétés, nées de la violence et qui ne pouvaient naître que par elle, prétendront-elles, dès leur commencement, qu'elles ont atteint le but de la civilisation et qu'elles doivent désormais servir de modèle au monde ? prétendront-elles, quand d'une main elles tiennent le glaive qui extermine les anciens habitants du pays, et de l'autre le fouet qui fait travailler les esclaves destinés à l'exploitation du sol usurpé ; quand tout témoigne encore leur violence et leur injustice ; quand la tache originelle de l'usurpation est encore récente et vive, prétendront-elles que toute la dignité et toute la grandeur des sociétés humaines se sont retirées en elles ? Je ne fais point un crime à l'Amérique de s'être fondée par la dépossession et l'esclavage : elle a fait ce qu'ont fait toutes les sociétés, elle a commencé comme elles ont toutes commencé. Mais c'est un commencement, voilà ce qu'il faut bien savoir ;

c'est une phase de la vie des peuples, et une des premières phases. Vouloir en rester là serait un crime contre la Providence. Il faut que l'Amérique aille de l'esclavage au travail libre, comme il faut qu'elle aille du morcellement à l'unité, en politique aussi bien qu'en religion. Presque partout, dans le monde, l'esclavage n'est plus qu'un ancien régime, le régime des sociétés naissantes. Le pays des planteurs veut-il seul le garder? non. Quand les peuples ont de l'avenir, à chaque pas qu'ils font vers cet avenir, ils jettent sur la route une pièce du bagage de leur ancien régime : l'esclavage aussi sera jeté en route.

L'esclavage, disons-le hautement, n'a pas été permis par Dieu pour être définitif. La Providence le prête aux sociétés naissantes; mais elle ne le leur donne pas à tout jamais. Il y a des moments où l'esclavage est utile aux sociétés comme la guerre, comme le despotisme; mais les sociétés n'ont pas le droit d'en rester là : il faut qu'elles passent de la guerre à la paix, du despotisme à la liberté, de l'esclavage au travail libre; il faut que la civilisation décrive les phases successives de sa destinée; il faut que l'éducation de l'humanité se poursuive à travers ses âges et ses états divers. Malheur aux peuples qui veulent arrêter l'horloge, qui veulent fixer l'aiguille sur telle ou telle heure qui leur plaît! — Nous aimons l'esclavage, disent les planteurs de l'Amérique du Sud; nous aimons ces régiments de nègres disciplinés au travail, ces domaines immenses que nous parcourons à cheval, cette habitude de commander qui donne à notre caractère une fierté majestueuse,

ce loisir qui élève notre esprit et nous rend supérieurs, dans les assemblées, à nos voisins du Nord. — Non, l'esclave n'est pas seulement pour le plaisir des maîtres; non, la Providence ne peut pas permettre qu'un homme sacrifie ainsi à ses intérêts, à ses jouissances, la vie et l'honneur d'un si grand nombre de ses semblables. La Providence a son but qu'elle atteint par l'esclavage, tantôt les races diverses à rapprocher et à confondre, tantôt un peuple à fonder, un État à créer, qui devient un instrument nouveau de la civilisation. Certes, quand les Francs mettaient à la glèbe les Gaulois vaincus, quand ils se faisaient comtes, barons, hauts et puissants seigneurs, ils croyaient aussi que la glèbe était une institution définitive, éternelle, qui ne passerait pas; et cependant, une fois que, par la glèbe et par la féodalité, les vaincus et les vainqueurs eurent formé une société nouvelle, une fois que cette société fut organisée, peu à peu les serfs se sont élevés, enrichis, émancipés, et, de cette fusion des vaincus et des vainqueurs dans le moule violent de la société féodale, est sortie une nation puissante et forte par l'égalité de tous ses membres, la nation française. Il y a aussi des peuples à fonder, des pays à cultiver, des États à créer dans l'Amérique du Sud. L'esclavage est un des instruments de cette œuvre : voilà pourquoi il existe, et non certes pour les plaisirs des planteurs.

Et ne suffit-il pas de jeter un coup d'œil sur l'esclavage tel qu'il est aujourd'hui, pour voir que ce n'est pas là un état définitif? Partout, dans les pays qui ont touché la civilisation, fût-ce du bout des lè-

vres, partout la foi en l'esclavage est ébranlée, le maître ne croit plus à son droit de commander, ni l'esclave à son devoir d'obéir ; la force seule maintient l'esclavage, la force, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus changeant et de plus incertain au monde. Quoi ! des maîtres toujours inquiets pour leurs biens et pour leur vie, des esclaves toujours aux aguets, l'embûche et la révolte dans le sein de la maison et de la famille ; plus de sommeil, sinon en tremblant pour le réveil ; deux ennemis côte à côte sous le même toit, deux ennemis qui savent leur mutuelle haine et qui s'observent avec colère, — ce serait là un état définitif ! ce serait là l'état de choses à qui Dieu permettrait la durée ! Non ! si l'esclave s'agite, si le maître s'inquiète, si chacun regarde avec émotion l'avenir, c'est que tous deux, le maître et l'esclave, sentent que l'esclavage s'écroule, c'est que, dans cette vieille institution qui vacille pour tomber, personne ne peut plus se loger qu'avec incertitude.

Nous n'avons, jusqu'ici, considéré l'esclavage qu'en lui-même. Que sera-ce, si nous regardons l'embarras que causent à l'Amérique les hommes de couleur ?

Le jour où un nègre est devenu libre, le maintien de l'esclavage est devenu impossible. Voyons ce qu'en dit M. Murat : « La classe des hommes de couleur libres *est très-embarrassante* ; car, si d'un côté le sens commun dit qu'une fois libres, ils devraient être entièrement assimilés aux citoyens blancs, d'un autre côté un préjugé plus fort que toute raison les maintient dans un état de dégradation morale et les exclut de toute occupation honorable. Ils sont très-dangereux pour nos esclaves, qui envient

leur oisiveté ; ils ont parmi eux des prêcheurs qui sont alliés aux sociétés religieuses du Nord, et qui ne cessent de travailler nos nègres pour les exciter au mécontentement. Si vous faites attention que la vie et la propriété de chaque habitant des États méridionaux sont intéressées dans ces mesures, vous vous persuaderez facilement que, *constitutionnellement ou non, nous ne pouvons pas y renoncer, et que notre séparation de l'Union aurait lieu, si l'on voulait nous y contraindre.* » Quelle que soit la force de l'opinion publique, au Nord, contre le maintien de l'esclavage, M. Murat ne craint pas cependant que la scission entre le Nord et le Midi soit prochaine. La raison qu'il en donne est marquée au coin de cette impertinence méridionale que nous avons déjà vue : « Les États du Sud sont les plus forts et les plus riches. Une séparation serait un coup plus rude pour le Nord que pour nous. Leurs vaisseaux viendraient de même exporter nos tabacs, nos cotons, nos sucres ; mais ils paieraient des droits et ne pourraient pas soutenir la concurrence des manufactures anglaises. Nous continuerions à nous approvisionner au meilleur marché. *L'enthousiasme religieux chez un yankee ne va pas au point de sauver son âme aux dépens de ses fabriques et de son commerce.* »

Vous voyez quelle est la portée de la question de l'esclavage : elle ne va à rien moins qu'à déchirer l'Union américaine, et ce n'est peut-être là encore que son moindre défaut. En effet, si l'Union se déchire, les États, séparés les uns des autres, pourront être puissants et riches, leurs citoyens heureux et libres ; mais, si le principe fondamental des États-

Unis, si le respect de la liberté s'altère, certes alors ce sera un mal d'autant plus dangereux qu'il viciera chaque État particulier. Tel est l'effet de l'esclavage. Il y a, aux États-Unis, à côté de la liberté républicaine, un code complet de tyrannie, non de tyrannie en grand, mais en détail, ce qui est dix fois pis, de tyrannie minutieuse et qui sent la police : je veux parler des lois relatives aux nègres libres. Citons M. Murat : « Aucun nègre libre ne peut voyager sans passe-port ; tout blanc a, dans ce cas, le droit de l'arrêter et de le déposer dans la première prison, où on le détient s'il ne peut pas prouver sa liberté. » Ainsi la présomption légale est toujours pour l'esclavage ; la liberté est l'exception, et il faut la prouver. Ainsi, contre le nègre, tout blanc est gendarme et a droit d'arrestation.

« La peine de mort est infligée au nègre qui attaque un blanc ou qui lui résiste violemment. » Qu'est-ce que résister violemment ? Le blanc frappe : le nègre rendra-t-il les coups ? non, ce serait résister violemment. Il faudra donc qu'il se défende en prenant bien garde de blesser, si légèrement que ce soit, l'assaillant.

« Dans les États du Sud, l'émancipation n'est permise qu'autant que les esclaves émancipés quittent l'État dans un certain délai. » Ainsi l'affranchissement entraîne l'exil. Il le faut bien : comment, à côté de nègres libres, garder des nègres esclaves ? « Les nègres affranchis, continue M. Murat, sont soumis à une police très-sévère, et, dans beaucoup d'endroits, à des taxes et à des capitations extrêmement fortes. S'ils ne peuvent pas les payer, ils sont

vendus comme esclaves. Ils peuvent être vendus aussi pour payer les dettes de leurs maîtres contractées avant leur émancipation, ou même pour payer leurs frais de prison, s'ils sont arrêtés voyageant sans passe-port ou certificat de leur liberté. *Il semble enfin que toute la législation des États méridionaux ait pour but de diminuer cette classe dangereuse*.... On se tromperait grossièrement, si on croyait qu'ils sont mieux traités au Nord ou dans la Nouvelle-Angleterre. Dans treize des vingt-quatre États, ils ne sont pas admis par la Constitution à voter, et, dans presque tous les autres, il y a des lois particulières qui les en empêchent. Il n'y a, je crois, qu'en Pensylvanie et New-York où ils en aient le droit. »

Telles sont les lois que les États-Unis appliquent aux hommes de couleur libres. Ils ne leur reconnaissent ni droits civils ni droits politiques. Au dehors, c'est la même chose. Je lis, dans le discours préliminaire de *l'Histoire de la Louisiane* de M. Barbé-Marbois, que les États-Unis ont refusé de reconnaître Haïti. Ils reconnaissent tous les gouvernements de fait; ils ne reconnaissent pas Haïti, et la république blanche traite la république noire comme le citoyen blanc traite le citoyen de couleur.

Quand on compare l'état des affranchis, à Rome, avec l'état des hommes libres de couleur de l'Amérique, on est frappé de la différence qui existe. Les affranchis, à Rome, n'étaient point un danger, car ils ne faisaient point une nation à part. Ils étaient tenus à quelques obligations envers leurs anciens maîtres; mais leurs fils étaient complétement li-

bres. L'inégalité ne se perpétuait pas de générations en générations, comme chez les hommes de couleur. L'homme de couleur, eût-il seize quartiers de liberté, ne sera jamais l'égal du blanc. La tache de l'esclavage originel ne s'efface point; elle se transmet indélébile, elle continue à séparer le maître et l'esclave et à faire deux peuples ennemis. La différence de couleur est là pour constater la différence d'état, pour proclamer qu'il y a deux races diverses, l'une maîtresse et triomphante, l'autre esclave et humiliée. A Rome, rien de pareil : esclaves et maîtres sont de la même race et de la même couleur. Aussi, l'affranchissement une fois obtenu, la distance de l'esclave au maître s'efface et disparaît bientôt.

Cette différence dans les suites de l'affranchissement tient à la différence même du principe de l'esclavage chez les anciens et en Amérique. Chez les anciens, l'esclavage n'avait rien d'humiliant. Ce n'était pas une condition réservée à telle ou telle race d'hommes, aux noirs plutôt qu'aux cuivrés, aux cuivrés plutôt qu'aux blancs : l'esclavage était la chance de tout le monde. On voyait des hommes qui avaient été esclaves et ne l'étaient plus, des hommes qui aujourd'hui étaient libres, et que demain un voyage en mer, une rencontre de pirates ou tout autre accident faisaient esclaves, et cela paraissait tout naturel. On allait et venait aisément de la liberté à l'esclavage, et de l'esclavage à la liberté. C'était une différence d'état et non de race : les uns étaient esclaves et les autres maîtres, comme les uns étaient pauvres et les autres riches.

En Amérique, au contraire, l'esclavage est le sort d'une race particulière que sa couleur sépare du reste des habitants; et l'affranchissement lui-même n'abaisse pas la barrière.

Ici revient encore ma remarque sur la destinée de l'Amérique : c'est une société nouvelle, quoique héritière de notre vieille Europe, et cette société nouvelle commence comme ont commencé toutes les sociétés. Cela se voit dans le genre même de son esclavage : elle n'a pas pris l'esclavage des sociétés primitives, l'esclavage des races.

M. Murat est citoyen des États-Unis, citoyen d'un des plus jeunes États de cet empire fort récent lui-même. Comment m'y prendrai-je pour lui dire que, malgré toutes ces causes de nouveauté, il me semble professer des opinions rétrogrades? M. Murat a aussi son ancien régime qu'il adore. Cet ancien régime, je me hâte de le dire, n'est pas le régime de Bonaparte. Nulle part je ne vois percer, dans M. Murat, le regret de ne plus être prince royal des Deux-Siciles, et je l'en félicite. L'ancien régime de M. Murat est de date plus antique : M. Murat me semble se rattacher au paganisme et au régime des républiques grecques; il est païen. Je ne puis expliquer autrement le reproche que j'ai à lui adresser : car c'est du paganisme, à mon avis, que cette croyance à l'inégalité des races humaines, que ce dédain du nègre égal au mépris du Grec pour le Barbare, que cet amour du loisir majestueux que l'esclavage fait aux maîtres, que ce mépris du travail mercenaire. Cela rappelle tout à fait les nobles citoyens des anciennes républiques, qui se seraient

crus déshonorés par l'exercice des arts mécaniques. Dans la société antique, les gens de métier, les ouvriers étaient esclaves. C'est du paganisme que de voir, dans l'esclavage, une manière de donner aux maîtres un esprit plus capable de tous les arts et de tous les talents; et quand, au chapitre des arts et de la littérature en Amérique, M. Murat peint avec enthousiasme les beaux jours de la Grèce, « ces « jeux de la palestre où les vierges de Lacédémone « luttaient sans vêtements superflus, ces cirques où « tout parlait aux sens et à l'imagination, ces « Phrynés, ces Laïs, ces Aspasies; » — quand il dit que, « tant que l'on n'aura point de mœurs pa- « reilles, l'Amérique ne pourra pas rivaliser avec « les arts des Grecs; » — quand il se moque de cette pruderie américaine qui ne veut point, dans un tableau, « voir plus haut que la cheville ou le « coude; » — c'est encore, selon moi, du paganisme. De plus, je ne sais pas si, en parlant ainsi, M. Murat ne pense pas involontairement au pays des planteurs, à ce pays « où les manières sont « d'une élégance parfaite et les esprits extrême- « ment cultivés, à ce pays des hommes d'État, des « orateurs de l'Amérique, et qui le sera peut-être « aussi de ses artistes. » Les mœurs, en effet, n'y ont-elles pas cette liberté de la Grèce, favorable aux beaux-arts? Les bals de quarteronnes de la Nouvelle-Orléans, « où les femmes libres de couleur « sont seules admises pour avoir l'honneur de danser « avec leurs seigneurs les blancs, d'où les hommes « de couleur sont sévèrement exclus, et ce spec- « tacle vraiment magique de quelques centaines de

« femmes toutes très-jolies et très-bien mises et de « toutes les nuances, depuis celle du café à la « crème jusqu'au blanc le plus délicat, réunies dans « de superbes salons fréquentés par les gens les « plus comme il faut, » — tout cela ne rend-il pas un peu à l'Amérique du Sud les inspirations de Phryné, de Laïs et d'Aspasie, que regrette M. Murat? Mais tout cela aussi n'est-il pas païen ?

L'esclavage tel que le peint M. Murat, avec ces mœurs et ces idées empruntées aux sociétés païennes de la Grèce, est un des traits qui caractérisent le mieux la nouveauté de l'Amérique. C'est donc, selon moi, dans cette nouveauté qui éclate partout, qu'il faut chercher l'explication des défauts et des mérites de la société américaine, et le secret de son avenir.

1832-1833.

PAUL-LOUIS COURIER.

PAUL-LOUIS COURIER.

I.

On se figure les gens d'après leurs opinions. Ainsi, à lire les pamphlets de Paul-Louis Courier, canonnier et vigneron, nous sommes tentés, nous autres bourgeois, de nous figurer quelque bon paysan, parti en sabots pour aller battre, à Valmy, le duc de Brunswick, puis revenant un beau jour dans son village, où il se met à tailler sa vigne jusqu'au moment où préfets, maires et gendarmes viennent le molester. Alors il quitte sa serpette, prend la plume et écrit; homme simple, que la nature avait fait écrivain vif et mordant sans que lui-même s'en doutât, et qui se trouva ce talent-là quand il fallut se défendre. Ce serait certes une belle chose de penser que, parmi nos vignerons, nous avons force pamphlétaires satiriques qui n'attendent qu'une occasion. Par malheur, il n'en est rien; et voilà encore une figure de fantaisie qui se trouve fausse, une fois l'homme connu.

En effet, Courier n'est rien moins qu'un villageois simple et naïf : c'est un savant, c'est un

homme qui a étudié toute l'antiquité grecque et qui sent, avec une rare finesse de goût, toutes les délicatesses du style attique; de plus, grand lecteur de nos anciens auteurs, de Rabelais, d'Amyot, de Regnier; idolâtre du siècle de Louis XIV et proclamant partout qu'il faut bien se garder de « croire « que quelqu'un ait écrit en français depuis le siècle « de Louis XIV; la moindre femmelette de ce « temps-là vaut mieux, pour le langage, que les « Jean-Jacques, Diderot et d'Alembert; » écrivain châtié et minutieux, composant, avec force veilles et force travail, les pamphlets du monde les plus vifs et les plus animés; travaillant, avec un soin scrupuleux, les lettres même qu'il écrit à ses amis, afin qu'il ne sortît rien de sa plume qui sentît la négligence et l'incorrection. Tel est Paul-Louis Courier, ancien canonnier à cheval et vigneron de Veretz.

Il y a deux époques distinctes dans la vie de Courier, l'Empire et la Restauration. Ce n'est que sous la Restauration qu'il joua un rôle politique et littéraire : sous l'Empire, il se tint de côté. Ainsi, il ne fit ni vers industrieux comme l'abbé Delille, ni belle prose comme M. de Fontanes : il fit du grec. Voilà pour la littérature. Quant à la politique, il tira quelques coups de canon en Italie et en Autriche; mais ce fut là sa seule manière d'acquiescer à l'Empire, et même il donna bientôt sa démission, puis se mit à courir de Suisse en Italie et d'Italie en France, continuant à se moquer, entre amis, de la dynastie impériale qui pullulait sur les trônes d'Europe et faisait partout souche de rois. Il n'est sorte d'histoires joyeuses qu'il n'ait à ce sujet : « Vous

« me demandez ce que nous faisons? écrit-il à sa « cousine ; peu de chose ici : nous prenons un petit « royaume pour la dynastie impériale. Qu'est-ce « que la dynastie? Méot vous le dira. Le fameux « traiteur Méot est cuisinier du roi, qui s'amuse « souvent à causer avec lui; le seul homme, dit-on, « pour qui Sa Majesté ait quelque considération. — « Méot, lui dit le roi, tu me pousses ta famille, tes « nièces, tes cousins, tes neveux, tes fieux; tu n'as « pas un parent à la mode de Bretagne, marmiton, « gâte-sauce, qu'il ne faille placer et faire gros sei- « gneur ! — Sire, c'est ma dynastie, lui répondit « Méot. »

Certes, il y avait de l'irrévérence à faire de pareils contes sur la dynastie impériale. Mais que voulez-vous? Courier, vieux soldat de la république, avait vu naître tout cela; il avait vu sortir tous ces rois de dessous le manteau impérial de Bonaparte, et il n'y en avait pas un à qui il ne pût dire, comme les vieillards aux jeunes gens : *Je vous ai vu pourtant pas plus haut que cela !* Chose étrange ! maréchaux, sénateurs, archichanceliers, rois, empereur, nos pères les avaient tous vus grimper à leur fortune ou à leur trône; et pourtant ces maréchaux, ces sénateurs, ces rois, cet empereur éblouissaient le public, ils imposaient le respect. Effet naturel de la gloire militaire : c'était elle qui faisait la légitimité de tout cet Empire parvenu. Il y avait là des princes sortis de l'échoppe, des rois qu'on avait tutoyés, un empereur qui avait été sous-lieutenant, tous hommes d'hier; mais ce jour d'hier, c'était le jour de la révolution, et, pour qui a vu un roi périr sur l'écha-

faud, quelle merveille qu'un sous-lieutenant soit passé empereur? pour qui avait vu mourir une dynastie, quoi d'étonnant que d'en voir naître une? Monter si haut! Pourquoi non? d'autres étaient tombés si bas! Tant de misère expliquait tant de fortune, tant d'abaissement faisait comprendre tant de grandeur. Tout cela, après tout, n'était que flux et reflux : les vagues avaient englouti une monarchie, et, en se retirant, elles découvraient un Empire. Pourquoi s'émerveiller?

Puis, allez dire à ces roturiers qu'ils n'ont pas de généalogie. Pardon : ils en ont une. Lisez les bulletins de la grande armée : que de quartiers de noblesse conquis à Marengo! que d'aïeux gagnés à Austerlitz! Rien n'est si propre que la gloire militaire à vieillir une race, et la fumée du canon noircit les parchemins aussi bien que le ferait la poussière des siècles. Tant de batailles gagnées, tant de conquêtes étourdissaient les esprits; et voilà ce qui explique la déférence et la docilité de la France devant toute cette monarchie impériale. Cependant, dans la nation et même dans l'armée, le vieil esprit républicain fermentait encore çà et là. Courier est le fidèle représentant de ce républicanisme militaire. Sacre impérial, institution de la croix d'honneur, titres nobiliaires, chaque chose enfin qui s'éloigne de la révolution et se rapproche de la monarchie, excite son fiel et sa colère. Courier avait pris au sérieux la révolution, et, quand il la voit ne sembler aboutir à autre chose qu'à faire Joseph roi, Louis roi, Jérôme roi, il s'emporte, il s'irrite : tant d'efforts, tant de sang répandu, tant

de malheurs, et au bout de tout cela le débotté impérial et la cour de Saint-Cloud ! Qui l'eût pensé à Jemmapes et à Fleurus ? Alors il tombe dans une espèce de noire misanthropie, car c'est là le trait caractéristique de l'opposition de Courier sous l'Empire comme sous la Restauration : « D'où vient « donc, écrit-il à un de ses amis, que, quelque part « qu'on s'arrête, en Calabre ou ailleurs, tout le « monde se met à faire la révérence, et voilà une « cour ? C'est instinct de nature : nous naissons va- « letaille. Les hommes sont vils et lâches ; insolents, « quelques-uns, par la bassesse de tous ; abhorrant « la justice, le droit, l'égalité ; chacun veut être, « non pas maître, mais esclave favorisé. S'il n'y « avait que trois hommes au monde, ils s'organi- « seraient : l'un ferait la cour à l'autre, l'appellerait « monseigneur, et ces deux unis forceraient le troi- « sième à travailler pour eux, car c'est là le point. » Voilà certes une boutade qui sent encore plus le misanthrope que le républicain et le démocrate. C'est là souvent aussi l'esprit des pamphlets de Courier.

Cette mauvaise humeur, cette antipathie contre la cour impériale donne à la correspondance de Courier, sous l'Empire, le double intérêt d'une histoire et d'un pamphlet. C'est une histoire : car, de lettres en lettres, il suit le règne de Bonaparte depuis son commencement jusqu'en 1810. C'est un pamphlet : car chaque événement, chaque circonstance inspire quelque lettre satirique. Courier fait en quelque sorte la contre-partie des historiens de la quatrième dynastie. Voyez le couronnement de Bonaparte dans *le Moniteur* : quelle unanimité !

quel enthousiasme ! Le peuple et l'armée s'empressent d'offrir la couronne à Bonaparte ; c'est l'élu de la France. Et Courier ? il va vous conter comment se fait un empereur : « Ce matin, d'Anthouard nous « assemble et nous dit de quoi il s'agissait, mais « bonnement, sans préambule ni péroraison : un « empereur ou la république, lequel est le plus de « votre goût ? Comme on dit rôti ou bouilli, potage « ou soupe, que voulez-vous ? Sa harangue finie, « nous voilà tous à nous regarder assis en rond. « Messieurs, qu'opinez-vous ? Pas le mot ; personne « n'ouvre la bouche. »

Enfin la délibération finit à grand'peine, et Courier continue :

« Que signifie, dis-moi, un homme comme lui, « Bonaparte, soldat, chef d'armée, le premier capi- « taine du monde, vouloir qu'on l'appelle Majesté ! « Être Bonaparte et se faire sire ! *Il aspire à des- « cendre*. Mais non : il croit monter en s'égalant aux « rois, il aime mieux un titre qu'un nom. Pauvre « homme ! ses idées sont au-dessous de sa fortune. « Je m'en doutais, quand je le vis donner sa petite « sœur à Borghèse et croire que Borghèse lui faisait « trop d'honneur.

« Ce César l'entendait bien mieux, et aussi c'était « un autre homme. Il ne prit point de titres usés ; « mais il fit, de son nom même, un titre supérieur « à celui de roi. »

Certes, cette peinture de la manière dont se fait un empereur, puis ces réflexions hautes et fières, tout cela est bien loin de la solennité et de la flatterie officielle du *Moniteur* ; c'est le ton du pamphlet,

mais du pamphlet dramatique et éloquent, tel que Courier en a donné l'idée dans quelques lettres du *Censeur*. Voilà comme il rudoie les pompes du sacre. Que fera-t-il donc de la gloire militaire et des bulletins, autres pompes et autre charlatanisme du temps?

Sans enthousiasme de caserne, sans vaine sensibilité, il raconte en soldat, avec une sorte d'insouciance satirique, ce qu'il a vu en Calabre, ce qu'il a fait, ce qu'il a souffert : là on pille, on égorge; ici une embuscade; on est tué sur place, ou on sert, durant quelques jours, de jouet aux bourreaux; tout cela, sous le plus beau ciel du monde; des myrtes et des aloès sur les rochers, des palmiers dans les vallées : car ce soldat insouciant, ce républicain misanthrope, l'Italie et sa belle nature l'enchantent. Battant, battu, égorgeant, égorgé; ici pendant, et plus loin pendu; souvent la fièvre, et, pour tout salaire, la croix d'honneur pour une blessure quand on est roturier, ou pour rien quand on a des aïeux : voilà la guerre, voilà le métier de soldat. Mais ce beau climat! mais cet air embaumé! mais ces haies de citronniers! Toute pleine qu'elle est de meurtres et de saccagements, l'Italie le charme et le ravit. Il la conquiert, il la brûle, il la pille. Que voulez-vous? guerre pour guerre! mais il l'adore. Ah! cesse son métier de discipline et d'obéissance, cesse son esclavage, comme il viendra vivre, libre et vagabond, sous ce beau ciel! Là, il a tout ce qu'il aime : un air plein du parfum des orangers et doux à respirer, sans rien faire autre; de vieux manuscrits à déchiffrer, d'ignorants bibliothécaires à bafouer. Comme il mènera une douce vie à Rome ou

à Tivoli, faisant du grec, et, pour toutes nouvelles d'Italie, écrivant à ses amis de France : « Les rossignols « ne chantent plus depuis quelques jours, dont bien « me fâche... Si les nouvelles de cette espèce peu- « vent vous intéresser, je vous en ferai une gazette. »

Singulier officier que Courier ! Volé, pillé trois ou quatre fois, il ne regrette qu'une chose. Quoi ? les lettres de sa maîtresse ? non : un Homère que lui ont pris les hussards. De plus, il n'est dupe ni de la gloire militaire, ni même de la croix d'honneur, et il avoue qu'en Calabre on pend nos soldats, les soldats de la grande nation. C'était certes là de l'idéologie, et, à cette époque, que pouvait espérer un officier idéologue ? Courier comprit cela et donna sa démission, laissant à d'autres l'espoir des rubans, des baronnies et des majorats. Il revint à Paris : c'était en 1809. Mais là il se laissa séduire au plaisir d'aller encore tirer quelques coups de canon en Autriche, et il partit pour la grande armée ; puis, après la bataille de Wagram, quitta de nouveau le service et alla s'établir à Tivoli, ne se repentant pas du reste d'avoir été à Vienne, « car il y avait vu de près l'o- « ripeau et les mamamouchis. » Et qu'est-ce donc, s'il vous plaît, que l'oripeau et les mamamouchis ? rien moins que la cour de Napoléon à Schœnbrunn, l'Allemagne entière à ses pieds et Marie-Louise promise à son lit. Ce mot là est le dernier bulletin politique de Courier. Il nous a dit ce que c'était que le couronnement, ce que c'était que les victoires du *Moniteur ;* il nous dit d'un mot ce que c'est que le mariage de Napoléon. Le sous-lieutenant de Brienne

vient de se faire initier à la confrérie des familles souveraines : il est mamamouchi.

A partir de ce moment, Courier, jusqu'à la Restauration, ne s'occupe plus que de Longus et de M. de Furia. Aussi bien il a encore assez à faire, car il a deux ministres à ses trousses, comme il le dit : « L'un veut me faire fusiller comme déserteur ; « l'autre veut que je sois pendu pour avoir volé du « grec. Je réponds au premier : Monseigneur, je ne « suis pas soldat, ni par conséquent déserteur ; — au « second : Monseigneur, je me moque du grec, et « je n'en vole point. Mais ils me répliquent, l'un : « Vous êtes soldat, car vous vous enivrâtes, il y a un « an, dans l'île de Lobau, avec L. et tels garnements « qui vous appelaient camarade ; vous suiviez l'em- « pereur à cheval. Ainsi vous serez fusillé. — L'au- « tre : vous serez pendu, car vous avez sali une page « de grec pour faire pièce à quelques pédants qui « ne savent ni le grec ni aucune langue. Là-dessus, je « me lamente et je me dis : Serai-je donc fusillé pour « avoir bu un coup à la santé de l'empereur ? Faudra- « -t-il donc que je sois pendu pour un pâté d'encre ? »

Nous arrivons à la Restauration. Mais, avant d'examiner la correspondance et les écrits de Courier depuis 1814, avant de voir comment, en politique, il s'égara par goût de misanthropie et de satire, et, dans son style, par affectation de simplicité, il est bon de nous faire une idée de son caractère et de son esprit, et de voir quelles opinions en fait de gouvernement, et même quel goût en fait de style, il avait en 1814 : nous en apprécierons mieux le rôle politique et littéraire qu'il a joué depuis.

II.

Ennemi du despotisme impérial, Courier vit avec plaisir la chute de Bonaparte. On s'y trompa, et en 1814 et 1815 on prit pour du royalisme sa haine de Napoléon. A cette époque, il dînait avec les Vendéens, avec les curés : « C'était la pureté même, car « il avait été pur dans un temps où tout était em- « brené. » Mais ce bon renom ne pouvait guère durer. Courier ne haïssait Bonaparte que par amour de la révolution, et, *s'il donnait en plein dans la Charte*, c'était encore parce qu'il la comprenait avec l'esprit et les idées de la révolution. Ajoutez à cela des préjugés opiniâtres contre la noblesse émigrée, préjugés qui dataient surtout du crédit de l'ancienne noblesse sous Bonaparte ; un esprit plutôt vif qu'étendu, une raison ferme plutôt que libre ; peu de lecture, mais beaucoup d'étude, c'est-à-dire que personne ne savait mieux que lui certaines choses, et si peu tout le reste ; un fonds d'humeur et de misanthropie qui faisait qu'il avait peut-être toutes les haines de l'esprit de parti, mais qu'il n'avait pas toutes ses amitiés, et qu'il était de l'opposition dans l'opposition même ; moins républicain encore que mécontent ; enfin, moraliste grondeur plutôt qu'écrivain politique.

Qu'est-ce que l'écrivain politique? est-ce tout

simplement l'homme qui écrit sur les affaires du jour et cherche à faire prévaloir son parti et ses opinions, ou bien l'homme qui, tenant compte des temps et des circonstances, oublie ses préjugés pour ne songer qu'aux véritables intérêts de sa patrie, et châtie également de son blâme les passions des peuples et les aveuglements des rois? C'est là, en bien ou en mal, ce qu'on appelle un écrivain politique. Courier est à peine quelque chose de ces deux hommes. Il écrit sur les affaires du jour; mais il n'est guère homme de parti, car il frappe en même temps le parti de l'émigration, le ministère et l'opposition. Enfin il ne prend conseil que de ses passions et de ses préjugés, sans jamais tenir compte, dans ses pamphlets, du temps et des circonstances. Toujours misanthrope et bourru, il y a une chose pourtant qu'il aime et qu'il préconise : la Révolution et le peuple. C'est le plus fier roturier du monde; encore se fâche-t-il contre le peuple, quand il voit la France courbée sous le joug des jésuites. Alors il nous prend en pitié, en mépris, en désespoir. Il ne voit pas, il ne sait pas voir comment, à cette école de souffrances, l'esprit public s'affermit, s'éclaire et se prépare un avenir de liberté durable. Aussi, avec quelle ironie amère il nous traite dans son *Pamphlet des Pamphlets!* « Français charmants ! sous l'empire « de la beauté, des grâces, vous êtes un peuple « courtisan, plus que jamais maintenant. Par la Ré- « volution, Versailles s'est fondu dans la nation; « Paris est devenu l'Œil-de-Bœuf. Tout le monde « en France fait sa cour. C'est votre art, l'art de « plaire dont vous tenez école; c'est le génie de

« votre nation. L'Anglais navigue, l'Arabe pille, le « Grec se bat pour être libre ; le Français fait la ré« vérence et sert ou veut servir ; il mourra, s'il ne « sert. Vous êtes, non le plus esclave, mais le plus « valet de tous les peuples. »

Ne donnons pas à Courier la gloire d'écrivain politique. Il ne comprenait ni la Charte ni la Restauration ; il ne voyait pas que la Révolution avait dû beaucoup céder pour garder beaucoup, et renoncer à ses rancunes pour sauver ses principes. C'est avec cette disposition d'esprit qu'il écrivit ses pamphlets. Il y aurait mauvaise grâce, aujourd'hui, à défendre ces écrits du crime de faction et de malveillance. Courier fut factieux ; non pas qu'il cherchât à ameuter le peuple en place publique ; mais, ne trouvant pas que les choses allassent à sa guise, il s'en prenait à nos institutions et à la royauté nouvelle, rompait franchement en visière avec notre système de gouvernement qu'il accusait de duper les peuples, et, ne se contentant pas de la résistance que permettent nos lois, résistance petite et mesquine à son avis, il faisait, non des discours d'opposition, mais des pamphlets séditieux.

Avouons-le, d'ailleurs, pendant longtemps en France l'esprit d'opposition a été mêlé à l'esprit de sédition. Après tant de troubles, tant de révolutions diverses, il était difficile que les partis se renfermassent aussitôt dans les bornes tracées par la loi : aussi le zèle de la monarchie allait jusqu'au goût du despotisme, l'opposition touchait à la révolte. Tout étant ainsi mêlé et confondu, il arriva que, des deux côtés, les hommes impatients et qui avaient l'esprit

net et hardi, poussèrent les choses jusqu'à leurs dernières conséquences : c'était, croyaient-ils, le seul moyen d'en finir. De cette manière, nous avons eu les factieux du pouvoir absolu et les factieux da la liberté, déduisant, les uns de la royauté le despotisme, les autres des libertés de la Charte la révolution ; tous bons logiciens et mauvais citoyens. En effet, rien n'est si peu logique qu'une transaction entre des principes opposés, telle qu'est la Charte ; mais rien n'est si salutaire au repos des États.

Courier fut d'abord de l'opposition ; mais, trouvant bientôt que l'opposition n'allait jamais au bout de rien, il passa outre et entra dans la sédition. La prudence lui paraissait de la faiblesse, les formes légales des simagrées, et, trompé par la doctrine de résistance que professait l'opposition, il crut que le droit de résistance allait jusqu'au droit de guerre. Aussi s'affranchit-il hardiment de toutes entraves, prit, sans tergiverser, le rôle de factieux, et se mit franchement hors de nos lois et de nos institutions. Il fit imprimer clandestinement ses pamphlets, aimant mieux se servir de presses secrètes que d'allusions, de réticences et de toutes ces cachotteries de la pensée ; se moquant, et à bon droit, de ceux qui, étant au fond gens de révolte et de sédition, restaient gens d'opposition et s'étudiaient à n'être factieux que jusqu'où il le faut pour n'être pas punissables. Il en était pour lui d'un gouvernement comme d'un salon : quand on est dedans, il faut faire ce qui s'y fait, suivre les usages et ne contredire que selon la politesse ; en dehors, liberté pleine

et entière. Voilà pourquoi il s'était mis en dehors. Mais il ne pouvait souffrir ceux qui restaient entre les deux portes, ayant le cœur des gens du dehors et les apparences des gens du dedans. C'était, à ses yeux, hypocrisie ou faiblesse.

En politique, le grand tort des écrivains factieux, c'est d'être inutiles. Ils excitent les passions ; mais, à moins que ce ne soit l'heure d'une révolution, à quoi aboutit toute cette chaleur de passions? à quelques troubles sans effet et sans suite. Un écrivain factieux, à bien y regarder, n'est pas autre chose qu'un faiseur de théories : il a une idée de gouvernement autre que celle des institutions de son pays ; il est républicain dans une monarchie, monarchique dans une république, homme de théorie enfin, et il prêche à ses concitoyens son gouvernement favori. Une utopie et des déclamations, voilà le fond ordinaire des esprits factieux. Courier, tout factieux qu'il était, ne l'était pas cependant de cette façon triviale. Il ne voulait pas de nos institutions ; mais il n'y avait guère de gouvernement qu'il se souciât d'y substituer ; de plus, personne n'a le style moins déclamatoire que lui. Il n'avait donc, avec le peuple des écrivains factieux, qu'une seule ressemblance, et celle-là est inévitable : c'est d'être inutile. En effet, à quoi peut servir l'homme qui, au lieu de travailler en commun à guérir les institutions de son pays, si elles sont malades, à les fortifier, si elles sont faibles, les déclare incurables? Avec sa franchise de soldat et de misanthrope, Courier méprisait les gens qui, factieux d'intention, restaient de fait dans l'ordre légal. Son mépris était juste. Ce-

pendant, lorsque ces gens parlaient le langage de la liberté constitutionnelle, quoique peut-être ils en voulussent une autre, c'était celle qu'ils professaient de bouche qui profitait de leurs efforts, parce que, après tout, c'était celle qui convenait au pays, et qu'un peuple écoute toujours comme il sent et comme il pense, quelle que soit d'ailleurs la pensée secrète de ses orateurs.

Ainsi, à moins qu'on ne soit à la veille d'une révolution, tout écrivain factieux est un écrivain inutile. De là le sort ordinaire des écrits factieux, qui meurent et s'oublient vite : car à quel titre le peuple s'en souviendrait-il? il n'a de mémoire que pour les services rendus. Il paie les factieux avec de la vogue; mais il garde la gloire pour d'autres.

Les écrits de Courier subiront-ils le sort commun? je ne le crois pas. Quoique Courier eût pris en haine l'ordre social de la Restauration, cependant, comme il était de notre siècle, il a contribué à la naissance de notre nouvel esprit public; il a, bon gré, mal gré, apporté sa pierre pour bâtir l'édifice de la France nouvelle; il a aidé à détromper la France des illusions du despotisme impérial. Voilà, en politique, son titre à nos souvenirs; en littérature, il en a de meilleurs.

En effet, s'il est mauvais politique, à notre sens, et publiciste à vue courte, Courier est du moins un moraliste remarquable. Personne, peut-être, n'a peint les mœurs politiques de notre époque avec plus de verve et plus de force. Hommes de Bonaparte, hommes de l'ancien régime, républicains libéraux, il peint tous ces mondes divers d'une ma-

nière vive et piquante, toujours en mal, car il a une misanthropie qui perce partout. Mais ce caractère de malignité, ce ton de dénigrement ne peut pas nous choquer beaucoup, nous autres Français, qui n'avons presque de moralistes que de ce genre. La Rochefoucauld, la Bruyère, sont des satiriques. Ce ne sont pas des prédicateurs de bons sentiments : ce sont des censeurs, ou sombres, ou subtils, ou moqueurs. La Rochefoucauld abaisse l'homme sous le joug de la morale de l'intérêt ; la Bruyère peint ses vices. Partout de la sagacité, de la pénétration, de la profondeur, de la satire ; presque nulle part de la tendresse, de l'abandon, de la douceur. Courier était de cette école de moralistes caustiques et pénétrants. Ajoutez la malignité de l'esprit de parti : car c'est sous le côté politique que Courier peint les mœurs de son temps, et c'est par là qu'il se distingue des autres moralistes. Jusqu'ici, on n'avait peint que l'homme ; Courier peint l'homme de parti : ce sont de nouvelles scènes, c'est une face nouvelle. La Bruyère a peint le courtisan, le pauvre, le riche, le savant, ce qu'il voyait enfin à son époque ; Courier peint le bonapartiste, le noble rentré, et cela en saisissant avec une rare malice les traits caractéristiques de ces figures modernes. Voici un *caractère* que lui eût envié la Bruyère : « La Tulipe, « homme de cour, a quitté son briquet pour se faire « talon rouge. C'est maintenant, on peut le dire, un « cavalier parfait, rempli de savoir-vivre et de déli- « catesse ; on n'a pas meilleur ton que Monsieur ou « Monseigneur le comte de la Tulipe. Et voilà Do- « rante hussard ! Depuis quand ? depuis la paix ; sen-

« tant la caserne, si ce n'est même le bivouac. Sous « le fardeau de deux énormes épaulettes, il jure « comme Lannes, bat ses gens comme Junot, et, « faute de blessures, il a des rhumatismes, fruit de « la guerre, entendez-vous? de ses campagnes de « Hyde-Park et de Bond-Street. Éperonné, botté, « prêt à monter à cheval, il attend le bouteselle. « La vieille garde cependant grasseye et porte des « odeurs. »

Et ne croyez pas qu'il n'y ait que la noblesse d'avant-hier et celle d'hier qu'il bafoue de cette façon : il n'est pas plus indulgent pour les gens qui croyaient être de son parti. On se souvient du temps où le côté gauche quitta la Chambre après l'expulsion de Manuel. Voici comment il en parle dans une lettre inédite : « Nos orateurs sont comme Sancho « lorsqu'on l'empêche de parler : ils crèvent dans « leur peau. Ils ont formé une assemblée chez « Laf...; elle a un président, des huissiers, une op- « position. La princesse Bagr... s'y rend pour com- « pléter l'illusion. On discute, on dispute, et M. de « Girardin bourre le président. La tribune le matin, « le salon le soir, c'est le boire et le manger de nos « orateurs. »

Le style de Courier mérite aussi d'être examiné avec soin. C'est une diction savante et laborieuse, travaillée avec une peine infinie jusqu'à ce qu'enfin elle lui semblât arrivée à la simplicité et à l'élégance qu'il voulait. Il y a dans son style deux manières ou plutôt deux époques. A sa première époque, c'est aux Grecs et surtout à Xénophon qu'il emprunte les formes de sa phrase. Il le fait avec les différences

qu'exige le génie divers des deux langues. Aussi sa phrase n'a pas l'allure périodique; c'est plutôt un assemblage régulier de petites phrases, ayant toutes leur sens particulier, et cependant se rapportant toutes à nn sens général qui les embrasse et qui les lie. C'est là le genre de la phrase grecque, et surtout de la phrase d'Hérodote et de Xénophon. Ce que nous appelons une période, c'est particulièrement la phrase latine, la phrase de Cicéron, avec ses mots enchaînés les uns aux autres, qui se déroulent d'un même mouvement jusqu'à la fin. Là, point de petites phrases unies d'une façon libre et aisée par un lien commun, comme dans la période grecque. Courier ne connaît pas ce majestueux enchaînement de la phrase cicéronienne : il sait que le génie de notre langue se trouverait embarrassé dans les plis flottants de la période romaine. Il partage sa phrase en diverses parties; puis, pour la lier, supplée aux particules des Grecs par toutes les ressources que lui fournit notre langue. Du reste, il ne se sert que de mots du siècle de Louis XIV ou d'avant Louis XIV, et il ne reçoit, en fait d'expressions, que celles qui ont un siècle ou deux d'antiquité; jamais son style ne se mésallie jusqu'aux mots de la langue de J.-J. Rousseau ou de d'Alembert. Mais au moins, à cette première époque, quoiqu'il aimât l'ancienneté en fait de style, cependant il ne s'était pas encore fait la loi, comme plus tard, de se rapprocher de l'idiome de Froissart et d'Alain Chartier; son style est piquant et original sans être prétentieux. Sa Correspondance, ses Mémoires, ses Lettres au Censeur, sa Lettre sur l'Académie des Inscrip-

tions et Belles-Lettres, sont de cette première manière, qui me semble de beaucoup la meilleure.

A la seconde époque, il pousse l'archaïsme jusqu'à la manie, et son style devient trop artificiel pour plaire longtemps. C'était vouloir faire une espèce de contre-révolution dans la langue que de la ramener au xve siècle.

Il est temps de résumer notre opinion sur Courier. Comme peintre des mœurs politiques de notre siècle, ce misantrophe satirique aura sa place dans nos souvenirs; il y a de ses lettres, il y a de ses pamphlets qui resteront dans la mémoire. Ce ne sera pourtant pas, quoi qu'on dise, un nom populaire. Son style est trop laborieux et trop savant dans sa prétendue simplicité, pour plaire à d'autres qu'aux gens du monde. Pour goûter la bonhomie villageoise du vigneron de Veretz, il faut une finesse de goût et de littérature qui ne sera jamais la qualité du peuple. Courier, tout factieux, tout pamphlétaire qu'il se glorifiait d'être, sera une réputation de bibliothèque, connue des hommes de goût qu liront avec curiosité ses peintures du sort des jeunes prêtres, ses lettres sur Bonaparte et sur l'Italie, sa correspondance avec le Censeur, et la défense qu'il devait prononcer à la cour d'assises. Ce sont là les titres qui garderont son nom de l'oubli et feront qu'il aura sa place dans notre littérature politique.

1828.



M. CAMPENON.



M. CAMPENON.

aux idées que M. Campenon se faisait de la littérature : elles expliquent le souvenir affectueux que vous avez gardé de lui et dont j'ai recueilli soigneusement le témoignage comme la meilleure inspiration que je puisse avoir aujourd'hui. Oserai-je ajouter que ces idées ont aussi pour moi un attrait particulier? car il n'en est pas qui rattachent si étroitement la morale à la littérature, et qui, par conséquent, conviennent si bien à l'enseignement littéraire et à ces travaux du professorat qui, tout modestes qu'ils sont, trouvent pourtant parfois d'illustres récompenses. Vos suffrages me l'ont appris, Messieurs, et j'en garderai une reconnaissance d'autant plus vive et d'autant plus profonde, que, lorsque vous avez daigné prendre dans l'Université le successeur de M. Campenon, ce choix, qui a été pour moi un signe éclatant de votre bienveillance, a été pour le corps auquel je me fais gloire d'appartenir un à-propos de justice que je n'oublierai jamais.

M. Campenon était né à la Guadeloupe; mais il vint de bonne heure en France, il y fit des études rapides et brillantes, et sortit du collége encore bien jeune, deux ou trois ans à peine avant 89. Je ne veux pas ici, Messieurs, parler encore de cette révolution qui a fondé notre société : assez d'autres l'ont fait avec l'autorité de leur talent et avec l'expérience des temps et des hommes. Je n'ai aucun de ces droits. La vie de M. Campenon ne peut même pas me servir de prétexte; car, s'il fut, comme tant d'autres, enveloppé dans l'adversité commune, il en souffrit moins, parce qu'il était jeune et que le malheur pèse moins à la jeunesse qu'à l'âge mûr. Le

malheur est pour la jeunesse une expérience, un apprentissage; parfois même aussi, il lui plaît comme une aventure. Pour M. Campenon, cependant, l'aventure fut pénible, car il fut forcé d'aller chercher un asile en Suisse. Quel était donc le crime de ce jeune homme ? Hélas ! il avait fait contre la révolution une romance. M. Campenon avait été, comme il le dit quelque part de Ducis, révolutionnaire avant qu'il y eût une révolution, et il cessait de l'être à mesure que la révolution était plus violente et plus décisive. Il se sentait ému de pitié pour cette monarchie qui tombait, pour cette reine surtout dont le trône se changeait en échafaud. Ce fut pour Marie-Antoinette que M. Campenon fit cette romance qui causa son exil, et il la publia dans une de ces feuilles satiriques qui témoignaient à la fois de la rancune et de la faiblesse du parti de l'ancien régime. Ce parti essayait de combattre la révolution par des chansons et des épigrammes. Les chansons étaient spirituelles, les épigrammes étaient piquantes; mais que faisaient ces coups d'épingles contre le géant ? On pouvait bien rendre ridicule tel ou tel membre du parti populaire; mais, derrière les individus, il y avait le peuple. Or, pour rire du peuple, il faut des rieurs qui n'en soient pas, il faut une cour. A cette époque, les rieurs ou la cour étaient émigrés; les journaux du parti de l'ancien régime avaient, pour des journaux politiques, un grand et irréparable malheur : ils n'avaient pas leur public en France.

Ce fut dans ces journaux, qui avaient plus d'esprit que d'influence, que M. Campenon fit ses premières

armes : il fut donc journaliste. J'aime à trouver, dans la vie de M. Campenon, ce trait caractéristique de l'histoire des hommes de lettres de nos jours : ils ont presque tous pris part aux luttes de la presse; les uns s'attachant à la critique littéraire, et je vois sur vos bancs quelques uns des maîtres de cet art difficile d'employer le bon ton à défendre le bon goût; je les vois paisiblement assis à côté de ceux qu'ils croyaient leurs adversaires et qui n'étaient que leurs frères d'armes. Les autres ont manié l'arme plus rude et plus violente de la controverse politique. Là les blessures sont vives; heureusement aussi les plaies se guérissent vite. Qui de nous enfin, Messieurs, si j'interroge les souvenirs contemporains, qui de nous n'a dit son mot dans ce forum bruyant de la presse, à cette tribune aux mille voix un peu discordantes, où chacun monte à son tour, selon le goût, la passion, et surtout selon l'à-propos? Le talent, le caractère, la passion aident beaucoup, en effet, à faire un journaliste ; mais l'à-propos seul l'achève et lui donne l'investiture. Ne médisons pas de l'à-propos, Messieurs. L'à-propos, en politique, est la rencontre que les passions font de la justice, car elles la rencontrent parfois. Seulement, entre les passions et la justice les entrevues sont courtes. Mais c'est dans ces moments-là qu'il est beau d'être écrivain, c'est-à-dire de deviner le sentiment public, de lui donner la voix et la parole en y joignant l'accent de notre conscience, et d'entendre, dès le lendemain, ce sentiment, agrandi par l'éloquence, retentir de toutes parts dans un immense écho. Je sais bien que cet écho ne redit pas

le nom de celui qui l'a éveillé ; mais qu'importe qu'il ignore le nom, s'il répète la pensée et s'il propage l'opinion ? Le journaliste doit tenir à la puissance de sa pensée plus qu'à la célébrité de son nom.

Pardonnez-moi, Messieurs, si, par une prédilection toute naturelle, je me suis laissé aller à parler de ce genre de littérature qu'on appelle les journaux. Les journaux, si je ne me trompe, doivent tenir une place dans l'histoire littéraire et même dans l'histoire politique de notre siècle : car c'est par là qu'ont commencé beaucoup de choses et beaucoup d'hommes de notre temps.

Quant à M. Campenon, je l'avoue, la première expérience qu'il avait faite des vicissitudes de la controverse politique, n'avait guère dû l'attirer vers ce genre de vie. Son talent, du reste, ne l'y portait pas. Son esprit était fin, délicat, élégant; son âme était vive et sensible, mais d'une sensibilité plus faite pour l'élégie que pour l'éloquence. La finesse et l'élégance sont bonnes partout, même dans la presse; mais, pour y avoir tout leur prix, il faut qu'elles soient aidées par quelques qualités qui touchent à certains défauts : il leur faut le feu de la passion, l'ardeur du combat, l'opiniâtreté de la lutte. Ces vertus militantes manquaient au talent de M. Campenon ; sa première éducation littéraire n'avait pas pu les lui donner.

En effet, cette éducation fut douce et heureuse. Ses premiers guides littéraires furent Léonard, Florian et, au-dessus d'eux, Bernardin de Saint-Pierre ; les deux premiers, Léonard et Florian, poëtes ingénieux, qui trouvaient parfois la naïveté, quoiqu'ils la

cherchassent, et qui faisaient des idylles où les salons du XVIIIe siècle s'empressaient de reconnaître la fidèle peinture de la vie champêtre. Et ne croyez pas que le XVIIIe siècle n'aimât pas la campagne : J.-J. Rousseau avait mis le village à la mode en médisant éloquemment de la ville. Gessner, arrivant bientôt avec ses pastorales un peu froides, profita habilement de l'éloge que faisaient des champs ceux qui n'y allaient pas. Les bergers de Léonard et de Florian se ressentent tout à la fois de Rousseau et de Gessner. Quant aux bergères, à voir leur grâce un peu minaudière, je suis souvent tenté de prendre leur houlette pour un éventail, et leur bergerie pour un boudoir. Ces idylles, qui nous arrivaient d'Ermenonville avec J.-J. Rousseau, ou de Suisse avec Gessner, ne pouvaient guère donner au XVIIIe siècle la gloire de la poésie pastorale ; elles ne méritaient pas non plus de servir de modèle et d'inspiration à un jeune écrivain. La vraie pastorale, Messieurs, nous vint de l'île de France avec Bernardin de Saint-Pierre : *Paul et Virginie* est la plus belle et la plus touchante idylle de la littérature française. Là, tout est vrai, tout est simple et tout est élevé ; rien ne sent les mœurs de fantaisie et les sentiments de convention. Voilà la nature telle que le génie sait la retrouver dans le cœur de la jeunesse. Aussi il y eut des salons qui s'y trompèrent, et, quand Bernardin de Saint-Pierre y vint lire *Paul et Virginie*, ils restèrent froids.

Le public fut mieux avisé que les salons : il ne jugea pas, il fut ému, il admira. M. Campenon fit comme le public : *Paul et Virginie* le jeta dans l'en-

chantement. Créole, il y retrouvait le souvenir de la patrie et de l'enfance; jeune homme, il y trouvait ses sentiments, ses émotions. L'admiration l'inspira, et il fit sur *Paul et Virginie* des vers qui eurent beaucoup de succès. Bernardin de Saint Pierre voulut les entendre : il fut charmé des vers du poëte, et surtout de l'enthousiasme de son admirateur. Alors, comme aujourd'hui, l'admiration de la jeunesse était pour le génie la plus douce des récompenses; alors, comme aujourd'hui, le génie aimait que l'encensoir fùt dans de jeunes mains. Mais alors il donnait des conseils et des leçons; alors aussi le talent savait les recevoir. Tel fut le commerce qui s'établit entre Bernardin de Saint-Pierre et M. Campenon : le jeune homme admirait, le vieillard instruisait.

Quelque vive que fût l'admiration de M. Campenon pour Bernardin de Saint-Pierre, quelque influence aussi qu'aient pu avoir sur lui les exemples et les conseils de Léonard et de Florian, cependant ce n'est ni au roman ni à la poésie pastorale que M. Campenon consacra son talent. Ses deux ouvrages principaux, *la Maison des champs et l'Enfant prodigue*, appartiennent, l'un à la poésie descriptive, et l'autre à la poésie élégiaque, quoique le récit y tienne plus de place que la passion.

Les poëmes de M. Campenon ont les qualités de la poésie au XVIIIe siècle : son vers est clair et précis, gracieux avec correction, c'est-à-dire élégant; il se prête heureusement à la description, il se prête aussi à l'expression des sentiments. Mais ne demandez pas au poëte d'exprimer ces mouvements passionnés qui conviennent à la tragédie et au drame. Les

sentiments que M. Campenon sait exprimer sont des sentiments doux et délicats, qui se révèlent par un mot, par un geste, par un coup d'œil ; il sait la angue des cœurs qui souffrent et se contiennent, qui se plaignent timidement ; il comprend mieux les soupirs que les sanglots.

Dans le récit des aventures et des erreurs de l'enfant prodigue, peut-être M. Campenon s'est-il trop laissé aller à ce penchant de son talent. Non, certes, qu'il n'y ait une admirable tendresse dans l'enfant prodigue de l'Évangile ; mais cette tendresse a un caractère particulier : c'est la tendresse d'un père qui pardonne, et ce père lui-même est l'emblème de Dieu, de son inépuisable miséricorde. De là une gravité douce qui n'exclut pas la tendresse, mais qui exclut la sensibilité, je veux dire ce besoin qu'a le cœur de céder à sa propre faiblesse. Or M. Campenon, en donnant à l'enfant prodigue une mère qui supplie et qui intercède pour lui, ôte au père le mérite de la clémence : car, d'une part, nous sentons trop bien que, partout où il s'agit d'aimer un fils et de lui pardonner, c'est à la mère qu'appartient la prééminence ; et, d'une autre part, nous sentons aussi que, pour une mère, comme le dit M. Campenon lui-même, le pardon est une sorte de besoin.

La Maison des champs fut encore plus goûtée que ne l'avait été l'*Enfant prodigue* : c'était un poëme descriptif, et, de ce côté, il répondait mieux au goût du temps.

Les poëtes descriptifs du XVIIIe et du XIXe siècle, qui essayèrent de faire de la poésie descriptive un genre à part, furent séduits par un grand exemple

antique et par un grand succès contemporain. L'abbé Delille venait de faire faire à la poésie française un tour de force ou de souplesse dont Voltaire ne la croyait pas capable : il avait traduit les Géorgiques de Virgile. Cette traduction avait remis Virgile à la mode, et le siècle se prit de goût pour les descriptions champêtres, sans trop rechercher si les Géorgiques de Virgile étaient un modèle qui pût convenir aux mœurs et aux habitudes de la société moderne.

Quand Virgile célébrait l'agriculture, il célébrait un art cher aux Romains : il louait les vieilles mœurs de sa patrie, son poëme était un poëme national, et Rome s'applaudissait de voir la vie des champs, la vie de ses vieux héros, se polir en quelque sorte et s'embellir sous les vers du poëte. Dans ce siècle d'Auguste où les vieilles traditions étaient conservées par bon goût et par politique, mais où elles s'amollissaient sous l'influence de la littérature; où Horace chantait dans ses odes les vertus républicaines, et prêchait dans ses épîtres la sagesse tempérée qui convient aux États monarchiques, l'agriculture ne devait plus, ainsi qu'au temps de Caton, être enseignée comme un métier et un travail. La vie des champs, dans Virgile et dans Horace, est devenue l'art de vivre heureux et de jouir des douceurs du repos. Caton enseigne comment on sème, comment on moissonne et comment on vendange : c'est le manuel du cultivateur rude à la fatigue et ardent au gain. Horace et Virgile ont d'autres pensées : ils cherchent le loisir, l'étude et les douces rêveries de l'imagination. Il y a déjà, dans leur amour de la

campagne, un peu d'ennui de la ville. Seulement, Horace et Virgile, grâce aux habitudes de la vie antique, aimaient véritablement les champs, tandis que le XVIII[e] siècle ne trouvait, ni dans les traditions de la société française, ni dans les idées nouvelles, ce qu'il fallait pour goûter le charme de l'agriculture. Voyez *l'Homme des champs* de Delille. Jamais titre ne fut si trompeur : l'homme des champs n'est pas un modeste laboureur, ou même un berger d'églogue qui a sa chaumière et son troupeau ; c'est un riche seigneur,

.... C'est le mortel noble dans ses penchants,
Qui cultive à la fois son esprit et ses champs ;

c'est enfin un philosophe qui a l'habileté d'être millionnaire, ou un millionnaire qui a le bon goût d'être philosophe. Il a un château, il reçoit du monde ; il a sa meute, son écurie, ses chasses au cerf ; il a aussi une bonne et riche bibliothèque, il aime l'étude et les beaux-arts ; de plus, il est bienfaisant, il fonde des hôpitaux, ouvre des écoles, dote les jeunes filles. — Voilà l'homme des champs tel que le conçoivent Delille et le XVIII[e] siècle. Horace ne souhaitait qu'un petit champ, un peu d'eau courante, quelques arbres, et il remerciait les dieux ou Mécène de lui avoir donné davantage. L'homme des champs de Delille se croit simple et modeste en s'écriant :

Oh ! d'un simple hameau si le ciel m'eût fait *maître !*

Quoique M. Campenon admirât beaucoup l'abbé Delille, et quoiqu'il eût été élevé par Florian et par Léonard, il eut cependant le bon esprit de ne faire

de sa maison des champs ni un château seigneurial, ni une chaumière d'églogue. C'est par là qu'il fut vrai. Le château, en effet, est à l'usage du petit nombre ; la chaumière n'est du goût que de ceux qui ne l'habitent pas ; et j'ajoute que ni le château ni la chaumière ne sont la campagne : l'un est le luxe et l'autre le travail. La maison des champs, telle que l'a chantée M. Campenon, représente seule la campagne telle que nous pouvons l'aimer dans la société moderne : car c'est là seulement que nous trouvons le loisir sans l'ennui ; c'est là aussi seulement que nos goûts se rapprochent du goût des anciens. Non que le maître de la maison des champs de M. Campenon aille jusqu'à Caton et se fasse cultivateur : il s'en tient à Virgile et à Horace, et même c'est là aussi qu'il aime à les lire, car il est un peu savant comme il est un peu jardinier, le tout à ses heures et sans fatigue. Il n'a pas les jardins de Delille, si beaux qu'ils ressemblent à un souhait : son jardin est simple et modeste, mais il est sien, ce qui est un grand point ; et, dans son amour de la campagne, je sens poindre l'amour de la propriété. Aussi cet amour embellit à ses yeux les plus humbles détails ; point de dédains poétiques : il parle de son potager, nomme sans périphrase le pois, la fève, la chicorée, le chou enfin ; et, si çà et là quelque épithète mythologique vient relever l'humilité du mot principal, je l'excuse : il y a toujours un peu de fiction dans les charmes que le propriétaire trouve à son domaine.

La justesse des pensées, la vérité des sentiments, l'élégance de l'expression ont toujours été un mérite

que l'Académie s'est empressée de récompenser, alors même que ce mérite était à la fois moins rare et plus estimé. L'Académie admit M. Campenon dans son sein ; et cet honneur, qui est toujours la plus belle récompense qu'un homme de lettres puisse obtenir, puisqu'elle lui est décernée par le libre jugement de ses supérieurs, cet honneur eut pour M. Campenon un prix tout particulier, car il fut appelé à succéder à Delille, qu'il avait aimé et qu'il était fier de nommer son maître. Delille était mort en 1813; mais M. Campenon ne prononça son éloge devant vous qu'en 1814, et, pendant cet intervalle, de grands changements politiques s'étaient accomplis. Ces changements sont l'écueil des orateurs : car comment en parler convenablement et comment aussi n'en pas parler? Les passions tendent l'oreille, la curiosité publique écoute malignement; les mots ne sont plus laissés à leur innocence primitive, ils prennent un sens et une portée particulière. Heureux les hommes, heureuses surtout les assemblées qui peuvent garder leur langage ordinaire, quand tout le monde prend celui du parti vainqueur!

Telle est l'Académie française. J'oserais dire, sans crainte d'être démenti, qu'il y a, dans les discours prononcés ici en 1814 ou en 1815, des exemples d'impartialité et de bon goût qui font honneur à l'histoire de la littérature. J'ajoute qu'il y a déjà longtemps que la littérature et l'Académie, qui la représente, ont en France le privilége d'être plus justes et plus équitables que la société politique. En 1698, sous Louis XIV, l'abbé Genest remarquait, en venant prendre place sur ces siéges, l'égalité qui

régnait parmi les membres de l'Académie, et comment « la différence des conditions, disait-il, n'y était reconnue que par les divers talents de l'esprit. » Depuis 89, Messieurs, la société vous a pris cette égalité que vous possédiez seuls autrefois; elle se l'est appropriée. Mais, en lui cédant avec joie la qualité qui vous distinguait dans l'ancien régime, vous avez trouvé aussitôt une autre qualité qui vous distingue de notre société : l'impartialité.

Parmi les témoignages de cette impartiale fermeté de langage qui convient à l'Académie, il faut compter, sans contredit, le discours de réception de M. Campenon et la réponse du directeur de l'Académie, M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely.

M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely avait rempli, sous l'Empire, des fonctions importantes; il aimait, il admirait Napoléon. Comment donc parler convenablement du silence hardi que Delille avait gardé contre la gloire de l'Empereur, et surtout comment en parler au moment même où les princes que Delille avait noblement regrettés par son silence venaient de remonter sur le trône? Comment témoigner lui-même qu'il gardait la mémoire des bienfaits de l'Empereur, et honorer le passé sans blesser le présent? M. Regnaud se souvint qu'ici, Messieurs, règne et régnera toujours la plus vieille et la plus gracieuse des libertés françaises, la liberté de la bonne compagnie, où tout peut se dire en tout temps, pourvu que tout se dise bien. Il fut sincère et ingénieux : il loua Delille de n'avoir jamais flatté le pouvoir, mais il le loua aussi *d'avoir flatté le malheur;* et, comme le malheur avait été tour à tour,

depuis vingt-cinq ans, le lot de tous les partis, ce droit de le flatter parut à tout le monde un droit qu'il fallait défendre, quitte à voir peu de gens en user.

M. Campenon était plus à son aise pour parler de la fidélité que Delille avait gardée à la vieille monarchie française : car il avait lui-même, dans sa jeunesse, défendu cette cause. D'ailleurs, aucun lien particulier ne l'attachait à l'Empire. Il avait seulement pris part, sous M. de Fontanes, aux premiers travaux de l'Université, et, dans son discours, il rendit à cet homme illustre un hommage de reconnaissance qui était un trait de courage : car, en louant à la fois l'Université et son grand maître, il choquait les passions du parti auquel la Restauration avait rendu le pouvoir.

M. Campenon savait par expérience quel était l'esprit qui, sous l'influence de M. de Fontanes, animait l'Université naissante; il concourait à l'exécution des règlements que Napoléon avait donnés à cette grande institution; il voyait comment elle marchait au but que son fondateur lui avait marqué. Ce but, Messieurs, est simple et élevé, comme le sont, parmi les pensées de l'Empereur, toutes celles dont la grandeur a été prouvée par la durée. Former une jeunesse qui aime l'ordre et le travail, et, pour cela, s'appuyer d'abord sur l'heureuse influence de la famille; ne jamais séparer les enfants ni de leurs parents ni de leur temps, soit par la règle, soit surtout par les idées; mais, à l'influence de la famille et de la société, joindre l'habitude de la discipline et du devoir; mêler, dans une juste pro-

portion, l'éducation publique et l'éducation domestique. Voilà la mission de l'Université, telle que son fondateur l'avait conçue et telle surtout que l'ont faite le cours des ans et les conseils de la raison publique. Je sais bien que cette perpétuelle coopération que le collége demande à la famille, impose à celle-ci des obligations difficiles; je sais bien que, lorsque l'enfant vient dans la maison paternelle, le père alors veille avec plus de soin sur ses propres actions, puisqu'elles vont servir d'exemples et de leçons. Mais, de toutes les règles, celle que nous impose la tendresse paternelle n'est-elle pas la plus douce? Ah! s'il est quelque part des maîtres commodes qui promettent aux parents de les dispenser de ces gênes salutaires, qui leur disent qu'ils se substitueront à leurs devoirs, qui flattent les familles de la chimère d'une génération austère et recueillie à côté d'une société livrée au plaisir et au bruit; s'il est des hommes enfin qui tâchent de satisfaire à cette bizarre, mais touchante inconséquence de quelques parents qui veulent en même temps garder la vie facile du monde et avoir des enfants soumis à la loi sévère de Dieu; — non, je n'envie pas à ces habiles inventeurs de l'art de concilier le mal et le bien, je ne leur envie pas le succès qu'ils pourront avoir, et j'avoue volontiers, comme professeur, que l'Université a besoin de la collaboration des familles, et qu'elle ne connaît pas de système d'éducation qui puisse se passer de l'assistance des mères pour les enfants, et de l'ascendant des pères sur les jeunes gens.

En 1823, M. Campenon, dont la santé était faible,

quitta ses fonctions admistratives, et il ne vécut que pour les lettres, pour sa famille et pour ses amis. L'amitié est, de tous nos sentiments, celui peut-être qui s'accorde le mieux avec le goût des lettres : non que je veuille exalter l'amitié littéraire aux dépens des autres amitiés. Je crois à l'amitié politique ; seulement elle a ses vicissitudes. Je crois aux amitiés du monde ; seulement elles ont leur saison. L'amitié, entre hommes qui aiment les lettres, a des plaisirs plus constants et plus doux, surtout quand ils se sont choisis dès la jeunesse, et qu'ils ont suivi la même route sans pourtant marcher au même but. Ils s'entretiennent de leurs travaux et de leurs espérances. Ils se louent bien un peu mutuellement : la louange entre amis aide à l'amitié ; mais ils s'avertissent aussi, et même ils se censurent. L'un est poëte comique et raille gaiement les travers de son temps. Craignez, provinciaux, craignez de le laisser passer par votre petite ville : il saura en découvrir d'un coup d'œil les ridicules et les ennuis. — L'autre semble avoir reçu de Voltaire la tradition du conte et de l'épître philosophique, et je l'entends encore se moquer de ces écrivains étrangement épris de l'ignorance du vieux temps, qui,

Au char de la raison attelés par derrière,
Veulent à reculons l'enfoncer dans l'ornière.

Celui-là, philosophe chrétien, donne la leçon et l'exemple d'une vie vertueuse et régulière ; seulement, pour mieux attirer le siècle et par indulgence pour sa faiblesse, il donne à la vertu le nom de bonheur. Celui-ci est un critique pénétrant, élevé et

sévère. Un autre est un historien éloquent, impartial même en parlant des hommes de son temps; implacable ennemi de la méchanceté, mais toujours disposé à croire au bien.

Vous avez reconnu, Messieurs, quelques-uns des amis que M. Campenon trouva dans l'Académie : les uns qui l'ont précédé dans la tombe, les autres qui pleurent sa perte et s'associent, par leurs regrets, à l'hommage que je viens rendre à sa mémoire.

Parmi les amis de M. Campenon, il en est un pourtant que je n'ai pas encore nommé et que je ne dois pas passer sous silence, car M. Campenon s'est plu à retracer les souvenirs qu'il en avait gardés : je veux parler de Ducis. Ducis était pour M. Campenon et pour ce groupe d'écrivains ingénieux et élevés que j'ai essayé de caractériser, Ducis était mieux qu'un ami : il était une sorte de patriarche. Heureux les jeunes auteurs qui savent ajouter au plaisir de s'aimer entre eux le plaisir d'admirer et de respecter en commun quelque illustre vieillard qui ait blanchi dans la carrière! c'est à lui qu'ils reportent leurs pensées, quand ils veulent les élever et les agrandir. Ils jouissent entre eux de l'égalité, c'est-à dire du sentiment qui met le plus à l'aise le cœur de l'homme; mais, auprès de lui, ils goûtent le sentiment du respect et de l'admiration, c'est-à-dire aussi le sentiment qui élève le plus le cœur de l'homme en l'arrachant à lui-même et aux petitesses de l'égoïsme. Ducis méritait une pareille vénération. Grand poëte, il était bon et simple; il avait de la fierté, mais c'était une fierté de caractère : la vanité n'y avait point de part. Il avait refusé les

bienfaits de Napoléon, quoique offerts avec une délicatesse ingénieuse, et sa pauvreté allait jusqu'à la gêne ; mais il n'en était ni malheureux, ni honteux, ni orgueilleux, et il ne cherchait ni à la cacher ni à la montrer.

Ne nous étonnons pas que M. Campenon, dans les Mémoires qu'il a faits sur Ducis, ait si bien su le peindre : il l'aimait et il en était aimé. C'est par là que s'effaçait l'intervalle entre le vieillard et le jeune homme. Ducis, quoique à quatre-vingts ans, avait encore le cœur jeune ; il chérissait la jeunesse et les vives espérances qui font le charme et la joie des jeunes gens. C'est par là, en effet, que la jeunesse a le don de plaire à quiconque ne redoute pas de voir au delà de soi : elle représente l'avenir. Félicitons donc les nations qui peuvent jeter sur la jeunesse un œil de confiance et d'orgueil. Félicitons-nous nous-mêmes, Messieurs : car partout aujourd'hui où la jeunesse s'apprête à entrer dans la carrière et à prendre part aux travaux de la patrie, partout, dans des conditions et des rang divers, elle est digne de sa destinée. Voyez-la sur les marches du trône : quelle ardeur à défendre partout la gloire et l'honneur de la France ! quel faisceau de jeunes dévouements autour de ce roi toujours sage au milieu de tant de glorieuses espérances, et dont l'histoire dira que, sous son règne, la civilisation a triomphé en Afrique de la barbarie, et en Europe de la guerre !

Et pardonnez-moi, Messieurs, si le souvenir de nos jeunes princes me ramène naturellement vers ces écoles d'où ils sont sortis, vers ces lieux où j'ai mes plus doux devoirs, où il m'est donné de vivre

ıvec les jeunes gens et d'observer l'avenir de la ›atrie à travers le leur. Là aussi je vois la jeunesse ›ujours favorable aux bons sentiments et aux nobles ensées, toujours aisément émue quand on lui parle es saintes obligations de la famille ou de la gloire e la France ; bienveillante, j'ai droit de le croire, ›our ceux qui l'instruisent, pour ceux même qui 'avertissent. Oui, j'aime à dire hautement devant ous, Messieurs, combien, depuis quinze ans que je m'entretiens avec eux, nos jeunes étudiants m'ont rendu facile et doux l'accomplissement des devoirs du professorat; combien ils m'ont fait chérir ces causeries familières, qui parfois aussi pourtant ont leurs difficultés, car j'y dois critiquer quelquefois ceux que je voudrais toujours admirer. Chargé de diriger la marche encore incertaine de tant de jeunes esprits, c'est vers l'antiquité ou vers le XVIIe siècle que j'aime à les conduire, comme vers le modèle qui trompe le moins. Mais nous saluons les modernes en passant, et nous y revenons avec empressement, quand nous avons touché le but et affermi notre jugement. Dans nos écoles, Messieurs, nous croyons à la gloire littéraire du XIXe siècle, et nous en sommes fiers ; nous admirons beaucoup et nous espérons beaucoup ; mais nous faisons en sorte d'élever l'admiration par la critique et de féconder l'espérance par l'étude.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE.

Corbeil, typ. et stér. de Crété.